

LA VÉRITÉ

Organe de l'Organisation trotskyste

(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

MARS 1970

N° 547 - PRIX : 4 F.

56 pages

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

« Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

LÉON TROTSKY.

APRES LE 19^e CONGRES DU P.C.F.

—●—
L'ITALIE

A LA VEILLE D'UNE CRISE REVOLUTIONNAIRE

—●—
**VERS LA 4^e CONFERENCE DU COMITE INTERNATIONAL
POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE**

LA VÉRITÉ

Organe de l'Organisation trotskyste
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

Rédaction et Administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

Sommaire

Aux lecteurs de "La Vérité"	1
Après le 19 ^e Congrès du P.C.F., par François Forge	3
L'Italie à la veille d'une crise révolutionnaire, par Jacques Meyrand ..	8
Le Parti ouvrier révolutionnaire bolivien adhère au Comité international, par Etienne Laurent	14
La crise du « Conseil d'Assistance Economique Mutuel » (Comecon), troi- sième partie, par Michel Varga	18
Quelques tâches de la reconstruction de la IV ^e Internationale, par Sté- phane Just	26
Fonds international Lénine-Trotsky vers la 4 ^e Conférence du Comité inter- national pour la reconstruction de la IV ^e Internationale	33
23 thèses sur la crise et la révolution, par Karel Bartosek	37
A propos des 23 thèses de Karel Bartosek, par J.-C. Simon	43
CORRESPONDANCE DU DANEMARK - Le « paradis scandinave »	51

ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros)	15 Francs
Sous pli clos	20 Francs
Etranger	18 Francs
Le numéro	4 Francs
Abonnement de soutien	20 et 30 Francs

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23

AUX LECTEURS DE "LA VÉRITÉ"

Le Comité central de l'Organisation Trotskyste pour la reconstruction de la IV^e Internationale, lors de sa dernière réunion, vient de prendre toutes les dispositions rédactionnelles en vue d'assurer la parution bimestrielle de « La Vérité », revue du marxisme militant.

Ce numéro est encore un numéro de transition. Notre objectif sera dorénavant d'éditer régulièrement « La Vérité », en particulier comme organe de combat contre toutes les formes de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise.

Avec le régime de l'appropriation privée des moyens de production où le produit du travail de l'homme échappe à son contrôle sous forme de marchandise, où les producteurs, dans le processus de leur travail salarié, reproduisent nécessairement leur ennemi : le capital, la production dans le domaine des idées ne saurait échapper aux lois de la valeur. Les exploités n'accepteraient pas bien longtemps l'exploitation capitaliste si la bourgeoisie n'avait à sa disposition que son appareil d'Etat. Certes, aussi décisifs que soient en dernière analyse, dans la lutte de classes, police, armée, justice et prisons, les seuls moyens de la contrainte ne suffiraient pas à garantir le système de domination de la classe bourgeoise. Il faut encore faire accepter aux exploités la société capitaliste et le régime de la propriété privée comme seule forme de société « rationnelle » et « raisonnable ».

C'est là que la production des marchandises « idéologiques » s'intègre comme branche particulière de la production de marchandises fondée sur la division sociale du travail, c'est-à-dire sur des rapports humains mystifiés.

Les théories néo-capitalistes, celles opposant les prétendues nations prolétaires aux nations capitalistes, le tiermondisme et sa variante gauche, le castrisme, les théories du capitalisme monopoliste d'Etat, l'autogestion, toutes participent de la production de la marchandise « idéologique » dont la fonction consiste à obscurcir, consciemment ou non, la conscience de la seule classe progressive sur laquelle reposent les destinées de l'humanité : le prolétariat.

A moins de reconstruire Dieu et de partir à la recherche d'un monde « idéal », il n'y a d'autres matériaux disponibles que les matériaux du vieux monde pour œuvrer à la reconstruction, par la révolution prolétarienne, d'un monde rationnel où les rapports humains, devenus limpides, ne seront plus mystifiés et mystifiant.

Alors arrive l'immense armée des Sartre, déjà bien dévalué, et des Marcuse dont l'« autorité intellectuelle » s'est encore plus rapidement consumée au feu des illusions de Mai, les Althusser, Ernst Bloch et Lukacs. Tous ceux-là occupent avec éclat des positions non négligeables en tant que producteurs de marchandises idéologiques. Ils doivent faire accepter au prolétariat et à la jeunesse, les uns l'illusion de la solution « individuelle », du salut personnel dans une société divisée en classes, les autres la bureaucratie stalinienne usurpatrice des conquêtes d'Octobre comme « catégorie » relevant du socialisme.

Chacun est à sa place. Lacan et son école, ses disciples et ses critiques parviennent sur le devant de la scène et s'efforcent, en épigones qu'ils sont, d'utiliser l'œuvre libératrice de Freud en vue de

distiller une philosophie de la soumission. Qu'importe, pour ces messieurs, que la propriété privée des moyens de production soit abolie ou qu'elle subsiste, l'aliénation de l'individu ne saurait être surmontée. Philosophie de bien-nantis rejoignant la philosophie du curé pour qui, la nature de l'homme étant éternelle, rien ne saurait modifier l'état de choses existant.

Il ne reste pour ceux qui croient à ces maîtres en mystification que la conquête de « libertés », de la drogue, du sexe et du hippy, opposées à la conquête du pouvoir par le prolétariat, condition de la liberté réelle.

Une longue, séculaire, expérience atteste que l'on peut trahir Marx au nom de Marx. Les sociaux-démocrates s'y sont, comme on le sait, employés avec acharnement. Le stalinisme a élevé à des hauteurs vertigineuses l'œuvre de falsification du marxisme en mobilisant Marx et Lénine contre Lénine et Marx. Mais il revenait à Pablo-Mandel-Frank-Hansen de nous livrer une incroyable mixture où toutes les formes de la capitulation devant l'idéologie tentent de dresser un barrage « trotskyste » contre Trotsky et la IV^e Internationale.

« La Vérité » assurera au nom du marxisme le combat sur tous les fronts de l'idéologie.

Vient de paraître

LE NUMÉRO 1

des

"NOUVELLES ETUDES MARXISTES"

Revue de l'Alliance des étudiants révolutionnaires

Soutenez cette publication marxiste, son effort pour combattre toutes les formes de l'idéologie bourgeoise, et son travail pour l'organisation au compte de la révolution socialiste, des étudiants et des enseignants.

Abonnez-vous

1 an (5 numéros) 17 francs

Le numéro 4 francs

C.C.P. : Claire RIVOAL - La Source 31.272-23

APRÈS LE 19^e CONGRÈS DU P.C.F.

Le 19^e congrès du P.C.F. a-t-il constitué un « événement » ? La question peut paraître surprenante : les assises nationales du plus fort parti ouvrier de France, de l'un des partis communistes les plus puissants du monde, ne sont-elles pas, par la force des choses, un épisode important de l'actualité politique, un élément de l'évolution de la situation politique ? Certes, mais si, par exemple, les congrès du parti bolchevique étaient des « événements », c'est qu'ils étaient créateurs, qu'ils déterminaient la ligne politique en fonction de l'expérience de la lutte de classes et de son développement. De l'élaboration collective de la plus haute instance du parti, de la discussion politique, s'imposait une orientation, se précisaient des acquis théoriques nouveaux. Le congrès n'enregistrait pas une politique définie ailleurs, il était un moment de la construction de l'organisation révolutionnaire.

Les congrès des partis staliniens, à l'inverse, sont sans surprise. Pesantes cérémonies, ils visent seulement à confirmer par un recours à des rites vidés de toute substance la politique déjà définie par l'appareil. Quand il y a surprise, c'est qu'une crise enrayer la machinerie bureaucratique. Ce fut le cas du 20^e congrès du P.C. d'U.R.S.S. où les tensions sociales et politiques en U.R.S.S. à laquelle la bureaucratie dirigeante tentait de répondre par la « déstalinisation » imposèrent le soudain réquisitoire de Krouchtchev contre Staline.

Ce fut le cas du 14^e congrès extraordinaire du parti communiste tchécoslovaque, tenu dans la clandestinité, sous la protection des ouvriers de Prague, au lendemain de l'invasion du territoire tchécoslovaque par les armées du Pacte de Varsovie. L'appareil se disloquait et c'étaient les aspirations, les nécessités politiques du combat des travailleurs pour ressaisir le contrôle des conquêtes sociales qui tendaient à s'exprimer...

Le 19^e congrès du P.C.F. est demeuré une parade, « classique » dans ses formes et terminée dans l'unanimité. Unanimité qui se retrouve, d'ailleurs, dans les commentaires. La « Pravda » du 9 février 1970 est même enthousiaste :

« Le 19^e congrès du P.C.F. a constitué une démonstration éloquente de l'unité idéologique et organisationnelle du parti, du monolithisme qui règne dans ses rangs... L'unanimité des délégués a constitué une réponse digne aux tentatives pitoyables de former un groupe révisionniste. »

Sans doute, pour la « Pravda », la « dignité » à laquelle elle fait allusion a-t-elle été exprimée par le numéro d'abaissement de Louis Aragon...

La presse bourgeoise, de son côté, n'est pas mécontente. « Le Monde », qui, tout au long du congrès, a eu grande tendresse pour la direction du P.C.F. (décrivant par exemple le rapport de Marchais comme une poursuite de la discussion), concluait en parlant de « changement dans la continuité ».

En somme le soulagement est général : comme à Prague, l'ordre a régné à Nanterre. Et comme le constate « Le journal de Genève » : « Le P.C.F. est l'une des plus solides assises du système socio-politique en France. »

Pourtant, si le déroulement du congrès peut amener à penser que le P.C.F. reste un bloc insensible et imperméable aux développements historiques dans lequel il est plongé, un fait a souligné la profondeur de la crise qui mûrit en son sein — et que l'on ne peut isoler de celle de l'appareil stalinien international. Pour la première fois, depuis la « stalinisation » du P.C.F., un membre du Parti, condamné par la direction, prend la parole, non pour s'abîmer dans l'auto-critique, mais pour défendre ses positions...

Ce n'est pas la première fois que le P.C.F., à l'occasion d'un congrès, ouvre une « tribune de discussion », mais traditionnellement elle se limitait à des fioritures sur les thèmes fournis par la ligne de la direction. La « tribune de discussion » du 19^e congrès a amorcé une véritable discussion. Elle commença le 2 janvier 1970 lorsque Roger Garaudy y écrivit pour défendre ses positions. Tout en les édulcorant, il revenait sur les thèses de son livre « Le grand tournant du socialisme » et posait deux questions qui élargissaient le débat : celle de l'attitude du parti vis-à-vis des « événements tchécoslovaques », celle de la

démocratie intérieure, du « *centralisme démocratique* », du droit de tendance.

C'était là un fait sans précédent. Certes, les positions d'ensemble de Garaudy — qui ne fait que pousser jusqu'au bout les implications de la politique suivie par le P.C.F. sur bien des terrains — permettaient aisément à la direction d'apparaître comme la gardienne du marxisme ; et puis, ces mêmes positions maintenaient un *lien* entre lui et l'appareil. Mais on ne peut expliquer la brèche ouverte dans la préparation du congrès par le simple recours à une manœuvre ou par le désir de la direction de s'affubler d'un masque démocratique.

Non, la discussion avec Garaudy et autour de lui, l'incapacité de l'appareil à répondre par de simples mesures administratives ne sont que l'expression de la crise générale qui ravage l'appareil stalinien international et qui tend à sa dislocation.

Dans les mois qui ont suivi la conférence internationale de juin 1969 et précédé le congrès du P.C.F., on a enregistré nombre de signes spectaculaires de cette crise : le P.C. britannique s'est coupé en deux, lors de son congrès, sur la question de la Tchécoslovaquie ; dans le P.C. autrichien c'est une scission de fait ; en Finlande le parti est profondément divisé. Les affrontements politiques ont lieu entre des courants qui entendent tirer des conclusions politiques de l'intervention en Tchécoslovaquie et des éléments « *pro-interventionnistes* » directement soutenus par les dirigeants du Kremlin.

Signes spectaculaires, mais dont l'impact sur la lutte des classes internationale reste relativement limité à cause du faible enracinement de ces partis dans le prolétariat de leur pays.

A l'inverse, dans le cas du P.C.F., du fait de la force de l'appareil, de la solidité de ses liens avec la bureaucratie du Kremlin, ces signes sont limités. Mais ils sont les premières expressions d'une crise qui ne peut être qu'explosive du fait de la place du P.C.F. dans la lutte des classes et de la situation existant en France dans la période qui suit la chute de De Gaulle.

Certes, il existe un autre parti communiste dont la situation, par bien des traits, évoque celle du P.C.F. C'est le parti communiste italien, parti de masse aujourd'hui confronté à de tumultueux bouleversements dans la lutte des classes. Dans ce parti aussi, opèrent les forces qui s'exercent à l'échelle internationale et dans les mêmes directions que partout ailleurs. Le Kremlin a exercé une pression directe sur les dirigeants du P.C. italien pour obtenir l'exclusion des animateurs de « *Il Manifesto* », revue qui tendait à rassembler une gauche, extrêmement confuse, mais remettant en question certains des aspects les plus importants de la politique de collaboration des classes pratiquée par le P.C.I.

Mais la situation du P.C.I. est profondément différente de celle du P.C.F. sur un point essentiel. Depuis

des années, à partir du « *polycentrisme* » prôné par Togliatti, la direction du P.C.I. s'est en quelque sorte adaptée à la crise de l'appareil international du Kremlin dont il est partie intégrante. Elle a modifié la forme de ses liens avec la bureaucratie d'U.R.S.S. sans les remettre en question. Le « *polycentrisme* » n'était pas autre chose que la reconnaissance de « *voies diverses* », non pas « *vers le socialisme* », mais dans la soumission aux intérêts de la bureaucratie qui fonde les partis staliniens comme tels.

Le P.C.F., au contraire, ne dispose pas de cette marge de manœuvre et c'est de plein fouet que l'aggravation de la crise internationale du stalinisme, combinée avec les conséquences du développement de la lutte des classes en France même, vient le frapper.

Il faut, pour avoir un fil conducteur permettant de suivre à travers ses contradictions et ses zigzags la crise de l'appareil international du Kremlin, revenir sur les forces motrices de cette crise.

Elles sont aisées à définir, ce sont la crise internationale de l'impérialisme, la lutte des masses d'un bout à l'autre de la planète.

L'équilibre sur lequel reposait la perpétuation de la domination de la bureaucratie est miné. La marche à la révolution socialiste mondiale remet en cause les conditions d'existence de la couche parasitaire qui, depuis plus de quarante ans, par sa politique, et à travers les appareils des P.C., a constitué la force contre-révolutionnaire décisive au sein du mouvement ouvrier international, relayant et soutenant la social-démocratie comme « *rempart social* » de la domination capitaliste.

La menace mortelle que la révolution prolétarienne fait peser sur la bureaucratie s'exprime en particulier dans l'assaut direct que tendent à lui livrer les masses d'U.R.S.S. et d'Europe de l'Est engagées dans la voie de la révolution politique (c'est-à-dire du renversement de la bureaucratie, de la reprise en main par la dictature du prolétariat, par le gouvernement des conseils, du contrôle des conquêtes sociales léguées par la révolution). Le processus commencé par l'insurrection de Berlin-Est en juin 1953, poursuivi par la glorieuse révolution hongroise des conseils ouvriers a atteint une nouvelle étape par la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, nouvelle étape organiquement reliée à la modification des rapports de force à l'échelle internationale entre les classes fondamentales, manifestée en particulier par la grève générale de mai-juin 1968 en France.

Dans cette situation, pour faire face aux masses qui se dressent contre elle, la bureaucratie du Kremlin est contrainte de s'appuyer encore plus sur l'impérialisme, de collaborer encore plus « *activement* », mais cela dans une période où l'impérialisme est poussé à exiger concession sur concession, à intensifier sa pression et par conséquent à aggraver la crise de la bureaucratie.

Aussi, les tensions insoutenables que subit la bureaucratie creusent des clivages dans ses sommets mêmes, où s'accusent des lignes différentes. Est-ce dire qu'il faudrait chercher une « droite » et une « gauche » au Kremlin ? Non. A propos de la révolution hongroise, Michel Varga écrivait que le plomb bureaucratique tendait à fondre au feu de la révolution. C'est ce processus de dissociation qui s'est amorcé face à la révolution politique en Tchécoslovaquie. Les hésitations, les contradictions manifestes des dirigeants du P.C. d'U.R.S.S. traduisent des orientations différentes quant à la manière de tenter de sortir de l'impasse.

Et c'est à cette réalité que se relie l'opposition plus ou moins clairement formulée de certaines directions des P.C. au Kremlin sur la question tchécoslovaque, les désaccords entre différents P.C. et les divergences qui s'expriment en leur sein.

Non que tous ces phénomènes puissent être expliqués comme une simple projection mécanique de la crise existant au sommet de la bureaucratie russe, mais ils ne peuvent en être séparés. En « désapprouvant » l'invasion de la Tchécoslovaquie, les appareils des différents P.C. n'ont pas rompu leur lien de subordination à la bureaucratie d'U.R.S.S., mais ils ont été amenés, en quelque sorte malgré eux, du fait de la crise de la bureaucratie elle-même, à le remettre en question, à le distendre.

A partir de là, d'inévitables et irréversibles tendances à la dissociation, à la dislocation de l'appareil international du stalinisme comme à l'éclatement de chaque P.C. tendent à se développer. Par la brèche ainsi ouverte, toutes les forces de classe s'engouffrent dans les P.C. Des courants liquidateurs s'affirment qui visent à l'adaptation à leur bourgeoisie. La pression de la lutte et des besoins politiques du prolétariat se réfracte de façon déformée dans les questions que posent les militants.

A différents niveaux d'expression, c'est le sort que connaissent aujourd'hui tous les secteurs de l'appareil international du Kremlin, et le P.C.F. n'y fait pas exception.

A la veille de la seconde guerre mondiale, en octobre 1938, Léon Trotsky écrivait, dans un article intitulé « Après Munich » :

« Pour ce qui est de l'ex-Comintern à proprement parler, sa base sociale a un double caractère : d'une part, il vit des subsides du Kremlin et, en ce sens, le bureaucrate ex-communiste est le frère cadet du bureaucrate soviétique. D'autre part, les différents appareils de l'ex-Comintern puisent aux mêmes sources que la social-démocratie, c'est-à-dire dans les surprofits de l'impérialisme national. La croissance des partis communistes dans les dernières années, leur pénétration dans les rangs de la petite-bourgeoisie, leur installation dans l'appareil étatique, les syndicats, les parlements, les municipalités, etc., a renforcé dans une mesure extraordinaire leur dépendance envers

le Kremlin... Aujourd'hui, on peut prédire avec assurance la venue d'une nouvelle étape. La croissance des antagonismes impérialistes, le rapprochement manifeste du danger de guerre et l'isolement non moins manifeste de l'U.R.S.S. doivent infailliblement renforcer les tendances centrifuges nationales à l'intérieur de l'ex-Comintern. Chacune de ses sections va commencer à déployer une politique patriotique à son propre compte. Staline a réconcilié les partis communistes des "démocraties" impérialistes avec leur bourgeoisie nationale. Cette étape est maintenant dépassée. A partir de maintenant, les "communistes-chauvins" doivent se soucier de leur propre sort dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la "défense de l'U.R.S.S." »

L'issue de la seconde guerre mondiale et la manière dont la lutte des classes se développa après sa conclusion ont pu faire penser que ces affirmations de Trotsky ne correspondaient pas à la réalité et faire oublier la crise intense que provoqua le pacte germano-soviétique. Il n'en est rien. Comme tendance au sein de chaque P.C. c'est un élément récurrent. La pratique opportuniste, l'enracinement dans le cadre et dans les institutions de la domination capitaliste de chaque P.C. constituent la conséquence de leur subordination à la bureaucratie contre-révolutionnaire d'U.R.S.S. mais en même temps elles nourrissent en permanence des forces qui tendent à remettre en cause la stricte subordination au Kremlin au nom de leur « propre sort ».

Cela ne signifie nullement qu'il puisse y avoir une « social-démocratisation » des P.C., ce qui serait supposer qu'il existe aujourd'hui une base sociale et historique à la création de nouveaux partis sociaux-démocrates (ce qui ne veut pas dire que des dirigeants du P.C. rompant avec Moscou ne puissent passer à la social-démocratie), mais souligne les tendances à l'éclatement des P.C.

Aujourd'hui, la crise internationale du stalinisme renforce et libère ces forces. C'est cela qu'exprime dans une certaine mesure Garaudy. Il l'exprime à travers son idéologie scientiste, par les conclusions générales de son livre « Le grand tournant du socialisme », lorsqu'il dit, définissant sa stratégie internationale :

« L'initiative que nous suggérons, sur le plan international, n'est rien d'autre que la coordination planétaire de ces initiatives nationales, et de cette perception du possible, qui seule permet de prendre conscience de la nécessité de changer la règle du jeu, de ne pas croire aux négociations miracles qui régleraient tout sans toucher à leur fondement objectif, mais de s'attaquer au problème réel DONT LA SOLUTION CONDITIONNE LA SOLUTION DE TOUS LES AUTRES (c'est nous qui soulignons) : mettre fin aux différences de niveaux de développement d'où naissent toutes les tensions. »

Si Garaudy abandonne explicitement la perspective de la révolution socialiste internationale pour la

période historique contemporaine, s'il part du postulat qu'il existe toute une période de développement capitaliste fondée sur la « révolution scientifique et technique » (postulat qui sert de base à la thèse de la « démocratie avancée » ; et après tout ce n'est pas Garaudy qui a écrit : « Au point de développement actuel du capitalisme monopoliste d'Etat, l'objectif majeur de la classe ouvrière est de se SUBSTITUER à la bourgeoisie monopoliste A LA TETE DE L'ETAT » mais le très officiel économiste du P.C.F., F. Jourdain), ses positions ne peuvent être limitées à cela. Il semble bien que cet idéologue pétri de stalinisme, qui avait écrit un ouvrage intitulé : *Un réalisme sans rivages*, ait, lorsqu'il eut commencé à rompre avec l'appareil, perdu tout rivage sur lequel se repérer et que, sans boussole, il navigue comme un navire ivre.

C'est pourquoi, indépendamment même de ses propres contradictions et de nécessités tactiques, il tend aussi (bien que ce soit opposé à toutes ses thèses) à exprimer de façon partielle les aspirations des militants du P.C.F.

Ceux-ci ont d'ailleurs tenté de s'emparer de la discussion ouverte « à propos » de Garaudy pour se faire entendre. C'est ce qui a donné à la « tribune de discussion » du congrès son caractère de révélateur politique de la crise qui mûrissait au sein du P.C.F.

C'est essentiellement trois séries de questions qui ont été abordées dans le cadre d'une critique plus ou moins ouvertement formulée de la direction : celle de la Tchécoslovaquie, où de nombreux militants ont souligné qu'il était indispensable que le parti adopte une attitude conséquente par rapport à sa « condamnation » d'août 1968. Celle de la démocratie interne, du centralisme démocratique, aboutissant à la revendication du droit de tendance, c'est-à-dire du droit de défendre et de faire connaître une orientation différente de celle de la direction. Il ne s'agissait là nullement d'un enjeu formel, mais de l'amorce d'une bataille pour une autre politique.

Enfin, la question de la « démocratie avancée » sur laquelle reviennent de nombreux militants tentant de donner un contenu révolutionnaire à cette formule, se rapprochant de la perspective d'un gouvernement ouvrier, posant la question du renversement du capitalisme et de la destruction de son appareil d'Etat.

Riche, la « tribune de discussion » reste pourtant abstraite car, à aucun moment, les questions posées ne sortent de la brume de l'idéologie, ne sont reliées à un bilan de l'activité du P.C.F. dans la lutte des classes, en mai-juin 1968 et depuis.

La seule exception est sans doute la contribution de Fernand Dupuy, ancien membre du bureau politique, député-maire de Choisy, qui pose deux questions précises.

D'une part, il s'étonne que le parti ne se soit pas élevé contre l'exclusion de Soljenitsyne de l'Union

des écrivains et, repoussant l'accusation « d'antisoviétisme », il précise : « En disant ce que nous pensons, dans ce cas précis, que l'exclusion de Soljenitsyne porte atteinte au prestige de l'U.R.S.S., non seulement nous ne nuisons pas à l'U.R.S.S., mais nous la servons. »

Sur un mode mineur, c'est la question clé qui est posée : si la défense des conquêtes de la révolution russe, la fidélité à Octobre, ne s'identifie pas avec l'alignement sur les positions des dirigeants actuels de l'U.R.S.S., mais peut au contraire passer par le combat contre eux, si Soljenitsyne défend « mieux » le socialisme que Brejnev, alors c'est tout le système de justification de la direction du P.C.F. qui s'écroule.

D'autre part, il pose la question de l'appareil permanent, de son hypertrophie, de l'obstacle qu'il représente pour la démocratie interne, du fait qu'il vit replié sur lui-même, sans contacts vivants avec la classe ouvrière. Là aussi, sous des apparences mineures, se masque une question essentielle : quelle est la fonction de l'appareil du parti et, partant, quelle est la nature du parti ?

C'est à partir de l'intervention de Dupuy, d'ailleurs, que la préparation du congrès change d'allure, que l'on passe à la réalisation de « l'unanimité ».

La « tribune de discussion » maintenait la discussion dans la sphère tranquille de l'idéologie et émettait les questions que posaient les militants. Mais même maniée avec soin, elle était dangereuse. Elle reflétait le fait que la direction du P.C.F. était, elle aussi, divisée sur les moyens de répondre à la situation à laquelle elle faisait face.

Le 19^e congrès lui-même fut donc une tentative de reprise en main par l'appareil : de reprise en main, de façon directe, de la direction du P.C.F. par la bureaucratie du Kremlin, de reprise en main des militants par la direction.

Ce congrès où Siqueiros, participant direct de l'attentat contre Trotsky, fut fêté comme un héros, fut placé sous le signe de l'antitrotskyisme. Ce n'est pas un hasard si la première intervention qui suivit le rapport de Marchais, celle d'une déléguée de la Seine-Saint-Denis, fut consacrée à souligner que l'on avait sous-estimé l'importance du trotskysme dans son département.

Ce fut un congrès de la division des rangs ouvriers, de la « chasse aux sorcières » contre tous ceux qui ne se plient pas à la ligne de la direction. Ce fut aussi une démonstration de l'efficacité bureaucratique ; rien de ce qui avait filtré dans la « tribune de discussion » ne reparut à la tribune du congrès. Mai-juin 1968 n'était invoqué que comme une vague toile de fond de la « situation politique », l'invasion de la Tchécoslovaquie se ramenait à une entorse au code de civilité qui doit exister entre « Etats socialistes ». Ces événements majeurs et liés de la lutte des classes internationale dominaient pourtant le congrès et le

définissaient comme un combat d'arrière-garde, comme la tentative désespérée d'un retour au stalinisme.

Certes, le stalinisme peut encore porter des coups terribles à la lutte émancipatrice de la classe ouvrière, mais la période historique que nous vivons, parce qu'elle est celle du combat victorieux pour la révolution socialiste, sera celle de sa destruction.

Le 19^e congrès du P.C.F. a confirmé le rôle tout particulier que jouait l'appareil sélectionné depuis plus de quarante ans qui le dirige : à l'échelle internationale, il est l'un des derniers verrous qui maintiennent encore une certaine cohésion de l'appareil international du Kremlin.

Ce qu'on peut appeler un « raidissement », une ultime tentative de bloquer les processus qui conduisent le stalinisme à sa désintégration finale, s'est marqué plus nettement à Nanterre qu'à la conférence internationale de juin 1969.

Mais ce rôle international, la direction du P.C.F. ne peut le jouer qu'à travers sa fonction à l'échelle nationale : « solide assise » du système comme l'écrit le « *Journal de Genève* », c'est-à-dire gardien de l'ordre bourgeois. Sa fidélité inconditionnelle à la

« ligne » du Kremlin, réaffirmée avec force par Fajon comme l'axe du 19^e congrès, la soumission aux intérêts contre-révolutionnaires de la bureaucratie d'U.R.S.S., c'est à travers sa pratique de collaboration des classes qu'elle les exprime.

Se pliant aux besoins de la bourgeoisie, l'appareil stalinien ne peut qu'agir pour diviser les rangs ouvriers. La politique suivie à la S.N.C.F., la volonté d'isoler la jeunesse, les actes de violence dans le mouvement ouvrier sont les fruits du 19^e congrès. L'appareil doit avoir recours à la terreur contre les militants d'avant-garde, contre les trotskystes, pour terroriser les militants du P.C.F., pour leur signifier que, en dehors de la soumission à l'appareil, il n'existe pas de perspective.

Au premier rang de la bataille pour le Front unique ouvrier, pour l'indépendance de classe du prolétariat, les militants trotskystes, exprimant — et traduisant en mots d'ordre et en formes d'organisation — les besoins du combat de la classe ouvrière, ouvriront à ces militants la voie du parti révolutionnaire.

F. FORGUE.

SAMIZDAT I

LA VOIX DE L'OPPOSITION COMMUNISTE EN U.R.S.S.

**Le programme de la IV^e Internationale
émerge peu à peu dans la conscience et l'action
de la nouvelle opposition communiste.**

L'exemplaire : 20 francs - par 10 : 18 francs

En vente à la Librairie d'« Informations Ouvrières »

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, PARIS (10^e)

C.C.P. Informations Ouvrières 21831-73 Paris

L'ITALIE

A LA VEILLE D'UNE CRISE REVOLUTIONNAIRE

Lorsqu'on examine la statistique des grèves en Europe occidentale, du moins celle établie par la C.E.E., on s'aperçoit que, tandis que la France atteint en général un chiffre inférieur à 10 millions d'heures de grève, l'Italie connaît un niveau de 40 à 60 millions d'heures de grève par an. Certes, cette « moyenne » ne rend pas compte des « bonds en avant » de la lutte de classes, comme par exemple celui de mai-juin 1968 en France. Mais elle est déjà significative de la réalité des convulsions sociales permanentes qui déchirent l'Italie depuis quelques années, et surtout depuis 1968.

Ce qui caractérise les luttes de la classe ouvrière en France — et c'est là un trait traditionnel du prolétariat français — c'est l'élan de la classe ou de secteurs décisifs de la classe qui entrent périodiquement dans le combat. Ainsi, en août 1953, grève générale de quatre millions de travailleurs de la fonction publique. En 1955-1956, nouvelle vague de grèves de certains secteurs de la classe ouvrière, notamment la métallurgie. En mars 1963, grève des mineurs pendant un mois. En mai-juin 1968, c'est toute la classe ouvrière qui débrye pendant plusieurs semaines.

En Italie, par contre, il n'est pas de mois ni de semaine sans que des couches importantes de travailleurs de toutes catégories ne cessent le travail. Après la vague de 1962-1963, la période 1963-1968 est ainsi marquée par une agitation permanente, par une série ininterrompue d'escarmouches entre le capital et le travail dans toute la péninsule. Cette agitation passe à un niveau supérieur à partir de l'année 1968 qui voit, à l'échelle de toute l'Europe et du monde entier, l'amorce d'une puissante lame de fond du prolétariat international qui caractérise la situation mondiale d'aujourd'hui dans son ensemble : celle de l'imminence de la révolution prolétarienne.

La situation italienne présente ainsi l'image d'un certain « chaos ». Mais c'est aussi l'un des caractères de la situation française comme du développement contradictoire de la lutte de classes à l'échelle internationale. Tant que l'Internationale révolutionnaire, la IV^e Internationale, et ses sections nationales dans tous les pays ne seront pas à même de résoudre la crise de la direction révolutionnaire, les luttes de classes intenses d'aujourd'hui revêtiront cet aspect chaotique.

Mais ce « chaos » lui-même n'est pas exempt d'un certain ordre. Certes, il manque encore à la classe ouvrière internationale une direction révolutionnaire, mais le mouvement autonome des masses, s'il cherche confusément les voies de la conscience, n'en reste pas moins porteur d'un ordre nouveau, l'ordre de la société socialiste, qui ne demande qu'à succéder au régime pourrissant de l'impérialisme. Car, dans tous les pays, la classe ouvrière combat dans les cadres que sa lutte de classe antérieure a édifiés. Elle tente, malgré la trahison des appareils staliniens et réformistes, de faire jouer à ses organisations syndicales et politiques le rôle que ces organisations devraient jouer.

Ainsi en France, c'est la manifestation unitaire d'un million de travailleurs à Paris le 13 mai 1968 qui a modifié radicalement la situation entre les classes. Contre les sommets

bureaucratiques et contre-révolutionnaires, le prolétariat français a imposé le Front unique des organisations. Après le 13 mai, une nouvelle période s'ouvrait dans la lutte des classes en France.

En Italie, les travailleurs ont mené le même combat pour réaliser l'unité des organisations contre la bourgeoisie. C'est le 14 novembre 1968 qu'une grève générale est déclenchée après l'assassinat de deux ouvriers agricoles siciliens par la police. Depuis cette grève, il n'y a pas eu une semaine sans qu'une catégorie ou une autre de travailleurs, métallurgistes, fonctionnaires, travailleurs des transports, enseignants, étudiants, ne prennent part à des combats de plus en plus amples.

Presque un an plus tard, jour pour jour, le 19 novembre 1969, une seconde grève générale entraînant 20 millions de travailleurs des villes et des campagnes hisse le mouvement des masses à un niveau encore jamais atteint. Cette grève permet d'obtenir la levée des sanctions infligées à de nombreux militants syndicaux (plus de 200 à la Fiat notamment), ressoude la combativité ouvrière et ouvre une voie à la cohésion de tout le prolétariat et des couches petites-bourgeoises qui entrent en mouvement.

Après novembre 1969, grâce aux attentats retentissants de Rome et de Milan contre des banques, et les arrestations de nombreux militants (particulièrement celles des militants anarchistes et maoïstes qui s'ensuivent), la bourgeoisie espère en finir avec « l'agitation ». Les luttes menées parallèlement tout au long de l'« automne chaud » pour le renouvellement des conventions collectives se concluent à la fois par des succès importants et par une contre-offensive de la bourgeoisie contre les militants et les cadres organisateurs de la classe ouvrière italienne, poursuivis par milliers. Le 7 février 1970 une nouvelle grève générale de 2 heures contre la répression a eu lieu, mobilisant encore une fois plusieurs millions de travailleurs, qui ont imposé l'unité de leurs trois centrales syndicales, la C.G.I.L., contrôlée à la fois par l'appareil stalinien et la social-démocratie, l'U.I.L. réformiste et la C.I.S.L. sous le contrôle de l'appareil de la démocratie chrétienne.

De même que mai-juin 1968 a représenté le premier grand affrontement de classes en France et a inauguré une période où la classe ouvrière a repris l'initiative et ne peut qu'inévitablement s'engager dans des mouvements de classe de plus en plus larges, de même, en Italie, les mille ruisseaux de la lutte des classes caractérisent une situation où « ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant » et « ceux d'en bas ne veulent plus » des anciennes conditions de l'exploitation.

Toute la bourgeoisie mondiale, rejointe en cela d'ailleurs par les gauchistes de toute nuance, a parlé d'une « situation de mai rampant » en Italie depuis un an. Cette expression, qui n'explique rien, entretient au contraire deux sortes de confusion.

L'une qui consiste à croire que la grève générale (le « mai » français) serait la panacée de la lutte des classes et la solution révolutionnaire de toutes les questions. Or,

précisément, mai-juin 68 qui fut, selon l'expression de Trotsky à propos de juin 36, « le début classique de la révolution » n'a pas suffi. Ce n'est pas la grève générale, à elle seule, qui peut ouvrir une situation révolutionnaire, mais les conditions politiques du combat que mène la classe ouvrière. Le « mai rampant » italien implique également l'idée d'un incendie couvant sous la cendre... C'est au contraire au grand jour que se développe l'action de la classe ouvrière. A travers des luttes multiples, en dépit des obstacles dressés par les appareils qui pactisent avec la bourgeoisie, elle cherche et dégage les voies d'une issue victorieuse.

Si l'on veut chercher un terme de comparaison, c'est bien plutôt à la forme prise par la grève générale de 1905 en Russie et dégagée par Rosa Luxembourgeois dans « Grève générale, parti et syndicats » qu'il faut se référer :

« La grève de masse telle que nous la montre la révolution russe est un phénomène si mouvant qu'il reflète en lui toutes les phases de la lutte politique et économique, tous les stades et tous les moments de la révolution. Son champ d'application, sa force d'action, les facteurs de son déclenchement se transforment continuellement. Elle ouvre soudain à la révolution de vastes perspectives nouvelles au moment où celle-ci semblait engagée dans une impasse. Et elle refuse de fonctionner au moment où l'on croit pouvoir compter sur elle en toute sécurité. Tantôt la vague du mouvement envahit tout l'Empire. Tantôt elle se divise en un réseau infini de minces ruisseaux ; tantôt elle jaillit du sol comme une source vive, tantôt elle se

perd dans la terre. Grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, luttes revendicatives pacifiques ou batailles de rue, combats de barricades — toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre : c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants. Et la loi du mouvement de ces phénomènes apparaît clairement : elle ne réside pas dans la grève de masse elle-même, dans ses particularités techniques, mais dans le rapport des forces politiques et sociales de la révolution. La grève de masse est simplement la forme prise par la lutte révolutionnaire et tout décalage dans le rapport des forces aux prises, dans le développement du parti et la division des classes, dans la position de la contre-révolution, tout cela influe immédiatement sur l'action de la grève par mille chemins invisibles et incontrôlables. Cependant l'action de la grève elle-même ne s'arrête pratiquement pas un seul instant. Elle ne fait que revêtir d'autres formes, que modifier son extension, ses effets. Elle est la pulsation vivante de la révolution et en même temps son moteur le plus puissant. En un mot : la grève de masse, comme la révolution russe nous en offre le modèle, n'est pas un moyen ingénieux inventé pour renforcer l'effet de la lutte prolétarienne, mais elle est le mouvement même de la masse prolétarienne, la force de manifestation de la lutte prolétarienne au cours de la révolution (1). »

La situation économique en Italie

Plus encore que la bourgeoisie française, la bourgeoisie italienne est confrontée à la crise fondamentale du régime capitaliste. Dès les années 60 on compte 1 million et demi de chômeurs recensés en Italie. Chaque année, ce sont des centaines de milliers d'ouvriers agricoles et de petits paysans du Sud qui sont jetés sans qualification sur le marché du travail, contraints de s'exiler dans le Nord industriel ou à l'étranger.

Pour cacher cette plaie de son régime en Italie, la bourgeoisie mondiale a inventé la fable du « miracle italien ». Elle a simplement oublié de dire que ce « miracle » représente tout juste la survie du régime capitaliste dans ce pays qui échappa de justesse à la révolution prolétarienne, en 1943. Les conséquences du maintien de la bourgeoisie italienne grâce à l'aide, comme en France, principalement du puissant parti stalinien, c'est précisément ce chômage massif, l'appauvrissement permanent du Sud, la surexploitation de la classe ouvrière et de la jeunesse, la décomposition sociale.

Mais la bourgeoisie se lamente aujourd'hui, alors même que la période de reconstruction de l'économie est terminée depuis longtemps et que la crise générale du système capitaliste menace d'effondrement l'édifice mondial de l'impérialisme, de la fin du « miracle italien ».

« L'Usine nouvelle » du 20 novembre 1969 tire ainsi le bilan de la situation économique en Italie :

« Jusqu'ici le « souffle » de l'économie italienne était puissant. Après la récession brutale et provoquée des années 1964-1965, le mouvement d'expansion avait repris sa course et s'est poursuivi sans désemparer en 1966 et 1967, d'abord sous l'effet d'une vive demande étrangère, ensuite avec le soutien progressivement affermi de la demande intérieure (...).

Malgré ces résultats brillants, des nuages de plus en plus épais flottent sur le ciel italien. Les observateurs en décèlent au moins quatre : la situation du marché du travail ; la course des salaires ; la nervosité des prix et la fuite des capitaux.

On peut s'étonner que, avec une expansion aussi vive et régulière, l'état de l'emploi ne se redresse pas plus vigoureusement. L'été dernier, on comptait encore 650.000 chômeurs dénombrés officiellement, et l'on sait que les

statistiques se situent bien en deçà de la réalité. Cela représente 3,1 % de la population active contre 3,5 %, il y a quelques années (...).

Ce volant de chômeurs avait contribué, jusqu'au printemps dernier, à modérer la courbe des salaires. Mais celle-ci s'est redressée brusquement sous l'action conjuguée de trois facteurs :

— l'application des premières étapes de la suppression progressive de zones de salaires ;

— le renouvellement des conventions collectives dans des branches très importantes ;

— l'accentuation de la pression sociale, syndicats et parti communiste étant amenés à reprendre en main leurs troupes afin de ne pas être débordés par les groupuscules gauchistes.

Cette accélération du mouvement des salaires a été renforcée par le jeu de l'échelle mobile, qui infuse au corps économique une certaine rigidité.

Toujours est-il que l'envolée des salaires est inscrite dans les faits. De 4 % en moyenne pour les rémunérations horaires, la hausse est passée à 8,2 % entre juillet 1968 et juillet dernier. Il est probable qu'on atteindra 10 % cette année, ce qui représente avec les charges sociales un alourdissement des coûts salariaux voisin de 14 %.

Semblable évolution ne pouvait manquer d'influer sur le niveau des prix. Celui-ci était jusqu'alors resté assez stable : + 1,8 % en 1968. Mais durant le premier trimestre de cette année, par rapport à la même période de l'an dernier, on enregistrait déjà une hausse de 1,5 %. A partir de juillet, l'avance des prix s'est accélérée prenant le rythme annuel de 3,5 %. Au moins pour un temps, l'économie italienne ne bénéficie plus de l'avantage qui était le sien, de la progression des prix la plus faible en Europe.

Le quatrième nuage, c'est la fuite des capitaux. On n'en connaît pas le montant exact, mais on sait que les sorties

(1) Rosa Luxembourgeois, « Œuvres I, Grève de masses, parti et syndicats » (1906), petite coll. Maspero, pp. 127-128.

sont assez importantes. Pour le premier semestre, le déficit de la balance des paiements a atteint 560 milliards de devises contre un léger excédent un an auparavant. Plus des trois quarts en seraient imputables aux sorties de capitaux. La situation s'était quelque peu améliorée en juillet et août mais il n'est pas sûr que ce mieux ait persisté ensuite en raison des événements politiques et sociaux.»

Cette longue citation résume assez bien l'impasse économique dans laquelle se trouve la classe dominante en Italie. Ajoutons à ce tableau que la crise «monétaire» internationale, qui n'est que le reflet de la crise économique de l'impérialisme, menace également la lire de dévaluation après d'ailleurs qu'en novembre 68, au moment de la crise du franc, la bourgeoisie italienne eut envisagée une réévaluation de la lire.

Mais ce qui effraie le plus le patronat, c'est que la vague de luttes ouvrières incessantes ne lui permet pas d'imposer son diktat économique à la classe ouvrière. C'est bien contre les augmentations de salaires, les conventions collectives, les organisations elles-mêmes que s'élèvent «l'Usine nouvelle» et toute la bourgeoisie.

La classe dominante a parfaitement conscience que, pour faire face à la concurrence internationale, elle doit surmonter sa crise politique. Mais c'est précisément ce qui lui interdit le développement de la situation actuelle. Rien n'est joué encore, et déjà la bourgeoisie internationale pense à l'avenir lointain, celui où elle pourrait venir enfin à bout, définitivement, du prolétariat italien. C'est ainsi que ce même numéro de «l'Usine nouvelle» que nous avons cité conclut :

«En effet, l'avenir politique italien paraît bouché pour le moment. Le parti social-démocrate qui gouverne seul depuis juin, est secoué par des désaccords internes et s'appuie

sur une majorité parlementaire faible et fragile. Tout se reposera au printemps lors des élections provinciales. A ce moment-là, trois solutions se présenteront : ou la reconstitution (peu probable) de la coalition du centre-gauche, c'est-à-dire de la démocratie chrétienne et des socialistes, ou le Front populaire avec l'entrée des communistes au gouvernement ; ou une crise de régime et l'arrivée, comme disent certains, des «colonels».»

En réalité, si la bourgeoisie envisage déjà un retour au fascisme pour sauver le régime du profit, alors même que les bases pour une solution antiouvrière n'existent pas encore en Italie, c'est qu'elle est prise d'angoisse devant la dégradation d'une situation qui tend à mettre ce pays au bord de la révolution. Une aile de la bourgeoisie est favorable à l'entrée des stalinien dans le gouvernement pour juguler précisément la révolution imminente, pour prévenir une situation qui risque de devenir assez rapidement de type prérévolutionnaire ou même ouvertement révolutionnaire. Une autre fraction de la bourgeoisie a conscience que l'entrée des stalinien dans le gouvernement peut aussi représenter pour les masses le signal d'un décuplement de leur offensive et menacer encore plus gravement le fragile équilibre actuel. C'est pourquoi la démocratie officielle, en Italie, tente désespérément, sans pourtant y croire elle-même, de reconstituer le gouvernement de centre-gauche (de coalition entre les deux partis bourgeois, la démocratie chrétienne et les républicains, et les deux partis d'origine ouvrière, le parti social-démocrate et le parti socialiste) qui a éclaté en juillet 1969.

Son impuissance politique traduit une situation qui a vu un regroupement des forces de classes dans ce pays. Aussi est-ce au sein du mouvement ouvrier que réside aujourd'hui la clé de la situation italienne, dont il nous faut maintenant analyser l'évolution depuis deux ans.

Le regroupement des forces de classes

Ce qui caractérise la situation italienne, c'est la polarisation de plus en plus accentuée des forces de classes. Plus rapidement que dans d'autres pays (bien qu'en France également l'affrontement soit inévitable) les deux classes ennemies ont croisé le fer. En Italie, on peut dire que, depuis 1968, l'affrontement est permanent. Un nouveau dispositif des forces de classes en présence s'est mis en place. Tant que l'une des deux classes fondamentales en lutte, la bourgeoisie et le prolétariat, n'aura pas vaincu définitivement, la société italienne ne connaîtra pas de stabilité.

Rappelons que la chute du fascisme en août 1943 puis la fondation de la république bourgeoise ont été accompagnées d'une mobilisation révolutionnaire du prolétariat italien que le stalinisme fit rentrer, comme en France et en Allemagne, dans le rang. Mais à l'époque de l'impérialisme, la république, produit d'une révolution manquée, ne peut plus être assurée d'un long avenir. Tout grand mouvement de classe remet en question, non seulement l'équilibre gouvernemental, mais la force républicaine bourgeoise du gouvernement lui-même.

Ainsi la vague de luttes des années 1962-1963 montre que la classe ouvrière regroupe ses forces pour l'affrontement. La puissance des luttes fait que, en deux ans, les salaires industriels augmentent de près de 30%. A Turin, en juillet 1962, c'est l'émeute de Place Statuto, l'affrontement entre les ouvriers de la Fiat et l'Etat bourgeois, un affrontement bref mais dur. Pendant cinq ans, les appareils vont parvenir à canaliser les luttes de classes dans un calme relatif. Le régime gaulliste qui a subi l'épreuve de la grève des mineurs de mars 1963 garantit la stabilité bourgeoise de toute l'Europe.

Mais tout change en 1968. En Italie, comme en Allemagne et en France, comme à l'est de l'Europe, une nouvelle vague prolétarienne d'une puissance inouïe et qui n'a pas encore donné tous ses effets est annoncée par la radicalisation du mouvement étudiant. Dès juin 1968, de grandes luttes se déroulent à la Pirelli, trust italien du caoutchouc. En 1969,

c'est Fiat qui entre dans la lutte. Après la chute de De Gaulle, l'ordre européen vacille, la classe ouvrière italienne tout entière entre dans une sorte de grève générale permanente, faite de mille et un ruisseaux, culminant le 19 novembre 1969, lors de l'«automne chaud».

Parallèlement, la lame de fond prolétarienne a été annoncée et est rejointe par la radicalisation des masses paysannes du Sud, de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes. En avril 1969, c'est l'émeute de Battipaglia, petite ville du sud de Salerne où sévit le chômage. La police tire, faisant deux morts et une centaine de blessés.

Pendant toute cette période (fin 1968-1969), grèves, manifestations d'ouvriers, de paysans, d'étudiants, occupations d'usines et de facultés se succèdent sans interruption. Ouvriers, paysans, étudiants saisissent toutes les occasions d'engager le combat. Certains mouvements, comme ceux déclenchés en novembre 1968 dans les usines du grand trust Pirelli (20.000 ouvriers à Turin et à Milan), à Etidiana, à Marzotto, ont été véritablement exemplaires par la ténacité, le haut degré d'organisation des travailleurs, le contrôle qu'ils avaient de leur propre mouvement et la démocratie ouvrière imposée aux dirigeants. Partout les patrons doivent céder du terrain. Les accords signés en 1969 sont, presque sans exception, des victoires ouvrières.

Dès la «rentrée» 1969-1970 la combativité des travailleurs italiens ne fit que s'amplifier. Dans une situation d'impuissance gouvernementale concrétisée par l'éclatement de la social-démocratie entraînant une crise gouvernementale prolongée, la question du renouvellement des conventions collectives, pour la plupart des corporations ouvrières des villes, pour les ouvriers agricoles, pour les fonctionnaires, se trouvait au centre de la lutte des travailleurs. Mais, comme en avril 1969, des événements graves, l'émeute de toute la population du village de l'Italie du Sud, Caserte, et les attentats à la bombe commis le 17 novembre 1969 contre les banques à Milan et à Rome, donnaient à «l'automne chaud» italien une coloration de guerre civile. Plus exactement, devant son

impuissance politique, la bourgeoisie, par ses provocations répétées, tentait d'instaurer un climat de guerre civile pour reprendre désespérément, dans la lutte de classes, une initiative qu'elle semble, pour toute la période qui s'ouvre, avoir définitivement perdue.

C'est précisément parce que la puissante grève générale de vingt millions de travailleurs du 19 novembre 1969 pouvait déboucher, pour peu que le Front unique ouvrier soit déployé en Italie — sur une situation prérévolutionnaire, que la bourgeoisie en panique, a tenté de briser le front ouvrier par tous les moyens. D'une part, en engageant une vaste campagne de répression contre des centaines de militants syndicaux dans tout le pays, d'autre part, par la provocation délibérée que représentent les attentats de Rome et de Milan du 12 décembre.

Immédiatement après ces attentats meurtriers qui ont fait 15 morts, le gouvernement a engagé la répression la plus énergique contre les groupes révolutionnaires, anarchistes et pro-chinois. On sait dans quelles circonstances mystérieuses le militant anarchiste Pinelli a été défenestré et toute la presse bourgeoise italienne ne cache pas qu'il s'agit du meurtre de Pinelli par la police.

La répression frappe toutes les organisations se réclamant de la révolution. Saisie de journaux, procès intentés aux militants, arrestations arbitraires, licenciements de militants syndicaux, tel est le lot de centaines de travailleurs et de jeunes en Italie. Cette question est précisément l'une de celles sur lesquelles achoppent les partis de la «majorité» de centre-gauche qui ne parvient pas à se reconstituer, notamment parce que le parti socialiste pose comme préalable à la coalition socialistes-démocratie chrétienne-républicains la question de la levée des sanctions pour faits de grève dans la dernière période.

Mais c'est précisément ce que les partis bourgeois au pouvoir n'accorderont jamais à la social-démocratie qui marchandent avec eux les libertés, droits et garanties de la classe ouvrière italienne. La seule possibilité de faire lever les sanctions innombrables qui frappent les militants, c'est d'œuvrer à la réalisation du Front unique de défense des libertés démocratiques.

Or, précisément, les appareils syndicaux entonnent la même musique que l'appareil social-démocrate du P.C.I. sur cette question, comme si toutes les organisations ouvrières, conscientes de l'extrême fragilité de l'ordre bourgeois, n'osaient lever le petit doigt, de peur de remettre radicalement cet ordre en cause, de peur d'unifier en un seul bloc les masses immenses qui sont entrées depuis des mois en mouvement. Début janvier, si les trois centrales syndicales se mettent d'accord pour lutter contre la répression, c'est seulement en appelant à la compréhension de la bourgeoisie (en envoyant un télégramme et demandant une entrevue à Rumor, chef du gouvernement démocrate-chrétien), et non à la mobilisation des masses.

Il faut pourtant apporter une solution à l'instabilité de plus en plus grande de la situation italienne. Il est clair qu'à terme, dans ce pays (toute la presse bourgeoise internationale le dit d'ailleurs), une telle stabilité ne peut être trouvée que de deux manières totalement opposées : ou la victoire de la classe ouvrière, ou la victoire de la bourgeoisie détruisant les organisations ouvrières. Fascisme ou communisme, telle est, une fois de plus, l'alternative historique qui est posée à la crise de la société bourgeoise en Italie.

Or toute la politique du parti communiste italien qui proclame 1,5 million d'adhérents consiste précisément à tourner le dos à la perspective d'une victoire prochaine de la révolution prolétarienne en Italie.

Depuis des mois, la bourgeoisie italienne envisage de plus en plus ouvertement la participation au pouvoir du P.C.I., c'est-à-dire un gouvernement bourgeois où siègeraient des ministres « communistes ».

L'impérialisme international discute également de cette « solution » avec intérêt. Ainsi, le « Times », le quotidien de la grande bourgeoisie anglaise, écrit le 7 août 1969 :

« Les coalitions peuvent parfois être une source de force... Le salut politique de l'Italie réside à long terme dans la réintégration du parti communiste dans la vie nationale. »

La réserve de l'impérialisme britannique qu'indique la nuance « à long terme » signifie simplement que l'entrée immédiate des ministres stalinien au gouvernement en faillite, dans la situation actuelle où les masses développent un puissant mouvement, pourrait avoir des effets radicalement inverses, c'est-à-dire ouvrir une crise révolutionnaire au lieu de stabiliser la situation.

C'est donc vers une solution de « front populaire », après des élections législatives (la question de la dissolution anticipée de la Chambre d'impuissance actuelle est, elle aussi, repoussée sine die, il faut d'abord enrayer le mouvement des masses), que s'oriente la bourgeoisie italienne, avec l'accord de l'impérialisme international. Telle est également la position des dirigeants du P.C.I., dont un membre du bureau politique, Pajetta, déclarait à « L'Express » en novembre 1969 :

« A long terme, nous posons le problème d'une participation communiste gouvernementale. Pour l'instant, c'est irréaliste. Aussi demandons-nous la constitution d'un gouvernement qui aurait notre appui chaque fois qu'il aurait besoin de résoudre les questions urgentes qui se posent au pays : démocratie dans les usines, réformes universitaires, judiciaire, de la Sécurité sociale, problèmes communaux, etc. »

Cette déclaration était faite à la veille de la grève générale de Front unique du 19 novembre. Au lendemain de cette grève, Luigi Longo, le secrétaire général du P.C.I., écrit dans « Rinascita » :

« Il est nécessaire de mettre fin totalement et pour toujours à toute discrimination anticommuniste, d'abandonner l'idée que l'on ne peut ni travailler ni collaborer avec les communistes. On ne peut plus contester le droit inaliénable de la classe ouvrière et du parti communiste à avoir dans la direction politique du pays le poids déterminant et la place qui leur reviennent. »

La question de savoir si la bourgeoisie se résoudra dans un avenir plus ou moins immédiat à faire entrer les stalinien au gouvernement est secondaire. Il est d'ailleurs clair, devant les tentatives, de plus en plus éperdues, du gouvernement fantôme Rumor pour reconstituer le centre-gauche, que la bourgeoisie n'est pas prête à précipiter les rythmes dans ce domaine. Les stalinien non plus, d'ailleurs. Ce qui importe du point de vue des intérêts de classe du prolétariat est de savoir où peut entraîner une telle formule gouvernementale.

« Le Monde » du 16 décembre, qui est, comme le gouvernement Rumor, un instrument du Vatican, posait la question :

« Reste l'hypothèse d'une entrée des communistes dans une majorité parlementaire où le P.C. serait l'appoint indispensable. » Et l'organe officieux de la bourgeoisie de poursuivre : « Le P.C.I. au gouvernement poserait pour condition la sortie de l'Italie du pacte atlantique (...) Un gouvernement fortement influencé par le P.C.I. aurait-il plus de chances de s'installer à Rome que n'en eut à Prague un pouvoir accusé de faire le jeu de l'Occident ? Pour se défendre, la démocratie libérale compterait sur des « forces amies et alliées ». »

« Le Monde » ne fait ici que souligner l'impossibilité pour un gouvernement de collaboration de classes, un gouvernement bourgeois d'union nationale, de régler aucun des grands problèmes de la société bourgeoise entrée en convulsion.

L'entrée des stalinien au gouvernement de la bourgeoisie serait, en dépit de la politique des dirigeants du P.C.I., explosive. En 1936, en France, la victoire électorale du « front populaire » a été suivie par la grève générale de juin 36. Elle représenterait un « appel d'air » pour le mouvement des masses et c'est un risque que tous — y compris les dirigeants du P.C.I. — aimeraient éviter.

D'autre part, elle tendrait à empêcher la classe ouvrière italienne de réaliser son unité de classe sur la ligne de son indépendance politique l'opposant à l'Etat bourgeois ; elle empêcherait les masses de se préparer à l'accomplissement de leurs tâches historiques. Elle risquerait dans cette mesure d'être le prologue de la défaite ouvrière en permettant à la réaction de se regrouper. Il en a été ainsi, dans l'histoire, de tous les « fronts populaires ».

La crise de l'appareil stalinien en Italie

C'est dans ce contexte et dans le cadre même de la crise internationale de l'appareil du stalinisme, consécutive à l'intervention armée du Kremlin contre les masses en Tchécoslovaquie, que la crise du P.C.I. connaît de nouveaux développements. Depuis déjà quelques mois, toute une aile du P.C.I., dirigée par des membres connus du Comité central, tels que Luigi Pintor, ancien directeur de l'Unità, Rossana Rossanda et Natoli, ancien secrétaire à l'organisation, s'est regroupée autour d'un organe de tendance, « **II Manifesto** », qui pose un certain nombre de problèmes touchant à la politique officielle du P.C.I. et exige un débat de fond dans le parti sur ces questions.

On aurait pu croire un moment que le P.C.I., que d'aucuns qualifient de parti « libéral », allait permettre cette discussion lorsque Enrico Berlinguer, représentant du « centre » du parti, déclarait, le 17 octobre, devant le Comité central que l'orientation d'« **II Manifesto** » ferait l'objet dans tout le parti d'un « débat de masse, ample et démocratique, serin quant à la tournure, et politiquement clair quant au fond ». Un mois à peine après que se fut engagée cette discussion qui contenait beaucoup de dangers pour la politique de l'appareil du P.C.I., la direction jetait son faux masque de « libéralisme » pour exclure sans appel les militants animateurs de la revue « **II Manifesto** ». La preuve était une fois de plus faite que l'on ne peut pas redresser un parti stalinien. On ne peut que le détruire.

C'est précisément cette question de la construction d'un véritable parti communiste en Italie que pose l'activité des militants regroupés autour de « **II Manifesto** », même si ces militants n'en ont encore que confusément conscience.

Il faut noter que cette crise de l'appareil du P.C.I., obligé de se débarrasser de trois membres éminents de son Comité central, suivis par cinq députés du parti, se conjugue avec une autre crise au sein des groupes se réclamant de la révolution socialiste, à savoir des courants centristes, et plus particulièrement du courant pabliste. Le développement implacable de la lutte de classes en Italie ne s'en prend pas seulement au monolithisme de l'appareil stalinien, mais également à l'inconsistance politique des groupes centristes. C'est ainsi que la décomposition du pabliste en Italie s'est accomplie, depuis deux ans, d'une façon quasi totale. Les « flancs-gardes » du stalinisme montrent dans leur déroute l'image de ce que sera demain le stalinisme, pour autant qu'une force révolutionnaire luttant pour la construction d'un véritable parti communiste en Italie se constitue et rassemble l'avant-garde ouvrière aujourd'hui dispersée dans ce pays.

Nous aborderons plus loin les conséquences de la décomposition du pabliste en Italie. Mais c'est dans une telle situation que se dégage du P.C.I. l'équipe de « **II Manifesto** » avec laquelle « **Informations Ouvrières** » a engagé la discussion (1).

Les militants regroupés autour de « **II Manifesto** » posent en effet la question de la nécessaire construction d'un nouveau parti communiste, d'un parti révolutionnaire. Dans l'éditorial de leur numéro 7 (décembre 1969), ils écrivent en effet, sous le titre : **Pour la poursuite d'un travail collectif** :

« **Il y a une année, l'on pouvait espérer que le P.C.I. allait jouer un rôle de tout premier plan dans le renouveau du mouvement communiste international, allait devenir le promoteur de débats et d'initiatives pour une nouvelle stratégie révolutionnaire mondiale : cet espoir s'est à jamais évanoui.** »

Ainsi, c'est parce qu'ils ont perdu leurs illusions sur un possible « renouveau » du parti stalinien en Italie, c'est-à-dire sur un possible redressement d'un tel parti, que les militants de « **II Manifesto** » se trouvent confrontés aux véritables problèmes.

Ce fait est encore sans précédent dans l'histoire de la décomposition du stalinisme. Pour la première fois, tout un

courant d'un parti stalinien, après son exclusion, ne passe pas avec armes et bagages du côté de l'ordre bourgeois, mais au contraire entend poursuivre le combat pour le communisme, pour la construction de l'organisation révolutionnaire indispensable. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, en même temps, les militants tchécoslovaques les plus conscients, comme par exemple Jiri Pélikan, proclament publiquement leur volonté de lutter pour la construction de véritables partis communistes dont ils ressentent la nécessité pour vaincre le stalinisme.

Cela dit, « **II Manifesto** » n'en répand pas moins toute une série d'illusions qui, d'une part, contredisent la volonté de ses dirigeants d'avancer dans la voie d'un nouveau parti et qui, d'autre part, représentent, sur la question du programme notamment, un recul considérable.

« **II Manifesto** » avance à juste titre, en critiquant verbalement les pablistes italiens, qu'il n'est pas possible de combattre la ligne stalinienne de la direction du P.C.I. par la méthode dite de « l'entrisme », « fondée sur l'illusion selon laquelle il serait possible de soutenir une lutte dans le parti en évitant les conflits sur le fond, en misant sur un simple déplacement des équilibres internes ».

Mais lorsque les militants de « **II Manifesto** » posent concrètement la question du parti révolutionnaire, ils aboutissent à rejeter l'héritage du bolchevisme. Le même éditorial explique en effet :

« Une unification hâtive (des forces qui peuvent aujourd'hui concourir à la formation d'un nouveau parti révolutionnaire) donnerait naissance, dans le meilleur des cas, à une organisation politique de type traditionnel, à un parti centralisé, à une avant-garde jacobine plaquée sur le mouvement et sur sa progression naturelle, constamment menacée de bureaucratisation. Alors que ce qui s'impose aujourd'hui, ce n'est pas un nouveau parti, c'est un parti différent, une formation originale, stimulant et réalisant la synthèse d'un mouvement unitaire et articulé. »

En même temps, les militants de « **II Manifesto** » critiquent à juste titre les insuffisances de la pure spontanéité et posent le problème de l'organisation. Mais là où le bât blesse, c'est qu'aucune différence n'est faite entre le parti centralisé bureaucratiquement à la manière stalinienne et le parti démocratiquement centralisé, le parti de type bolchevique.

Mais cette confusion en matière d'organisation tient au fait que « **II Manifesto** » se refuse à avancer, contre le programme des staliens, le programme de la classe ouvrière ou tout au moins un autre programme capable de mobiliser le prolétariat contre la politique de division des appareils sociaux-démocrates et staliens.

C'est d'ailleurs cette impuissance à avancer devant les masses une autre solution que celle de l'appareil stalinien que les militants du **Manifesto** théorisent :

« Nous ne disposons pas d'une stratégie définie pour l'Occident capitaliste — du type de ce fut, dans les années vingt, le léninisme — et, d'ailleurs, les prémisses théoriques d'une telle stratégie n'existent pas. Eluder ce problème, en se référant purement et simplement soit à un corps de principes, soit à des modèles empruntés à d'autres révolutions, n'aurait aucun sens. »

Nous touchons ici au cœur du problème. Devant l'immensité des tâches qui sont celles des militants communistes italiens, c'est précisément en retournant à l'enseignement de Lénine puis de Trotsky, qui a maintenu la continuité organisée du bolchevisme à l'époque de la montée du stalinisme, que réside la solution. La « stratégie », le programme révolutionnaire du prolétariat mondial, existe : c'est l'acquis des premiers congrès de la III^e Internationale enrichi par toute l'activité de la IV^e Internationale et son programme, le « **Programme de transition** », qui permet aujourd'hui à la classe ouvrière de reconstruire des partis communistes authentiques sur la base de la crise du stalinisme, qui ne fait actuellement que commencer.

Et c'est précisément dans un tel cadre qu'il est alors possible, pour chaque section nationale de l'Internationale qu'il faut reconstruire, de préciser, d'approfondir et de donner à la classe ouvrière un programme d'action nourri

(1) Voir la traduction de l'éditorial du numéro 7 de « **II Manifesto** » dans « **Informations ouvrières** », nos 459-460, et la réponse critique de cet éditorial dans « **Informations ouvrières** », nos 463-465-467.

par toute l'expérience accumulée du mouvement ouvrier révolutionnaire que synthétise seul le programme de la IV^e Internationale.

Les militants regroupés en Italie autour de « **II Manifesto** », comme les milliers de militants communistes qui, dans le monde, sont en train de rompre avec le stalinisme, sont confrontés d'une manière directe à ces questions. Car de même que, après la dissolution de la I^e Internationale, c'est autour du **Manifeste du parti communiste** de Marx et d'Engels que s'est construite la II^e Internationale, après la faillite de la III^e Internationale, c'est sur le programme de la IV^e Internationale que la classe ouvrière internationale devra accomplir ses tâches historiques.

En Italie, c'est aussi parce qu'ils ont fait l'expérience négative de la faillite du pablisme et qu'ils en tirent les leçons que les militants de « **II Manifesto** » devront prendre leurs responsabilités sur la question du programme, sous peine de rester dans la dépendance politique du stalinisme et de véhiculer une politique empirique s'appuyant tant sur les illusions des masses que sur les illusions colportées par les courants contristes.

Le pablisme, qui, il y a quelques années, connut quelque succès en Italie (toutes proportions gardées), a beau être aujourd'hui en pleine décomposition dans ce pays, les illusions contristes n'en ont pas disparu pour autant. Bien au contraire.

C'est en Italie, dans le cadre du « **libéralisme** » du P.C.I., que la politique pabliste de l'« **entrisme** » crut obtenir certains succès et sa justification. Pendant des années, les militants pablistes — c'est-à-dire le groupe italien rattaché au prétendu « **Secrétariat unifié** » de la IV^e Internationale de Germain - Frank - Mandel - Maitan - Hansen — ont subordonné le combat ouvert, en direction de la classe ouvrière, à un travail de fraction au sein du P.C.I. Le bilan en a été tiré par les militants de « **II Manifesto** » qui, à juste titre, critiquent les pablistes qui ont toujours et avec persévérance, capitulé devant l'appareil, renonçant à lutter pour le rassemblement de l'avant-garde d'une façon indépendante de cet appareil.

C'est ainsi que les pablistes sont parvenus, sur la base de cette politique, à occuper des positions importantes au sein du P.C.I. L'ex-dirigeant pabliste Illuminati, par exemple, a réussi à prendre la direction de plusieurs fédérations importantes du P.C.I. au prix d'une capitulation politique devant le stalinisme. Mais, dès que l'appareil put se passer de leurs services, les pablistes furent chassés de leurs responsabilités comme du P.C.I. lui-même, après avoir servi, comme il se devait, les intérêts de l'appareil.

Le développement des luttes de classes en Italie devait faire éclater la section pabliste de la pseudo-IV^e Internationale de Frank - Mandel - Maitan. Ainsi, en septembre 1968, le Comité central de l'ex-section pabliste vote, à 8 voix contre 5, le retrait de la « **section** » du « **S.U.** ». Les huit dirigeants, derrière Illuminati, préalablement exclu du P.C.I., fondent alors une nouvelle organisation centriste qui ne reconnaît plus l'autorité du « **S.U.** » pabliste. Mais sans bases claires, cette organisation devait elle aussi disparaître dans la tourmente des événements. Aujourd'hui, de nombreux militants et groupes pablistes italiens se sont fondus dans le « **mouvement réel des masses** », entendons : dans les groupes spontanés qui prolifèrent, faute d'une autre orientation, ou dans diverses organisations maoïstes.

1970, qui est l'année Lénine-Trotsky, peut être aussi l'année du début de la révolution prolétarienne en Italie, ou tout au moins d'une crise révolutionnaire d'une extrême profondeur dans ce pays. Mais 1970 sera aussi l'année de la reconstruction de la IV^e Internationale, l'année qui a permis que se tienne une Conférence de militants communistes des pays de l'est de l'Europe, réunis à l'appel du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, l'année qui sera celle de la fondation de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, qui a vu l'adhésion du Parti ouvrier bolivien au Comité international de la IV^e Internationale.

C'est dans ce cadre international, où les éléments les plus conscients du prolétariat mondial et de la jeunesse sont en train de se regrouper, que les militants révolutionnaires italiens prendront leur place. L'ironie de l'histoire veut que dans le pays où le stalinisme connaît sa crise la plus avancée, où le pablisme se décompose et où la domination de classe de la bourgeoisie est menacée d'un jour à l'autre, l'avant-garde n'ait pas encore eu le temps de se préparer à l'accomplissement de ses premières tâches.

Comme en Union soviétique, la vieille garde bolchevique, trotskyste, en Italie, a été décimée par les coups conjoints du fascisme mussolinien et du stalinisme. Mais c'est en reprenant le combat du militant trotskyste Blasco, l'un des plus anciens dirigeants du Parti communiste italien, fondateur de l'Opposition de gauche italienne puis dirigeant de la section italienne de la IV^e Internationale avant de périr sous les coups des agents directs du Guépéou en 1943 dans les maquis français, que la nouvelle génération communiste italienne se donnera l'organisation, le drapeau, le programme indispensables à la victoire de la classe ouvrière dans ce pays.

Jacques MEYRAND.

JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE

ORGANE DE L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME

ABONNEMENTS (1 AN)

1 an	15 F
Pli fermé	20 F
Soutien	30 F
Etranger	35 F

Rédaction - Administration

Correspondance :

18, rue de l'Echiquier

PARIS (10^e) - Tél. : 824-53-08

C.C.P. "Jeune Révolutionnaire"

25.445-62 Paris

Le Parti ouvrier révolutionnaire bolivien adhère au Comité international de la IV^e Internationale

Le numéro 364 (daté du 14 janvier 1970) de « *Masas* », organe du Parti ouvrier révolutionnaire de Bolivie (P.O.R.), annonce la décision du P.O.R. de rejoindre le combat mené par le Comité international de la IV^e Internationale, pour la reconstruction de la IV^e Internationale dont le « *nom a été usurpé par les pablistes* ». A la différence de ceux-ci, précise le communiqué du P.O.R., « *le Comité international se donne comme point de départ la pleine actualité du "Programme de transition" rédigé par Léon Trotsky.* »

Dans le numéro 366 (daté du 25 février) de « *Masas* », le P.O.R. développe les raisons qui l'ont poussé à se rallier à la lutte engagée par le Comité international. Commentant la tenue de la Conférence des militants des pays de l'est de l'Europe, il écrit :

« *Ainsi a été accompli un pas décisif dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale fondée par Trotsky en 1938, mais trahie et désagrégée organisationnellement par la bande pabliste des*

Mandel, Frank, Pablo, etc. Ce pas a été fait sous l'inspiration et à l'initiative du Comité international de la IV^e Internationale, avec lequel le P.O.R. bolivien travaille dorénavant. » « *Il est quasi impossible, en effet, de mener un véritable travail révolutionnaire en marge du mouvement marxiste mondial.* »

Ainsi se confirment les déclarations faites par Guillermo Lora à l'occasion d'une conférence donnée à Paris, en décembre passé, qui furent accueillies alors par un tonnerre d'applaudissements de la part des militants présents de l'Organisation Trotskyste, de l'Alliance Ouvrière et de l'A.J.S.

Il est impossible de sous-estimer l'importance que la décision du P.O.R. revêt pour la reconstruction de la IV^e Internationale. En attendant de revenir plus longuement sur cette question dans un prochain numéro de « *La Vérité* », nous nous bornons ici à fournir aux militants les éléments d'appréciation suivants.

Depuis de longues années et en particulier depuis la révolution de 1952, la Bolivie occupe une place très importante dans la lutte de classes en Amérique latine.

Cela tient tout simplement au fait que le prolétariat bolivien, en particulier des mines, figure parmi les secteurs de la classe ouvrière d'Amérique latine possédant la plus forte tradition d'organisation, et surtout d'organisation indépendante de classe de tout le continent latino-américain. Ce n'est pas évidemment là le résultat ni du hasard ni de quelques caractères innés du prolétariat bolivien, mais d'un travail long, patient, et obstiné mené depuis les années 1940 par l'avant-garde trotskyste dans ce pays. Ce sont eux, ayant su

s'implanter dans les mines, qui ont doté en 1946 la Fédération des mineurs du texte programmatique fondamental portant le nom des « *Thèses àc Pulacayo* », dont l'un des axes centraux est précisément la nécessité absolue pour le syndicat d'assurer et de garder son indépendance de classe et son autonomie par rapport à l'Etat. C'est la formulation et la défense inconditionnelle de ce principe par les révolutionnaires, c'est-à-dire les trotskystes, qui ont donné à la Fédération des mineurs les traits qui la distinguent de presque toutes les autres organisations syndicales d'Amérique latine. Par exemple, les syndicats argentins sont, à coup sûr, plus forts, mais ils ont été construits par la bourgeoisie pour contrôler la

classe ouvrière, et tant par leur programme que par leur direction d'inspiration péroniste, c'est-à-dire nationaliste bourgeoise, ils demeurent des organismes dont l'objectif est d'enliser le prolétariat dans les marais de la collaboration de classes.

C'est ce principe d'indépendance de classe des syndicats et surtout la présence des trotskystes dans les organisations syndicales, pour en assurer la défense, qui ont empêché le M.N.R. de transformer, au lendemain de la révolution nationaliste petite-bourgeoise de 1952, les syndicats en rouages du parti nationaliste révolutionnaire et de l'Etat. L'Etat bolivien est apparu alors comme étant un maillon si faible de la chaîne impérialiste et un enjeu si important pour tout le cours de la lutte de classes en Amérique que l'impérialisme américain s'est vu obligé d'intervenir pour peser de tout son poids sur l'évolution du gouvernement M.N.R. et pour prendre toutes les mesures en son

pouvoir afin d'empêcher que ne mûrissent les conditions d'une crise révolutionnaire conduisant à la victoire du prolétariat. L'impérialisme américain a fait du M.N.R. son otage sur le plan économique et financier et a pris surtout directement en charge la restructuration, l'armement et l'entraînement de l'armée bolivienne, dont les dirigeants — Barrientos et Ovanda — ont pris le pouvoir par le coup d'Etat de 1964. C'est lui qui a directement inspiré l'offensive militaire extraordinairement brutale contre les organisations ouvrières et l'occupation par l'armée de la région des mines à partir de 1965-1966. Il est maintenant connu que l'un des principaux artisans des attaques contre le P.O.R., le ministre de l'Intérieur Arguedas, responsable de la disparition en prison de Julio C. Aguilar et de Isaac Camacho, était agent de la C.I.A.

II

La force de la tradition d'indépendance de classe du prolétariat bolivien et des positions du P.O.R. dans ce prolétariat ont reçu leur pleine confirmation depuis la nouvelle phase de la lutte des classes ouverte en septembre dernier par la venue au pouvoir d'Ovanda et la nationalisation par lui de la Gulf Oil Company. Le prolétariat bolivien a saisi avec une extraordinaire rapidité les possibilités offertes par la tentative d'Ovanda pour desserrer quelque peu l'étreinte de l'impérialisme sur l'économie bolivienne ; les travailleurs ont transformé la manifestation organisée début octobre par le gouvernement, en faveur de sa politique de nationalisation, en expression de leurs propres exigences de classe. Ils ont pris appui sur cette politique pour exiger l'abrogation de toute une série de mesures du gouvernement Barrientos et ils sont passés dans de nombreux cas directement à l'action eux-mêmes (expulsion des compagnies privées auxquelles l'exploitation de certains puits avait été rendue, occupation de ces puits, action directe pour obtenir la renationalisation de la Banque minière, etc.). Ils ont réoccupé le siège de la Fédé-

ration des mineurs mis sous séquestre depuis 1965 et manifesté leur volonté de tirer tout le parti possible de la restauration partielle des libertés syndicales.

Cette activité intense du prolétariat est à la fois le fruit de tout le travail passé et présent du P.O.R. et le cadre dans lequel il peut lui-même reprendre, de façon accélérée, ses tâches d'organisation et de construction du parti révolutionnaire.

« Le P.O.R. a subi avec succès l'épreuve de la répression et de la lutte clandestine contre la dictature militaire », a pu affirmer avec fierté sa direction dans le numéro 364 de « Masas ». Il a perdu parmi les meilleurs de ses cadres, en particulier César Lora assassiné par l'armée en 1965, Camacho et Aguilar. Mais il démontre sa force en faisant élire à la majorité absolue, par l'assemblée générale des mineurs de Siglo XX, les membres de sa direction travaillant dans les mines, Filemon Escobar et Cirilo Jimenez, au plénum de la Fédération des mineurs préparatoire au congrès que celle-ci tiendra prochainement.

III

Si le P.O.R. a subi avec succès l'épreuve de la répression la plus féroce, c'est parce qu'il est l'unique organisation d'Amérique latine, ayant fait partie de la IV^e Internationale avant la crise pabliste, qui ait, d'une part, résisté avec succès aux implications directes de l'orientation pabliste

pour son intervention dans la lutte des classes et, d'autre part, surmonté l'ensemble des périls propres à la situation née de la destruction organisationnelle de la IV^e Internationale, qui ont fini par emporter toutes les autres organisations opposées dans un premier temps à l'orientation pabliste.

Dix-huit ans après la scission pabliste, le P.O.R. est aujourd'hui la seule organisation de l'ancienne Internationale, qui non seulement est demeurée sur pied en tant qu'organisation structurée intervenant dans la lutte de classes sur la base du « Programme de transition », mais qui s'est même renforcée politiquement grâce à l'expérience de la lutte contre l'orientation pabliste et malgré les périls qui ont suivi la destruction organisationnelle de l'Internationale.

En Bolivie, comme dans l'ensemble de l'Amérique latine, l'orientation pabliste s'est traduite, au lendemain du triomphe des positions liquidatrices de Pablo, Frank, Mandel, Maitan et consorts, par des politiques conduisant sous de multiples formes à la capitulation devant les organisations et partis nationalistes petits-bourgeois (à la gauche du péronisme, A.P.R.A., M.N.R.) considérés comme exprimant, dans les conditions de l'Amérique latine, le célèbre « mouvement objectif des masses » auquel Pablo appelait toutes les sections à s'adapter. C'est ainsi que vers 1954-1955 est parvenue au P.O.R. bolivien, de la part du « Secrétariat international », l'injonction de se dissoudre organisationnellement et d'entrer dans les rangs du M.N.R., parti gouvernemental de surcroît, et cela au moment même où les masses, après leur mouvement initial d'adhésion majoritaire à la politique de ce parti, commençaient à s'en détacher.

La résistance déterminée d'une fraction du parti dirigée par Guillermo et César Lora a sauvé le P.O.R. en tant que parti trotskyste indépendant, mais elle n'a pas pu éviter que le parti traverse,

du fait du « Secrétariat international », une crise sérieuse dont les conséquences se sont fait sentir pendant plusieurs années. Le P.O.R. eut, non seulement à subir les contrecoups habituels de toute scission importante, mais aussi à faire face à une activité intense de la fraction pabliste jouant le rôle direct d'agent du M.N.R., c'est-à-dire purement et simplement de l'Etat bourgeois lui-même, contre le P.O.R. en particulier, au sein des syndicats. Le P.O.R. a rompu alors toutes ses relations avec le « Secrétariat international » et a indiscutablement nourri, à partir de son expérience du problème, une méfiance certaine, qu'il a fallu de nombreuses années pour surmonter, à l'égard de toute organisation internationale.

Posadas, en qui le P.O.R. a reconnu un continuateur des thèses et des méthodes de Pablo, n'allait rien faire, bien évidemment, pour dissiper cette méfiance, avec ses positions apocalyptiques et ses méthodes d'organisation terroristes.

C'est, à coup sûr, au cours de la période 1966-1968 que le P.O.R. a traversé la phase la plus difficile de toute son histoire après la crise pabliste. En effet, c'est au cours de ces années qu'il a eu à subir les contrecoups conjugués de la répression féroce déclenchée par Barrientos, avec le soutien de l'impérialisme américain, contre le prolétariat bolivien et son avant-garde, et de la montée du castrisme, ou plus exactement de la théorie et de la pratique des guérillas (« *el focismo* »), qui se sont même matérialisées un instant en Bolivie sous la forme du maquis de Nancahuazu dirigé par Guevara.

IV

Il est difficile de mesurer en Europe ce qu'a été, à un moment donné, au milieu des années 1960, le pouvoir d'attraction du castrisme sur les organisations politiques latino-américaines. Pour l'ensemble des organisations pablistes, le castrisme a été l'occasion d'une capitulation et d'une destruction organisationnelle définitives, dont le résultat a été consigné par la résolution du « 9^e Congrès mondial » pabliste sur l'Amérique latine (rédigée par Maitan et votée — nous a appris Hansen — par un bloc composé des sections latino-américaines du « Secrétariat unifié » et des délégués jeunes de la section française, c'est-à-dire Krivine, Bensaïd et l'équipe de « Rouge ») lorsqu'elle affirme que « *la guérilla rurale est l'axe central* » de la lutte de classes et exige de toutes les organisations du « Secrétariat unifié » « *l'intégration dans le courant révolutionnaire historique représenté par la révolution cubaine et l'O.L.A.S., ce qui implique, au-delà des formes, l'intégration dans*

le front révolutionnaire continental que l'O.L.A.S. constitue ».

Il paraît faire peu de doute que l'un des objectifs que Guevara se fixait en ouvrant le maquis de Nancahuazu était la destruction de la seule — qui devait, dans l'esprit des castristes, être la dernière — organisation trotskyste, c'est-à-dire marxiste, en Amérique latine. La lecture des attaques forcenées contre le trotskysme en général et contre le P.O.R. bolivien en particulier contenues dans le livre de Debray : « *La révolution dans la révolution* », rend cela tout à fait clair. Il fallait en finir avec le P.O.R. et choisir pour cela le moment où il venait de subir les coups les plus durs, de perdre certains de ses meilleurs cadres, notamment César Lora, et où il traversait une période marquée par un recul du prolétariat minier après la saignée du massacre de Or' et San Juan et l'occupation militaire des régions minières.

La position à adopter à l'égard des guérillas du

Nancahuazu a été, nous le savons maintenant, l'occasion d'une discussion interne prolongée dans le P.O.R., qui s'est déroulée par surcroît dans les conditions les plus difficiles, à la suite de l'arrestation et de l'envoi en camp de concentration dans la zone insalubre de Pékin de Guillermo Lora et d'autres cadres du parti. Le livre de Debray a rencontré un écho chez certains militants et exigé de Lora une longue polémique contre les partisans des positions guévaristes. L'unité du parti a néanmoins été maintenue. Son refus de s'engager dans

les voies aventuristes et antiprolétariennes de la guérilla « foquiste » également.

L'échec fracassant et exemplaire de Guevara, la libération de Lora, le déclenchement de la grève générale en France avec ses répercussions en Amérique latine sont venus desserrer l'étau et permettre au P.O.R. de surmonter avec succès la seconde grande épreuve qu'il lui a été donné de connaître. La tentative castriste de liquidation du marxisme organisée en Amérique latine avait fait long feu.

V

Dans un texte de discussion interne au « *Secrétariat unifié* » pabliste, Livio Maitan, artisan de la destruction organisationnelle et du discrédit politique du trotskysme en Italie, s'est adressé en 1968 au mouvement pabliste pour leur tenir les propos suivants : « *Il nous faut tout miser sur un secteur déterminé de l'Amérique latine et vous savez fort bien lequel. Nous devons nous servir de la période de préparation du congrès pour convaincre notre mouvement dans sa totalité qu'il doit travailler quotidiennement dans cette perspective. Permettez-moi de m'exprimer quelque peu paradoxalement : il est nécessaire de comprendre et d'expliquer qu'à l'étape actuelle l'Internationale sera construite autour de la Bolivie* », et cela, bien entendu, sur la base de la guérilla rurale, « *axe central de la lutte des classes* » en Amérique latine.

La bouffonnerie pabliste est décidément sans limites. C'est cette orientation qui a été retenue au moins en partie au « 9^e congrès mondial » du « *Secrétariat unifié* » et qui a fondé la campagne internationale menée autour de la prétendue participation d'une prétendue organisation bolivienne, usurpant par surcroît le nom du P.O.R., à des

maquis organisés par les vestiges de l'équipe guévariste baptisée Armée de libération nationale (A.L.N.).

Face à la vigoureuse contre-offensive menée par le P.O.R. et par Lora, en collaboration avec l'Organisation Trotskyste et la Socialist Labour League, les pablistes ont battu en retraite et ont marqué recul après recul dans les colonnes de « *Rouge* ». L'opération Bolivie du « *Secrétariat unifié* » a fait long feu. L'adhésion du P.O.R. au Comité international de la IV^e Internationale achève de transformer leur défaite en désastre. Ils ne construiront rien en Bolivie, rien autour de la Bolivie, et nulle part ailleurs. Il s'agit d'une tendance faillie que les sections du Comité international doivent maintenant définitivement enterrer.

ETIENNE LAURENT.

N. B. — *Nous ne pouvons, faute de place, reproduire dans ce numéro ni la réponse de Guillermo Lora à « Rouge » ni sa déclaration lors de la conférence tenue à l'A.J.S.. Elles ont été publiées dans « Informations ouvrières » n° 455 et dans « Nouvelles études marxistes » n° 1, pp. 56 à 60.*

INFORMATIONS OUVRIÈRES

ABONNEMENTS

3 mois (12 n ^{os}) ..	11 F
6 mois (24 n ^{os}) ..	20 F
1 an (48 n ^{os}) ...	38 F
Etranger (1 an) ..	50 F

Rédaction - Administration

Correspondance :

39, rue du Fg-du-Temple

PARIS (10^e) - Tél. : 208-33-65

C.C.P. "Informations Ouvrières"

21.831-73 Paris

LA CRISE DU "CONSEIL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE MUTUELLE" (COMECON)

par Michel VARGA

TROISIÈME PARTIE

Comme, en guise d'introduction, il serait malaisé de résumer ici, même brièvement, l'ensemble des deux premiers articles — traitant un sujet dont les divers aspects constituent une totalité dynamique — j'abandonne cette tentative pour renvoyer les lecteurs à ces articles, parus dans les deux numéros précédents (le 544 et le 545) de *La Vérité*. Il importe néanmoins de mettre en relief leur fil conducteur, d'autant plus que, depuis, me sont tombées entre les mains les affreuses élucubrations de *Rouge* sur la planification et sa réforme (n° 5 des *Cahiers*, intitulé *L'intervention en Tchécoslovaquie*) qui évoquent étrangement celles proférées par Krivine au cours de sa campagne électorale. Les unes valent exactement les autres en ceci que, dans le premier cas, la brochure explique la crise de la planification et les réformes en faisant généreusement abstraction du système capitaliste mondial et en proposant une « meilleure planification », tandis que, dans le second, Krivine, faisant de même abstraction de l'Etat bourgeois, proposait une Assemblée constituante. Il importe donc de rappeler ici ce qui constituait l'essentiel des analyses précédentes.

Le développement des forces productives dans tous les pays de l'Est, grâce aux nationalisations et à la planification, s'est violemment heurté aux cadres nationaux de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Comme la principale force productive est la classe ouvrière elle-même, l'obstacle à son épanouissement s'est manifesté — du fait qu'elle était dépossédée du pouvoir politique — sur deux plans étroitement

liés. Premièrement, son développement a buté sur l'existence du capitalisme mondial ; d'où, deuxièmement, est résultée la détérioration de ses conditions de vie. Le conflit « économique » est apparu dans sa mobilisation, dans la révolution politique contre le « socialisme dans un seul pays ». C'est cela, le contenu de la crise de la planification. La bureaucratie en a conclu, non sans hésitation, à la nécessité d'une intégration économique à la division internationale du travail. Et c'est cela, le fondement et le but des réformes de la planification. Or cette dernière n'est pas un « truc » économique pour mieux produire, de même que la division internationale du travail n'en est pas un. La première constitue une position avancée du prolétariat international, face à la seconde, régie par le capital mondial. Le fait que, économiquement, la première est nettement plus faible, donc vulnérable dans un rapprochement plus poussé, n'est autre que la traduction fidèle de ce que la partie la plus forte, le gros du prolétariat mondial, se trouve encore sous la domination du capital, n'a pas encore pris le pouvoir.

En opposition à cette analyse, le révisionnisme a ceci de caractéristique : premièrement, il nie la nature de classe de tous les phénomènes sociaux, « économiques » ou autres, deuxièmement, il nie le caractère international, organiquement international et non additionnel, de la lutte des classes. Si les révisionnistes staliniens font tout pour camoufler ce problème, c'est parce que le pouvoir de la bureaucratie y est direc-

tement impliqué. Mais les révisionnistes du type de Mandel et de Krivine n'ont pas ce souci. Malgré cela, conséquemment et toujours, ils « oublient » les éléments fondamentaux du marxisme. Il faut donc en conclure que si Mandel et Cie sont révisionnistes, ils le sont pour ainsi dire gratuitement au service du pouvoir de la bureaucratie.

Cette dernière, plus réaliste parce que liée au pouvoir, ressent pourtant le problème fondamental ; elle en est même consciente. Tout en s'engageant sur la voie de la réforme, elle entend en conserver le contrôle en freinant le rythme de sa réalisation. Elle voudrait équilibrer la pression mondiale du capitalisme par le développement « égal » de ses exportations. Mais la pression s'exerce sous la forme de cette exigence : « rentabiliser » l'économie. Pression impérieuse : la bureaucratie « rentabilise » l'économie en réduisant le rôle régulateur de la planification face au marché mondial dans l'orientation de l'économie, en menant l'attaque contre les travailleurs par la suppression des investissements « non rentables », en organisant une intégration, donc une « spécialisation » plus poussée, des pays du C.A.E.M. Cependant, plus les dangers apparaissent sous forme d'un glissement vers une

situation coloniale face au capitalisme mondial ou d'une mobilisation des travailleurs en présence des attaques contre leurs droits et conquêtes, plus l'accentuation de la coopération de ces pays entre eux et avec la bourgeoisie internationale paraît nécessaire à la bureaucratie. Mais, comme de ces tentatives, d'immenses dangers surgissent également pour son pouvoir, la bureaucratie elle-même se fractionne. Des contradictions apparaissent dans ses rangs ; elle se déchire en divers courants. Tout cela explique aussi bien les opinions diverses quant à la réforme elle-même que surtout les hésitations. Voire même les reculs ou les contradictions ouvertes dans son accomplissement. Ces contradictions et diversités d'opinion se présentent dans tous ces pays pris séparément et entre les bureaucraties des différents pays. Ce dernier phénomène, très visible et particulièrement important, traduit aussi le rapport tendu entre tous les pays du C.A.E.M. et l'U.R.S.S. dans les conditions du pouvoir de la bureaucratie du Kremlin, oppresseur national, et de l'attraction exercée par les marchandises capitalistes. Il se renforce parallèlement à la réalisation de la rentabilité ainsi qu'aux efforts d'intégration et de « spécialisation » des pays du C.A.E.M.

L'intégration économique et ses difficultés

Le fait que la bureaucratie stalinienne a mis à l'ordre du jour l'intégration économique des pays du C.A.E.M. et la « spécialisation » de leur production est une reconnaissance, inavouée mais claire, de la faillite du « socialisme dans un seul pays ». Après 1948-49, le développement rapide des forces productives des pays de l'Europe de l'Est est entré en contradiction avec les cadres nationaux encore plus vite et plus violemment qu'en U.R.S.S.

Premièrement, parce que l'économie de ces pays relativement petits est tout simplement inviable sans des liens organiques tissés avec l'économie complémentaire d'au moins toute une série d'autres pays. Et plus cette économie est développée, plus impérieuse devient cette exigence. Or le propre des conquêtes socialistes étant la croissance sans précédent des forces productives, la contradiction entre ces conquêtes et les cadres nationaux a été dès le début explosive. Cela veut dire que l'extension des conquêtes d'Octobre dans ces pays aurait exigé, dès le début, leur regroupement en un ensemble, doté d'une planification commune, souple mais centrale. Deuxièmement, parce que, au lieu de chercher la solution dans cette direction, le Kremlin a imposé une politique justement inverse, l'autarcie à chacun de ces pays. Le « socialisme dans un seul pays » étant le fondement de son pouvoir, il l'a donné à ses bureaucraties satellites, tel un roi qui offre en cadeau le secret du pouvoir à ses serviteurs.

D'où également la « théorie » insensée que la base de l'édification du socialisme est la priorité absolue donnée à l'industrie lourde, plus exactement à la sidérurgie et à la métallurgie. Cette « nécessité » pour l'U.R.S.S., parce que restée seule dans l'environnement capitaliste, s'est transformée en dogme abstrait, indépendamment du temps et du lieu ; alors qu'en réalité il forme le support de la théorie du « rattrapage du capitalisme », elle-même caricature monstrueuse de l'affirmation de Marx, reprise par Trotsky, que la construction du socialisme procède du niveau économique le plus élevé de l'humanité — car ceux-ci la concevaient à l'échelle mondiale. Mais le résultat, à l'Est, a été la « construction des socialismes dans chacun des petits pays », dépassant leurs forces et leurs capacités et souvent détruisant leurs acquis économiques. C'est ainsi que le caractère relativement complémentaires des économies nationales de ces pays a été contrecarré et remplacé par une uniformité, un parallélisme de leur structure et de leur production. Troisièmement, parce que, si l'économie de ces pays se voyait attribuer un rôle dans une quelconque division internationale du travail, c'était celui de servir les intérêts de la bureaucratie du Kremlin. Celle-ci leur a imposé le maintien rigide des cadres nationaux, voire même leur isolement mutuel, empêchant toute tentative de regroupement. Par cette politique, elle utilisait la vieille devise réactionnaire : diviser pour

régner ! Or c'était là pour elle un besoin vital, car c'était précisément cette division par laquelle la bureaucratie de Moscou essayait de diminuer les dangers pour son pouvoir résultant de la marche en avant de la révolution mondiale par l'extension des conquêtes d'Octobre. D'autre part, la « *division du travail* » imposée à ces pays consistait en ce qu'ils devaient combler, au-dessus de leurs forces, les lacunes colossales de l'économie soviétique dont la bureaucratie est la principale responsable, tandis que celle-ci les pillait et les spoliait, sans contrepartie conforme à leurs besoins. En jouant le rôle à la fois de destructeur et de voleur, le Kremlin a en outre chargé la contradiction entre les forces productives et les cadres nationaux d'un contenu national.

Parce que le conflit entre les forces productives et le carcan du « *socialisme dans plusieurs petits pays* », qui les comprime et les spolie, s'est exprimé dans la montée de la révolution politique de 1953 à 1956, la bureaucratie, raisonnant empiriquement à partir des intérêts de son pouvoir, a dû « *reconnaître* » la faillite du « *socialisme dans un seul pays* ». Il est à noter que les révisionnistes pablistes sont nettement en dessous de la bureaucratie dans ce domaine. Des problèmes évoqués plus haut, ils ne voient rien. Ils pataugent dans la multitude des « *faits concrets* » qu'ils choisissent selon leur convenance — il est plus exact de dire : selon leur fonction sociale et politique — et les interprètent. La brochure déjà mentionnée, par exemple, « *interprète* » les faits relatifs au gaspillage bureaucratique, et propose une meilleure gestion. Quant au problème national, ils oscillent entre une morale petite-bourgeoise et la justification de l'oppressé, en se référant à un « *intérêt suprême* » quelconque, mais sans jamais savoir trop bien sur quel pied danser.

En ce qui concerne les difficultés de l'intégration ou même de la coopération, la première est le résultat immédiat de la politique de l'autarcie, du parallélisme imposé aux économies des divers pays du C.A.E.M., de leur structure. Cela est particulièrement sensible précisément dans les branches construites et développées prioritairement, en premier lieu, par exemple, dans la production de machines et d'équipements, d'autant plus que l'exportation de ces produits devient de plus en plus difficile vers les pays capitalistes, à cause de l'exacerbation de la concurrence due à la crise, et, en liaison avec cela, à la tendance à la baisse des prix de ces produits sur le marché mondial. Ce parallélisme met une limite à la coopération dont le développement conséquent exigerait la restructuration globale de la production à l'échelle de l'ensemble de ces pays, impliquant le démantèlement de telle ou telle branche économique dans tel ou tel pays membre au profit de l'autre, et inversement. On assiste donc à un double mouvement : d'une part, aux efforts déployés pour placer les produits de tous ces pays dans tous les autres, d'autre part, à la naissance et au renforcement de la concurrence entre ces pays. Ce mouvement contradictoire

est une expression de la crise d'ensemble de la bureaucratie, et, en même temps, il reflète les diverses tendances dans son sein, qui représentent l'une ou l'autre voie, ou encore une « *solution* » intermédiaire. A leur tour, ces tendances s'affrontent. D'une part, il y a la pratique du bilatéralisme commercial réglé au niveau gouvernemental par les accords commerciaux, et imposée par le sommet de la bureaucratie. Cette pratique définit une proportion 1/1 des échanges mutuels, qui détermine automatiquement leur développement d'après la capacité du pays le plus faible. Elle exprime le parallélisme en le conservant. Mais, d'autre part, il y a la très forte tendance à refuser les produits offerts par l'autre pays du C.A.E.M., à refuser de traiter sur la base de la proportion 1/1 des échanges, qui constitue un frein à la progression précisément des pays les plus développés.

Le propre des réformes de la planification est qu'elles aiguissent cette contradiction, surtout parce qu'elles se basent sur une plus grande autonomie des entreprises et visent à l'augmenter encore. Il en résulte que celles-ci, forcées comme elles sont d'être rentables, regardent de beaucoup plus près la qualité et le prix des produits qu'elles achètent, leur amortissement, etc. Quoi de plus normal si elles recherchent les produits moins chers et de meilleure qualité importés des pays capitalistes ? Cela d'autant plus que, justement sur la base de leur plus grande autonomie, elles ont voix au chapitre. Elles utilisent contre les sommets bureaucratiques, obligés de les freiner au nom de la « *fraternité socialiste* », le même argument de rentabilité que ces mêmes sommets bureaucratiques leur ont allégué par la réforme.

Il est fatal que, dans ces conditions, des contradictions et des luttes de tendance se développent, ce qui caractérise la situation actuelle. Dans son ensemble, la bureaucratie essaie de maintenir la pleine utilisation du potentiel économique de chaque pays, d'où les accords commerciaux imposés, car la libéralisation complète de leur commerce mutuel entraînerait immédiatement un immense bouleversement social mettant en cause son pouvoir. Elle provoquerait la diminution brusque et l'arrêt, inégaux et chaotiques, de la production de plusieurs branches dans plusieurs pays, en même temps que la pénétration massive des marchandises capitalistes, ces deux facteurs poussant immédiatement la classe ouvrière à la révolution. Voilà ce dont elle a peur. Mais, en même temps, la même réforme qui a renforcé cette contradiction a renforcé également — nous l'avons vu — la pression capitaliste. Or c'est celle-ci qui oblige la bureaucratie à se défendre, c'est-à-dire à réaliser une coopération plus étroite entre ces pays. D'où la contradiction qui existe dans la réforme de la planification elle-même : d'une part, cette réforme pousse à réaliser la coopération, d'autre part, elle renforce les obstacles à son développement, et nourrit les forces opposées. Il serait erroné de penser que dans cette question, comme dans toutes les autres, il y ait un sommet bureaucra-

tique uni en bloc, face à une tendance opposée. Les courants d'opinion, les tendances variées traversent l'ensemble de la bureaucratie, du sommet jusqu'en

bas, dans tous les pays, entre les différents pays dans leurs rapports mutuels, et, enfin, entre tous ces pays et le Kremlin.

Coopération et spécialisation de la production

Depuis l'écrasement de la révolution hongroise, la coopération et la spécialisation de la production n'ont pas beaucoup avancé. Certes, il y a des réalisations communes telles que l'approvisionnement en pétrole soviétique par l'oléoduc commun, l'interconnexion énergétique et le dispatching central de l'énergie électrique, ou l'établissement d'un parc commun des wagons ferroviaires, etc. Il faut aussi et surtout mentionner les « recommandations » faites à différents pays en vue de se spécialiser dans la production de tel ou tel article, et aux autres de diminuer leur production de ces articles. Mais la tâche de réaliser une véritable spécialisation et une coopération dans la production d'entreprise à entreprise reste entière. Le signal d'alarme a été donné. Avouant qu'elle n'avance pas, alors que les pressions contradictoires se sont renforcées, la bureaucratie elle-même qualifie la coopération de vitale et d'urgente, la désigne comme une question de vie ou de mort. Mais elle affirme de plus en plus que les efforts devraient se concentrer sur les industries de pointe, reconnaissant par-là que, autrement, la coopération la plus serrée pourrait provoquer un bouleversement social et politique général. Elle souligne maintenant que la spécialisation doit être organisée surtout dans les entreprises nouvelles, dont il est plus facile de répartir la construction que de démanteler d'anciennes industries. Pour cette raison, le Kremlin met l'accent sur l'harmonisation, sur la coordination des plans, surtout des plans à long terme, ainsi que sur la coopération de la recherche scientifico-technique.

Mais la difficulté principale n'est pas le paralélisme de la production. Elle vient du fait que les réformes ont donné un rôle plus grand à la loi de la valeur par la mise en avant du critère de la rentabilité. Et cela joue à la fois sur plusieurs plans. Pour ce qui est du premier, un exemple frappant en est celui du pétrole. Tous les pays du C.A.E.M., sauf la Roumanie, sont entièrement approvisionnés par le pétrole soviétique. Dans la première phase du développement de la coopération, après 1956, on a commencé la construction d'un grand oléoduc avec des branchements vers le Nord et vers le Sud. Cette construction coûteuse a été terminée il y a seulement quelques années. L'oléoduc a pris le nom de « L'amitié », en dépit du fait que le Kremlin y transportait du pétrole vendu plus cher aux « pays frères » que sur le marché mondial. Dès le début, une lutte sourde a opposé les bureaucraties de ces pays au

Kremlin sur les prix du pétrole. Au fur et à mesure de l'introduction des réformes de la planification, donc de la rentabilité, la lutte devenait de plus en plus aiguë. En 1966, au moment du rajustement des prix commerciaux, le Kremlin fut obligé de baisser le prix, tout en maintenant encore en sa faveur un écart avec le prix mondial.

Et voilà que, tout récemment, les journaux bourgeois font grand bruit autour de la nouvelle que l'U.R.S.S. a renoncé à approvisionner les autres pays de l'Est en pétrole, et que ceux-ci ont commencé à conclure des accords d'achat de pétrole iranien. Certes, la nouvelle est très importante. Mais comme la bourgeoisie vole au secours de la bureaucratie ! Ses journaux annoncent que la cause principale de ce grand changement réside dans l'incapacité de l'U.R.S.S. de satisfaire les besoins grandissants de ces pays en pétrole. C'est du vent ! Car ces besoins s'élèveront dans les prochaines années à 52 millions de tonnes annuels, alors que le plan soviétique pour 1970 prévoit une production de 350 millions de tonnes. Bien sûr, il est vrai que la production des puits du Caucase alimentant l'oléoduc commun ne suffira plus, cependant que la base de production soviétique de pétrole s'est transférée en Sibérie. L'augmentation considérable des frais de transport, comme résultat de ce transfert, a rendu impossible une baisse du prix du pétrole soviétique qu'exigent de plus en plus vigoureusement les bureaucraties satellites, au moment même où le Kremlin veut également calculer de plus en plus ses prix de revient. Pour éviter qu'une tension monte à ce sujet, à côté d'autres, Moscou a été contraint de céder. C'est la raison essentielle de ce changement important. Mais la portée de celui-ci dépasse largement cette constatation.

D'abord, il y a là un exemple criant de gaspillage. L'oléoduc et les installations annexes, tous très coûteux, construits récemment ne servent plus à grand-chose. En même temps, il faut construire un nouvel oléoduc reliant ces pays aux champs pétrolifères de l'Iran. Ensuite, fait encore plus important, l'attraction d'une marchandise capitaliste moins chère a réussi ainsi à entamer très sérieusement la coopération, et surtout le lien de ces pays à l'U.R.S.S. Le capitalisme mondial, à travers un produit de base aussi important que le pétrole, a donc fait un pas en avant non négligeable sur la voie de la pénétration dans ces pays. Mais il y a autre chose encore. L'U.R.S.S. elle-même achètera de grandes quantités de pétrole iranien. Une vaste

« coopération » se dessine. Au lieu de vendre le pétrole iranien directement au Japon et aux pays du Sud-Est asiatique, le consortium international du pétrole, économisant les frais de transport, le vend à l'U.R.S.S., qui approvisionne ces marchés en pétrole sibérien, d'une distance moins grande. Si l'ensemble de cette coopération se réalise, l'intégration à la division internationale du travail sur le plan de l'approvisionnement en pétrole sera chose faite. Bien que limitée au seul pétrole, une telle intégration, ou même le fait de la projeter, a des implications et aura des conséquences importantes. Aujourd'hui, elle contribue déjà à freiner la coopération entre l'U.R.S.S. et les autres pays de l'Est, mettant ces derniers dans une situation de dépendance accrue à l'égard du marché mondial capitaliste. Demain, elle rendra l'économie de l'ensemble de ces pays immédiatement et directement tributaire de toute lutte concurrentielle, de toute fluctuation du marché mondial du pétrole.

Dans cet exemple est soulevé le problème du rapport des pays de l'Est avec l'U.R.S.S. Ce rapport est particulièrement important en général, et dans l'évolution de la coopération économique en particulier. D'une manière générale, c'est ce rapport qui conditionne l'existence de ces pays, pour autant que l'origine et la base de leur système social sont les conquêtes d'Octobre et leur maintien en U.R.S.S. Cela signifie qu'en l'absence d'une mobilisation générale de la classe ouvrière (c'est-à-dire en tant qu'opération de la bureaucratie), le desserrement des liens entre l'U.R.S.S. et ces pays renforce immédiatement les dangers de la pénétration du capital mondial dans ces derniers. C'est pour cette raison que, du point de vue économique également, ils devaient se tourner vers l'U.R.S.S. et tisser avec elle des liens serrés. Mais,

d'un autre côté, pour parler toujours un langage « économique », ils ont payé très cher ce lien, du fait de la domination d'une bureaucratie parasitaire en U.R.S.S., dont l'économie a, certes, joué vers les autres pays de l'Est le rôle de base d'approvisionnement et de marché, mais aussi celui de parasite et d'exploiteur. Inutile de citer ici les exemples innombrables de commerce inégal. Cette contradiction étant la plus forte dans les rapports mutuels des pays du C.A.E.M., l'organisation et le développement de la coopération donnent à ce rapport la première place. Les bureaucraties de tous les pays de l'Est, sous des formes diverses et dans une proportion variée, cherchent à rendre ce rapport « plus égal » ou même à le distendre. Elles le cherchent dans la mesure où, la rentabilité économique devenant le critère principal, les marchandises capitalistes exercent une attraction beaucoup plus forte. Le résultat est que chaque bureaucratie nationale voudrait influencer l'évolution de la coopération à son avantage par rapport aux autres et surtout à Moscou, la freiner ou la refuser même, pour s'assurer des marges plus grandes afin de traiter « plus librement » avec les capitalistes. En même temps, du fait même que leur pouvoir dépend du Kremlin, et, qui plus est, des conquêtes socialistes, les limites de ce mouvement vers « l'indépendance » sont vite atteintes. Cette contradiction produit une oscillation permanente de ces bureaucraties, dont la base reste pourtant leurs rapports avec Moscou ; elle alimente une crise et exprime celle-ci sous cette forme. La crise s'approfondit en proportion du renforcement de la pression capitaliste, mais aussi des efforts pour la réalisation de la coopération, alors que celle-ci est une défense contre la pression capitaliste.

L'alchimie bureaucratique des prix

Mais le rôle plus grand donné à la loi de la valeur par les réformes pose le problème essentiel des prix des produits échangés entre les pays du C.A.E.M. La réalisation de la coopération plus poussée et de la spécialisation de la production exige un commerce multilatéral. Or celui-ci présuppose une valeur-travail commune à tous ces pays, exprimée à travers un système des prix unique par la libre convertibilité des monnaies respectives. Or la productivité est différente selon les divers pays, parfois avec de grandes variations. Le système clos des prix établi selon les pays s'adapte plus ou moins à la productivité du pays donné. Les prix du commerce inter-C.A.E.M. sont donc calculés sur la base des prix mondiaux exprimés en dollar. Depuis l'existence de la Banque commune, ils sont exprimés en roubles, d'après une parité fixe. Mais ces « clearing-

roubles », dont la parité dollar est 1 rouble pour 0,9 dollar, n'ont pas d'existence réelle, la source de leur vie est le dollar, et celle-ci n'a qu'une valeur purement comptable. Il y a sept ans déjà, au moment de la formation de cette Banque commune, alors que la bureaucratie se réjouissait d'avoir trouvé le moyen de réaliser le multilatéralisme, j'ai dénoncé cette utopie. En réalité, la Banque elle-même était le fruit du travail d'une commission mise en place en 1959 avec le but de trouver une solution au multilatéralisme. La Banque est née, mais la commission est devenue permanente. Car, depuis bientôt douze ans, avec ou sans Banque, ces nouveaux alchimistes cherchent désespérément la pierre philosophale du système commun des prix, de la monnaie convertible, du commerce multilatéral. La bureaucratie ne résoudra jamais ce problème. Pourquoi ? Parce que

les problèmes dits économiques ne sont pas de l'économie mais de la politique, des problèmes de la lutte des classes.

Commençons par un bref résumé des « théories » de ces alchimistes bureaucrates eux-mêmes. Dès la grande correction des prix commerciaux qui, en janvier 1966, a légalisé le système de certains prix négociables lors des accords bilatéraux (jusqu'à il n'y avait que des prix imposés), les discours et les articles exigeaient de plus en plus une réforme générale des prix inter-C.A.E.M. Des critiques s'élevaient contre le fait que le commerce de ces pays entre eux se base sur les prix mondiaux. C'est incroyable, mais c'est un fait : ces diverses études « sérieuses » et analyses « marxistes » reprochaient (!) à ces prix leur « défauts ». Les critiques ont surtout mis en avant le principal « défaut » des prix mondiaux, à savoir le fait qu'ils reflètent les conditions du marché capitaliste et ne tiennent aucun compte des prix du C.A.E.M. Vraiment, quelle impertinence ! Les bureaucrates ont aussi « démasqué » les prix mondiaux comme faux, car, du fait des prix-monopoles ils s'écartent du prix de revient, donc ils ne sont pas des critères corrects du travail socialement nécessaire. Pauvres prix mondiaux démasqués ! Afin de prouver que je n'invente pas et je ne calomnie pas ici la bureaucratie, je signale qu'une telle « étude » a paru, par exemple, dans le n° 4 de *Voprossi Ekonomiki* (*Questions d'économie*), principale revue économique du Kremlin. Rien d'étonnant si, sur la base de telles aberrations, ces alchimistes modernes cherchent en vain la solution, depuis douze ans. La seule différence entre eux et les alchimistes d'antan est que ces derniers ont contribué au développement de la science, alors que la bureaucratie la dégrade, et la ravale au niveau d'un épicier du coin.

Mais soyons juste. Elle a trouvé une « solution ». Dès la fin de l'année 1967, la même revue du Kremlin l'a présentée dans plusieurs articles. Au mois d'octobre 1967, un certain Tarnovsky a développé « l'idée » que les pays du C.A.E.M. ont besoin de leur propre prix et que, par conséquent, il faut créer leur propre base de prix. Cette « idée » a éclaté avec la force d'une nouveauté. Surtout lorsque déjà Tarnovsky lui-même a annoncé que, pour ce faire, il faudrait déterminer le rôle du « marché mondial socialiste » dans le marché mondial tout court. En réalité, comme on le voit, il a découvert... Staline. Ainsi, poursuivait-il, il sera possible d'arriver à une nouvelle catégorie de valeur, celle du travail « régionalement » nécessaire, qui servirait pour base de prix aux pays du C.A.E.M. Ces insanités n'ont pas rencontré de critiques. Bien au contraire, au mois de décembre 1967, toujours dans *Voprossi Ekonomiki*, un autre économiste nommé Diatchenko les a encore « développées ». Il en a fait une « loi », ce qui est le plus naturel ! Selon lui, la formation d'un niveau régional de travail socialement nécessaire est une loi. Pour la « laisser » agir, il est nécessaire de créer des nouvelles proportions de prix et de production entre

les pays du C.A.E.M., comme leur propre base de prix. Toujours d'après Diatchenko, la réalisation d'une telle tâche exige une division développée du travail entre ces pays, la spécialisation de leur production, une nouvelle réglementation des prix intérieurs, de bonnes méthodes de calcul du prix de revient et de formation des prix. Il ne songeait pas du tout au « simple » fait que cette « bonne méthode » de calcul, base de toute la réalisation de son « plan », consiste à prendre pour base les prix mondiaux !

La première remarque sur ces « idées » est que, voulant promouvoir l'intégration à la division internationale du travail, la bureaucratie retrouvait le « socialisme dans un seul pays » à l'état pur. A la place de l'U.R.S.S. seule ou de « plusieurs socialismes dans plusieurs petits pays », la solution des bureaucrates apparaît comme le « socialisme dans un plus grand ensemble ». C'est tout, la boucle est bouclée. Car la valeur d'une marchandise est déterminée par le travail socialement nécessaire à sa production. Mais ce qui est socialement nécessaire se définit dans l'entité qui a pour nom l'économie mondiale. Celle-ci n'est pas une addition des économies nationales. Il n'y a pas de « travail socialement nécessaire » selon les pays, mais par rapport à cette entité. L'indice du travail socialement nécessaire, la productivité, se forme dans l'économie mondiale, toujours d'après les économies dominantes les plus développées, et les différents pays ou régions s'y conforment inévitablement. Par conséquent, la basse productivité des pays du C.A.E.M., autrement dit le travail dépensé au-dessus de celui socialement nécessaire, ne peut être en aucune façon la base de la valeur réelle. Bien entendu, on peut créer un indice commun à plusieurs pays, mais il ne sera qu'une fiction qui trouvera sa réalité uniquement en fonction de la productivité mondiale. L'existence des monopoles ne change en rien la réalité de cette valeur, exprimée en prix. Les prix de monopole peuvent s'écartier et s'écartent de la valeur réelle, mais la remarque de Marx est toujours valable : les variations de l'offre et de la demande ne font que faire osciller les prix autour de la valeur réelle, mais c'est celle-ci qui les détermine. Autrement, il faudrait supposer le « super-impérialisme », cette invention de Kautsky, où l'existence des monopoles géants ou d'un seul monopole mondial supprimerait la concurrence. Or la réalité prouve le contraire. Par rapport à l'impérialisme mondial, la base propre des prix des pays du C.A.E.M. ne serait aucunement propre. Le problème resterait donc exactement le même. Théoriquement, la seule différence serait que, organisée en un ensemble économiquement cohérent, la résistance à la pression impérialiste de ces pays se renforcerait. D'ailleurs, c'est le but de la bureaucratie par la coopération poussée de ces pays. Mais le rapport des prix de cet ensemble aux prix mondiaux resterait fondamentalement le même.

Bien entendu, théoriquement, il est possible d'établir des prix communs basés sur la productivité propre

aux pays du C.A.E.M. Mais c'est précisément là où le contenu de classe de l'économie, sa nature politique se révèle, et, pour cette raison, une telle opération est impossible pour la bureaucratie.

Elle signifierait, en effet, le démantèlement de toutes les entreprises travaillant en dessous de la productivité commune à tous les pays du C.A.E.M., car, actuellement, il y a entre eux de très grandes variations. Le même bouleversement naîtrait — je l'ai examiné plus haut — du point de vue de la coopération et de la spécialisation de la production. Car il s'agit là du même phénomène, que l'on aborde maintenant du côté des prix. Tout pas en avant dans cette direction, fût-il aussi prudent qu'il est actuellement, aggrave les conditions d'existence de millions de travailleurs. Risquer de démanteler une série d'entreprises, de procéder à des licenciements massifs, de saborder les allocations et les avantages sociaux des travailleurs, de créer une faillite totale, tout cela est

impensable pour la bureaucratie. Une telle opération provoquerait des mouvements de masse de défense des conquêtes socialistes contre la bureaucratie. Et, bien qu'elle avance précisément dans cette direction, les premiers signes de mécontentement, de protestation l'effraient et introduisent même dans ses rangs les contradictions, les oppositions, les clivages. Plus elle s'engage dans cette voie, plus grande sera la protestation des masses, plus rapidement préparera-t-elle involontairement la révolution politique et son propre éclatement. Voilà pourquoi, contrainte d'avancer, elle est incapable d'aller jusqu'au bout du chemin, elle hésite et recule, ses rangs se fractionnent, et devant cette aggravation de sa crise, elle se raconte des histoires utopiques afin de se rassurer. Et cette crise où elle se trouve actuellement, qui est essentiellement politique, est alourdie par le problème national.

La question nationale

Bien que, par rapport à l'U.R.S.S. les autres pays du C.A.E.M. soient en état d'oppression nationale, ce n'est pas l'U.R.S.S. qui les opprime, mais la bureaucratie du Kremlin. Pour preuve, il suffit d'indiquer la lutte que la nouvelle opposition communiste mène, en U.R.S.S., entre autres pour la défense des nationalités opprimées. En plus, la caractérisation de Marx, reprise par les travailleurs tchécoslovaques, à savoir qu'un « *peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre* », s'applique aux Russes eux-mêmes, qui vivent sous la botte de la même bureaucratie. Mais, étant donné que le Kremlin s'appuie sur l'U.R.S.S., son oppression a pris une forme telle que l'U.R.S.S. apparaît dans le rôle d'oppresseur national. Cette apparence se manifeste aussi sur le plan économique, dans les échanges inégaux. Toute la politique économique et la politique tout court sont imposées par l'U.R.S.S. aux autres pays à travers les bureaucraties nationales, fidèles serviteurs du Kremlin.

Avec l'introduction de la réforme, donc de la rentabilité, ces rapports de soumission entrent en contradiction avec le but recherché. La rentabilité mise en avant nourrit des courants centrifuges même parmi les « *fidèles serviteurs* » à l'égard de l'U.R.S.S. Ces courants se développent d'autant plus que les masses exercent une pression accrue dans ce sens. La volonté des masses de se libérer de l'oppression nationale du Kremlin est basée sur leur expérience. Comme elles veulent défendre et développer les conquêtes socialistes, car leur épanouissement exige que, sur la base de l'acquis, soient réalisées leur démocratie et leur unité avec les travailleurs des autres pays, elles se heurtent

dans cette voie au principal obstacle : la bureaucratie du Kremlin. L'oppression nationale à laquelle celle-ci les soumet est la forme la plus appropriée de son contrôle. Celui-ci est une condition vitale de son pouvoir, car il lui sert à empêcher le libre développement de la révolution mondiale, incompatible avec le maintien de ce pouvoir. Le processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie, par exemple, c'est-à-dire une lutte se confondant avec celle de libération nationale de l'oppression du Kremlin, a immédiatement renforcé la lutte contre son pouvoir en U.R.S.S. elle-même et rempli d'espoir des travailleurs des pays capitalistes. Dans ce cas, il est particulièrement visible à quel point l'oppression nationale du Kremlin est l'arme de sa lutte contre la révolution mondiale ; inversement, la lutte nationale des masses contre cet oppresseur est partie intégrante de la révolution politique et, par elle, de la révolution mondiale.

Par contre, les velléités d'indépendance des bureaucraties nationales à l'égard de l'U.R.S.S. sont d'une autre nature. Elles apparaissent comme le reflet de la pression du capitalisme, qui s'exerce par l'attrait d'accords spéciaux avec la bourgeoisie, des marchandises capitalistes, etc. Dans ces conditions, les tentatives d'une coopération conséquente entre les pays du C.A.E.M. éveillent et renforcent ces deux variétés du sentiment national qui, bien que divergentes, s'opposent au regroupement sous la direction de Moscou. A travers les luttes nationales variées, luttes de plus en plus éveillées en Europe de l'Est, se vérifie l'enseignement de Lénine, à savoir que la question nationale est avant tout une question sociale. Le

« nationalisme » des bureaucrates est de caractère foncièrement bourgeois, son contenu étant le rapprochement d'avec la bourgeoisie mondiale. A l'inverse, celui des masses opprimées est fondamentalement progressif, même si, dans la conscience des masses, l'influence du nationalisme bourgeois n'est pas encore vaincue, car il est un élément puissant du renversement de la bureaucratie, donc de la révolution mondiale.

Est-il possible que, en se détachant de Moscou ou en distendant ses liens avec elle, les bureaucraties des autres pays du C.A.E.M. se regroupent en une fédération ? Cela me paraît exclu pour deux raisons. Premièrement, parce que ces bureaucraties ne peuvent aucunement rompre avec le Kremlin, car celui-ci est la principale force de leur pouvoir dans tous les pays. Les masses mobilisées autour de la question nationale les chasseraient immédiatement, car dans la conscience des masses, la libération nationale et le renversement de la bureaucratie se confondent complètement. C'est pourquoi tout pas plus ou moins conséquent de la bureaucratie « nationale » dans cette voie déchire ses rangs, la brise en fractions, puis en groupes différents, et, à terme, elle éclatera avant la fin de ce processus. Deuxièmement, les velléités d'indépendance apparaissent dans l'alternative : Kremlin ou bourgeoisie mondiale, et en aucune façon sous la forme d'un regroupement, sans l'U.R.S.S., avec les autres bureaucraties ; car, pour la bureaucratie d'un pays du C.A.E.M., le principal concurrent est précisément la bureaucratie d'un autre pays du C.A.E.M. Son nationalisme est de nature bourgeoise, ce qui explique le fait qu'elle est le porteur et l'animateur des vieux nationalismes dans cette partie de l'Europe.

Devant toutes ces contradictions, la bureaucratie, dans son ensemble, ne peut pas choisir. Face à la mobilisation des masses et à leur solution, sociale et nationale, la bureaucratie entend renforcer la camisole du *statu quo* en cherchant à renforcer son alliance avec la bourgeoisie. La classe ouvrière et le peuple tchécoslovaques, ainsi que tous les mouvements des étudiants, des intellectuels, des travailleurs, en U.R.S.S., en Pologne et en Yougoslavie, lui ont montré les limites de la voie qu'elle était contrainte de choisir. A sa façon, elle réalise que la solution des problèmes sociaux et nationaux est une question européenne. L'appel de Budapest, lancé aux gouvernements bourgeois de l'Europe pour un traité spécial sur la base du *statu quo*, le démontre suffisamment. Les tentatives récentes de rapprochement entre la bourgeoisie allemande et les bureaucraties de l'Europe de l'Est trahissent leur peur commune devant la solution ouvrière de la question nationale et sociale dans la révolution montante. Ce rapprochement est une réponse immédiate à la classe ouvrière tchécoslovaque,

dont la lutte et la résistance, du fait de sa force et de sa situation, posent cette solution comme directement européenne. La classe ouvrière tchécoslovaque n'est pas écrasée. La Tchécoslovaquie reste la chaudière de toute l'Europe. Sa libération nationale se confond avec sa révolution politique, les deux étant inconcevables sans le renversement du pouvoir de la bureaucratie du Kremlin. Mais elles sont inconcevables, tout particulièrement, sans la classe ouvrière allemande dans son ensemble, pierre de touche de la révolution européenne : révolution politique à l'Est, révolution sociale à l'Ouest. Autrement dit, la résistance des travailleurs tchécoslovaques, le fait qu'ils ne sont pas écrasés maintiennent à l'ordre du jour la révolution à l'échelle européenne, contribuent à la rapprocher.

Dans ce cadre, il est évident que la revendication nationale des masses de l'Europe de l'Est se confond tout naturellement avec leur aspiration à une fédération socialiste de leurs pays. C'est là un mot d'ordre progressif, car il mobilise ces travailleurs contre le Kremlin et les regroupe. Leur libération nationale est ainsi une tâche internationale. Non seulement dans le sens d'un regroupement fédératif, sans lequel leur libération est impensable, mais aussi et surtout parce que leur fédération elle-même n'est réalisable qu'en alliance avec la classe ouvrière soviétique. Or la clé de la victoire de la révolution politique et donc de la libération nationale dans ces pays est la révolution sociale dans les pays capitalistes. La fédération socialiste des pays de l'Europe de l'Est ne trouve sa signification et sa réalisation que dans les Etats-Unis socialistes d'Europe, en tant qu'élément de ceux-ci. C'est à ce danger, représenté par le processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie, que répondent très concrètement les tractations entre la bureaucratie et la bourgeoisie allemande, entreprises des deux côtés.

Les forces productives se révoltent contre les cadres nationaux. Leur développement exige impérieusement l'intégration de l'Europe entière. L'obstacle principal à une telle intégration est le pouvoir de la bourgeoisie et de la bureaucratie. C'est précisément à cause de la révolte des forces productives que ces pouvoirs sont dans une crise sans précédent. Toutes deux essaient d'unir leur force afin de contenir les forces productives dont la révolte apparaît dans le mouvement des masses. Mais plus la bureaucratie renforce son alliance avec la bourgeoisie, plus celle-ci, à son tour, augmente sa pression sur celle-là, et plus la bureaucratie craque sous le poids des contradictions. Placée entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, elle éclatera dans l'exacerbation de la lutte des deux classes fondamentales. L'évolution récente du C.A.E.M. atteste que la révolution européenne est à l'ordre du jour sous le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe.

QUELQUES TACHES DE LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

par Stéphane JUST

UNE NOUVELLE VAGUE REVOLUTIONNAIRE MONDIALE

9.000 jeunes travailleurs, apprentis, lycéens, étudiants, réunis le 1^{er} février 1970, à l'appel de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, debout, scandent : « Vive Lénine, vive Trotsky, vive la IV^e Internationale ».

Ils expriment avec feu l'exigence profonde de la lutte du prolétariat mondial contre l'impérialisme, le capital, les bureaucraties oppressives et parasitaires du Kremlin et de l'Europe de l'Est. Vaincre l'impérialisme, abattre la bureaucratie de Kremlin, instaurer le socialisme, cela exige la reconstruction de l'Internationale ouvrière, communiste, qui ne peut être que la IV^e Internationale.

Mai-juin 1968, la grève générale de 10 millions de travailleurs en France ont impulsé de multiples grandes luttes de la jeunesse et de la classe ouvrière en Europe et dans le monde. La chute de De Gaulle est directement conséquente de la grève générale. En Italie, au cours de l'année 1969, des millions de jeunes et de travailleurs se sont engagés dans une vague de grèves et de manifestations sans précédent depuis 1947. L'instabilité gouvernementale est à son comble.

En Angleterre, le gouvernement travailliste ne parvient pas à plier la classe ouvrière aux exigences du capital, il est sans cesse aux prises avec des grèves qui brisent les carcans que sa politique veut imposer à la classe ouvrière.

En Allemagne, le gouvernement de la grande coalition (social-démocratie, démocratie chrétienne) a chuté à cause des grèves spontanées des métallos allemands de septembre 1969.

En Belgique, la grève des mineurs du Limbourg ouvre la voie à de nombreux combats du prolétariat qui mettront en cause le gouvernement et sa politique. En Espagne, la répression franquiste, le gouvernement de l'« *Opus Dei* » ne sont pas parvenus à dompter et à briser le prolétariat espagnol renaissant qui engage sans cesse de nouveaux combats, comme ceux des mineurs des Asturies. Jusqu'aux confins de la Suède, le prolétariat engage la lutte. Les mineurs de Laponie, en grève, ont déchiré le mensonge du « *socialisme à la suédoise* ».

Le mouvement s'étend hors d'Europe. Il secoue l'Amérique latine, comme en témoignent : les combats des étudiants mexicains de septembre 1968, les violents affrontements des travailleurs et de la jeunesse en Argentine et en Uruguay, au printemps 1969, et des forces répressives des gouvernements dictatoriaux ; la lutte sans cesse renaissante du prolétariat bolivien contre le gouvernement des gorilles. Il atteint le bastion de l'impérialisme, les U.S.A., où le prolétariat manifeste, par ses grèves, qu'il se refuse à faire les frais de la faillite du régime capitaliste, où les couches les plus exploitées du prolétariat américain, les Noirs, les Portoricains, « les *colored men* », s'insurgent contre les conditions sociales et politiques qui leur sont faites, où la lutte contre la guerre impérialiste contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain au Vietnam s'étend de la jeunesse étudiante à des couches sans cesse plus profondes de la classe ouvrière des Etats-Unis.

Les ouvriers et paysans du Vietnam poursuivent la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme, engagée depuis des années et menée héroïquement. L'impérialisme n'a pas réussi

L'HEURE DES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

à les isoler. Désormais, leur guerre révolutionnaire ainsi que les luttes des peuples opprimés des pays coloniaux ou semi-coloniaux se joignent et s'unissent aux puissantes luttes de classe des prolétariats d'Europe et d'Amérique.

Mais c'est en Europe que se situent la pointe avancée et le champ de bataille décisif de cette nouvelle vague révolutionnaire qui prend son essor. En Europe a explosé, au cours de deux guerres mondiales, la crise historique de l'impérialisme. En Europe s'est levée l'aube de la révolution prolétarienne mondiale : la révolution d'octobre 1917 au cours de laquelle le prolétariat russe, sous la direction du parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, prenait le pouvoir. En Europe, le prolétariat a également subi les plus dures défaites, qui eurent deux conséquences : d'une part, le nazisme broya le prolétariat allemand avant de s'élaner à la conquête du monde, avant de tenter de détruire les conquêtes révolutionnaires du prolétariat soviétique, au cours de la seconde guerre mondiale ; d'autre part, la formation de la monstrueuse bureaucratie du Kremlin, qui, chassant du pouvoir politique le prolétariat soviétique, isolé et épuisé par de longues années de guerre impérialiste et de guerre civile, détruisit le parti bolchevique de Lénine et de Trotsky par l'extermination physique de centaines de milliers de combattants d'Octobre et des nouvelles générations, par la liquidation de la III^e Internationale, déforma et mit en péril les conquêtes d'Octobre.

C'est en Europe, sous les coups du prolétariat de l'U.R.S.S., sacrifiant 20 millions des siens, que la formidable machine de guerre de l'impérialisme construite par Hitler fut brisée. C'est en Europe que de nouveau, au cours et au lendemain de la seconde guerre mondiale, se leva le prolétariat, qui ébranla les fondements de l'impérialisme mondial, ses vieux bastions, qui l'obligea à faire des concessions (lui imposant l'abandon du contrôle des pays de l'Europe de l'Est), à laisser se développer, impuissant, la révolution chinoise, à subir l'assaut des peuples coloniaux et semi-coloniaux opprimés. C'est en Europe que fut contenue et limitée cette vague révolutionnaire, par accord entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, partageant en zones d'influence le Vieux Continent, divisant le prolétariat d'Europe en deux, conjuguant leurs efforts pour reconstruire les Etats bourgeois démantelés de l'ouest de l'Europe. C'est en Europe que la faillite du monde de l'après-guerre se révèle avec le plus de force explosive.

Les impérialismes décadents d'Europe entraînent leurs prolétariats à la catastrophe : destruction de la culture, chômage, misère, déqualification, déchéance de la jeunesse ; plus nettement qu'ailleurs, se révèlent les seules « perspectives » qu'ils puissent ouvrir à la jeunesse et à la classe ouvrière. Destruction des conquêtes, garanties et droits conquis par la classe ouvrière, liquidation de ses organisations, ce sont les seuls moyens qui restent à ces impérialismes pour survivre. Participer aux entreprises de destruction des conquêtes révolutionnaires consécutives à Octobre 1917, étendues à l'Europe de l'Est, la propriété collective des principaux moyens de production, la planification, les droits sociaux, comme parents pauvres au côté de l'impérialisme américain, et sombrer dans le chaos, tel est le seul avenir des bureaucraties européennes.

La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est ne sont pas moins aux abois. De façon chaque jour plus accentuée, s'affirme l'incompatibilité des rapports sociaux nés d'Octobre et de leur gestion par les bureaucraties satellites. Impossible de développer harmonieusement les différentes branches de la production sans la participation pleine et active de la classe ouvrière à l'élaboration et à l'application de la planification, ce qui exige que le prolétariat se saisisse du pouvoir politique et en chasse la bureaucratie.

Impossible de donner leur plein essor aux forces productives, sans les intégrer à l'économie mondiale, à la division internationale du travail, ce qui exige qu'il en soit terminé de la coupure de l'Europe et du monde en deux, que le prolétariat s'empare du pouvoir dans les principaux pays capitalistes, exproprie la bourgeoisie, planifie l'économie à l'échelle européenne et mondiale, c'est-à-dire chasse du même coup les bureaucraties parasitaires et brise l'appareil international du stalinisme. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites s'accrochent désespérément « au socialisme dans un seul pays », à la « coexistence pacifique », à la division insoutenable de l'Europe et du monde en deux. Menacées par leurs propres prolétariats, redoutant le prolé-

tariat des pays capitalistes les plus développés, craignant l'effondrement des impérialismes rongés, elles n'ont d'autre politique que de briser elles-mêmes la planification, que de faire participer à la concurrence internationale l'économie de leurs pays, et d'y laisser jouer les lois qui régissent la concurrence sur le marché mondial dominé par l'impérialisme, d'ouvrir la porte à la pénétration du capital. Elles introduisent en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est de l'Europe les maux qui menacent la jeunesse et le prolétariat d'Occident : destruction de la culture, chômage, misère, déqualification, déchéance de la jeunesse, destruction des garanties et droits sociaux des travailleurs de leurs pays. Mai-juin 1968, les puissants mouvements de classe des prolétariats d'Italie, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Espagne, de Belgique, de Suède ont une même origine, les mêmes causes que les mouvements des prolétariats de Hongrie, de Pologne, de Yougoslavie, de l'Allemagne de l'Est, de l'U.R.S.S., que ceux du prolétariat de Tchécoslovaquie : il faut en finir avec tous les obstacles qui se dressent contre la prise en main par le prolétariat des destinées de l'humanité, qui s'opposent au développement harmonieux et unifié de l'économie et la culture. Il faut en finir avec la propriété privée des moyens de production et l'étroitesse des frontières nationales. Il faut construire le socialisme, qui, par définition, ne peut être qu'universel.

La vague révolutionnaire qui s'étend sur le monde et en Europe en particulier est indissociable. Il s'agit d'un même mouvement aux multiples aspects qui ébranle l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Ce nouvel assaut du prolétariat contre le Vieux Monde s'intègre au processus de la révolution prolétarienne mondiale dont l'aube s'est levée en Octobre 1917, lorsque le prolétariat russe prit le pouvoir sous la direction du parti de Lénine et de Trotsky, le parti bolchevique. Partout, la question du pouvoir est posée.

Le prolétariat d'Europe est au centre de la lutte pour le socialisme. Exproprier la bourgeoisie, briser l'étroitesse des frontières nationales, liquider les bureaucraties parasitaires, instaurer partout le pouvoir des travailleurs, unifier les combats des prolétariats, unifier l'Europe, telles sont les tâches brûlantes du moment. La perspective de la réalisation des Etats-Unis socialistes d'Europe les ordonne.

L'heure de la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe a sonné. La prise du pouvoir par tous les travailleurs du monde en sera la conséquence inéluctable. La république universelle des travailleurs en résultera.

Les mêmes jeunes travailleurs, étudiants, lycéens, apprentis, qui scandaient : « *Vive Lénine, vive Trotsky, vive la IV^e Internationale* », appelaient la jeunesse et les travailleurs d'Europe au combat commun pour les *Etats-Unis socialistes d'Europe*.

Alors même que se préparait le rassemblement du Bourget, le Parti ouvrier révolutionnaire bolivien adhéra au Comité international de la IV^e Internationale, et à l'initiative de celui-ci se réunissait une conférence de militants communistes de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Pologne, de Yougoslavie. La reconstruction de la IV^e Internationale est en cours.

L'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, en union étroite avec l'organisation de la jeunesse révolutionnaire d'Angleterre, au nom des 9.000 jeunes rassemblés au Bourget, des milliers de jeunes qui se rassemblent derrière les Young Socialists en Angleterre, appelle les militants des organisations de jeunesse à déléguer leurs représentants à la Journée internationale du congrès des Young Socialists qui se tiendra à Scarborough, le 11 avril. Partout, la jeunesse étudiante et ouvrière a été et est à l'avant-garde des luttes du prolétariat contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Les conditions de la lutte de classes exigent que l'avant-garde internationale de la jeunesse s'organise et construise l'Organisation révolutionnaire internationale de la jeunesse. Les forces militantes existent qui sont capables, en liant le combat dans leur propre pays, contre l'impérialisme et la bureaucratie et pour le socialisme, aux combats des jeunes et des travailleurs des autres pays, d'œuvrer à la construction de l'O.R.I.J. Il faut les dégager et les organiser. La Journée internationale du congrès des Young Socialists à Scarborough y contribuera.

Elle invitera la jeunesse et les mouvements de jeunesse à préparer un rassemblement international de la jeunesse pour cet été. Elle affirmera que les fondements sur lesquels doit reposer l'O.R.I.J. sont ceux de l'unité et de l'hégémonie dans la lutte de classes du prolétariat mondial, dont la jeunesse est un détachement avancé. Par là même, tout en

PREPARONS LA 4^e CONFERENCE DU COMITE INTERNATIONAL POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

sauvegardant l'indépendance nécessaire de la jeunesse, elle sera un moment de la construction des partis révolutionnaires dans chaque pays et de la reconstruction de la IV^e Internationale.

L'adhésion du P.O.R. au Comité international de la IV^e Internationale marque le début de la liquidation de la crise de la IV^e Internationale en Amérique latine. Elle ouvre de nouvelles possibilités de construction de partis révolutionnaires dans les pays latino-américains. Elle signifie que, conjointement avec la reconstruction de la IV^e Internationale en Europe, cette reconstruction s'opérera dans les autres parties du monde. Elle trace une voie de dégagement des forces fidèles au trotskysme enfermées dans le cadre du « *Secrétariat unifié* » des renégats à la IV^e Internationale. Elle annonce le regroupement des militants et des organisations se libérant du pablisme ou dispersés par la crise de la IV^e Internationale, non seulement en Amérique latine, mais au travers du monde, autour du Comité international en vue de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Politiquement, elle renforce de façon considérable le Comité international et son action.

Indissociable du rassemblement du 1^{er} février au Bourget, de l'adhésion du P.O.R. au Comité international, la Conférence des militants communistes des pays de l'Est de l'Europe fut un moment historique. La crise qui disloqua la IV^e Internationale a de profondes raisons. L'unité de la lutte des classes mondiale inclut la continuité théorique, politique, organisationnelle du marxisme, la continuité de la lutte pour la construction des instruments de l'émancipation du prolétariat que sont les partis de l'Internationale ouvrière et communiste. Cette continuité s'incarne dans des cadres et des militants. Staline tenta de couper cette continuité par l'extermination de la génération des bolcheviks, et crut mettre un point final à son entreprise par l'assassinat de Léon Trotsky. Hitler compléta sur ce plan l'œuvre criminelle de Staline en exterminant de nombreux cadres et militants expérimentés de la IV^e Internationale. La division du monde et de l'Europe en deux fut marquée par l'extermination de tous les trotskystes d'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est.

Elle eut de dures conséquences au sein de la IV^e Internationale dont les racines ne s'enfonçaient plus dans le sol de la révolution d'Octobre et des pays de l'Europe de l'Est. Cette situation de fait fut subie par la IV^e Internationale et contribua considérablement au renforcement sur elle de l'efficacité de la pression de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. La Conférence des militants des pays de l'Est de l'Europe, organisée par le Comité international de la IV^e Internationale, signifie que, au moment même où s'approfondit la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, où elle atteint son point de rupture en Europe, la division du prolétariat européen en deux, non seulement peut être et sera surmontée par l'unité objective de lutte des prolétariats, mais encore qu'elle trouvera son expression consciente, théorique, politique, organisationnelle. En reconnaissant dans le programme de la IV^e Internationale le programme de la révolution socialiste mondiale, en participant à la reconstruction de la IV^e Internationale, les militants communistes des pays de l'Europe de l'Est ont renoué le fil de la continuité historique. Mais leur apport n'est pas moins décisif pour le Comité international de la IV^e Internationale. Il donne à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale toute son ampleur, toute sa surface et sa profondeur. Il enrichit de façon inappréciable la richesse de son contenu politique, en le nourrissant de l'expérience vécue et militante des luttes concrètes des prolétariats de ces pays. Il jette un pont politique et organisationnel entre la construction des partis révolutionnaires dans les pays capitalistes et la construction des partis révolutionnaires en Europe de l'Est. Il ouvre la perspective de la reconstruction de la section de l'U.R.S.S. de la IV^e Internationale exterminée par Staline. La décision de la Conférence des militants des pays de l'Europe de l'Est de constituer avec les représentants du Comité international un comité d'organisation, de faire son organe du bulletin « *Correspondance internationale* », édité en russe et continué par le « *Bulletin de l'Opposition* », de s'engager dans la préparation politique de la 4^e Conférence du Comité international et de la projeter dans leur activité politique en direction de l'Europe de l'Est concrétise les acquis de la Conférence et sa portée.

A partir de ces luttes politiques, la préparation de la 4^e Conférence du Comité international prend son sens. La 4^e Conférence du Comité international ne se présente pas comme le moment d'une simple discussion interne du Comité

LA CAMPAGNE POUR L'O.R.I.J.,
COMPOSANTE DE LA LUTTE
POUR LA RECONSTRUCTION
DE LA IV^e INTERNATIONALE

DEFENSE DES TRAVAILLEURS
ET DES MILITANTS
DES PAYS DE L'EST DE L'EUROPE
ET DE L'U.R.S.S.
CONTRE LA REPRESSION
BUREAUCRATIQUE

international. Sa préparation implique l'activité concrète de reconstruction de la IV^e Internationale. Par là même, la 4^e Conférence s'ouvre comme le définit la résolution de l'Organisation Trotskyste pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

La participation des trotskystes au combat politique en vue de la construction de l'Organisation internationale révolutionnaire de la jeunesse s'inclut dans la préparation de la 4^e Conférence internationale. Elle tient à la capacité de l'Organisation Trotskyste de mobiliser pour le combat la jeunesse ouvrière et étudiante, à nourrir politiquement l'A.J.S. et à établir ainsi des liens politiques solides avec la jeunesse, à assumer la liaison politique entre la classe ouvrière et la jeunesse par son intervention propre dans la lutte des classes, pour le Front unique ouvrier dont la jeunesse est une composante particulièrement active, à intégrer les luttes de la jeunesse à celles de la classe ouvrière tout entière dans la perspective d'un gouvernement qui soit l'expression des organisations ouvrières et de la classe ouvrière en lutte. Loin d'être abstraite, la campagne politique, financière, d'organisation, en vue de la construction de l'O.R.I.J., a alors ses racines dans le combat politique de la jeunesse et de la classe ouvrière dans notre propre pays. Chacun des moments politiques vers la construction de l'O.R.I.J. — Journée internationale de Scarborough, rassemblement international de cet été — est alors intimement lié à la lutte des classes telle que la vivent et la voient la jeunesse et la classe ouvrière de notre pays. La construction de l'O.R.I.J. ne s'ajoute pas au combat politique de la jeunesse étudiante et ouvrière contre la déchéance, à celui de la classe ouvrière, à celui pour la construction de l'A.J.S., du parti révolutionnaire, de la IV^e Internationale, elle devient la dimension indispensable qui ordonne toute l'activité politique de la jeunesse. Le sort de la jeunesse en France, le combat qu'il lui faut engager se recoupe entièrement avec le sort réservé à la jeunesse aussi bien dans les pays capitalistes que dans ceux sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin, et avec les combats qu'elle y engage. L'internationalisme prolétarien exprimé au niveau de la jeunesse est alors concret. Il s'agit d'un même combat, contre les mêmes maux, en vue d'une même solution — le socialisme — dont les luttes nationales sont différenciées, certes, mais sont des composantes, obéissant aux mêmes lois et se conditionnant mutuellement. La même chose est valable en ce qui concerne le rapport entre le prolétariat dans son ensemble et la jeunesse, la construction de l'A.J.S., de l'O.R.I.J., et la construction des partis révolutionnaires et la reconstruction de la IV^e Internationale. Dès lors, il est évident que, dans la campagne pour la construction de l'O.R.I.J., tout militant révolutionnaire voit une condition de la construction du parti révolutionnaire et de la reconstruction de la IV^e Internationale. Cette campagne devient une bataille politique qui le concerne. « *La jeunesse est la flamme de la révolution et la classe ouvrière en est le foyer* » prend son sens pratique.

La répression qui s'abat sur les travailleurs et de nombreux militants des pays de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. a, au fond, les mêmes raisons qu'eurent les procès de Moscou au cours des années 30 et l'extermination du parti bolchevique, ou encore ceux des années 50 dans les pays de l'Europe de l'Est. En tout état de cause, Trotsky n'eût jamais pu fonder la IV^e Internationale, élaborer son programme, sans lutter pour la défense des victimes de la répression sanglante du stalinisme. Il serait utopique, idéaliste, de « penser » la reconstruction de la IV^e Internationale, et la construction de ces partis à l'Est de l'Europe et en U.R.S.S., comme le résultat d'un combat « idéologique ». La pratique politique ordonnée par les perspectives et l'analyse politiques, mettant en œuvre le « Programme », y parviendra.

Les libertés démocratiques et le combat pour les libertés démocratiques ont un contenu immédiatement révolutionnaire et de classe dans les pays de l'Europe de l'Est et en U.R.S.S. La théorie le prévoyait, la pratique l'a démontré : dès que sont imposées les libertés les plus élémentaires, la classe ouvrière surgit et s'affirme comme la force sociale dominante dans les pays de l'Est de l'Europe et en U.R.S.S., en raison des rapports sociaux de production institués par la révolution d'Octobre.

Le monolithisme, l'omnipotence de leur pouvoir politique sont les conditions indispensables du pouvoir et de la défense des privilèges de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites.

La lutte pour les libertés démocratiques est une expression concrète de la lutte pour la révolution politique. Sans elle, pas de construction de partis révolutionnaires possible. Mais même cette vérité générale ne suffit pas. Il est indispensable de formuler son expression pratique à chaque moment. Aujourd'hui, la lutte pour les libertés démocratiques en U.R.S.S. et dans les pays de l'est de l'Europe se précise par la lutte contre les procès truqués et la répression : les garanties de la défense, sa liberté d'expression, l'instruction publique des procès, le contrôle du mouvement ouvrier international sur l'honnêteté des procès et leurs conditions.

La situation n'est plus la même qu'au temps des procès de Moscou, ou encore des procès dans les pays de l'Europe de l'Est pendant les années 30. La crise internationale du stalinisme disloque l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin. La bureaucratie du Kremlin possède un appareil international qui dépend d'elle, mais elle-même dépend également de cet appareil international. De toute évidence, les prises de position des P.C. occidentaux contre l'invasion de la Tchécoslovaquie a entravé la répression contre la classe ouvrière tchécoslovaque et contre les militants du P.C.T. ayant participé au 14^e congrès ou l'ayant soutenu. La reconnaissance par ces partis du gouvernement Husak comme le gouvernement tchécoslovaque légitime, à l'inverse, couvre la répression, non seulement en Tchécoslovaquie, mais dans tous les pays de l'est de l'Europe et en U.R.S.S.

Il est maintenant possible d'organiser la défense des classes ouvrières et des militants victimes de la répression stalinienne en se situant sur le plan de la défense des conquêtes de type socialiste de la révolution d'Octobre étendues à l'Europe de l'Est, en coopération avec les militants des différents P.C. d'Europe occidentale qui n'acceptent pas cette répression. Le P.C. britannique a réaffirmé son opposition à l'invasion de la Tchécoslovaquie. Au sein des P.C. français et italien, de nombreux militants expriment leur opposition à la répression et aux procès. Il faut, en regroupant, en organisant ces militants, impulser une campagne politique qui trouve ses appuis au sein des P.C. eux-mêmes et se répercute en leur sein, contre la répression, les procès truqués, pour les garanties de l'instruction et de la défense.

La construction de partis révolutionnaires en Europe de l'Est et en U.R.S.S., la construction de ces partis en Occident, est conditionnée par la capacité du Comité international et des organisations trotskystes, dans les différents pays, d'organiser et de propulser une telle campagne, dont l'efficacité n'est pas douteuse, tant pour la défense des victimes de la répression qu'en ce qui concerne les liens politiques qu'elle établirait avec les militants des P.C. et les jalons qu'elle poserait quant à la reconstruction de la IV^e Internationale. Cette tâche s'intègre pleinement à la préparation de la 4^e Conférence du Comité international.

D'autres tâches s'incluent dans la perspective de la reconstruction de la IV^e Internationale et la préparation de la 4^e Conférence du C.I. Ce sont celles notamment du soutien politique et financier du Parti ouvrier révolutionnaire bolivien, de son action en Bolivie et en Amérique latine pour conduire le prolétariat bolivien à la lutte pour le pouvoir et reconstruire la IV^e Internationale. Affirmer le rôle décisif du prolétariat européen dans le processus de la révolution prolétarienne mondiale, c'est affirmer ses responsabilités quant au prolétariat mondial, c'est affirmer dialectiquement que la construction des partis révolutionnaires et de la IV^e Internationale dans les autres continents n'est pas moins indispensable. La IV^e Internationale est une totalité, comme la lutte des classes mondiale. Sa reconstruction en Amérique latine est un apport direct à sa reconstruction en Europe et dans le monde. Le P.O.R. se trouve au centre de cette bataille politique. La campagne politique et financière pour le soutenir doit être un des thèmes de la préparation de la 4^e Conférence du Comité international.

De nombreux trotskystes sont victimes de la répression en Bolivie, en Grèce, par exemple, et pas seulement là... Leur soutien et leur défense doivent être assumés par le Comité international et les organisations trotskystes. La méthode et les moyens de cette défense sont ceux de la défense des libertés démocratiques en général. En aucun cas, il ne s'agit d'utiliser « nos héros », afin de nous parer de leurs lauriers. Les trotskystes comme tous les militants ouvriers ont le

SOUTIEN DU P.O.R., SOUTIEN DES MILITANTS TROTSKYSTES VICTIMES DE LA REPRESSION

JEUNES, TRAVAILLEURS, MILITANTS...

droit d'être défendus. Il s'agit d'imposer au mouvement ouvrier, à ses organisations, qu'ils prennent en charge leur défense comme la défense de tous les militants ouvriers victimes de la répression, de quelque tendance qu'ils soient et de quelque pays qu'ils soient. Mais nul n'accomplira à la place du Comité international et de ses organisations les tâches qu'exige la prise en charge de leur défense.

... La reconstruction de la IV^e Internationale, les multiples tâches qu'elle implique sont inséparables du combat de classe. L'une des caractéristiques de la situation actuelle réside en ce qu'il apparaît chaque jour plus clairement, et quels que soient les points de départ de luttes de classes, que la construction des partis révolutionnaires et la construction de l'Internationale ouvrière et communiste, qui ne peut être que la IV^e Internationale reconstruite, deviennent une composante organique et nécessaire de celle-ci.

Tout militant révolutionnaire a sa place dans la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, car tout militant révolutionnaire a sa place dans le combat pour :

- La construction de l'A.J.S. et de l'Organisation internationale révolutionnaire de la jeunesse,
- Le Front unique des organisations ouvrières,
- Un gouvernement des organisations ouvrières, expression de la classe ouvrière en lutte,
- La lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin,
- Les Etats-Unis socialistes d'Europe,
- La défense des victimes de la répression impérialiste,
- La défense des victimes de la répression stalinienne,
- La défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes,
- La défense de la jeunesse et des droits, libertés, garanties, conquêtes de la classe ouvrière.

La reconstruction de la IV^e Internationale se réalise au cours de la bataille politique pour atteindre ces objectifs. Elle ressort comme une nécessité pour les atteindre.

C'est pourquoi votre participation à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, sous toutes les formes possibles, est une exigence de la lutte des classes.

MILITANTS COMMUNISTES...

... Votre fidélité à l'U.R.S.S. vient de l'immense espoir qui soulève le prolétariat mondial lorsque, en octobre 1917, se leva l'aube de la révolution prolétarienne mondiale. Longtemps, vous avez mis votre confiance dans la bureaucratie du Kremlin, vous espériez que, sous sa direction, vous atteindriez les buts que s'assignait la révolution d'Octobre. Beaucoup d'entre vous ne croyaient plus en elle, beaucoup s'acharnaient à espérer en elle contre toute expérience, d'autres encore doutent que les objectifs d'Octobre puissent être atteints.

Les buts d'Octobre — le socialisme — sont à notre portée. Nous les atteindrons sous le drapeau de la IV^e Internationale reconstruite.

Mais la lutte de classes est de tous les jours. Combattez à nos côtés sur tout ce que vous ressentez profondément comme des nécessités de la lutte des classes, sur tous les terrains où le Front unique ouvrier peut et doit se réaliser immédiatement.

La reconstruction de la IV^e Internationale passe par-là. Tôt ou tard, vous rejoindrez les rangs de la IV^e Internationale par fidélité à l'Octobre rouge.

VERS LA 4^e CONFERENCE DU COMITE INTERNATIONAL POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

A l'échelle du monde entier, les lourds bataillons des masses exploitées et opprimées engagent le combat contre le capitalisme, l'impérialisme et les Etats bourgeois.

Grèves, luttes armées et manifestations déferlent.

Dans tous les continents, en Asie et en Afrique, en Amérique du Nord et en Amérique latine, en Europe, la lutte de classes la plus aiguë pose directement le problème du pouvoir comme son enjeu le plus immédiat.

Partout, dans l'armée des combattants de la révolution mondiale, les organisations trotskystes, regroupées dans le Comité international de la IV^e Internationale, sont au premier rang.

En Angleterre, avec la Socialist Labour League, le prolétariat révolutionnaire anglais s'est doté d'un journal, « Workers Press », premier quotidien trotskyste publié dans le monde.

En Grèce, les vieux et héroïques militants trotskystes, emprisonnés depuis les années 30 par tous les régimes de dictature, subissent avec les jeunes militants ouvriers et étudiants la plus dure des répressions pour leur combat contre le régime des colonels.

En Allemagne, un noyau de révolutionnaires prolétariens marxistes se regroupe sur le programme de la IV^e Internationale.

En France, dans les rangs de l'Organisation Trotskyste, le combat dans les entreprises, les syndicats, les facultés, les lycées et les localités forge l'encadrement militant des constructeurs du Parti révolutionnaire.

A l'autre bout du monde, le Parti ouvrier révolutionnaire bolivien, dont les plus valeureux dirigeants, Isaac Camacho et Cesar Lora, ont été assassinés par le gouvernement Barrientos, agent de la C.I.A., poursuit inlassablement le combat pour la révolution socialiste en Amérique latine et dirige le combat des mineurs, des étudiants et des paysans pauvres soumis encore à l'exploitation de type féodal.

Aux Etats-Unis, au Mexique, au Canada, à Ceylan, au Brésil, en Afrique, militants, groupes et organisations mènent le combat sous le drapeau du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

**DEFENDONS LES TROTSKYSTES
QUI COMBATTENT DANS
LE MONDE ENTIER**

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, militants, jeunes, votre devoir est d'aider les militants trotskystes qui assurent par tous les moyens leur propre devoir de solidarité envers les organisations et militants trotskystes du monde entier.

C'est ainsi que l'Organisation Trotskyste française a pris l'engagement, devant le Parti ouvrier révolutionnaire bolivien, de subvenir aux besoins de la veuve et des deux enfants de notre camarade Camacho tombé sur le front de la révolution prolétarienne.

Surmontant les innombrables difficultés, les révolutionnaires communistes de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, de Pologne viennent de tenir en Suisse une Conférence des pays de l'Est. Dans les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme, où la propriété privée des moyens de production a été abolie, un prolétariat et une jeunesse éduquée par la Révolution d'Octobre reprennent le combat contre la bureaucratie usurpatrice. Renouant avec le Parti de Lénine et de Trotsky et avec l'Opposition de gauche de Trotsky, dont les militants et les dirigeants, tous fondateurs de l'Etat ouvrier, ont lâchement été assassinés par Staline et les bureaucrates, une nouvelle génération de révolutionnaires prolétariens s'organise pour préparer les combats victorieux qui réintégreront les conquêtes socialistes de la révolution à leur véritable destination.

Sous le drapeau des conseils ouvriers élus, les travailleurs et la jeunesse, en Hongrie et en Pologne en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, ont montré la voie dans laquelle s'engagera le prolétariat soviétique avec les Pavel Litvinov, les Iouri et Larissa Daniel, les Grigorenko, Iakir, Iakhimovitch, Martchenko, Soljenitsyne qui, avec courage et détermination, bravant la répression des bureaucrates, ont engagé le combat pour la liberté d'expression, le droit à l'organisation pour tous ceux qui n'ont d'autre but que d'assurer la défense des conquêtes socialistes d'Octobre.

Travailleurs manuels et intellectuels, jeunes, le devoir de tous est d'apporter l'appui matériel et financier le plus total aux militants des pays de l'Est qui ont rejoint les rangs du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, dont « Correspondance Internationale » en langue russe continue le « Bulletin de l'opposition de gauche » publié par Léon Trotsky à partir de 1929.

**AVEC LA JEUNESSE OUVRIERE
VERS LA REVOLUTION SOCIALISTE**

Le 1^{er} février 1970 au Bourget, dans la région parisienne, 9.000 jeunes travailleurs, chômeurs, étudiants, lycéens et apprentis, rassemblés à l'appel de l'A.J.S., démontrent que la jeunesse, « flamme de la révolution », tend à se regrouper autour de nouveaux axes. Avec détermination, dans le monde entier, jeunes ouvriers, étudiants et lycéens, à travers tous les pays, dans les luttes les plus dures contre la bourgeoisie et l'Etat, en France et au Japon, au Mexique et en Angleterre, au Vietnam et aux Etats-Unis, forgent les organisations des jeunes combattants de la révolution mondiale.

Avec les Young Socialists, mouvement de la jeunesse révolutionnaire anglaise, et l'Alliance des jeunes pour le Socialisme, mouvement de la jeunesse révolutionnaire en France,

les délégués des organisations et groupes de jeunesse anti-capitalistes d'Europe se rassembleront à Scarborough en Angleterre, les 11 et 12 avril 1970 pour établir les premières fondations de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse qui inscrira sur son drapeau le combat pour les États-Unis socialistes d'Europe, étape vers la république universelle des travailleurs.

Travailleurs manuels et intellectuels, militants, jeunes, nous ne faillirons pas à la tâche d'apporter l'aide matérielle et morale aux jeunes combattants pour l'Internationale de la jeunesse.

LA IV^e INTERNATIONALE EST EN COURS DE RECONSTRUCTION

La III^e Internationale, l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky, a été fondée en 1919, pour diriger la lutte de classe du prolétariat pour la révolution mondiale.

En 1943, déjà liquidée par le stalinisme comme l'avait été la II^e Internationale par la social-démocratie, la III^e Internationale est finalement dissoute par Staline. La II^e et la III^e Internationale sont mortes, vaincues par l'opportunisme et le social-patriotisme. A partir de 1934, à l'appel de Léon Trotsky, dans tous les pays, groupes et militants ont commencé le dur travail pour la construction de la nouvelle Internationale.

● 1938 : la 2^e guerre impérialiste approche. La révolution espagnole et juin 1936 en France ont été vaincus. Hitler a triomphé. En U.R.S.S., par dizaines de milliers, les vieux bolcheviks, compagnons de Lénine et Trotsky, sont sauvagement assassinés par Staline qui s'apprête à signer un pacte avec Hitler. Minuit semble être tombé sur le siècle.

● 1938 : au creux de la vague, la IV^e Internationale est proclamée. Son programme, le programme de la révolution mondiale, qui victorieusement a résisté parce qu'il a répondu aux principaux événements de notre époque, est adopté.

Pendant la troisième guerre mondiale, supportant les coups les plus durs comme nulle tendance ou organisation n'en avait supporté auparavant, la IV^e Internationale et ses organisations ont poursuivi le combat sous le drapeau de Lénine et Trotsky, dans toutes les situations.

Après la guerre la pression des forces ennemies de la bourgeoisie et de la bureaucratie, qui s'exerce sur toutes les organisations, s'est exercée aussi sur la IV^e Internationale. Des hommes ont faibli devant le stalinisme. Le pablisme, tendance de capitulation devant le stalinisme, a cherché en 1950-1952 à détruire la IV^e Internationale comme organisation.

Mais, dès 1952-1953, les organisations trotskystes ont vigoureusement réagi ; en s'organisant dans le Comité international, elles ont entrepris le travail pour la reconstruction de la IV^e Internationale, assurant ainsi la continuité du bolchevisme et du marxisme exprimée dans la I^{re}, la II^e, la III^e et la IV^e Internationale.

**LA 4^e CONFERENCE
DU COMITE INTERNATIONAL**

Travailleurs manuels et intellectuels, militants, jeunes, de toutes parts dans le monde, dans tous les partis communistes au sein desquels se développent crises et conflits, dans les organisations de jeunesse et les partis socialistes, l'avant-garde ouvrière et les jeunes cherchent solutions et réponses aux problèmes de notre époque.

Le Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale a décidé de convoquer sa 4^e Conférence. Le Comité international appelle toutes les organisations, groupes, tendances, militants, qui dans tous les pays combattent pour la révolution prolétarienne, à participer à la 4^e Conférence des partisans de la reconstruction de l'Internationale.

Le Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale ne cache pas que le seul programme sur lequel une nouvelle Internationale peut s'organiser est le « Programme de transition » adopté par la Conférence de 1938. Mais le Comité international, qui défendra en toutes circonstances le programme marxiste de la IV^e Internationale, déclare qu'il entend organiser la 4^e Conférence dans le cadre du libre exercice de la démocratie ouvrière. Le Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale appelle tous les groupes, militants, organisations qui veulent combattre et s'organiser pour la révolution prolétarienne internationale, pour l'Internationale et la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays à participer à sa 4^e Conférence.

Travailleurs manuels et intellectuels, militants et jeunes, le devoir de tous est d'apporter l'appui matériel le plus large à l'activité de l'Organisation Trotskyste — section française du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

« Prolétaires de tous les pays unissez-vous ».

**JE SOUSCRIS AU FONDS INTERNATIONAL
LÉNINE-TROTSKY**

(Bulletin à découper)

SOMME

NOM

ADRESSE (facultative)

.....

**Envoyer au C.C.P. Gérard BLOCH 30.500-79 - La
Source**

Pour toute correspondance :

G. BLOCH, 103, rue des Hirondelles — 91 - Orsay

VINGT-TROIS THÈSES

SUR

LA CRISE ET LA RÉVOLUTION

par Karel BARTOSEK

Les « VINGT-TROIS THÈSES », en circulation à Prague depuis juin 1969, sont généralement attribuées à Karel Bartosek, historien marxiste qui fut, pendant plusieurs mois, l'un des animateurs de la revue *Politika*.

Leur importance dans la discussion politique qui se développe à l'heure actuelle, en dépit de la répression, parmi les intellectuels et les ouvriers tchécoslovaques

d'avant-garde, peut être mesurée à la violence des attaques qu'elles ont values à Bartosek, dénoncé pendant un quart d'heure comme « trotskyste » par la radio de Prague.

Bien qu'elles aient paru dans le volume SAMIZDAT I, nous en reproduisons le texte dans ce numéro de « La Vérité », pour faciliter la lecture du commentaire critique de J.-L. Simon.

NOTES INTRODUCTIVES

1. Question principale : Pourquoi vivons-nous dans ce pays ? Pour interpréter sa vie et s'attrister de son destin ?

Réponse principale : Nous vivons dans ce pays pour y changer la vie.

2. Qui, « nous » ? Nous, les hommes prêts et décidés à instaurer la liberté de pensée offerte à tous à tout moment et qu'on puisse transformer en liberté d'agir.

3. Comment la changer ? En abrogeant historiquement le rapport entre les gouvernants et les gouvernés, les dirigeants et les dirigés, entre ceux qui créent les valeurs et ceux qui se les approprient, même s'ils ne font que décider de leur emploi.

4. De quoi avons-nous besoin ? D'un esprit critique capable d'analyser l'expérience historique du peuple tchèque, ainsi que l'actuel système de gouvernement, et de découvrir ainsi les voies pour supprimer

les rapports mentionnés plus haut, voies qui sont également celles de la liberté. La passion et le sentiment s'engagent à défendre la justice et combattre l'injustice, à lutter pour la vérité et écraser le mensonge, à aimer la liberté et haïr l'oppression.

« Le savoir est pessimisme. L'optimisme est volonté. »
(Gramsci.)

De quoi avons-nous encore besoin ? De ne pas nous étonner devant une idéologie chaque jour plus périmée que l'adversaire bureaucratique nous impose et nous imposera, mais de la percevoir et de découvrir ses origines et sa nature. Rompre avec les analyses générales, profondes en apparence seulement, plagiant souvent nos rapports sociaux, et, au contraire, élaborer nos analyses sur la réalité concrète de ce pays, qui serviront la théorie et la pratique de ce mouvement et aideront à écarter le « socialisme scolastique » si répandu en Bohême.

L'EXPÉRIENCE HISTORIQUE DE NOTRE CRISE ET SON DÉVELOPPEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

5. Voilà déjà cent ans que nous réfléchissons sur notre crise actuelle en Bohême. De la fin du XIX^e au début du XX^e, du professeur Masaryk (1895) au professeur Kosik (1968) (1), on a sans cesse pu constater les éléments d'une crise de la collectivité tchèque, posé des points d'interrogation, proposé des solutions. La pensée des auteurs de ces réflexions est toujours antinomique, divergente en apparence (selon les dates de parution), mais en réalité foncièrement identique. Les crises naissent-elles du fait que nous sommes ou non une nation hussite ou catholique, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire ? Sommes-nous ou ne sommes-nous pas des mystiques irresponsables (rêveurs et radicaux) ou des réalistes ? Sommes-nous ou ne sommes-nous pas une nation politique (sujette de l'Histoire), ou alors des mangeurs de *goulasch* (2) ?

L'explication des crises est toujours pour nous un acte politique à double sens : elle propose la solution idéo-politique et refuse la représentation politique actuelle. Masaryk et Kosik, entre autres, ont constaté, dans leurs réflexions, la petitesse, la pauvreté de conceptions des directions politiques tchèques à toutes les époques, et la dégénérescence de ces directions par rapport à leurs débuts.

La réflexion sur notre crise actuelle a, dans la majorité des cas, un sens moral : cela ne signifie pas que nous condamnons la générosité des intentions qui sont celles de la majorité des auteurs.

Comme beaucoup sont incapables ou peu capables d'analyser les contradictions et les rapports socio-économiques, de les situer dans l'histoire tchèque, ils aboutissent à les remplacer par un idéal métaphysique mystico-moral ou mystico-prolétarien.

Ces réflexions sur notre crise permanente constituent une réponse aussi bien aux problèmes de l'entité nationale tchèque qu'à la création des mythes.

6. Des réponses aux véritables problèmes.

Elles constituent une réaction face à la constante historique d'une petite nation ou d'un petit État, elles essaient d'éclairer ce qu'elle engendre dans la vie intérieure ou extérieure de notre collectivité.

Le problème de Masaryk (« *Comment subsiste une petite nation ?* ») — de même que celui de Palacky (3) — la recherche par Masaryk de voies pour surmonter la « *torturante petitesse constante de notre vie nationale* » nous mènent au grand problème de notre collectivité humaine, comme aussi la recherche, par Kosik, d'une nation politique de citoyens non anonymes. Ces réflexions constituent une réaction devant la réelle petitesse et médiocrité de la politique tchèque moderne, née tard et incomplètement face à la révolution européenne de 1848, aussi bien que devant le véritable problème, qui est de dépasser cette médiocrité et cette petitesse politiques.

7. En quoi créent-elles des mythes ?

Avant tout, par leur incapacité à analyser les rapports entre la crise et la révolution. La révolution est un changement de structures provoquant la crise, et la pensée tchèque, réfléchissant sur les causes de notre crise, n'a vu qu'exceptionnellement cette réalité. Elle a été incapable de saisir nos révolutions — nos révolutions inachevées et déviées. La nation tchèque a vécu l'expérience d'une révolution bourgeoise inachevée, car la bourgeoisie tchèque était incapable de remplir sa mission révolutionnaire historique. Une des principales épreuves que nous avons traversées est résultée de son incapacité à donner une solution démocratique au problème des relations nationales essentiellement sous la première République (4).

La nation tchèque a vécu et vit encore l'expérience d'une révolution prolétarienne inachevée et déviée, la classe ouvrière tchèque ayant été, jusqu'à présent, incapable de remplir sa mission révolutionnaire historique. Car ces vingt-trois années ne constituent-elles qu'une grande réforme politique et sociale ? Qu'est-ce, en fait, que « *changer* » historiquement ? Quand nous savons que la place des propriétaires capitalistes est occupée par l'État et la couche qui le gouverne, qu'à la place de plusieurs appareils de plusieurs partis gouverne l'appareil d'un parti unique, qu'au lieu d'une dépendance politique internationale, qui faisait de la création de la Tchécoslovaquie une fiction, est apparue une autre dépendance, ne nous mystifions-nous pas ? Ne sommes-nous pas mystifiés par ce changement qu'on nomme « *révolution* » ?

Les révolutions déviées et inachevées sont la source de la permanence de notre crise.

8. Le caractère national de notre révolution-contre-révolution a aidé à la naissance des mythes dans les réflexions sur notre crise actuelle. Tous les grands mouvements socio-politiques qui ont existé et étaient capables de détruire les structures anciennes ont été contaminés par le nationalisme qui a limité leur démocratisme historique, nécessaire et possible. Au cours de nos tentatives pour renverser la vapeur (1848, 1918, 1945, 1968) a toujours été présent un

(1) Masaryk, professeur, démocrate et nationaliste tchèque, émigré en Occident pendant la guerre de 1914-1918, premier président de la république tchécoslovaque. Kosik (Karel), professeur de philosophie à la faculté de philosophie de Prague, membre du comité central du P.C.T., où il a été l'un des éléments les plus « progressistes » ; exclu à la fin de la « *normalisation* ».

(2) *Goulasch*, plat national.

(3) Palacky : nationaliste modéré du XIX^e siècle.

(4) La question slovaque et la question des Allemands des Sudètes se posaient dans la Tchécoslovaquie d'avant guerre marquée d'un nationalisme tchèque.

fort sentiment national, car la destruction de la structure d'oppression devait affronter le soutien extérieur de cette oppression, l'oppression extérieure.

Le nationalisme jouait ainsi un rôle historique à la fois progressif et réactionnaire. Les réflexions actuelles sur notre crise présente doivent, tenant compte du temps et de l'expérience historique, se déterminer non seulement en fonction de la révolution nationale, mais aussi en fonction de la « révolution

en Europe centrale ». Les Tchèques ne sont pas l'unique exemple d'une petite nation en Europe orientale ni une expérience exceptionnelle de l'utilisation de leur nationalisme contre des voisins qui essaient d'accomplir un changement révolutionnaire progressiste. Il est possible de surmonter la permanence de notre crise en créant une nouvelle « qualité » d'Etat des petites nations de l'Europe centrale et balkanique, une union d'Etats fédérés.

NOTRE CRISE INTÉRIEURE ET LE RÉGIME ACTUEL

9. Le régime actuel nie-t-il historiquement la permanence et la réalité de notre crise ? Non ! Dans le domaine de la politique intérieure, non seulement il établit l'idéologie et la pratique de la déviation, mais encore il accepte ouvertement l'idéologie et la pratique de la vassalité. En politique intérieure, il renforce le système bureaucratique-centralisé ébranlé en 1968, qui a empêché l'émancipation humaine de la classe ouvrière et des tous les groupes de la population laborieuse. L'élimination de Novotny et d'une partie de son groupe s'est révélée être historiquement une simple révolution de palais : un groupe de bureaucrates a été remplacé par un autre. Pour connaître la nature du régime actuel, il faut utiliser le critère essentiel de Marx : « *Qui, dans notre société, s'approprie le surproduit, qui dispose du capital produit par les travailleurs ?* » Ainsi que se demander : « *Existe-t-il, dans notre société, une oppression socio-économique ?* » Les réponses sont évidentes : dans notre société règne la couche bureaucratique qui gère les domaines économique-sociaux du pouvoir et de la politique. La théorie et la pratique annoncées par cette couche sont significatives : le renforcement des « *Etats* » (cf. l'appareil Etat-Parti), l'identification du parti communiste et de l'Etat, le cumul des principales fonctions dans le domaine politique et du pouvoir, etc. Une mince couche d'oligarques politiques décide de nouveau de tout dans les rapports sociaux, économiques et politiques. Ce qu'on souligne tellement : « *le rôle dirigeant du Parti* », et non « *le rôle dirigeant de la classe ouvrière* » (notion qui, pour la première fois depuis longtemps, n'est pas seulement désapprouvée, mais critiquée), démasque plus encore son rôle historique.

11. La crise qui a provoqué l'année 1968, dont les causes n'ont pas été résolues par la restauration du système bureaucratique-centralisé, s'approfondit historiquement.

Le « *nouveau système* » (nouveau par les personnes) est le résultat de l'échec du grand mouvement socio-politique révolutionnaire de l'année 1968, l'une des plus grandes dates de notre histoire — comme l'a prouvé l'évolution qui a suivi le 21 août. Dans la logique d'une victoire contre-révolutionnaire dans

l'histoire, il n'en a jamais été autrement : ce mouvement doit être écrasé. Dans la logique de cette victoire, il y a la vengeance qui obscurcit la vie et empêche ces gens séduits de voir que leur action est antihistorique. L'important est que cette oppression est évidente et publique, et que, dans la situation concrète, ce sont seulement des groupes infimes qui s'y soumettent. Le régime bureaucratique est obligé de se détacher publiquement de tous les groupes actifs de la population, des ouvriers qui ont compris en 1968 leur rôle politique véritable, des intellectuels progressistes à qui l'expérience d'Août a fait perdre leurs illusions sur le rôle des élites, de la jeunesse pensante qui commence à comprendre le rôle d'une organisation et d'un lien dans son programme avec une partie des générations plus âgées. Le groupe gouvernant doit travailler avec des mensonges à découvert et des demi-vérités fabriquées à l'extérieur. Son principal soutien — impossible à sous-estimer dans les milieux tchèques — est formé de gens corrompus, craintifs ou indifférents. Le « *nouveau système* » est incapable d'offrir une perspective politique véritablement humaine pour un homme de la deuxième moitié du xx^e siècle. Il regarde en arrière et voit la réalité sociale à travers les lunettes de 1948. La clé de cette impuissance idéologique, il faut la chercher dans les paroles des principaux dirigeants : « *Vers où pouvons-nous "voguer" à partir du socialisme ? Vers la démocratie bourgeoise !* »

Les dirigeants de ce pays et de ce régime ne comprendront jamais que la majorité des gens sont persuadés ou sont capables de se laisser persuader qu'il est possible de « *voguer* » vers une société plus libre et plus juste que la société bourgeoise qu'elle était et qu'elle reste. Le « *nouveau système* » (nouveau dans les personnes) est incapable d'offrir une autre perspective que celle qu'offre le capitalisme avancé actuel, celle d'un homme producteur-consommateur. Cette perspective est développée par un autre dirigeant qui s'emballe en même temps pour qu'« *on évite de commettre une erreur historique* » — contre la démocratisation dans la production, contre les « *conseils ouvriers* », contre les producteurs propriétaires. Le changement de perspective offert par ce

régime n'est pas seulement déterminé par des déclarations, mais par des faits : il autorise en Bohême un mauvais strip-tease et interdit journaux et revues culturelles et politiques engagés dans un sens socialiste. Il ne faut pas sous-estimer la perspective qu'il offre : le petit-bourgeois (l'homme consommateur) n'est pas seulement répandu chez nous. Mais il ne faut pas non plus la prendre pour la solution de la crise et des problèmes de la société moderne développée, comme l'a montré l'exemple français de mai 1968.

12. La destruction du plus grand parti communiste en Europe centrale influencera historiquement l'approfondissement de notre crise. Le P.C., qui se prive des ouvriers engagés et honnêtes, se prive ainsi de la possibilité de sa transformation interne. Avec des vétérans et des retraités, même organisés, les changements sociaux sont impossibles. Les corrompus

peuvent, pour le moment, conserver le pouvoir sur l'appareil bureaucratique, mais ils ne peuvent gagner le consensus actif de la majorité de la population. Tout nous confirme que l'actuelle évolution interne du P.C. va se poursuivre. Il faudra compter avec le fait que domineront totalement dans ce parti les fonctions techniques du pouvoir, « *fonctions propagandistes et policières* » (Gramsci).

Ce parti sera incapable de formuler un programme politique universel qui montre les voies vers une vie libre pour chacun et pour tous.

13. Si l'actuel degré de vassalité demeure le même, et si l'on continue à l'expliquer par la politique des « *blocs* » qui indignent le sentiment national, il ne faut pas s'attendre à autre chose qu'à la montée du sentiment national et même du nationalisme, et seul un ignorant peut sous-estimer sa force et ses dangers dans l'histoire moderne.

LA NECESSITE D'UNE NOUVELLE GAUCHE

14. Quelles sont les contradictions socio-économiques dans la société actuelle ? S'il existe des contradictions entre les couches bureaucratiques privilégiées et les citoyens sans privilèges, entre l'Etat propriétaire et le producteur, dans ce cas, l'action révolutionnaire devient une nécessité objective qui détruira alors la structure bureaucratique et ouvrira la voie à une société d'autogestion entre citoyens égaux. Si cette contradiction à l'intérieur de la société tchèque est réelle, il faut, non seulement en prendre conscience et la dénoncer, mais créer également un mouvement politique organisé qui préparera et accomplira cette action révolutionnaire — la révolution n'a pas ses « *propriétaires exclusifs* », comme dit très bien Régis Debray. Nous pouvons ajouter : « *Il n'existe aucun monopole sur le progrès, ni sur les groupes, ni sur les organisations, ni en Tchécoslovaquie, ni nulle part ailleurs.* » Les organisations s'efforcent de faire progresser l'humanité, naissent et disparaissent, et le parti communiste tchécoslovaque doit compter avec le fait qu'il sera historiquement remplacé par d'autres organisations, qui s'efforceront d'accomplir véritablement la libération de la classe ouvrière.

15. La nouvelle gauche révolutionnaire marxiste (dans le sens authentique du mot) peut-elle naître en Bohême ? Oui, elle le peut ! Elle dispose de plusieurs avantages : elle peut agir sur la base sociale des principaux moyens de production et sur celle d'une double expérience, que n'a connue aucun autre pays au monde : expérience du parlementarisme bourgeois et expérience stalinienne (5). Pour qu'elle ouvre véritablement la voie au progrès humain, la nouvelle gauche doit voir clair sur la question principale,

qui est de réaliser cette double négation historique, négation du régime bureaucratique-centralisé et négation du régime bourgeois-démocratique : du point de vue du mouvement ouvrier, cela signifie le refus du socialisme stalinien (ou néo-stalinien) et le refus du réformisme social-démocrate. Si cette négation est véritablement historique, elle ne peut être que la création d'une symbiose de tous les éléments positifs de l'évolution passée, de la société et du mouvement ouvrier. La véritable négation signifie enrichissement et non appauvrissement : la révolution antibureaucratique signifie une continuité (une partie de la révolution anticapitaliste).

16. Pour que la nouvelle gauche soit réellement révolutionnaire et historiquement nouvelle, elle doit apprendre la stratégie révolutionnaire dans les pays développés d'après la stratégie Gramsci-Smeral de la guerre de tranchées, qui exige la conquête de l'hégémonie intellectuelle, tranchée après tranchée, sur l'ennemi, et comprendre les véritables rapports historiques entre les réformes et la révolution. La révolution (même antibureaucratique) ne peut se faire d'un coup, mais par une série de réformes de structure. La nouvelle gauche doit analyser l'expérience de 1968, autant que le rôle historique et la nécessité de la violence, et refuser l'explication du « *socialisme à visage humain* » qui, au moment d'un tournant, laisse la voie libre à l'adversaire bureaucratique. La véritable stratégie de la révolution,

(5) La Tchécoslovaquie a vécu dans l'entre-deux-guerres sous un régime de démocratie bourgeoise parlementaire. Le régime stalinien s'y est installé en 1948, au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

dans les conditions qui sont les nôtres, ne peut se créer sans une analyse des courants d'idées qui se sont efforcés de refuser le système bureaucratique-centralisé ; avant tout, il faut faire une analyse critique de l'enseignement de Trotsky sur la révolution politique contre la bureaucratie, apprécier de façon exacte en quoi il est valable aujourd'hui, dans les conditions qui sont les nôtres, et en quoi il est illusoire et limite son idéologie antistalinienne.

17. Pour que la nouvelle gauche soit historiquement nouvelle, elle doit formuler sa stratégie de la révolution mondiale et sa conception de l'internationalisme. Notre crise de la société est la crise de la civilisation actuelle, issue de la tentative de diviser le monde en deux « blocs » ; elle est aussi la crise du socialisme mondial et du mouvement communiste international.

La politique bureaucratique remplace souvent l'internationalisme par une démarche tactique émanant des besoins de la bureaucratie soviétique gouvernante, des conceptions de la coexistence pacifique comme le maintien du *statu quo*, de l'incapacité à changer les rapports inégaux entre les pays qui appartiennent au bloc soviétique. L'attitude attentiste face au massacre en masse des communistes indonésiens est-elle une attitude internationaliste ? La timidité vis-à-vis de la lutte des ouvriers français en 1968 est-elle une attitude internationaliste ? Y avait-il, ou y a-t-il, une attitude socialiste vis-à-vis de la Chine, une attitude où viennent récemment d'apparaître des éléments de racisme « blanc » ? Dans tous les domaines, vis-à-vis des pays capitalistes et socialistes actuels, vis-à-vis du tiers monde, la nouvelle gauche peut offrir aux travailleurs une autre alternative que celle d'un régime bureaucratique. Le fait que les masses acceptent cette alternative peut exercer une influence décisive, non seulement sur les facteurs idéologiques et politiques, mais aussi sur les aspects proprement élémentaires du sentiment humain, en particulier la nécessité de la solidarité humaine.

La principale question de nos rapports avec le monde et de notre révolution est notre rapport avec l'Union soviétique. L'actuel rapport de vassalité et d'oppression n'est pas un rapport entre deux pays, mais est fondé sur la hiérarchie des pouvoirs des couches gouvernementales respectives d'un grand et d'un petit pays. Or l'abrogation de ces rapports ne peut résulter d'améliorations, grandes ou petites, de cette hiérarchisation, puisqu'il s'agit de détruire la nature même de cette subordination.

La révolution politique en U.R.S.S. qui réussira à imposer la liberté de l'humanité et la démocratisation n'est pas la seule voie possible vers l'abrogation des rapports de subordination (même les gouvernements coloniaux n'ont pas été détruits dans le monde par les révolutions dans la métropole, même si cette voie était la seule possible). La seule possibilité historique réelle consiste dans la lutte en commun des petites nations de l'Europe centrale et balkanique

pour l'égalité (l'exemple yougoslave est un exemple qui mérite d'être bien étudié).

Or la stratégie de la nouvelle gauche doit être avant tout fondée sur la stratégie révolutionnaire de l'« Europe centrale » et sur une étude détaillée de l'éternelle dialectique des révolutions de 1848. L'expérience de l'année 1968 est aussi celle de notre isolement (sans pareil) des autres pays d'Europe centrale. De ce point de vue, il faut aussi faire un effort pour l'égalisation des rapports entre les Tchèques et les Slovaques (la fédéralisation) au moment de notre tragique expérience commune (sentiment commun d'une oppression extérieure), aussi bien que pour renforcer les éléments de solidarité dans la voie commune. Le remplacement d'un centralisme bureaucratique (celui de Prague) par deux centralismes bureaucratiques (ceux de Prague et de Bratislava) peut rendre cette démarche plus difficile, mais peut également la simplifier (6).

18. Pour que la nouvelle gauche soit véritablement nouvelle, elle doit se prononcer avec précision sur le problème national. La révolution n'est pas la résolution dans l'abstrait de problèmes abstraits. L'élément national a constitué la principale idéologie d'intégration de tous les grands mouvements socio-politiques de l'histoire tchèque qui ont conduit à des changements sociaux. Mais les conditions actuelles, alors qu'il s'agit d'une libération nationale, ne témoignent-elles pas que le grand mouvement de l'avenir peut se situer en dehors des limites de la « libération nationale » ? Et la classe ouvrière tchèque, pendant l'année 1968, est entrée dans le mouvement pour la « renaissance » du socialisme avec tout son poids sous le drapeau national, et non sous le drapeau rouge. L'intensité de l'élément national a toujours — et aussi en 1968 — renforcé et affaibli à la fois chaque grand mouvement, et a déterminé profondément, et la résolution des masses de lutter pour le progrès humain, et leur crainte qui conduit à la capitulation. Si la nouvelle gauche ne veut pas capituler devant ce patriotisme chauvin, si elle veut être véritablement patriotique, elle doit résoudre le difficile problème d'être critique en aimant la société tchèque (un amant critique) et doit avoir un sens toujours en éveil pour percevoir un sentiment national exagéré et détester un nationalisme primitif, antirusse, comme celui d'aujourd'hui, savoir apprécier le rôle historique des mythes nationaux et réaliser par-là leur destruction.

« Un peuple malheureux n'a pas de patrie. »
(Saint-Just.)

19. Pour que la nouvelle gauche soit historiquement nouvelle, elle doit expliquer son attitude sur

(6) La « fédéralisation », qui a placé théoriquement sur pied d'égalité Tchèques et Slovaques, se traduit surtout par l'oppression des travailleurs tchèques et slovaques par un appareil bureaucratique à deux têtes, celui du P.C.T. et celui du P.C.S.

le problème de l'égalité sociale au sein de notre société. La question sociale, celle d'une sécurité sociale correspondant au potentiel de la production industrielle du pays, concerne des millions d'hommes, avant tout des femmes et des vieillards. Il faut incontestablement approfondir le problème économique et politique de l'inégalité sociale.

La nature de ce processus n'est pas résolue par le fait qu'on supprime les anomalies anciennes, qu'on augmente le salaire de certaines catégories particulièrement qualifiées (médecins, professeurs, etc.). La nature de ce processus est déterminée par la corruption massive des dirigeants et des sous-dirigeants, l'augmentation des privilèges, du travail noir, nés de l'état de crise de la société (avant tout dans les services), nés de la conception technocratique du dénivellement des salaires qui avantage les gouvernants et désavantage les gouvernés.

Si une « réforme économique » quelconque veut être socialiste et non technocratique, elle doit être fondée sur la résolution de la question sociale dans notre pays.

20. Dans l'idéologie de la nouvelle gauche, le collectivisme doit venir en premier, ce qui ne signifie pas la négation de l'individu comme dans le collectivisme stalinien (cf. Ehrenbourg : « *Le collectivisme ne doit pas être 0 + 0 + 0, mais 1 + 1 + 1.* ») Il faut faire une analyse critique de notre effort intellectuel sur la « *renaissance du socialisme* » des années 60, qui ont souligné le rôle et les droits de l'individu en oubliant ceux de la collectivité (« *un individu dans la collectivité* », « *un individu collectif* »).

Aussi bien, il est nécessaire d'analyser la forte tendance du « *socialisme* » individualiste et petit-bourgeois. L'appréciation exacte de l'expérience de 1968, où le collectivisme de la classe ouvrière a joué

— de même que la liaison entre producteurs et intellectuels — un grand rôle, peut aider à formuler et à accepter ce trait de l'idéologie de la nouvelle gauche.

21. La tactique de la nouvelle gauche doit compter avec le fait que les forces de gauche vont agir dans les conditions d'un régime totalitaire d'un type particulier. Il sera obligé de tolérer dans une certaine mesure la liberté d'opinion. Ces forces ne peuvent aujourd'hui publier ce point de vue dans la presse et par d'autres moyens d'opinion, elles peuvent seulement l'expliquer au moyen d'une propagande orale ou manuscrite, même si celle-ci n'atteint qu'un cercle limité.

Les tâches immédiates des forces de gauche sont les suivantes :

a) Etablir un programme complet de changement révolutionnaire de la société ; son élaboration doit être d'abord fondée sur l'analyse des événements de 1968 ;

b) Lutter contre le découragement qui est le résultat « *normal* » de toute période d'échec, que nous rencontrons de plus en plus, et contre lequel l'arme la plus efficace est encore d'en trouver les causes (y compris les causes de nos propres fautes) et de formuler ainsi notre programme d'avenir ;

c) Exploiter toutes les organisations légales pour la propagande en faveur du nouveau programme, afin de démasquer le système bureaucratique et de constituer les embryons d'organisations politiques à venir. Si la nouvelle gauche veut historiquement être nouvelle, elle doit se diriger vers la création, non seulement d'une, mais de plusieurs organisations politiques de la classe ouvrière, et préparer le terrain pour leur proclamation publique.

NOTES DE CONCLUSION

22. Nos réflexions sont-elles utopiques ou romantiques ?

Si nous les avons fondées sur une analyse rationnelle de la situation actuelle, alors la formulation d'un but possible n'est pas une faute, mais le renforcement de toute idée et de tout mouvement qui tentent d'améliorer le monde.

L'utopie ne constitue jamais un frein, sauf lorsqu'elle opprime la réflexion critique sur la réalité et transforme par là même la volonté de changer la réalité en illusion sur cette même volonté et sur cette même réalité.

23. Ne devrions-nous pas être plus prudents face au système du pouvoir bureaucratique ? Nous avons deux possibilités essentielles :

● Nous persuader que le monde dans lequel nous vivons est terrible et avoir peur de lui,

● Nous persuader que le monde pourrait être meilleur puisque nous sommes là, avec notre volonté de nous organiser — et que sa toute-puissance n'est pas omnipotente.

Frantisek Halas a écrit :

« *Sois notre lampe et la fiancée des jours prochains !* »

Je le comprends ainsi :

« *Sois notre lampe, et notre action l'amante d'aujourd'hui !* »

A PROPOS DES VINGT-TROIS THÈSES de Karel Bartosek

Depuis la mort de Staline, la crise du stalinisme, reflet de la crise de l'impérialisme, a ébranlé de haut en bas les pays d'Europe de l'Est, et cette crise a pris une forme explosive en Allemagne de l'Est en 1953, Hongrie et Pologne en 1956, Tchécoslovaquie, Pologne et Yougoslavie en 1968. A chaque moment, et, tout particulièrement, en Pologne et en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, le combat engagé par une avant-garde communiste plongeant ses racines dans une résistance formidable des masses à la bureaucratie a mené des milliers de militants communistes à rompre consciemment avec le stalinisme. Mais cette rupture s'est toujours faite, et cela ne pouvait pas se passer autrement, dans les cadres mêmes du stalinisme, qui a marqué d'une double empreinte le mouvement ouvrier des pays d'Europe de l'Est :

- D'abord, il a enfermé ces partis, leurs cadres, leurs militants dans le carcan du « *socialisme dans un seul pays* », l'internationalisme ne prenant la forme que de la subordination au Kremlin ;

- Ensuite, il a brisé, par tous les moyens possibles, le lien conscient avec le bolchevisme ; il a poursuivi, sous toutes les formes possibles, l'œuvre des procès de Moscou, défigurant le bolchevisme à l'image du Guépéou, diffamant les continuateurs du bolchevisme — étiquetés « *trotskyistes* » par les staliniens eux-mêmes — à travers le monde ;

- Enfin, par sa théorie des deux « *blocs* » (traduite dans le dernier ouvrage de Staline par la théorie des deux « *marchés* » parallèles, le marché socialiste et le marché capitaliste, poursuivant chacun leur carrière, interrompue, au pire, par des agressions militaires à la Hitler), théorie qui a fait de la division

du prolétariat européen en deux une constante dans la pensée des militants communistes de l'Est.

De par son mouvement même, le combat engagé par les masses d'Allemagne de l'Est, de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie tendait à faire éclater ce cadre. Mais la conscience n'est pas le reflet des processus objectifs. Pour que les militants polonais et hongrois en 1956, les militants tchécoslovaques en 1968 brisent en grand nombre et consciemment ces cadres hérités du stalinisme, dans lesquels ils ont été éduqués et formés, il fallait une intervention consciente susceptible de donner à leur combat et à leur réflexion la dimension que le stalinisme avait abrogée. C'était là la tâche de la IV^e Internationale, traduction de l'unité de la lutte des classes mondiale par son programme, son héritage et sa réalité au niveau de l'organisation. Mais le pablisme fit voler en éclats la IV^e Internationale en 1952-1953 au moment même où les combats de classes les plus violents s'amorçaient en Europe de l'Est...

Le « *Secrétariat international* » (devenu depuis 1953 le « *Secrétariat unifié* »), c'est-à-dire l'organisme pabliste qui prétend parler au nom de la IV^e Internationale qu'il a détruite, a eu constamment une attitude tendant à maintenir les cadres communistes des pays de l'Est dans le ghetto stalinien d'où ils tentaient de se dégager avec d'énormes difficultés. Et la responsabilité du pablisme dans l'extrême faiblesse numérique et les confusions de l'avant-garde communiste qui se dégage peu à peu en Europe de l'Est est par-là énorme.

Ainsi, face à la grève générale des ouvriers de Berlin-Est, le « *Secrétariat international de la IV^e Internationale* » avançait « *le programme de la révolution politique qui est actuellement à l'ordre du jour* »

aussi bien en U.R.S.S. que dans les "démocraties populaires"... » L'un des cinq points avancés était : « LA DEMOCRATISATION RELLE DES PARTIS COMMUNISTES », c'est-à-dire l'amélioration démocratique du fonctionnement des partis staliniens, c'est-à-dire l'autoréforme des instruments d'oppression de la bureaucratie du Kremlin (sous la pression des masses, bien sûr !), c'est-à-dire la transformation du parti stalinien de l'intérieur..., c'est-à-dire, en un mot, la perspective du « socialisme à visage humain », qui a mené des milliers de communistes polonais et tchécoslovaques dans une impasse mortelle en 1956 et en 1968 !

Face aux révolutions hongroise et polonaise, le pablisme joua, à un niveau encore plus élevé, son même rôle démobilisateur et désorganisateur, en se faisant, avec le cynisme le plus achevé, le porte-parole des intérêts des bureaucrates, et cela au nom du « trotskysme »... C'est au nom du « trotskysme » qu'il appelait les militants communistes à se soumettre à l'appareil. Que l'on en juge par ces lignes de Pablo dans le numéro de décembre 1956 de la revue *Quatrième Internationale* (sic) :

« En Pologne, grâce au rôle de direction qu'a pu jouer le parti ouvrier, conquis, transmuté par la tendance Gomulka, expression elle-même, certes déformée, de la vraie tendance des masses, mais tendance centrisme évoluant tout de même à gauche — la révolution politique des masses contre le régime bureaucratique a pu faire l'économie d'un errement dans l'incertitude et la confusion et éviter les dangers inhérents à une telle situation (...).

En Hongrie, l'absence de toute direction politique centralisée et tant soit peu claire a provoqué, au contraire, à partir d'un certain moment, exactement ces défauts et dangers (que la Pologne a évités).

Le manque de direction révolutionnaire consciente ayant des racines dans les masses a fait que la situation révolutionnaire exceptionnellement favorable des premiers jours, avec, partout, la création de comités dominés par le courant prolétarien, n'a pu être exploitée afin d'asseoir sur eux tout le pouvoir et de définir un programme de politique extérieure qui serait sinon acceptable, du moins difficile à combattre par le Kremlin (...). Débordé, le gouvernement Nagy a commencé à manœuvrer en dehors du camp de classe, sans avoir essayé, au contraire, de manœuvrer, face au Kremlin, à l'intérieur de ce camp (sic!).

Une véritable direction révolutionnaire, qui aurait fait appel aux comités et au courant prolétarien des masses avec sincérité, avec audace aussi, aurait pu les convaincre de comprendre les limites de classe de la démocratisation et la nécessité de l'alliance sur un pied d'égalité avec l'U.R.S.S. »

Quel programme proposé aux révolutionnaires de l'Est ! Soutenir Gomulka, ne pas effrayer le Kremlin, prévoir une alliance sur un pied d'égalité avec la bureaucratie du Kremlin, ne pas briser le parti stalinien (car c'est cela que veut dire, dans le cadre de l'ensemble du texte, la nécessité de faire compren-

dre aux masses « les limites de classe de la démocratisation »... qu'est-ce que cela pourrait bien vouloir dire d'autre ?), le redresser prudemment et avec l'accord des « alliés » du Kremlin... bref, c'est tout le programme du « socialisme à visage humain » en Tchécoslovaquie qui a jeté les masses sous le talon du parti bureaucratique reconstruit grâce à cette politique après avoir volé en éclats. On remarquera que ce programme isole soigneusement les militants communistes, chacun dans leur pays et tous ensemble derrière le « rideau de fer »... Aucun rapport entre leurs luttes et celles des travailleurs des pays capitalistes n'est et ne peut être défini, dans cette conception réformiste, à l'égard de la domination de la bureaucratie.

Tout courant rompant avec le stalinisme est, de par l'héritage historique dans lequel il se définit, par nécessité un courant centrisme, c'est-à-dire instable et oscillant entre le réformisme et la révolution. Le pablisme donne à ce centrisme une *cohérence* qui vise à le réintégrer dans l'orbite même du stalinisme avec lequel ce courant centrisme rompt (même en utilisant des formules très gauchistes... l'étiquette ne change rien au contenu). C'est là le rôle normal du pablisme qui explique, en partie, les limites dans lesquelles s'insère la réflexion des militants communistes des pays de l'Est lorsqu'ils brisent le cadre du stalinisme.

La révolution politique amorcée par les travailleurs en Tchécoslovaquie au cours de l'année 1968 et que désignent, avec une imperfection destinée à en masquer la réalité, les expressions courantes « le printemps de Prague » ou la « démocratisation » représente une expérience particulièrement précieuse dans le combat que mènent les prolétaires du monde entier pour leur émancipation ; expérience d'autant plus précieuse que les enseignements en seront tirés par les communistes tchécoslovaques eux-mêmes pour étayer et préparer la prochaine étape de la lutte des masses tchécoslovaques.

De ce point de vue, les *Vingt-trois thèses* rédigées à Prague en juin 1969 présentent un intérêt particulier : elles constituent la première tentative de bilan qui ne soit pas tournée vers le seul passé, mais qui tente de dégager des conclusions politiques destinées à orienter l'action des révolutionnaires tchécoslovaques dans l'avenir. C'est pourquoi les trotskystes attachent une grande importance à la discussion au fond de ce texte et des perspectives qu'il trace. Si l'avant-garde qui se cherche en Tchécoslovaquie ne dresse pas vraiment le bilan du « printemps de Prague », ce sera, en effet, pour elle et pour les révolutionnaires du monde entier, un handicap aussi lourd que le serait pour l'avant-garde qui se construit en France son incapacité ou sa réticence à dresser le bilan politique rigoureux de la grève générale de mai-juin 1968.

C'est pourquoi une analyse et une critique serrée des *Vingt-trois thèses* s'imposent comme une exigence pour les militants révolutionnaires des pays de l'Ouest.

On ne peut, bien entendu, analyser correctement

ce texte si l'on ne tient pas compte des conditions générales et particulières dans lesquelles il a été écrit, c'est-à-dire de l'expérience dans laquelle il s'enracine ; faute de quoi l'on se condamnerait à ne rien comprendre aux problèmes que pose la reconstruction de la IV^e Internationale dans les pays de l'Est.

Cela dit, rien ne serait pire que d'imaginer une spécificité polonaise, hongroise ou tchécoslovaque à

laquelle on renverrait systématiquement tout ce qui, dans tel ou tel texte de Modzelewski et Kuron ou dans les *Vingt-trois thèses*, est confus, insuffisant ou faux. La critique, fraternelle, est un élément indispensable des discussions entre les militants qui rompent avec le stalinisme à l'Est de l'Europe et les trotskystes qui se battent pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

BOHÈME OU LUTTE DE CLASSES INTERNATIONALE ?

Le premier trait de ces thèses est que la réflexion de l'auteur se situe dans un cadre très précis, très étroit qui est celui de la Tchécoslovaquie, ou, plus exactement, de la Bohême, conçue comme une entité.

Répondant à la question « *De quoi avons-nous besoin ?* » Bartosek écrit : « *D'un esprit critique capable d'analyser l'expérience historique du peuple tchèque (souligné par nous), ainsi que l'actuel système de gouvernement.* » Quelques lignes plus bas, Bartosek précise ainsi l'objectif lié à cette exigence : « *Elaborer nos analyses sur la réalité concrète de ce pays, qui serviront la théorie et la pratique de ce mouvement et aideront à écarter le « socialisme scolastique » si répandu en Bohême...* ».

Que la réflexion de Bartosek se meuve dans un champ dont les limites géographiques, historiques et politiques soient l'histoire de la Bohême, cela ressort à chaque paragraphe du texte, et là est le fondement de l'ensemble de son analyse et des conclusions générales et immédiates qu'il en déduit.

« *Voilà déjà cent ans, écrit-il, que nous réfléchissons sur notre crise actuelle en Bohême (...).* » Et il se demande : « *Les crises naissent-elles du fait que nous sommes ou non une nation hussite ou catholique, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire ?* »

Située dans cette continuité nationale au sens le plus étroit du terme (puisque'il s'agit là de la Bohême et non pas même de la Tchécoslovaquie), la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie à dater de janvier 1968 apparaît comme déterminée et produite par les conditions spécifiques de l'histoire nationale de la Tchécoslovaquie. « *Nation hussite ou catholique* », c'était là, sans doute, la détermination superstructurelle, ou « *idéologique* », première, à l'époque de la réforme et de la contre-réforme, à l'époque du capitalisme naissant, c'est-à-dire à l'époque où la constitution du marché national comme une unité constituait un facteur progressif du développement des forces productives comme partie intégrante de la constitution du marché mondial auquel le développement du capitalisme menait par sa dynamique propre.

L'impérialisme a donné sa forme suprême à cette dynamique que Marx et Engels définissaient dès 1847 dans le *Manifeste du parti communiste* en ces termes :

« *Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier ! Il lui faut pénétrer partout, s'établir partout, créer partout des moyens de communication.* »

« *Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production de tous les pays. Au désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale.* »

Ce processus économique est, bien entendu, en même temps un processus social et politique. C'est lui qui fonde l'unité mondiale de la lutte des classes, unité qui détermine la nature de ses diverses expressions particulières.

Sans doute Bartosek ajoute-t-il la « *révolution mondiale* » et l'« *internationalisme* » à son analyse, mais c'est comme une dimension SUPPLEMENTAIRE de la crise historique de la Bohême. Ainsi la thèse 17 affirme-t-elle :

« *Pour que la nouvelle gauche soit historiquement nouvelle, elle doit formuler sa stratégie de la révolution mondiale et sa conception de l'internationalisme. Notre crise de la société est la crise de la civilisation actuelle, issue de la tentative de diviser le monde en deux « bloes » : elle est AUSSI (souligné par nous) la crise du socialisme mondial et du mouvement communiste international.* »

NON. Elle n'est pas AUSSI la crise du stalinisme, qui n'est que la réflexion de la crise de l'impérialisme. Elle est le produit de la crise du stalinisme avec des formes, des rythmes, des modalités qui dépendent en partie de l'héritage national tchécoslovaque, des traditions du mouvement ouvrier tchécoslovaque, de l'ensemble du passé de la Tchécoslovaquie.

Mais que ce dernier aspect ne soit pas déterminant, cela ressort du texte même des *Vingt-trois thèses* : essayant de situer le « *printemps de Prague* » par rapport à l'histoire propre de la Tchécoslovaquie, Bartosek affirme dans sa thèse 7 : « *La nation tchèque a vécu et vit encore l'expérience d'une révolution prolétarienne inachevée et déviée, la classe ouvrière tchèque ayant été, jusqu'à présent, incapable de remplir sa mission révolutionnaire historique.* » Pourquoi ? Pourquoi cette « *incapacité* » ? En quoi s'enracine-t-elle dans une réalité spécifiquement tchécoslo-

vaque ? Bartosek ne peut répondre. De même il ne peut dégager une origine tchécoslovaque de la bureaucratie tchécoslovaque qu'il décrit en ces termes : « Dans notre société règne la couche bureaucratique qui gère les domaines économique-sociaux du pouvoir et de la politique... Une mince couche d'oligarques politiques décide de nouveau de tout dans les rapports sociaux, économiques et politiques. »

La bureaucratie tchécoslovaque est-elle donc le pro-

duit de conditions historiques propres à la Bohême ? Bartosek ne peut, bien entendu, répondre « oui » et, comme tout à l'heure il ajoutait la crise internationale et l'Internationale comme une dimension supplémentaire à la crise de la société tchèque, il ajoute maintenant un rapport supplémentaire à la nature de la bureaucratie tchécoslovaque, le rapport de « vassalité » qui subordonne les bureaucrates tchécoslovaques à leurs supérieurs du Kremlin.

BERLIN-EST, VARSOVIE, BUDAPEST, PRAGUE... MOSCOU

Voulant donner une réponse « aux problèmes de l'entité nationale tchèque », Bartosek est ainsi amené à modeler sa réflexion dans les cadres du prétendu « socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire du stalinisme. C'est là un héritage que tout militant communiste des pays de l'Est subit inévitablement. C'est pourquoi il est particulièrement important de l'analyser et de le critiquer. Il est significatif d'ailleurs que les *Vingt-trois thèses* ne fassent jamais la moindre allusion au « socialisme dans un seul pays », et ne posent jamais le problème : « Est-il oui ou non possible » de construire le socialisme dans un seul pays, c'est-à-dire en dehors de la division internationale du travail, la conquête la plus progressive du développement du capitalisme ?

La conséquence politique est immédiate : alors que les *Vingt-trois thèses* tentent de dresser le premier bilan de la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, elles restent absolument muettes sur la grève générale des ouvriers de Berlin-Est de 1953, sur la révolution polonaise avortée de 1956, sur la révolution hongroise écrasée de 1956, sur les manifestations de mars 1968 en Pologne et sur celles de mai-juin 1968 en Yougoslavie... Bartosek abstrait le « printemps de Prague » du processus révolutionnaire qui, dès le lendemain de la mort de Staline, a dressé les travailleurs des pays de l'Europe de l'Est contre la bureaucratie, alors que le « printemps de Prague » n'est que l'expression de la montée du prolétariat de l'Europe de l'Est tout entière, qui ébranle aujourd'hui la bureaucratie au cœur même : en Union soviétique. Si l'on abstrait ainsi la lutte des travailleurs tchécoslovaques de ce déjà long combat, on ne peut vraiment comprendre ni la politique du Kremlin, ni l'invasion du 21 août, ni le sens de la « normalisation », ni la politique de Husak : toute la politique de la bureaucratie soviétique a été déterminée par les répercussions internationales du processus révolutionnaire engagé en Tchécoslovaquie. L'invasion du 21 août avait pour fin de liquider un mouvement qui représentait en Tchécoslovaquie la cristallisation et l'accélérateur des aspirations de millions de travailleurs des pays d'Europe de l'Est et d'Union soviétique. C'est ce que définissait le communiste tchéco-

slovaque Jiri Hochmann, le 31 juillet 1968, lorsqu'il écrivait :

« Nous avons introduit le spectre de la liquidation du pouvoir absolu de la caste bureaucratique, cette caste introduite sur la scène internationale par le socialisme stalinien (...). Nous mettons en danger la bureaucratie qui est en train, lentement mais sûrement, d'enterrer le socialisme à l'échelle du monde. »

La reconnaissance des tendances, prévue dans le projet de statuts soumis au congrès extraordinaire du P.C. tchécoslovaque qui devait avoir lieu le 9 septembre, n'était pas criminelle aux yeux de la bureaucratie stalinienne seulement parce qu'elle brisait l'appareil stalinien tchécoslovaque, mais surtout parce qu'elle constituait une brèche supplémentaire — et immense ! — dans l'appareil stalinien international, qui ne peut se maintenir qu'en tentant de préserver un monolithisme sans cesse plus chancelant.

Cette réalité internationale de la révolution politique qui montait en Tchécoslovaquie, la bureaucratie la définit à sa manière à travers les déclarations d'Ulbricht affirmant qu'il fallait écraser l'Hydre de la contre-révolution à Prague avant qu'elle ne se jette sur tous les voisins de la Tchécoslovaquie...

Plus qu'en Pologne, plus qu'en Hongrie, plus qu'en Yougoslavie, plus peut-être qu'en U.R.S.S. même, l'affrontement qui dresse l'un contre l'autre le prolétariat et la bureaucratie a, en Tchécoslovaquie, une nature internationale. La vieille formule stratégique « Qui tient la Bohême tient l'Europe » définit en fait la place de la Tchécoslovaquie au carrefour des échanges économiques de l'Europe et au carrefour de la lutte des classes en Europe. Depuis la monarchie austro-hongroise, le prolétariat tchécoslovaque joue, dans la lutte des classes en Europe, un rôle dont 1928 et 1948 ont souligné l'ampleur. Beaucoup plus industrialisée que ses voisins, la Tchécoslovaquie dépend beaucoup plus étroitement qu'eux du marché mondial, elle a beaucoup plus besoin qu'eux de participer à la division internationale du travail : la diversification de son économie lui impose, beaucoup plus qu'à l'économie roumaine ou bulgare, le recours aux branches complémentaires dont le nombre croît au fur et à mesure que croît la diversification de l'éco-

nomie. C'est ce que nie la « *conception du socialisme dans un seul pays* », et ce qu'interdit le stalinisme, puisque, en maintenant l'ordre social bourgeois, il fait de toute insertion dans la division internationale du travail un facteur de rétablissement du capitalisme dans les économies collectivisées.

La crise de la « *société tchécoslovaque* » qui a éclaté en 1968, ce n'est donc pas la crise permanente de la Bohême, c'est l'expression la plus achevée de la crise du stalinisme et du socialisme dans un seul pays, qui a engendré, en Tchécoslovaquie, ses produits les plus monstrueux : en 1968, la Tchécoslovaquie, petit pays de 14 millions d'habitants, fabriquait environ 80 % des variétés de machines-outils existant dans le monde et nécessaires à une industrie moderne. Aucune n'était « *rentable* » et fabriquée à un prix « *compétitif* » par rapport aux prix du marché mondial. Inutile de préciser que la gestion bureaucratique de l'économie collectivisée a engendré dans cette économie développée et étouffant dans le carcan insupportable de ses frontières nationales un gaspillage dépassant de loin celui qui avait poussé, en 1956, les ouvriers de Zeran à l'avant-garde de la révolution polonaise. La bureaucratie soviétique a exporté bon gré mal gré ses contradictions dans les « *démocraties populaires* » et ces contradictions ont pris et gardent un caractère particulièrement explosif en Tchécoslovaquie, vieux pays industrialisé au prolétariat puissant.

Mais il ne s'agit pas là d'un phénomène objectif : sans la grève générale de Berlin-Est, sans la révolution polonaise et hongroise de 1956, tout comme sans la montée de la grève générale en France à partir de la grève des mineurs de 1963, sans la grève des marins britanniques de 1964, sans la lutte permanente des prolétaires italiens depuis le début des années soixante, le « *printemps tchécoslovaque* » serait parti de beaucoup plus bas... Dans sa thèse 9, Bartosek écrit : « *L'élimination de Novotny et d'une partie de son groupe s'est révélée historiquement une simple révolution de palais : un groupe de bureaucrates a été remplacé par un autre.* » Mais ce n'est là que la surface des choses. En fait, les dissensions inévitables dans la crise ouverte depuis la mort de Staline ont creusé dans l'appareil bureaucratique ébranlé par la résistance sourde mais résolue des masses une brèche par laquelle les masses se sont engouffrées politiquement. Et la « *révolution de palais* », engendrée par la nécessité de répondre aux problèmes posés par la résistance des travailleurs, a ainsi frayé la route aux masses, contre le gré de ses initiateurs conscients. Ce n'est là que la répétition de ce qui s'était passé de 1954 à 1956 en Hongrie et en Pologne. Le « *cours nouveau* » de la « *démocratisation* » s'engage dès la fin juin 1954 en Hongrie, dès janvier 1955 en Pologne pour tenter de « *débloquer* » la situation. En Tchécoslovaquie, en 1968, le processus s'est déroulé à un rythme infiniment plus rapide parce qu'il se situe dans le fil des révolutions de 1956 et à cause de la puissance du prolétariat tchécoslovaque.

Le processus révolutionnaire qui culmina en Hon-

grie et en Pologne et qui démantela le système des camps de concentration en U.R.S.S. fut amorcé par la grève générale des ouvriers allemands de Berlin-Est. Derrière le cours nouveau de Budapest et de Varsovie se profilait l'ombre menaçante des prolétaires allemands. Derrière le « *printemps de Prague* » se profilait l'ombre menaçante du prolétariat européen, facteur de la crise qui secoue de fond en comble le vieil impérialisme européen et le stalinisme. En dehors de cette crise européenne et mondiale, la « *révolution de palais* » dont parle Bartosek serait restée une *révolution de palais* ou plus probablement ne se serait pas produite... Ce n'est pas la crise permanente de la Bohême qui lui a donné sa dimension explosive ; c'est la crise permanente de l'impérialisme et du stalinisme... C'est pourquoi la bureaucratie du Kremlin avait politiquement besoin que les forces armées soviétiques soient flanquées des armées d'Allemagne de l'Est, de Bulgarie, de Hongrie et de Bohême. C'est pourquoi la bourgeoisie internationale inquiète a assisté avec soulagement à l'invasion et à la normalisation, tout en les utilisant au mieux pour dénoncer le socialisme comme incompatible avec la liberté.

Abstraire le « *printemps de Prague* », l'invasion du 21 août, la « *normalisation* » du cadre de la lutte des classes internationale, de la crise mondiale de l'impérialisme et du stalinisme, ce n'est pas seulement se condamner à prendre l'apparence pour réalité, à privilégier le secondaire par rapport à l'essentiel, c'est aussi se condamner à la paralysie pour le présent et l'avenir.

C'est ainsi que la formidable résistance qu'oppose la classe ouvrière tchécoslovaque à la « *normalisation* », formidable résistance qui fait que la reconstruction de l'appareil s'opère en grande partie dans le vide, et que les mesures les plus brutales et les plus voyantes prises par Husak n'empêchent pas que l'ensemble de l'édifice sur lesquelles elles reposent ne soient d'une extrême fragilité : cette résistance n'est pas un facteur spécifiquement tchécoslovaque. Elle s'appuie sur la même réalité qui donne aujourd'hui à la lutte des quelques centaines d'opposants communistes de gauche en U.R.S.S. sa dynamique, sa profondeur, sa dimension, comme elle donne aux opposants confiance et optimisme. Elle s'appuie sur la constatation que Soljenitsyne définissait dans sa *Lettre ouverte*, avec le vocabulaire qui lui est propre, comme la période de l'offensive généralisée des travailleurs en lutte pour le socialisme lorsqu'il déclare aux bureaucrates :

« *Vos montres sont en retard par rapport à notre temps (...). Ce n'est plus le temps des sourds, l'époque sombre où il n'y avait pas d'issue (...). Ce n'est plus, non plus, l'époque de la timidité et des temps frieux.* »

C'est pourquoi Husak apparaît comme beaucoup moins capable que Gomulka et que Kadar de reconstruire un parti stalinien que n'a pourtant pas élaboussé le sang des ouvriers massacrés et des dirigeants

communistes pendus qui avaient creusé entre la classe ouvrière hongroise et le parti stalinien un fossé énorme.

Sans aucun doute, le rapport des forces existant en Tchécoslovaquie, la résistance des travailleurs *tchécoslovaques*, les problèmes particuliers que pose la reconstruction de l'appareil stalinien tchécoslovaque sont-ils les éléments immédiatement déterminants de l'activité des révolutionnaires tchécoslovaques.

Mais on ne saurait dégager de *perspectives*, même immédiates, en Tchécoslovaquie, si l'on ne définit son analyse *d'abord* à partir de la lutte des classes en U.R.S.S., aux U.S.A., en Italie ou en France. Le

congrès des kolkhoziens et la mobilisation du prolétariat italien sont de ce point de vue plus déterminants pour la gauche communiste tchèque que la « *crise permanente de la Bohême* ». Car c'est de ce qu'ils révèlent que dépend pour une part décisive l'avenir de la lutte des travailleurs tchécoslovaques, qui est elle-même une composante décisive de la lutte du prolétariat occidental, comme le remarquait, au mois d'août 1969, le reporter du *Monde* Amber Bou-sougrou, notant que l'incapacité de l'appareil du P.C. tchécoslovaque à prendre quelque peu racine dans les masses menaçait d'explosion l'Europe entière.

NOUVELLE GAUCHE OU IV^e INTERNATIONALE ?

Les thèses 14 à 22 sont consacrées au problème de l'organisation sous le titre « *Nécessité d'une nouvelle gauche* ». Bartosek marque par ce sigle la volonté de dégager une voie qui ne soit ni celle du stalinisme ni celle du réformisme. Mais il y a là une ambiguïté. Pour le militant ouvrier de l'Ouest, le mot « *nouvelle gauche* » a un sens précis : il désigne le ou les courants, nés aux alentours des années 50, et qui, laissant aux P.C. ou à la social-démocratie le monopole du contrôle de la classe ouvrière, ont découvert que cette dernière n'était plus le moteur de la lutte révolutionnaire, que les couches dynamiques et décisives étaient la « *nouvelle classe ouvrière* » bien payée et, en blouse blanche, les cadres, les ingénieurs, les techniciens, etc., ceux qui détiennent le savoir et non plus ceux qui ne vivent que de leur force de travail. L'incarnation la plus actuelle de cette « *nouvelle gauche* » est le P.S.U., parti dont la nature politique apparut avec éclat au printemps de 1969, lorsque sa direction se battit pour le boycott du référendum et ne fut désavouée que de fort peu, et lorsqu'elle se rua dans les élections présidentielles pour y jouer son rôle propre dans la liquidation du Front unique et se battre sur un programme qui a fini par mener son secrétaire général Rocard à être élu député et à se voir souhaiter par Chaban-Delmas d'exposer le plus souvent possible ses idées à la tribune de l'Assemblée.

Bartosek ne connaît sans doute pas cette filiation. Mais lorsqu'il affirme d'emblée : « *La révolution n'a pas ses "propriétaires exclusifs", comme le dit très bien Régis Debray. Nous pouvons ajouter : "Il n'existe aucun monopole sur le progrès, ni sur les groupes, ni sur les organisations, ni en Tchécoslovaquie, ni nulle part ailleurs"* », il affirme, en fait, la nécessité de se démarquer de l'ensemble des courants « *traditionnels* » (le P.S.U. dirait « *passéistes* ») du mouvement ouvrier, sans que cette affirmation s'appuie sur un examen critique de ces divers courants. Le trotskysme n'est ainsi évoqué que sous la forme d'une phrase beaucoup trop rapide pour définir une certitude claire : « *Il faut faire une analyse critique de l'enseignement*

de Trotsky sur la révolution politique contre la bureaucratie, apprécier de façon exacte en quoi il est valable aujourd'hui, dans les conditions qui sont les nôtres et en quoi il est illusoire et limite son idéologie antistalinienne. »

En quoi est-il illusoire et « *limite-t-il son "idéologie" (?) antistalinienne* », cela n'est pas explicite. Il esquisse peut-être une explication lorsqu'il déclare qu'en Tchécoslovaquie « *la place des propriétaires capitalistes est occupée par l'Etat* » et dit que la Tchécoslovaquie était et « *reste* » une « *société bourgeoise* », ce qui nie la réalité de l'exportation des conquêtes d'Octobre par l'Armée Rouge dans les pays d'Europe de l'Est. Mais les formules utilisées sont si allusives que l'on ne sait pas si Bartosek veut simplement dire ou non que l'Etat ouvrier dégénéré et bureaucratisé s'est substitué aux propriétaires capitalistes sans processus de mobilisation des masses (ce qui ne serait d'ailleurs vrai qu'en apparence) et que la bureaucratie stalinienne maintient les modes de répartition bourgeois et les valeurs bourgeoises, ce qui est évident.

En revanche, la filiation avec la « *nouvelle gauche* » occidentale pose un problème grave lorsque Bartosek écrit : « *La révolution (même antibureaucratique) ne peut se faire d'un coup, mais par une série de réformes de structure.* » Sans aucun doute, à travers ces « *réformes de structure* », ce que les révolutionnaires tchécoslovaques tentent de définir, c'est une première ébauche de programme de transition permettant de mobiliser les plus larges masses jusqu'au combat décisif pour abattre la bureaucratie. Mais les mots du vocabulaire politique ont un sens qui leur est imposé par la politique qu'ils définissent en dehors de la volonté de tel ou tel. Or les pablistes et le P.S.U. ont donné aux « *réformes de structure* » un sens précis, par exemple lorsque Mandel-Germain a aidé à la liquidation de la grève générale belge en 1961 en y opposant les nécessaires réformes de structure. Elles escamotent le problème de l'Etat, en suggérant qu'il est possible de le contourner, de l'oublier et de pro-

mouvoir, sans l'inquiéter et sans qu'il s'en inquiète, des modifications dans les rapports entre gouvernants et gouvernés, entre dirigeants et dirigés, etc. Or le problème de la révolution, c'est le problème de l'Etat et du gouvernement. Et l'expérience récente de la Tchécoslovaquie l'a mille fois prouvé : le peuple tchécoslovaque tout entier, dans les usines et dans les facultés, aux champs et à la télévision, était dressé contre les envahisseurs, mais, dans la mesure même où ceux auxquels il faisait confiance se sont attelés à protéger l'unité de l'Etat et de l'appareil du parti, cette unanimité n'a pu empêcher la défaite, et le conseil ouvrier des usines de Skoda, réduit par là même à n'être qu'une « réforme de structure », ne pouvait pas dès lors ne pas être dissous.

La réforme de structure ne peut ainsi avoir finalement que deux visages : ou bien elle signifie que la bureaucratie et la bourgeoisie ont un rôle progressif à jouer et qu'il faut leur arracher certaines modifications qualitatives aussi étendues que possible, ou bien elle signifie que la bourgeoisie et la bureaucratie, même si elles n'ont plus aucune perspective, même si elles n'ont plus d'avenir, sont suffisamment puissantes pour empêcher les masses de mener la lutte pour leur renversement. Dans l'un ou l'autre cas, cela signifie, en fin de compte, que l'alternative n'est pas aujourd'hui « socialisme ou barbarie » et qu'il faut aménager le capitalisme et aménager la domination parasitaire de la bureaucratie. Que cette ambiguïté soit redoutable, cela apparaît lorsque Bartosek examine le problème des rapports avec la bureaucratie du Kremlin. Il affirme :

« La principale question de nos rapports avec le monde et de notre révolution est notre rapport avec l'Union soviétique. L'actuel rapport de vassalité et d'oppression n'est pas un rapport entre deux pays, mais est fondé sur la hiérarchie des pouvoirs des couches gouvernementales respectives d'un grand et d'un petit pays. Or l'abrogation de ces rapports ne peut résulter d'améliorations, grandes ou petites, de cette hiérarchisation, puisqu'il s'agit de détruire la nature même de cette hiérarchisation, puisqu'il s'agit de détruire la nature même de cette subordination. »

« La révolution politique en U.R.S.S., qui réussira à imposer la liberté de l'humanité et de la démocratisation, n'est pas la seule voie possible vers l'abrogation des rapports de subordination (même les gouvernements coloniaux n'ont pas été détruits dans le monde par les révolutions dans la métropole, même si cette voie était la seule possible). La seule possibilité historique réelle consiste dans la lutte en commun des petites nations de l'Europe centrale et balkanique pour l'égalité (l'exemple yougoslave est un exemple qui mérite d'être bien étudié). »

On est ici au cœur du problème : bien entendu, les travailleurs des pays de l'Est ne peuvent subordonner leur combat à la révolution politique en U.R.S.S., dont le combat est, d'ailleurs, un élément constitutif, de même qu'ils ne peuvent subordonner leur combat au développement de la lutte des classes

dans les pays capitalistes, dont le combat est aussi un élément constitutif.

Mais l'exemple des peuples coloniaux est ici trompeur, et cela sous deux aspects :

1. L'indépendance nationale de l'Inde ou de l'Algérie modifie la forme des rapports entre la bourgeoisie nationale et la bourgeoisie internationale, elle ouvre la voie à la tentative, pour chaque bourgeoisie nationale, de construire son propre capitalisme national, tentative condamnée d'avance, comme le montrent les exemples de tous les pays dits sous-développés, car l'impérialisme ne peut se survivre qu'en les étouffant et en les pillant ; cette indépendance nationale ne modifie donc en rien ni la nature de classe de ces pays ni leur subordination implacable à l'impérialisme mondial.

Les peuples coloniaux ne peuvent s'engager sur la voie de leur émancipation que dans et par la révolution prolétarienne dans les pays industriellement avancés. Les travailleurs et les paysans d'Afrique du Nord, d'Amérique latine, d'Asie en ont fait, depuis vingt ans, la tragique expérience, et leur misère croissante sous la botte de l'impérialisme mondial confirme et illustre ainsi l'une des thèses fondamentales de la révolution permanente, qui n'est que l'expression théorique de l'unité mondiale de la lutte des classes engendrée par l'impérialisme.

2. Mais surtout l'exemple de la Pologne en 1956, de la Hongrie en 1956, de la Tchécoslovaquie en 1968 démontre qu'il ne saurait y avoir de SUBORDINATION INDIRECTE DES PAYS D'EUROPE DE L'EST à la bureaucratie du Kremlin. L'ordre bureaucratique en Tchécoslovaquie, en Hongrie ou en Pologne repose sur une clé de voûte qui est la bureaucratie du Kremlin. Toute indépendance plus ou moins relative de ces pays par rapport à l'Union soviétique fait exploser cet équilibre instable ET TEND PAR LA MEME A LE FAIRE EXPLOSER EN UNION SOVIETIQUE, dans la mesure où la bureaucratie soviétique a tenté d'échapper à ses contradictions au lendemain de la seconde guerre mondiale en les exportant, sous une forme nécessairement concentrée, dans les pays d'Europe de l'Est.

Faute de quoi, la thèse de Bartosek ne serait que la résurgence, sous une forme modifiée, de l'idée du « modèle » national (ici fédéral !) du socialisme : le modèle polonais de 1956, ou le modèle tchécoslovaque de 1968, le modèle français de Garaudy depuis quelques années. Privilégiant les particularités nationales par rapport à l'unité mondiale de la lutte des classes, cette idée du « modèle » exprime le désir conscient ou inconscient de parvenir à un impossible *modus vivendi* avec la bureaucratie du Kremlin (et avec l'impérialisme), c'est-à-dire d'échapper à la réalité de l'unité mondiale de la lutte des classes, et elle-même, consciemment ou non, à une attitude du genre : nous faisons ce que nous voulons en Pologne, en Tchécoslovaquie, dans les Balkans, nous développons notre petit socialisme à nous, original et spécifique, entre Sofia et Belgrade, mais cela n'aura pas de conséquence

sur vous, seigneurs moscovites de la bureaucratie. Nous comptons donc bien que vous nous laisserez en paix... La réponse des bureaucrates, ce sont les chars russes à Berlin-Est, le 17 juin 1953, l'encerclement de Varsovie par les troupes russes en octobre 1956, l'entrée des chars russes à Budapest en octobre et novembre 1956, l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

L'aspiration de Bartosek à une « *lutte en commun des petites nations de l'Europe centrale et balkanique pour l'égalité* » traduit ainsi à la fois une aspiration réelle des masses de ces pays et une aspiration au contenu révolutionnaire. Mais il est parfaitement illusoire de croire qu'elle est réalisable en ces termes (sous la forme de l'égalité à la yougoslave étendue à l'ensemble des pays d'Europe centrale). L'indépendance des pays d'Europe centrale bouleverserait en effet l'équilibre politique et social, non seulement des pays de l'Est, mais aussi des pays capitalistes d'Europe avec lesquels ils s'articulent. Posant comme réalité imminente la révolution politique dans les pays d'Europe de l'Est et en U.R.S.S., elle poserait, en même temps, le problème de la révolution sociale dans les pays capitalistes de la vieille Europe. La bureaucratie stalinienne est un élément déterminant de l'ordre bourgeois en Europe occidentale : la grève générale de mai-juin 1968 en France l'a rappelé. Le plus formidable mouvement de classe que l'Europe ait connu depuis la grève générale allemande de 1920 a été morcelé, émietté, brisé après trois semaines d'efforts par l'appareil stalinien. Mais l'appareil stalinien français ne tire sa force que de sa subordination au Kremlin. Que la bureaucratie soviétique chancelle

et l'appareil stalinien dans chaque pays, à commencer par la France et l'Italie, sera secoué jusqu'en ses tréfonds. La crise du stalinisme internationale, qui s'approfondit depuis 1956, en est le signe. La revendication de l'« *égalité* » pour les petites nations d'Europe centrale ne peut donc prendre son sens et ne pas être l'impossible utopie d'une « *égalité* » entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme (« *égalité* » dont l'exemple yougoslave a justement montré la vanité !) que si l'avant-garde communiste lui donne sa dimension politique et sociale réelle à travers le mot d'ordre des ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE.

La réponse des révolutionnaires ne peut être la tentative de répéter en l'élargissant un *modus vivendi* « *balkanique* » utopique qui ne serait que l'expression la plus achevée du « *socialisme à visage humain* », lequel, après la « *voie polonaise vers le socialisme* », a fait faillite.

Elle ne peut être que la reconstruction d'une Internationale exprimant par son programme et par sa nature l'unité mondiale de la lutte des classes, c'est-à-dire la reconstruction de la IV^e Internationale, continuité des trois premières et dont le programme ne saurait être épuisé que par le renversement de l'impérialisme et du stalinisme à l'échelle du globe. Les bureaucrates le comprennent clairement, comme ils comprennent clairement que cette nécessité objective est aujourd'hui à l'ordre du jour. Et c'est pourquoi ils concentrent tous leurs feux pour dénoncer, depuis quelques années, l'ennemi principal : le trotskysme.

J.-L. SIMON.

Le "paradis scandinave"

Nous publions intégralement ci-dessous une lettre d'un correspondant danois que nous a communiquée la rédaction d'*Informations ouvrières*. Les précisions qu'elle fournit sur les conditions de vie des travailleurs scandinaves permettent de comprendre que « l'exemple des pays nordiques », dont se réclament souvent les hommes politiques de la bourgeoisie française, n'est l'exemple — parce que ce « paradis terrestre » européen est soumis au lois du capital, à l'époque de l'impérialisme pourrissant — que de la misère, de la déchéance et de la barbarie.

Cette lettre n'est pourtant pas que pessimiste, elle indique, dans sa conclusion, que les travailleurs et la jeunesse danoise sont, d'ores et déjà, entrés en mouvement, se reliant ainsi à la lutte de la classe ouvrière mondiale, pour un ordre nouveau, l'ordre de la société socialiste.

Je voudrais me permettre d'apporter quelques précisions aux propos de la très « particulière » correspondante C. Olsen qui rendait compte dans le journal « Le Monde » des mouvements survenus au début du mois dans les rangs des ouvriers danois.

Ces précisions porteront sur trois points :

— Le renvoi de 26 représentants syndicaux dont elle a omis de faire mention ;

— Les disparités survenues dans le partage des impôts après la mise en vigueur au 1^{er} janvier 1970 de la nouvelle méthode de perception de la taxe sur le revenu ;

— Une appréciation du « salaire confortable » de l'ouvrier danois.

Les représentants syndicaux

Signalons tout d'abord que le syndicat danois n'a qu'un très lointain rapport avec les grandes centrales qui, en France, regroupent un pourcentage considérable des ouvriers. C'est un organisme que l'on pourrait assimiler à une caisse de Sécurité sociale, chargé avant tout de toucher les cotisations très élevées (environ 40 couronnes par mois) et de soutenir pécuniairement, dans certaines conditions bien précises, tel ou tel ouvrier subitement mis à pied par son employeur. En ce qui me concerne, les seules rencontres que j'ai pu faire au bureau sont celles d'un vieillard chargé de coller les timbres sur mon carnet d'adhérent (syndicat des manœuvres et ouvriers spécialisés) et d'encaisser l'argent, et puis d'autres ouvriers qui se demandaient, à chaque fois, pourquoi ils venaient depuis si longtemps verser tant d'argent à un organisme qui, à coup sûr, ne leur serait jamais d'aucun secours (quant aux nouveaux adhérents : aucune aide avant une année entière de cotisations). Mais bien souvent l'inscription au syndicat est obligatoire, et l'on peut alors l'assimiler à un impôt supplémentaire non négligeable.

Cela posé, examinons le cas des représentants syndicaux.

« La Nation » ne craignait pas dernièrement d'exprimer, dans un article cité par « Informations Ouvrières » n°459,

un point de vue hardi et qui pourrait paraître neuf, et que je reproduis ici :

« Il faudrait à notre pays un syndicalisme scientifique dont le seul rôle, considérable en soi, serait de veiller à la répartition équitable des profits en fonction de notre potentiel... »

L'accès aux postes de responsabilités (syndicales) ne serait possible qu'à l'issue de plusieurs contrôles des connaissances et APTITUDES auxquels les postulants auraient satisfait. »

Démasquons ces messieurs sans plus tarder en signalant que ces mesures qui voudraient faire figure d'avant-garde ne sont en réalité que la copie conforme d'un état de chose qui, ici, commence même à dater ! Et d'ailleurs, puisque la mode est actuellement en France à l'imitation par le gouvernement Chaban des systèmes du « paradis scandinave », nous verrons plus loin ce que ces promesses contiennent de tristes réalités pour le prolétariat.

Le représentant syndical est le seul habilité à traiter avec le patron, il est élu annuellement dans chaque usine par une assemblée générale des travailleurs. Cela étant, on devrait pouvoir rencontrer de temps à autre ce fameux « tillidsmand » — Eh bien non ! Cela ne m'est

jamais arrivé, et je ne suis pas le seul dans ce cas. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé...

Souvent, d'ailleurs, aucun des ouvriers ne le connaît, n'en a seulement entendu parler ni même participé à son élection. Cela tient du miracle ! Le représentant syndical est un homme invisible. (Rappelons que toute action tentée en dehors de son contrôle est illégale et immédiatement sanctionnée... Le patronat a pris la décision de faire comparaître devant les tribunaux de prud'hommes un nombre important d'ouvriers qui s'étaient rendus coupables au début du mois de participation à des mouvements de grèves « sauvages ».)

Où est donc ce représentant ?

Eh bien, il est en voyage d'études, en stage de formation, ou au diable vauvert ! Le fait est qu'on est en train de lui inculquer les connaissances et « aptitudes »

requis pour ce genre d'emploi. On l'a tout simplement enlevé des mains des ouvriers.

On connaît la suite, qui n'est malheureusement pas particulière au Danemark, quand il s'agit d'organiser et de soutenir un mouvement revendicatif.

Et pourtant, vingt-six de ces représentants avaient pris position au côté des ouvriers, ce sont ces vingt-six-là que la correspondante du respectable « Monde » avait omis de signaler. Ils avaient eu l'audace de soutenir le mot d'ordre d'une couronne de plus de l'heure. Pas longtemps.

Immédiatement démis, renvoyés, ils n'ont pas été, que je sache, remplacés.

Alors vous voyez, messieurs de « La Nation », ici on se débarrasse même des représentants « ayant satisfait aux contrôles des connaissances et aptitudes »... Vos rêves sont déjà bien à la traîne !

Les disparités « fâcheuses » de M^{lle} Olsen

Le paiement des impôts sur le revenu s'effectue maintenant de cette façon : à un gain annuel qu'il a fallu déclarer à l'avance pour l'année 1970 (et il vaut mieux ne pas déclarer en dessous !) correspond un certain pourcentage qui, d'après les barèmes qu'il m'a été donné de consulter, varie de 38 % pour les salaires annuels de 0 à 18.000 couronnes à 55 % environ pour les salaires de 80.000 couronnes (chiffres cités de mémoire), et déjà l'on se rend compte que la ponction, inégalement répartie, est défavorable aux bas salaires, alors que des salaires cinq fois plus forts ont un pourcentage à peine plus élevé.

Cet argent est retiré avant la remise de sa paye, en fin de semaine, de quinzaine ou de mois, à l'ouvrier qui ne reçoit donc que le restant.

A cela viennent s'ajouter des nuances.

Dans telle ou telle situation (marié, enfants, salaire unique, etc.) une certaine partie du salaire est libérée de l'impôt. Cette partie « détaxée » n'est pas calculée au pourcentage de la paye, mais compose une certaine somme d'argent déterminée par le bureau des impôts. Par exemple : 5.000 couronnes pour l'année.

Ainsi le pourcentage d'impôt sera calculé, non pas sur le salaire entier, mais sur ce qui reste du salaire brut, une fois retirée la somme détaxée. Cela devrait donc réduire sensiblement le poids de l'impôt...

Mais ce n'est pas tellement vrai ; et il y a une première explication simple, qui est que le pourcentage reste malgré tout considérable (au lieu de prendre plus du tiers du salaire, on en prend maintenant un peu moins d'un tiers, ce qui reste très lourd) et une seconde explication que voici : la somme détaxée est fixée pour un an. Mais l'impôt étant retenu « à la source » avant chaque remise de salaire, il a bien fallu diviser cette somme en tranches. Donc, première division en 12 mois, et première anomalie puisque l'ouvrier (le système de congés payés étant différent au Danemark) ne va pas bénéficier de la tranche détaxée de sa période de vacances (idem pour les périodes de chômage).

La somme totale détaxée est donc réduite d'autant.

Ensuite, la division en quinzaines, en semaines, en jours, de la somme totale détaxée se fait d'une façon si astucieuse que la somme détaxée d'un mois est un peu inférieure au douzième de la somme totale, la somme d'une quinzaine un peu inférieure à la moitié de celle d'un mois, celle d'une semaine, etc.

Voyons alors ce qui se passe.

Quoique le système de la quinzaine tende à se propager de plus en plus maintenant, l'ouvrier reçoit quand même le plus souvent sa paye en fin de semaine. Qu'arrive-t-il le vendredi soir ?

Le patron calcule ainsi :

5 jours de travail = x salaire.

Somme détaxée = somme détaxée journalière multipliée par 5 = y.

Il fait la soustraction x — y et calcule le pourcentage d'impôt sur la somme restante « z ».

Mais si l'on fait le total des sommes détaxées journalières, à raison de 20 jours de travail par mois et 11 mois par année (exactement 11 mois + 1 semaine) on s'aperçoit que l'ouvrier n'a bénéficié que 220 ou 225 fois de sa somme journalière détaxée (elle-même déjà réduite) au lieu de 365 fois.

La somme détaxée initiale qui lui avait été allouée n'est donc plus maintenant que les 220/365 de sa valeur. Avec une réduction moindre, le processus reste identique pour les ouvriers payés à la quinzaine ou au mois.

Et la correspondante du « Monde » ajoute :

« En effet, ces disparités dont les experts n'ont pas assez tenu compte (? !) ont mis certains groupes, notamment les chômeurs et les retraités, en difficulté. »

En fait, selon elle, le problème se résume à envisager un secours social à une catégorie qu'elle classe déjà comme la lie de la population.

C'est totalement faux.

Etant à ce jour chômeur, je peux affirmer que je pourrais me moquer éperdument du système de M. Baunsgaard puisque, ne percevant pas de salaire, on ne me retient pas le moindre centime d'impôt !

Je sais seulement que, chaque jour, une portion de la somme annuelle détaxée qui m'a été allouée est définitivement perdue.

Quant aux retraités, vraiment, que leur enlever ?

Non, la mesure vise la masse active de la population, et M^{lle} Olsen ne pourra s'acheter une bonne conscience à si bas prix ! Car il est certain que, en dissimulant traitreusement la portée d'un tel système visant très directement les masses travailleuses, elle définit clairement sa position ; et, par la même occasion, le journal qui lui achète de tels propos réaffirme la sienne... si besoin en était.

Le salaire «confortable» de l'ouvrier danois

J'accorderai à la sujette de leurs majestés que la masse d'argent que reçoit un ouvrier danois est certainement supérieure à celle perçue par les ouvriers de nombreux autres pays, à commencer par les natifs du Groënland où leurs atesses sévissent également. Mais, cela posé, il ne faudrait pas perdre de vue que la quantité correspondante de produits que peut se procurer le salarié avec cet argent n'est pas plus importante. En effet, en regardant les prix des marchandises de consommation courante (nourriture et vêtements), on est déjà surpris. Mais jetons ensuite un coup d'œil aux denrées dites de luxe : tabac, vin, alcool, il y a de quoi tomber à la renverse. Quant aux voitures, deux exemples parleront d'eux-mêmes.

— la voiture la plus répandue est la Volkswagen dont le prix est tout simplement multiplié par deux à sa sortie d'Allemagne. Elle est vendue ici l'équivalent de deux millions d'anciens francs ;

— la D.S. 21 coûte 75.000 couronnes, soit près de six millions d'anciens francs !

C. Olsen concède que le contribuable danois est celui qui verse la plus grosse partie de son salaire aux impôts directs, en Europe, mais elle a omis de mentionner les indirects. A ses yeux, ils sont sans doute négligeables.

Cela m'amène à parler de cette propagande qui est faite ici également autour des pays scandinaves :

« Le Danemark c'est le paradis. Partout ailleurs, c'est le désordre, la violence, la misère. »

Voilà ce que l'on tente de faire entrer de gré ou de force dans les esprits. Je pense que quelques exemples illustreront cette affirmation.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Variable, mobile à souhait, il ferait aussi le rêve du gouvernement Chaban. Les ouvriers n'ont en somme qu'à faire le nécessaire pour se trouver là où il faut au moment opportun, être prêts à accepter n'importe quoi. Alors, s'ils savent se montrer dociles, ils auront une chance de rapporter à la maison ce « salaire confortable »... jusqu'au prochain licenciement.

LES SALAIRES

Le « confort » de la mère Olsen est apprécié très différemment selon les rapports offre-demande. Ainsi on peut offrir à l'ouvrier ici 18 couronnes de l'heure, et là 9 couronnes seulement. A lui de suivre le marché du travail comme on suivrait un cirque, s'il veut gagner sa vie.

LA STABILITÉ DE L'EMPLOI

Quand on est renvoyé sous le prétexte qu'il n'y a plus de travail, cela peut être vrai ou faux. En tout cas il n'y a rien à faire contre le fait qu'on n'a plus besoin de vous. Le syndicat fait le mort, et les collègues ont intérêt à montrer qu'ils ne sont pas du côté de celui qui a osé faire valoir son droit aux yeux de son employeur, sinon gare ! Alors on se retourne vers l'aide sociale, en attendant le prochain emploi. L'aide vient, ou ne vient pas. Personnellement, ma femme, Gitte, étant étudiante, je n'ai jamais eu droit au moindre soutien. L'argent est de taille : « Elle pourrait travailler ! »

Pour ceux qui bénéficient du soutien, ils doivent accepter la première proposition d'embauche quelle qu'elle soit, sinon ce soutien leur est ôté. En somme, faire n'importe quoi.

L'APPRENTISSAGE

Dans la plupart des cas le patron déclare assurer lui-même la formation du jeune, ce qui lui permet d'employer

l'apprenti aux besognes les plus dégradantes pendant quelques années, et cela à peu près gratuitement. La seule chance de gagner sa vie, pour un moins de 21 ans, est d'accepter dès le début un emploi de manœuvre. Mais là encore les patrons profitent de sa jeunesse pour pratiquer des abattements de salaire honteux.

LA MALADIE

Tout le monde ne peut se payer le luxe d'une grippe dans un pays où l'hiver est pourtant rigoureux. En effet, la première semaine de maladie n'est pas payée. Huit jours sans argent c'est long. C'est seulement à condition que le malade garde la chambre plus de trois semaines que la première lui est alors payée, selon le barème de la Sécurité sociale.

Pour les femmes, il y a eu de nombreux cas de renvois, surtout dans les supermarchés. Cause : grossesse.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Je cite mon cas : à l'époque où j'avais encore un emploi comme chauffeur routier, je devais assurer personnellement le chargement du camion (les marchandises étant apportées jusqu'à proximité immédiate), que ce soient des centaines de sacs de 50 kg ou d'autres matériels difficilement maniables, avant de reprendre la route souvent dans un état de grande fatigue. Je rappelle que le chauffeur a la responsabilité des marchandises pendant la durée du transport, de leur chargement correct, des accidents qu'elles peuvent causer en cours de route, et enfin de sa circulation en tant qu'usager de la route.

LES VACANCES

7,5 % du salaire sont retenus pour les « congés payés ». L'ouvrier a droit à une semaine en hiver, et 3 semaines en été. Mais pour obtenir cet argent il doit fournir une attestation prouvant qu'il a cessé toute activité rémunératrice (témoignage) pour la période qu'il déclare prendre comme vacances. Selon quoi on lui remettra ses 7,5 %... mais pas avant le 1^{er} mai.

LE STANDING ET LA « MORALE »

Un père de famille doit subvenir aux besoins de son foyer, c'est entendu. Il doit être en mesure, avec ce qu'on veut bien lui laisser de son salaire (je passe sous silence la honteuse question du logement, ce vol autorisé n'étant pas spécifique au pays), de nourrir, habiller ses enfants, leur assurer une éducation, etc., faute de quoi, ceux-ci lui seront immédiatement retirés et confiés à la garde des établissements de la commune.

Tant que le père ne pourra pas prouver qu'il a désormais la possibilité d'assurer à sa famille la sécurité requise, il ne pourra rien contre cet enlèvement.

LES MÈRES CÉLIBATAIRES

Dans un pays qui se réclame avec tant de battage de la libération sexuelle (j'y reviendrai), il est normal que l'on s'occupe du sort de celles que la maternité a mises dans une situation matérielle difficile.

Des pensions ont été créées, de petits appartements mis à la disposition des mères célibataires jusqu'à l'amélioration de leur situation, ou éventuellement jusqu'à leur mariage. Tout cela est parfait, et la morale est sauve. Seulement il faudrait conseiller à ceux qui entonnent alors prématurément « Le joli pays » (hymne danois) de regarder un peu plus au-delà de la porte dorée de ces institutions. En effet, pour la « prévenue », cela commence...

Questionnaires, enquêtes, il ne lui sera laissé aucun répit avant qu'elle n'ait livré le « coupable ». Pardi, la morale coûte cher, et il faut bien trouver celui qui va payer la pension complète ! S'il y a plusieurs prétendants au titre, eh bien, les examens sanguins départageront les ex æquo !

ENFIN LE BOUQUET : LA SACRO-SAINTE NON-VIOLENCE

Naturellement, l'ordre et la propreté étant de règle dans ce paradis, il est inadmissible que des énerguènes, pour diverses raisons viennent de temps à autre troubler la paix publique.

Il faut maintenir le calme, et cela à tout prix !

Sous un tel prétexte, est alors encouragée la répression la plus dure contre telle ou telle action ou tentative d'action. Ainsi, comme partout ailleurs, les grévistes sont des « sauvages » qu'il faut maîtriser au plus tôt. Que des jeunes organisent une manifestation de solidarité avec le peuple vietnamien, et toutes les forces de police s'abattent sur eux avec une violence inouïe. Dans un autre ordre d'idée, les étudiants avaient organisé, à la sortie d'un cinéma, un mouvement de protestation contre le film de John Wayne « les Bérêts verts ». Là encore, la police a rappelé ses meutes fascistes à motos et blousons de cuir (alors spécialisées dans l'attaque des travailleurs étrangers — à domicile ou sur le lieu de travail... ou directement dans la rue !) pour les lancer contre les jeunes désarmés. Un journal avait d'ailleurs saisi l'occasion pour photographier quelques officiers de police déguisés en blousons noirs, casque et croix gammée, maniant la matraque et la barre de fer contre les étudiants. Mais l'affaire disparut bien vite de la première page...

Et puisque j'ai abordé le problème des étrangers, revenons-y un instant. Les étrangers en général, c'est le sujet épineux. Et dans la ligne : « le Danemark c'est mieux que tout », voilà ce que l'on apprend à la population : les Américains sont des machines à guerre, les Russes des sauvages, les Finlandais passent leur temps à se battre au couteau, les Français ont des poils partout et sentent mauvais (propos d'une étudiante de 22 ans), les Italiens viennent pour prendre les filles, et les Turcs... ah ! les Turcs !

Ils viennent gagner de l'argent, l'envoient à leurs familles, et repartent sans payer d'impôts (ces mots datent donc d'avant le 1^{er} janvier 1970).

Cela à un point tel que la réflexion la plus courante à propos du nouveau système de ponction de l'impôt était celle-ci :

« Maintenant ils n'y échapperont plus » — « ils », ce sont les Turcs, la bête noire du siècle. En fait, de la part du contribuable qui se fait voler la plus grande partie de son salaire par l'Etat, cette réaction s'explique, la propagande nationaliste faisant le reste.

Pourtant, revenant à ce problème des impôts, qui aura finalement joué le rôle de signal pour le rassemblement du prolétariat, je voudrais ajouter ce qui suit.

Les travailleurs étrangers, qui n'ont, la plupart du temps, pas pu amener leur famille avec eux, ne bénéficient pas de la détaxation de cette somme dont il a été question plus haut, et la ponction s'effectue donc sur le salaire brut. De plus, et cela s'est produit pour moi simplement parce que l'administration avait tardé à m'envoyer ma carte d'impôt, quiconque n'est pas en possession de cette carte définissant son statut personnel se verra retrancher d'office sur son salaire brut un impôt de 40 % ! Ainsi les étrangers employés à bas prix ne touchent souvent plus que la moitié de leur salaire de misère. Je tenais à signaler ce détail qui sera un facteur d'importance dans la crise qui se noue. Les étrangers dégoûtés s'en vont. L'Allemagne les reçoit.

Mais la réaction ne se fait alors pas attendre.

Nombre de patrons avaient trouvé dans la main-d'œuvre étrangère une force de travail très mobile et peu coûteuse... Ceux-là se retrouvent par contre-coup terriblement touchés. On parle de lock-out. Je ne sais quelle décision prendra le gouvernement à leur égard, mais les étrangers sont tout à coup considérés d'un autre œil.

Mais cela ne s'arrête pas là.

J'ai dit avoir été touché personnellement par la mesure arbitraire des 40 % d'office. Si cela était un cas particulier on pourrait le passer sous silence. Mais il se trouve que nombre d'autres ouvriers danois ou étrangers ont été frappés par cette mesure. Alors, de cas particulier en cas particulier, le mécontentement se mit à grandir, et une intervention fut tentée auprès des officiels, afin de savoir quand et comment il serait désormais possible de récupérer cet argent pris en trop et que les patrons refusent de rendre. Voici ce que répondit par l'intermédiaire du journal « Politiken » du 4 février M. Paabol, contrôleur général des impôts : « Il est exact que les employeurs n'ont pas le droit de rembourser cet argent, ainsi le problème ne pourra se résoudre avant un an », signifiant sans doute par-là que dans un an il serait procédé à une espèce de récapitulation générale. Jusque-là, que chacun se débrouille donc comme il peut parmi tous ces arbitraires !

Mais je n'en ai pas fini avec le chapitre des libertés au pays du jeune Hamlet qui lisait sans doute l'avenir quand il déclarait amèrement du haut de sa tour, contemplant les futurs briseurs de grève d'Elsingor : « Quelque chose est pourri en royaume de Danemark ! »

L'EGLISE

Elle est d'Etat ; donc, le contribuable paie. Le pourcentage n'est pas énorme, mais tout de même d'environ 1 % du salaire de l'année, et c'est donc quelques autres centaines de couronnes qui sortiront annuellement de la bourse du travailleur pour entretenir les parasites mystiques. Naturellement, il est possible de donner en quelque sorte sa démission de l'église, après entretien avec un responsable ; et cela s'est passé pour Gitte, ma femme. En fait personne ne s'y est opposé de front et cela fut assez facile. Mais il se trouve tout à fait par hasard que, se destinant à l'enseignement, elle ne pourra exercer dans bon nombre des écoles puisque l'enseignement de la religion y est obligatoire. Ainsi très rares sont ceux de ses collègues qui l'ont suivie dans cette voie qui ouvre tout simplement sur le chômage.

LA CIRCULATION ROUTIERE ET LA JUSTICE PREVENTIVE

Je passerai rapidement sur le chapitre de la circulation routière qui mérite d'être cité dans ce tour d'horizon, mentionnant au passage un certain article 70 du code qui permet pratiquement le retrait du permis dans n'importe quelle circonstance, pourvu que d'une manière quelconque la conduite du chauffeur soit démontrée comme étant « dangereuse ». L'accident n'est pas nécessaire.

Ainsi la « justice préventive plus que punitive » souhaitée également par le gouvernement français aura déjà elle aussi un goût de réchauffé. Ici, la police a le droit d'arrêter n'importe qui sur la route et de lui faire subir l'alcootest. Si cela est négatif, il y a d'autres solutions : par exemple, faire subir au « patient » un examen portant sur le code de la route, et s'il passe au travers, quoiqu'il soit très aisé de « coller » quelqu'un sur le code, on peut lui faire subir des tests physiques. De toute façon, s'il a été décidé qu'on retirera son permis à un conducteur, on le lui retirera pour une raison ou pour une autre.

A signaler en passant qu'un retrait de permis nécessite,

le délai expiré, de repasser les épreuves — c'est un moyen pour la police d'agir encore à ce moment (sans compter les frais et amendes que cela entraîne).

Le fin du fin a été une campagne pour la dénonciation des chauffards.

Un homme du quartier a été emprisonné sur-le-champ pour un mois, parce qu'une voisine avait prévenu la police qu'il s'appretait à conduire en état d'ivresse.

De même, si lors d'un contrôle routier un véhicule est jugé en mauvais état, on retire immédiatement les plaques minéralogiques et le permis du conducteur.

Quant à l'alcootest lui-même : en cas de réaction positive c'est la prison immédiate et le retrait du permis.

Dans tout cela je ne parle pas des amendes exorbitantes (stationnement interdit : 200 couronnes).

LA LIBERTE DE PRESSE

On ne trouve pas Marx, Engels, Trotsky, Lénine (sauf de rares analyses de leurs écrits par quelques philosophes chrétiens). « C'est trop vieux », me déclarait un jour un libraire. J'ai finalement pu mettre la main sur un vieux « Manifeste du parti communiste ». Plus tard Gitte a découvert (nous habitons alors la province) la librairie communiste de Kobenhavn. Mais naturellement, Trotsky...

Par contre le « porno » marche à plein rendement. Les vitrines des libraires en craquent — romans, magazines — les cinémas font le plein, on ouvre des cabinets spécialisés, on organise des rencontres pour jeunes, pour couples, pour vieux, pour hommes, pour femmes, on organise des expositions comme la « mess sex », on met en vente des appareils dits de massage, enfin tout l'arsenal est déployé pour abrutir la population, canaliser la jeunesse à qui l'on prétend faire trouver la liberté.

Des bandes d'oisifs crasseux, baptisés hyppies, sont parqués dans des taudis qu'on leur abandonne, fermant les yeux sur la déchéance la plus complète dans laquelle

ils vivent là, ou bien traitant calmement devant les caméras de la télévision, entre psychologues et sociologues distingués, du problème de la jeunesse droguée, de la démission des parents devant ce phénomène, de l'homosexualité grandissante ou du suicide, se félicitant peut-être d'être encore bien en deçà du pourcentage accusé par le voisin suédois.

Je voudrais pourtant terminer sur une note d'espoir donnée par la situation actuelle, qui comporte tous les signes annonciateurs d'une période de crise grave.

Au séminarium (équivalent de l'école normale) de Holbæk, à propos de revendications diverses, une action a été entreprise qui a mis à jour des problèmes fondamentaux beaucoup plus graves. Pendant deux semaines 500 élèves instituteurs ont boycotté les cours, montrant ainsi leur volonté d'en finir avec des structures féodales et un enseignement débilitant. Même chose à Aarhus, puis à Kobenhavn, où les professeurs prirent cette fois position du côté des étudiants, et cela pendant que les ouvriers de l'industrie métallurgique montraient qu'ils n'étaient pas prêts à supporter éternellement cette vie démoralisante, suivis dans l'action par les ouvriers des chantiers de construction navale, et beaucoup d'autres encore.

En résumé, malgré le démantèlement organisé de la classe ouvrière, malgré l'ignorance soigneusement entretenue, l'abrutissement dispensé par la presse et la télévision, les travailleurs, puis les étudiants et les enseignants entendent démontrer qu'ils n'acceptent plus cette existence honteuse qu'on leur inflige, et qu'ils sauront, au moment opportun, se retourner contre ceux qui, soucieux seulement de l'accumulation de leurs propres bénéfices, prétendent encore faire accroire au prolétariat danois qu'il doit s'estimer heureux de son sort, appuyant ce « conseil » de ce faux argument que son sort est, parmi ceux des populations des autres pays du monde, le mieux partagé.

UN MILITANT SCANDINAVE.

En vente à la Librairie d'Informations Ouvrières

LES MARXISTES ET L'ETAT

par César CORTE

La théorie marxiste de l'Etat, vérifiée par un siècle d'expérience du mouvement ouvrier international, et confrontée avec ses déformations staliniennes et ses falsifications petites-bourgeoises, reste l'arme irremplaçable de l'avant-garde révolutionnaire.

Supplément à «Etudes Marxistes» n° 9 - Prix : 2,50 F.

PARUTIONS RÉCENTES

en vente à la Librairie d'«Informations Ouvrières»

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis
PARIS (10^e)**

*ou envoyées franco de port contre paiement
au C.C.P. «Informations Ouvrières» Paris 21831-73*

Pierre Broué

LE PRINTEMPS DES PEUPLES COMMENCE A PRAGUE

L'exemplaire 9 F. - par 10: 8 F.

LA REVOLUTION ALLEMANDE (1917-1923)

L'exemplaire 11 F. - par 10: 10 F.

F. De Massot

LA GRÈVE GÉNÉRALE DE MAI-JUIN 1968

L'exemplaire 12 F. - par 10: 11 F.

LE MANIFESTE DE DECEMBRE 1967 DE L'O.C.I.

L'exemplaire 3 F. - par 10: 2,70 F.

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE (1936-1939)

L'exemplaire 12 F. - par 10: 11 F.

L'AGONIE DU CAPITALISME ET LES TACHES DE LA IV^e INTERNATIONALE

*(la mobilisation des masses autour des revendications transitoires
comme préparation à la prise du pouvoir)*

"Programme de Transition"

L'exemplaire 3 F. - par 10: 2,70 F.



LA VÉRITÉ

Organe de l'Organisation trotskyste

(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

MARS 1970

N° 547 - PRIX : 4 F.

56 pages

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire. »

« Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

LÉON TROTSKY.

APRES LE 19^e CONGRES DU P.C.F.

—●—
L'ITALIE

A LA VEILLE D'UNE CRISE REVOLUTIONNAIRE

—●—
**VERS LA 4^e CONFERENCE DU COMITE INTERNATIONAL
POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE**

LA VÉRITÉ

Organe de l'Organisation trotskyste
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

Rédaction et Administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

Sommaire

Aux lecteurs de "La Vérité"	1
Après le 19 ^e Congrès du P.C.F., par François Forge	3
L'Italie à la veille d'une crise révolutionnaire, par Jacques Meyrand ..	8
Le Parti ouvrier révolutionnaire bolivien adhère au Comité international, par Etienne Laurent	14
La crise du « Conseil d'Assistance Economique Mutuel » (Comecon), troi- sième partie, par Michel Varga	18
Quelques tâches de la reconstruction de la IV ^e Internationale, par Sté- phane Just	26
Fonds international Lénine-Trotsky vers la 4 ^e Conférence du Comité inter- national pour la reconstruction de la IV ^e Internationale	33
23 thèses sur la crise et la révolution, par Karel Bartosek	37
A propos des 23 thèses de Karel Bartosek, par J.-C. Simon	43
CORRESPONDANCE DU DANEMARK - Le « paradis scandinave »	51

ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros)	15 Francs
Sous pli clos	20 Francs
Etranger	18 Francs
Le numéro	4 Francs
Abonnement de soutien	20 et 30 Francs

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23

AUX LECTEURS DE "LA VÉRITÉ"

Le Comité central de l'Organisation Trotskyste pour la reconstruction de la IV^e Internationale, lors de sa dernière réunion, vient de prendre toutes les dispositions rédactionnelles en vue d'assurer la parution bimestrielle de « La Vérité », revue du marxisme militant.

Ce numéro est encore un numéro de transition. Notre objectif sera dorénavant d'éditer régulièrement « La Vérité », en particulier comme organe de combat contre toutes les formes de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise.

Avec le régime de l'appropriation privée des moyens de production où le produit du travail de l'homme échappe à son contrôle sous forme de marchandise, où les producteurs, dans le processus de leur travail salarié, reproduisent nécessairement leur ennemi : le capital, la production dans le domaine des idées ne saurait échapper aux lois de la valeur. Les exploités n'accepteraient pas bien longtemps l'exploitation capitaliste si la bourgeoisie n'avait à sa disposition que son appareil d'Etat. Certes, aussi décisifs que soient en dernière analyse, dans la lutte de classes, police, armée, justice et prisons, les seuls moyens de la contrainte ne suffiraient pas à garantir le système de domination de la classe bourgeoise. Il faut encore faire accepter aux exploités la société capitaliste et le régime de la propriété privée comme seule forme de société « rationnelle » et « raisonnable ».

C'est là que la production des marchandises « idéologiques » s'intègre comme branche particulière de la production de marchandises fondée sur la division sociale du travail, c'est-à-dire sur des rapports humains mystifiés.

Les théories néo-capitalistes, celles opposant les prétendues nations prolétaires aux nations capitalistes, le tiermondisme et sa variante gauche, le castrisme, les théories du capitalisme monopoliste d'Etat, l'autogestion, toutes participent de la production de la marchandise « idéologique » dont la fonction consiste à obscurcir, consciemment ou non, la conscience de la seule classe progressive sur laquelle reposent les destinées de l'humanité : le prolétariat.

A moins de reconstruire Dieu et de partir à la recherche d'un monde « idéal », il n'y a d'autres matériaux disponibles que les matériaux du vieux monde pour œuvrer à la reconstruction, par la révolution prolétarienne, d'un monde rationnel où les rapports humains, devenus limpides, ne seront plus mystifiés et mystifiant.

Alors arrive l'immense armée des Sartre, déjà bien dévalué, et des Marcuse dont l'« autorité intellectuelle » s'est encore plus rapidement consumée au feu des illusions de Mai, les Althusser, Ernst Bloch et Lukacs. Tous ceux-là occupent avec éclat des positions non négligeables en tant que producteurs de marchandises idéologiques. Ils doivent faire accepter au prolétariat et à la jeunesse, les uns l'illusion de la solution « individuelle », du salut personnel dans une société divisée en classes, les autres la bureaucratie stalinienne usurpatrice des conquêtes d'Octobre comme « catégorie » relevant du socialisme.

Chacun est à sa place. Lacan et son école, ses disciples et ses critiques parviennent sur le devant de la scène et s'efforcent, en épigones qu'ils sont, d'utiliser l'œuvre libératrice de Freud en vue de

distiller une philosophie de la soumission. Qu'importe, pour ces messieurs, que la propriété privée des moyens de production soit abolie ou qu'elle subsiste, l'aliénation de l'individu ne saurait être surmontée. Philosophie de bien-nantis rejoignant la philosophie du curé pour qui, la nature de l'homme étant éternelle, rien ne saurait modifier l'état de choses existant.

Il ne reste pour ceux qui croient à ces maîtres en mystification que la conquête de « libertés », de la drogue, du sexe et du hippy, opposées à la conquête du pouvoir par le prolétariat, condition de la liberté réelle.

Une longue, séculaire, expérience atteste que l'on peut trahir Marx au nom de Marx. Les sociaux-démocrates s'y sont, comme on le sait, employés avec acharnement. Le stalinisme a élevé à des hauteurs vertigineuses l'œuvre de falsification du marxisme en mobilisant Marx et Lénine contre Lénine et Marx. Mais il revenait à Pablo-Mandel-Frank-Hansen de nous livrer une incroyable mixture où toutes les formes de la capitulation devant l'idéologie tentent de dresser un barrage « trotskyste » contre Trotsky et la IV^e Internationale.

« La Vérité » assurera au nom du marxisme le combat sur tous les fronts de l'idéologie.

Vient de paraître

LE NUMÉRO 1

des

"NOUVELLES ETUDES MARXISTES"

Revue de l'Alliance des étudiants révolutionnaires

Soutenez cette publication marxiste, son effort pour combattre toutes les formes de l'idéologie bourgeoise, et son travail pour l'organisation au compte de la révolution socialiste, des étudiants et des enseignants.

Abonnez-vous

1 an (5 numéros) 17 francs

Le numéro 4 francs

C.C.P. : Claire RIVOAL - La Source 31.272-23

APRÈS LE 19^e CONGRÈS DU P.C.F.

Le 19^e congrès du P.C.F. a-t-il constitué un « événement » ? La question peut paraître surprenante : les assises nationales du plus fort parti ouvrier de France, de l'un des partis communistes les plus puissants du monde, ne sont-elles pas, par la force des choses, un épisode important de l'actualité politique, un élément de l'évolution de la situation politique ? Certes, mais si, par exemple, les congrès du parti bolchevique étaient des « événements », c'est qu'ils étaient créateurs, qu'ils déterminaient la ligne politique en fonction de l'expérience de la lutte de classes et de son développement. De l'élaboration collective de la plus haute instance du parti, de la discussion politique, s'imposait une orientation, se précisaient des acquis théoriques nouveaux. Le congrès n'enregistrait pas une politique définie ailleurs, il était un moment de la construction de l'organisation révolutionnaire.

Les congrès des partis staliniens, à l'inverse, sont sans surprise. Pesantes cérémonies, ils visent seulement à confirmer par un recours à des rites vidés de toute substance la politique déjà définie par l'appareil. Quand il y a surprise, c'est qu'une crise enrayer la machinerie bureaucratique. Ce fut le cas du 20^e congrès du P.C. d'U.R.S.S. où les tensions sociales et politiques en U.R.S.S. à laquelle la bureaucratie dirigeante tentait de répondre par la « déstalinisation » imposèrent le soudain réquisitoire de Krouchtchev contre Staline.

Ce fut le cas du 14^e congrès extraordinaire du parti communiste tchécoslovaque, tenu dans la clandestinité, sous la protection des ouvriers de Prague, au lendemain de l'invasion du territoire tchécoslovaque par les armées du Pacte de Varsovie. L'appareil se disloquait et c'étaient les aspirations, les nécessités politiques du combat des travailleurs pour ressaisir le contrôle des conquêtes sociales qui tendaient à s'exprimer...

Le 19^e congrès du P.C.F. est demeuré une parade, « classique » dans ses formes et terminée dans l'unanimité. Unanimité qui se retrouve, d'ailleurs, dans les commentaires. La « Pravda » du 9 février 1970 est même enthousiaste :

« Le 19^e congrès du P.C.F. a constitué une démonstration éloquente de l'unité idéologique et organisationnelle du parti, du monolithisme qui règne dans ses rangs... L'unanimité des délégués a constitué une réponse digne aux tentatives pitoyables de former un groupe révisionniste. »

Sans doute, pour la « Pravda », la « dignité » à laquelle elle fait allusion a-t-elle été exprimée par le numéro d'abaissement de Louis Aragon...

La presse bourgeoise, de son côté, n'est pas mécontente. « Le Monde », qui, tout au long du congrès, a eu grande tendresse pour la direction du P.C.F. (décrivant par exemple le rapport de Marchais comme une poursuite de la discussion), concluait en parlant de « changement dans la continuité ».

En somme le soulagement est général : comme à Prague, l'ordre a régné à Nanterre. Et comme le constate « Le journal de Genève » : « Le P.C.F. est l'une des plus solides assises du système socio-politique en France. »

Pourtant, si le déroulement du congrès peut amener à penser que le P.C.F. reste un bloc insensible et imperméable aux développements historiques dans lequel il est plongé, un fait a souligné la profondeur de la crise qui mûrit en son sein — et que l'on ne peut isoler de celle de l'appareil stalinien international. Pour la première fois, depuis la « stalinisation » du P.C.F., un membre du Parti, condamné par la direction, prend la parole, non pour s'abîmer dans l'auto-critique, mais pour défendre ses positions...

Ce n'est pas la première fois que le P.C.F., à l'occasion d'un congrès, ouvre une « tribune de discussion », mais traditionnellement elle se limitait à des fioritures sur les thèmes fournis par la ligne de la direction. La « tribune de discussion » du 19^e congrès a amorcé une véritable discussion. Elle commença le 2 janvier 1970 lorsque Roger Garaudy y écrivit pour défendre ses positions. Tout en les édulcorant, il revenait sur les thèses de son livre « Le grand tournant du socialisme » et posait deux questions qui élargissaient le débat : celle de l'attitude du parti vis-à-vis des « événements tchécoslovaques », celle de la

démocratie intérieure, du « *centralisme démocratique* », du droit de tendance.

C'était là un fait sans précédent. Certes, les positions d'ensemble de Garaudy — qui ne fait que pousser jusqu'au bout les implications de la politique suivie par le P.C.F. sur bien des terrains — permettaient aisément à la direction d'apparaître comme la gardienne du marxisme ; et puis, ces mêmes positions maintenaient un *lien* entre lui et l'appareil. Mais on ne peut expliquer la brèche ouverte dans la préparation du congrès par le simple recours à une manœuvre ou par le désir de la direction de s'affubler d'un masque démocratique.

Non, la discussion avec Garaudy et autour de lui, l'incapacité de l'appareil à répondre par de simples mesures administratives ne sont que l'expression de la crise générale qui ravage l'appareil stalinien international et qui tend à sa dislocation.

Dans les mois qui ont suivi la conférence internationale de juin 1969 et précédé le congrès du P.C.F., on a enregistré nombre de signes spectaculaires de cette crise : le P.C. britannique s'est coupé en deux, lors de son congrès, sur la question de la Tchécoslovaquie ; dans le P.C. autrichien c'est une scission de fait ; en Finlande le parti est profondément divisé. Les affrontements politiques ont lieu entre des courants qui entendent tirer des conclusions politiques de l'intervention en Tchécoslovaquie et des éléments « *pro-interventionnistes* » directement soutenus par les dirigeants du Kremlin.

Signes spectaculaires, mais dont l'impact sur la lutte des classes internationale reste relativement limité à cause du faible enracinement de ces partis dans le prolétariat de leur pays.

A l'inverse, dans le cas du P.C.F., du fait de la force de l'appareil, de la solidité de ses liens avec la bureaucratie du Kremlin, ces signes sont limités. Mais ils sont les premières expressions d'une crise qui ne peut être qu'explosive du fait de la place du P.C.F. dans la lutte des classes et de la situation existant en France dans la période qui suit la chute de De Gaulle.

Certes, il existe un autre parti communiste dont la situation, par bien des traits, évoque celle du P.C.F. C'est le parti communiste italien, parti de masse aujourd'hui confronté à de tumultueux bouleversements dans la lutte des classes. Dans ce parti aussi, opèrent les forces qui s'exercent à l'échelle internationale et dans les mêmes directions que partout ailleurs. Le Kremlin a exercé une pression directe sur les dirigeants du P.C. italien pour obtenir l'exclusion des animateurs de « *Il Manifesto* », revue qui tendait à rassembler une gauche, extrêmement confuse, mais remettant en question certains des aspects les plus importants de la politique de collaboration des classes pratiquée par le P.C.I.

Mais la situation du P.C.I. est profondément différente de celle du P.C.F. sur un point essentiel. Depuis

des années, à partir du « *polycentrisme* » prôné par Togliatti, la direction du P.C.I. s'est en quelque sorte adaptée à la crise de l'appareil international du Kremlin dont il est partie intégrante. Elle a modifié la forme de ses liens avec la bureaucratie d'U.R.S.S. sans les remettre en question. Le « *polycentrisme* » n'était pas autre chose que la reconnaissance de « *voies diverses* », non pas « *vers le socialisme* », mais dans la soumission aux intérêts de la bureaucratie qui fonde les partis staliniens comme tels.

Le P.C.F., au contraire, ne dispose pas de cette marge de manœuvre et c'est de plein fouet que l'aggravation de la crise internationale du stalinisme, combinée avec les conséquences du développement de la lutte des classes en France même, vient le frapper.

Il faut, pour avoir un fil conducteur permettant de suivre à travers ses contradictions et ses zigzags la crise de l'appareil international du Kremlin, revenir sur les forces motrices de cette crise.

Elles sont aisées à définir, ce sont la crise internationale de l'impérialisme, la lutte des masses d'un bout à l'autre de la planète.

L'équilibre sur lequel reposait la perpétuation de la domination de la bureaucratie est miné. La marche à la révolution socialiste mondiale remet en cause les conditions d'existence de la couche parasitaire qui, depuis plus de quarante ans, par sa politique, et à travers les appareils des P.C., a constitué la force contre-révolutionnaire décisive au sein du mouvement ouvrier international, relayant et soutenant la social-démocratie comme « *rempart social* » de la domination capitaliste.

La menace mortelle que la révolution prolétarienne fait peser sur la bureaucratie s'exprime en particulier dans l'assaut direct que tendent à lui livrer les masses d'U.R.S.S. et d'Europe de l'Est engagées dans la voie de la révolution politique (c'est-à-dire du renversement de la bureaucratie, de la reprise en main par la dictature du prolétariat, par le gouvernement des conseils, du contrôle des conquêtes sociales léguées par la révolution). Le processus commencé par l'insurrection de Berlin-Est en juin 1953, poursuivi par la glorieuse révolution hongroise des conseils ouvriers a atteint une nouvelle étape par la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, nouvelle étape organiquement reliée à la modification des rapports de force à l'échelle internationale entre les classes fondamentales, manifestée en particulier par la grève générale de mai-juin 1968 en France.

Dans cette situation, pour faire face aux masses qui se dressent contre elle, la bureaucratie du Kremlin est contrainte de s'appuyer encore plus sur l'impérialisme, de collaborer encore plus « *activement* », mais cela dans une période où l'impérialisme est poussé à exiger concession sur concession, à intensifier sa pression et par conséquent à aggraver la crise de la bureaucratie.

Aussi, les tensions insoutenables que subit la bureaucratie creusent des clivages dans ses sommets mêmes, où s'accusent des lignes différentes. Est-ce dire qu'il faudrait chercher une « droite » et une « gauche » au Kremlin ? Non. A propos de la révolution hongroise, Michel Varga écrivait que le plomb bureaucratique tendait à fondre au feu de la révolution. C'est ce processus de dissociation qui s'est amorcé face à la révolution politique en Tchécoslovaquie. Les hésitations, les contradictions manifestes des dirigeants du P.C. d'U.R.S.S. traduisent des orientations différentes quant à la manière de tenter de sortir de l'impasse.

Et c'est à cette réalité que se relie l'opposition plus ou moins clairement formulée de certaines directions des P.C. au Kremlin sur la question tchécoslovaque, les désaccords entre différents P.C. et les divergences qui s'expriment en leur sein.

Non que tous ces phénomènes puissent être expliqués comme une simple projection mécanique de la crise existant au sommet de la bureaucratie russe, mais ils ne peuvent en être séparés. En « désapprouvant » l'invasion de la Tchécoslovaquie, les appareils des différents P.C. n'ont pas rompu leur lien de subordination à la bureaucratie d'U.R.S.S., mais ils ont été amenés, en quelque sorte malgré eux, du fait de la crise de la bureaucratie elle-même, à le remettre en question, à le distendre.

A partir de là, d'inévitables et irréversibles tendances à la dissociation, à la dislocation de l'appareil international du stalinisme comme à l'éclatement de chaque P.C. tendent à se développer. Par la brèche ainsi ouverte, toutes les forces de classe s'engouffrent dans les P.C. Des courants liquidateurs s'affirment qui visent à l'adaptation à leur bourgeoisie. La pression de la lutte et des besoins politiques du prolétariat se réfracte de façon déformée dans les questions que posent les militants.

A différents niveaux d'expression, c'est le sort que connaissent aujourd'hui tous les secteurs de l'appareil international du Kremlin, et le P.C.F. n'y fait pas exception.

A la veille de la seconde guerre mondiale, en octobre 1938, Léon Trotsky écrivait, dans un article intitulé « Après Munich » :

« Pour ce qui est de l'ex-Comintern à proprement parler, sa base sociale a un double caractère : d'une part, il vit des subsides du Kremlin et, en ce sens, le bureaucrate ex-communiste est le frère cadet du bureaucrate soviétique. D'autre part, les différents appareils de l'ex-Comintern puisent aux mêmes sources que la social-démocratie, c'est-à-dire dans les surprofits de l'impérialisme national. La croissance des partis communistes dans les dernières années, leur pénétration dans les rangs de la petite-bourgeoisie, leur installation dans l'appareil étatique, les syndicats, les parlements, les municipalités, etc., a renforcé dans une mesure extraordinaire leur dépendance envers

le Kremlin... Aujourd'hui, on peut prédire avec assurance la venue d'une nouvelle étape. La croissance des antagonismes impérialistes, le rapprochement manifeste du danger de guerre et l'isolement non moins manifeste de l'U.R.S.S. doivent infailliblement renforcer les tendances centrifuges nationales à l'intérieur de l'ex-Comintern. Chacune de ses sections va commencer à déployer une politique patriotique à son propre compte. Staline a réconcilié les partis communistes des "démocraties" impérialistes avec leur bourgeoisie nationale. Cette étape est maintenant dépassée. A partir de maintenant, les "communistes-chauvins" doivent se soucier de leur propre sort dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la "défense de l'U.R.S.S." »

L'issue de la seconde guerre mondiale et la manière dont la lutte des classes se développa après sa conclusion ont pu faire penser que ces affirmations de Trotsky ne correspondaient pas à la réalité et faire oublier la crise intense que provoqua le pacte germano-soviétique. Il n'en est rien. Comme tendance au sein de chaque P.C. c'est un élément récurrent. La pratique opportuniste, l'enracinement dans le cadre et dans les institutions de la domination capitaliste de chaque P.C. constituent la conséquence de leur subordination à la bureaucratie contre-révolutionnaire d'U.R.S.S. mais en même temps elles nourrissent en permanence des forces qui tendent à remettre en cause la stricte subordination au Kremlin au nom de leur « propre sort ».

Cela ne signifie nullement qu'il puisse y avoir une « social-démocratisation » des P.C., ce qui serait supposer qu'il existe aujourd'hui une base sociale et historique à la création de nouveaux partis sociaux-démocrates (ce qui ne veut pas dire que des dirigeants du P.C. rompant avec Moscou ne puissent passer à la social-démocratie), mais souligne les tendances à l'éclatement des P.C.

Aujourd'hui, la crise internationale du stalinisme renforce et libère ces forces. C'est cela qu'exprime dans une certaine mesure Garaudy. Il l'exprime à travers son idéologie scientiste, par les conclusions générales de son livre « Le grand tournant du socialisme », lorsqu'il dit, définissant sa stratégie internationale :

« L'initiative que nous suggérons, sur le plan international, n'est rien d'autre que la coordination planétaire de ces initiatives nationales, et de cette perception du possible, qui seule permet de prendre conscience de la nécessité de changer la règle du jeu, de ne pas croire aux négociations miracles qui régleraient tout sans toucher à leur fondement objectif, mais de s'attaquer au problème réel DONT LA SOLUTION CONDITIONNE LA SOLUTION DE TOUS LES AUTRES (c'est nous qui soulignons) : mettre fin aux différences de niveaux de développement d'où naissent toutes les tensions. »

Si Garaudy abandonne explicitement la perspective de la révolution socialiste internationale pour la

période historique contemporaine, s'il part du postulat qu'il existe toute une période de développement capitaliste fondée sur la « révolution scientifique et technique » (postulat qui sert de base à la thèse de la « démocratie avancée » ; et après tout ce n'est pas Garaudy qui a écrit : « Au point de développement actuel du capitalisme monopoliste d'Etat, l'objectif majeur de la classe ouvrière est de se SUBSTITUER à la bourgeoisie monopoliste A LA TETE DE L'ETAT » mais le très officiel économiste du P.C.F., F. Jourdain), ses positions ne peuvent être limitées à cela. Il semble bien que cet idéologue pétri de stalinisme, qui avait écrit un ouvrage intitulé : *Un réalisme sans rivages*, ait, lorsqu'il eut commencé à rompre avec l'appareil, perdu tout rivage sur lequel se repérer et que, sans boussole, il navigue comme un navire ivre.

C'est pourquoi, indépendamment même de ses propres contradictions et de nécessités tactiques, il tend aussi (bien que ce soit opposé à toutes ses thèses) à exprimer de façon partielle les aspirations des militants du P.C.F.

Ceux-ci ont d'ailleurs tenté de s'emparer de la discussion ouverte « à propos » de Garaudy pour se faire entendre. C'est ce qui a donné à la « tribune de discussion » du congrès son caractère de révélateur politique de la crise qui mûrissait au sein du P.C.F.

C'est essentiellement trois séries de questions qui ont été abordées dans le cadre d'une critique plus ou moins ouvertement formulée de la direction : celle de la Tchécoslovaquie, où de nombreux militants ont souligné qu'il était indispensable que le parti adopte une attitude conséquente par rapport à sa « condamnation » d'août 1968. Celle de la démocratie interne, du centralisme démocratique, aboutissant à la revendication du droit de tendance, c'est-à-dire du droit de défendre et de faire connaître une orientation différente de celle de la direction. Il ne s'agissait là nullement d'un enjeu formel, mais de l'amorce d'une bataille pour une autre politique.

Enfin, la question de la « démocratie avancée » sur laquelle reviennent de nombreux militants tentant de donner un contenu révolutionnaire à cette formule, se rapprochant de la perspective d'un gouvernement ouvrier, posant la question du renversement du capitalisme et de la destruction de son appareil d'Etat.

Riche, la « tribune de discussion » reste pourtant abstraite car, à aucun moment, les questions posées ne sortent de la brume de l'idéologie, ne sont reliées à un bilan de l'activité du P.C.F. dans la lutte des classes, en mai-juin 1968 et depuis.

La seule exception est sans doute la contribution de Fernand Dupuy, ancien membre du bureau politique, député-maire de Choisy, qui pose deux questions précises.

D'une part, il s'étonne que le parti ne se soit pas élevé contre l'exclusion de Soljenitsyne de l'Union

des écrivains et, repoussant l'accusation « d'antisoviétisme », il précise : « En disant ce que nous pensons, dans ce cas précis, que l'exclusion de Soljenitsyne porte atteinte au prestige de l'U.R.S.S., non seulement nous ne nuisons pas à l'U.R.S.S., mais nous la servons. »

Sur un mode mineur, c'est la question clé qui est posée : si la défense des conquêtes de la révolution russe, la fidélité à Octobre, ne s'identifie pas avec l'alignement sur les positions des dirigeants actuels de l'U.R.S.S., mais peut au contraire passer par le combat contre eux, si Soljenitsyne défend « mieux » le socialisme que Brejnev, alors c'est tout le système de justification de la direction du P.C.F. qui s'écroule.

D'autre part, il pose la question de l'appareil permanent, de son hypertrophie, de l'obstacle qu'il représente pour la démocratie interne, du fait qu'il vit replié sur lui-même, sans contacts vivants avec la classe ouvrière. Là aussi, sous des apparences mineures, se masque une question essentielle : quelle est la fonction de l'appareil du parti et, partant, quelle est la nature du parti ?

C'est à partir de l'intervention de Dupuy, d'ailleurs, que la préparation du congrès change d'allure, que l'on passe à la réalisation de « l'unanimité ».

La « tribune de discussion » maintenait la discussion dans la sphère tranquille de l'idéologie et émettait les questions que posaient les militants. Mais même maniée avec soin, elle était dangereuse. Elle reflétait le fait que la direction du P.C.F. était, elle aussi, divisée sur les moyens de répondre à la situation à laquelle elle faisait face.

Le 19^e congrès lui-même fut donc une tentative de reprise en main par l'appareil : de reprise en main, de façon directe, de la direction du P.C.F. par la bureaucratie du Kremlin, de reprise en main des militants par la direction.

Ce congrès où Siqueiros, participant direct de l'attentat contre Trotsky, fut fêté comme un héros, fut placé sous le signe de l'antitrotskyisme. Ce n'est pas un hasard si la première intervention qui suivit le rapport de Marchais, celle d'une déléguée de la Seine-Saint-Denis, fut consacrée à souligner que l'on avait sous-estimé l'importance du trotskysme dans son département.

Ce fut un congrès de la division des rangs ouvriers, de la « chasse aux sorcières » contre tous ceux qui ne se plient pas à la ligne de la direction. Ce fut aussi une démonstration de l'efficacité bureaucratique ; rien de ce qui avait filtré dans la « tribune de discussion » ne reparut à la tribune du congrès. Mai-juin 1968 n'était invoqué que comme une vague toile de fond de la « situation politique », l'invasion de la Tchécoslovaquie se ramenait à une entorse au code de civilité qui doit exister entre « Etats socialistes ». Ces événements majeurs et liés de la lutte des classes internationale dominaient pourtant le congrès et le

définissaient comme un combat d'arrière-garde, comme la tentative désespérée d'un retour au stalinisme.

Certes, le stalinisme peut encore porter des coups terribles à la lutte émancipatrice de la classe ouvrière, mais la période historique que nous vivons, parce qu'elle est celle du combat victorieux pour la révolution socialiste, sera celle de sa destruction.

Le 19^e congrès du P.C.F. a confirmé le rôle tout particulier que jouait l'appareil sélectionné depuis plus de quarante ans qui le dirige : à l'échelle internationale, il est l'un des derniers verrous qui maintiennent encore une certaine cohésion de l'appareil international du Kremlin.

Ce qu'on peut appeler un « raidissement », une ultime tentative de bloquer les processus qui conduisent le stalinisme à sa désintégration finale, s'est marqué plus nettement à Nanterre qu'à la conférence internationale de juin 1969.

Mais ce rôle international, la direction du P.C.F. ne peut le jouer qu'à travers sa fonction à l'échelle nationale : « solide assise » du système comme l'écrit le « Journal de Genève », c'est-à-dire gardien de l'ordre bourgeois. Sa fidélité inconditionnelle à la

« ligne » du Kremlin, réaffirmée avec force par Fajon comme l'axe du 19^e congrès, la soumission aux intérêts contre-révolutionnaires de la bureaucratie d'U.R.S.S., c'est à travers sa pratique de collaboration des classes qu'elle les exprime.

Se pliant aux besoins de la bourgeoisie, l'appareil stalinien ne peut qu'agir pour diviser les rangs ouvriers. La politique suivie à la S.N.C.F., la volonté d'isoler la jeunesse, les actes de violence dans le mouvement ouvrier sont les fruits du 19^e congrès. L'appareil doit avoir recours à la terreur contre les militants d'avant-garde, contre les trotskystes, pour terroriser les militants du P.C.F., pour leur signifier que, en dehors de la soumission à l'appareil, il n'existe pas de perspective.

Au premier rang de la bataille pour le Front unique ouvrier, pour l'indépendance de classe du prolétariat, les militants trotskystes, exprimant — et traduisant en mots d'ordre et en formes d'organisation — les besoins du combat de la classe ouvrière, ouvriront à ces militants la voie du parti révolutionnaire.

F. FORGUE.

SAMIZDAT I

LA VOIX DE L'OPPOSITION COMMUNISTE EN U.R.S.S.

**Le programme de la IV^e Internationale
émerge peu à peu dans la conscience et l'action
de la nouvelle opposition communiste.**

L'exemplaire : 20 francs - par 10 : 18 francs

En vente à la Librairie d'« Informations Ouvrières »

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, PARIS (10^e)

C.C.P. Informations Ouvrières 21831-73 Paris

L'ITALIE

A LA VEILLE D'UNE CRISE REVOLUTIONNAIRE

Lorsqu'on examine la statistique des grèves en Europe occidentale, du moins celle établie par la C.E.E., on s'aperçoit que, tandis que la France atteint en général un chiffre inférieur à 10 millions d'heures de grève, l'Italie connaît un niveau de 40 à 60 millions d'heures de grève par an. Certes, cette « moyenne » ne rend pas compte des « bonds en avant » de la lutte de classes, comme par exemple celui de mai-juin 1968 en France. Mais elle est déjà significative de la réalité des convulsions sociales permanentes qui déchirent l'Italie depuis quelques années, et surtout depuis 1968.

Ce qui caractérise les luttes de la classe ouvrière en France — et c'est là un trait traditionnel du prolétariat français — c'est l'élan de la classe ou de secteurs décisifs de la classe qui entrent périodiquement dans le combat. Ainsi, en août 1953, grève générale de quatre millions de travailleurs de la fonction publique. En 1955-1956, nouvelle vague de grèves de certains secteurs de la classe ouvrière, notamment la métallurgie. En mars 1963, grève des mineurs pendant un mois. En mai-juin 1968, c'est toute la classe ouvrière qui débrye pendant plusieurs semaines.

En Italie, par contre, il n'est pas de mois ni de semaine sans que des couches importantes de travailleurs de toutes catégories ne cessent le travail. Après la vague de 1962-1963, la période 1963-1968 est ainsi marquée par une agitation permanente, par une série ininterrompue d'escarmouches entre le capital et le travail dans toute la péninsule. Cette agitation passe à un niveau supérieur à partir de l'année 1968 qui voit, à l'échelle de toute l'Europe et du monde entier, l'amorce d'une puissante lame de fond du prolétariat international qui caractérise la situation mondiale d'aujourd'hui dans son ensemble : celle de l'imminence de la révolution prolétarienne.

La situation italienne présente ainsi l'image d'un certain « chaos ». Mais c'est aussi l'un des caractères de la situation française comme du développement contradictoire de la lutte de classes à l'échelle internationale. Tant que l'Internationale révolutionnaire, la IV^e Internationale, et ses sections nationales dans tous les pays ne seront pas à même de résoudre la crise de la direction révolutionnaire, les luttes de classes intenses d'aujourd'hui revêtiront cet aspect chaotique.

Mais ce « chaos » lui-même n'est pas exempt d'un certain ordre. Certes, il manque encore à la classe ouvrière internationale une direction révolutionnaire, mais le mouvement autonome des masses, s'il cherche confusément les voies de la conscience, n'en reste pas moins porteur d'un ordre nouveau, l'ordre de la société socialiste, qui ne demande qu'à succéder au régime pourrissant de l'impérialisme. Car, dans tous les pays, la classe ouvrière combat dans les cadres que sa lutte de classe antérieure a édifiés. Elle tente, malgré la trahison des appareils stalinien et réformistes, de faire jouer à ses organisations syndicales et politiques le rôle que ces organisations devraient jouer.

Ainsi en France, c'est la manifestation unitaire d'un million de travailleurs à Paris le 13 mai 1968 qui a modifié radicalement la situation entre les classes. Contre les sommets

bureaucratiques et contre-révolutionnaires, le prolétariat français a imposé le Front unique des organisations. Après le 13 mai, une nouvelle période s'ouvrait dans la lutte des classes en France.

En Italie, les travailleurs ont mené le même combat pour réaliser l'unité des organisations contre la bourgeoisie. C'est le 14 novembre 1968 qu'une grève générale est déclenchée après l'assassinat de deux ouvriers agricoles siciliens par la police. Depuis cette grève, il n'y a pas eu une semaine sans qu'une catégorie ou une autre de travailleurs, métallurgistes, fonctionnaires, travailleurs des transports, enseignants, étudiants, ne prennent part à des combats de plus en plus amples.

Presque un an plus tard, jour pour jour, le 19 novembre 1969, une seconde grève générale entraînant 20 millions de travailleurs des villes et des campagnes hisse le mouvement des masses à un niveau encore jamais atteint. Cette grève permet d'obtenir la levée des sanctions infligées à de nombreux militants syndicaux (plus de 200 à la Fiat notamment), ressoude la combativité ouvrière et ouvre une voie à la cohésion de tout le prolétariat et des couches petites-bourgeoises qui entrent en mouvement.

Après novembre 1969, grâce aux attentats retentissants de Rome et de Milan contre des banques, et les arrestations de nombreux militants (particulièrement celles des militants anarchistes et maoïstes qui s'ensuivent), la bourgeoisie espère en finir avec « l'agitation ». Les luttes menées parallèlement tout au long de l'« automne chaud » pour le renouvellement des conventions collectives se concluent à la fois par des succès importants et par une contre-offensive de la bourgeoisie contre les militants et les cadres organisateurs de la classe ouvrière italienne, poursuivis par milliers. Le 7 février 1970 une nouvelle grève générale de 2 heures contre la répression a eu lieu, mobilisant encore une fois plusieurs millions de travailleurs, qui ont imposé l'unité de leurs trois centrales syndicales, la C.G.I.L., contrôlée à la fois par l'appareil stalinien et la social-démocratie, l'U.I.L. réformiste et la C.I.S.L. sous le contrôle de l'appareil de la démocratie chrétienne.

De même que mai-juin 1968 a représenté le premier grand affrontement de classes en France et a inauguré une période où la classe ouvrière a repris l'initiative et ne peut qu'inévitablement s'engager dans des mouvements de classe de plus en plus larges, de même, en Italie, les mille ruisseaux de la lutte des classes caractérisent une situation où « ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant » et « ceux d'en bas ne veulent plus » des anciennes conditions de l'exploitation.

Toute la bourgeoisie mondiale, rejointe en cela d'ailleurs par les gauchistes de toute nuance, a parlé d'une « situation de mai rampant » en Italie depuis un an. Cette expression, qui n'explique rien, entretient au contraire deux sortes de confusion.

L'une qui consiste à croire que la grève générale (le « mai » français) serait la panacée de la lutte des classes et la solution révolutionnaire de toutes les questions. Or,

précisément, mai-juin 68 qui fut, selon l'expression de Trotsky à propos de juin 36, « le début classique de la révolution » n'a pas suffi. Ce n'est pas la grève générale, à elle seule, qui peut ouvrir une situation révolutionnaire, mais les conditions politiques du combat que mène la classe ouvrière. Le « mai rampant » italien implique également l'idée d'un incendie couvant sous la cendre... C'est au contraire au grand jour que se développe l'action de la classe ouvrière. A travers des luttes multiples, en dépit des obstacles dressés par les appareils qui pactisent avec la bourgeoisie, elle cherche et dégage les voies d'une issue victorieuse.

Si l'on veut chercher un terme de comparaison, c'est bien plutôt à la forme prise par la grève générale de 1905 en Russie et déagée par Rosa Luxembourg dans « Grève générale, parti et syndicats » qu'il faut se référer :

« La grève de masse telle que nous la montre la révolution russe est un phénomène si mouvant qu'il reflète en lui toutes les phases de la lutte politique et économique, tous les stades et tous les moments de la révolution. Son champ d'application, sa force d'action, les facteurs de son déclenchement se transforment continuellement. Elle ouvre soudain à la révolution de vastes perspectives nouvelles au moment où celle-ci semblait engagée dans une impasse. Et elle refuse de fonctionner au moment où l'on croit pouvoir compter sur elle en toute sécurité. Tantôt la vague du mouvement envahit tout l'Empire. Tantôt elle se divise en un réseau infini de minces ruisseaux ; tantôt elle jaillit du sol comme une source vive, tantôt elle se

perd dans la terre. Grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, luttes revendicatives pacifiques ou batailles de rue, combats de barricades — toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre : c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants. Et la loi du mouvement de ces phénomènes apparaît clairement : elle ne réside pas dans la grève de masse elle-même, dans ses particularités techniques, mais dans le rapport des forces politiques et sociales de la révolution. La grève de masse est simplement la forme prise par la lutte révolutionnaire et tout décalage dans le rapport des forces aux prises, dans le développement du parti et la division des classes, dans la position de la contre-révolution, tout cela influe immédiatement sur l'action de la grève par mille chemins invisibles et incontrôlables. Cependant l'action de la grève elle-même ne s'arrête pratiquement pas un seul instant. Elle ne fait que revêtir d'autres formes, que modifier son extension, ses effets. Elle est la pulsation vivante de la révolution et en même temps son moteur le plus puissant. En un mot : la grève de masse, comme la révolution russe nous en offre le modèle, n'est pas un moyen ingénieux inventé pour renforcer l'effet de la lutte prolétarienne, mais elle est le mouvement même de la masse prolétarienne, la force de manifestation de la lutte prolétarienne au cours de la révolution (1). »

La situation économique en Italie

Plus encore que la bourgeoisie française, la bourgeoisie italienne est confrontée à la crise fondamentale du régime capitaliste. Dès les années 60 on compte 1 million et demi de chômeurs recensés en Italie. Chaque année, ce sont des centaines de milliers d'ouvriers agricoles et de petits paysans du Sud qui sont jetés sans qualification sur le marché du travail, contraints de s'exiler dans le Nord industriel ou à l'étranger.

Pour cacher cette plaie de son régime en Italie, la bourgeoisie mondiale a inventé la fable du « miracle italien ». Elle a simplement oublié de dire que ce « miracle » représente tout juste la survie du régime capitaliste dans ce pays qui échappa de justesse à la révolution prolétarienne, en 1943. Les conséquences du maintien de la bourgeoisie italienne grâce à l'aide, comme en France, principalement du puissant parti stalinien, c'est précisément ce chômage massif, l'appauvrissement permanent du Sud, la surexploitation de la classe ouvrière et de la jeunesse, la décomposition sociale.

Mais la bourgeoisie se lamente aujourd'hui, alors même que la période de reconstruction de l'économie est terminée depuis longtemps et que la crise générale du système capitaliste menace d'effondrement l'édifice mondial de l'impérialisme, de la fin du « miracle italien ».

« L'Usine nouvelle » du 20 novembre 1969 tire ainsi le bilan de la situation économique en Italie :

« Jusqu'ici le « souffle » de l'économie italienne était puissant. Après la récession brutale et provoquée des années 1964-1965, le mouvement d'expansion avait repris sa course et s'est poursuivi sans désemparer en 1966 et 1967, d'abord sous l'effet d'une vive demande étrangère, ensuite avec le soutien progressivement affermi de la demande intérieure (...).

Malgré ces résultats brillants, des nuages de plus en plus épais flottent sur le ciel italien. Les observateurs en décèlent au moins quatre : la situation du marché du travail ; la course des salaires ; la nervosité des prix et la fuite des capitaux.

On peut s'étonner que, avec une expansion aussi vive et régulière, l'état de l'emploi ne se redresse pas plus vigoureusement. L'été dernier, on comptait encore 650.000 chômeurs dénombrés officiellement, et l'on sait que les

statistiques se situent bien en deçà de la réalité. Cela représente 3,1 % de la population active contre 3,5 %, il y a quelques années (...).

Ce volant de chômeurs avait contribué, jusqu'au printemps dernier, à modérer la courbe des salaires. Mais celle-ci s'est redressée brusquement sous l'action conjuguée de trois facteurs :

— l'application des premières étapes de la suppression progressive de zones de salaires ;

— le renouvellement des conventions collectives dans des branches très importantes ;

— l'accentuation de la pression sociale, syndicats et parti communiste étant amenés à reprendre en main leurs troupes afin de ne pas être débordés par les groupuscules gauchistes.

Cette accélération du mouvement des salaires a été renforcée par le jeu de l'échelle mobile, qui infuse au corps économique une certaine rigidité.

Toujours est-il que l'envolée des salaires est inscrite dans les faits. De 4 % en moyenne pour les rémunérations horaires, la hausse est passée à 8,2 % entre juillet 1968 et juillet dernier. Il est probable qu'on atteindra 10 % cette année, ce qui représente avec les charges sociales un alourdissement des coûts salariaux voisin de 14 %.

Semblable évolution ne pouvait manquer d'influer sur le niveau des prix. Celui-ci était jusqu'alors resté assez stable : + 1,8 % en 1968. Mais durant le premier trimestre de cette année, par rapport à la même période de l'an dernier, on enregistrait déjà une hausse de 1,5 %. A partir de juillet, l'avance des prix s'est accélérée prenant le rythme annuel de 3,5 %. Au moins pour un temps, l'économie italienne ne bénéficie plus de l'avantage qui était le sien, de la progression des prix la plus faible en Europe.

Le quatrième nuage, c'est la fuite des capitaux. On n'en connaît pas le montant exact, mais on sait que les sorties

(1) Rosa Luxembourg, « Œuvres I, Grève de masses, parti et syndicats » (1906), petite coll. Maspero, pp. 127-128.

sont assez importantes. Pour le premier semestre, le déficit de la balance des paiements a atteint 560 milliards de devises contre un léger excédent un an auparavant. Plus des trois quarts en seraient imputables aux sorties de capitaux. La situation s'était quelque peu améliorée en juillet et août mais il n'est pas sûr que ce mieux ait persisté ensuite en raison des événements politiques et sociaux.»

Cette longue citation résume assez bien l'impasse économique dans laquelle se trouve la classe dominante en Italie. Ajoutons à ce tableau que la crise «monétaire» internationale, qui n'est que le reflet de la crise économique de l'impérialisme, menace également la lire de dévaluation après d'ailleurs qu'en novembre 68, au moment de la crise du franc, la bourgeoisie italienne eut envisagée une réévaluation de la lire.

Mais ce qui effraie le plus le patronat, c'est que la vague de luttes ouvrières incessantes ne lui permet pas d'imposer son diktat économique à la classe ouvrière. C'est bien contre les augmentations de salaires, les conventions collectives, les organisations elles-mêmes que s'élèvent «l'Usine nouvelle» et toute la bourgeoisie.

La classe dominante a parfaitement conscience que, pour faire face à la concurrence internationale, elle doit surmonter sa crise politique. Mais c'est précisément ce qui lui interdit le développement de la situation actuelle. Rien n'est joué encore, et déjà la bourgeoisie internationale pense à l'avenir lointain, celui où elle pourrait venir enfin à bout, définitivement, du prolétariat italien. C'est ainsi que ce même numéro de «l'Usine nouvelle» que nous avons cité conclut :

«En effet, l'avenir politique italien paraît bouché pour le moment. Le parti social-démocrate qui gouverne seul depuis juin, est secoué par des désaccords internes et s'appuie

sur une majorité parlementaire faible et fragile. Tout se reposera au printemps lors des élections provinciales. A ce moment-là, trois solutions se présenteront : ou la reconstitution (peu probable) de la coalition du centre-gauche, c'est-à-dire de la démocratie chrétienne et des socialistes, ou le Front populaire avec l'entrée des communistes au gouvernement ; ou une crise de régime et l'arrivée, comme disent certains, des «colonels».»

En réalité, si la bourgeoisie envisage déjà un retour au fascisme pour sauver le régime du profit, alors même que les bases pour une solution antiouvrière n'existent pas encore en Italie, c'est qu'elle est prise d'angoisse devant la dégradation d'une situation qui tend à mettre ce pays au bord de la révolution. Une aile de la bourgeoisie est favorable à l'entrée des stalinien dans le gouvernement pour juguler précisément la révolution imminente, pour prévenir une situation qui risque de devenir assez rapidement de type prérévolutionnaire ou même ouvertement révolutionnaire. Une autre fraction de la bourgeoisie a conscience que l'entrée des stalinien dans le gouvernement peut aussi représenter pour les masses le signal d'un décuplement de leur offensive et menacer encore plus gravement le fragile équilibre actuel. C'est pourquoi la démocratie officielle, en Italie, tente désespérément, sans pourtant y croire elle-même, de reconstituer le gouvernement de centre-gauche (de coalition entre les deux partis bourgeois, la démocratie chrétienne et les républicains, et les deux partis d'origine ouvrière, le parti social-démocrate et le parti socialiste) qui a éclaté en juillet 1969.

Son impuissance politique traduit une situation qui a vu un regroupement des forces de classes dans ce pays. Aussi est-ce au sein du mouvement ouvrier que réside aujourd'hui la clé de la situation italienne, dont il nous faut maintenant analyser l'évolution depuis deux ans.

Le regroupement des forces de classes

Ce qui caractérise la situation italienne, c'est la polarisation de plus en plus accentuée des forces de classes. Plus rapidement que dans d'autres pays (bien qu'en France également l'affrontement soit inévitable) les deux classes ennemies ont croisé le fer. En Italie, on peut dire que, depuis 1968, l'affrontement est permanent. Un nouveau dispositif des forces de classes en présence s'est mis en place. Tant que l'une des deux classes fondamentales en lutte, la bourgeoisie et le prolétariat, n'aura pas vaincu définitivement, la société italienne ne connaîtra pas de stabilité.

Rappelons que la chute du fascisme en août 1943 puis la fondation de la république bourgeoise ont été accompagnées d'une mobilisation révolutionnaire du prolétariat italien que le stalinisme fit rentrer, comme en France et en Allemagne, dans le rang. Mais à l'époque de l'impérialisme, la république, produit d'une révolution manquée, ne peut plus être assurée d'un long avenir. Tout grand mouvement de classe remet en question, non seulement l'équilibre gouvernemental, mais la force républicaine bourgeoise du gouvernement lui-même.

Ainsi la vague de luttes des années 1962-1963 montre que la classe ouvrière regroupe ses forces pour l'affrontement. La puissance des luttes fait que, en deux ans, les salaires industriels augmentent de près de 30%. A Turin, en juillet 1962, c'est l'émeute de Place Statuto, l'affrontement entre les ouvriers de la Fiat et l'Etat bourgeois, un affrontement bref mais dur. Pendant cinq ans, les appareils vont parvenir à canaliser les luttes de classes dans un calme relatif. Le régime gaulliste qui a subi l'épreuve de la grève des mineurs de mars 1963 garantit la stabilité bourgeoise de toute l'Europe.

Mais tout change en 1968. En Italie, comme en Allemagne et en France, comme à l'est de l'Europe, une nouvelle vague prolétarienne d'une puissance inouïe et qui n'a pas encore donné tous ses effets est annoncée par la radicalisation du mouvement étudiant. Dès juin 1968, de grandes luttes se déroulent à la Pirelli, trust italien du caoutchouc. En 1969,

c'est Fiat qui entre dans la lutte. Après la chute de De Gaulle, l'ordre européen vacille, la classe ouvrière italienne tout entière entre dans une sorte de grève générale permanente, faite de mille et un ruisseaux, culminant le 19 novembre 1969, lors de l'«automne chaud».

Parallèlement, la lame de fond prolétarienne a été annoncée et est rejointe par la radicalisation des masses paysannes du Sud, de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes. En avril 1969, c'est l'émeute de Battipaglia, petite ville du sud de Salerne où sévit le chômage. La police tire, faisant deux morts et une centaine de blessés.

Pendant toute cette période (fin 1968-1969), grèves, manifestations d'ouvriers, de paysans, d'étudiants, occupations d'usines et de facultés se succèdent sans interruption. Ouvriers, paysans, étudiants saisissent toutes les occasions d'engager le combat. Certains mouvements, comme ceux déclenchés en novembre 1968 dans les usines du grand trust Pirelli (20.000 ouvriers à Turin et à Milan), à Etidiana, à Marzotto, ont été véritablement exemplaires par la ténacité, le haut degré d'organisation des travailleurs, le contrôle qu'ils avaient de leur propre mouvement et la démocratie ouvrière imposée aux dirigeants. Partout les patrons doivent céder du terrain. Les accords signés en 1969 sont, presque sans exception, des victoires ouvrières.

Dès la «rentrée» 1969-1970 la combativité des travailleurs italiens ne fit que s'amplifier. Dans une situation d'impuissance gouvernementale concrétisée par l'éclatement de la social-démocratie entraînant une crise gouvernementale prolongée, la question du renouvellement des conventions collectives, pour la plupart des corporations ouvrières des villes, pour les ouvriers agricoles, pour les fonctionnaires, se trouvait au centre de la lutte des travailleurs. Mais, comme en avril 1969, des événements graves, l'émeute de toute la population du village de l'Italie du Sud, Caserte, et les attentats à la bombe commis le 17 novembre 1969 contre les banques à Milan et à Rome, donnaient à «l'automne chaud» italien une coloration de guerre civile. Plus exactement, devant son

impuissance politique, la bourgeoisie, par ses provocations répétées, tentait d'instaurer un climat de guerre civile pour reprendre désespérément, dans la lutte de classes, une initiative qu'elle semble, pour toute la période qui s'ouvre, avoir définitivement perdue.

C'est précisément parce que la puissante grève générale de vingt millions de travailleurs du 19 novembre 1969 pouvait déboucher, pour peu que le Front unique ouvrier soit déployé en Italie — sur une situation prérévolutionnaire, que la bourgeoisie en panique, a tenté de briser le front ouvrier par tous les moyens. D'une part, en engageant une vaste campagne de répression contre des centaines de militants syndicaux dans tout le pays, d'autre part, par la provocation délibérée que représentent les attentats de Rome et de Milan du 12 décembre.

Immédiatement après ces attentats meurtriers qui ont fait 15 morts, le gouvernement a engagé la répression la plus énergique contre les groupes révolutionnaires, anarchistes et pro-chinois. On sait dans quelles circonstances mystérieuses le militant anarchiste Pinelli a été défenestré et toute la presse bourgeoise italienne ne cache pas qu'il s'agit du meurtre de Pinelli par la police.

La répression frappe toutes les organisations se réclamant de la révolution. Saisie de journaux, procès intentés aux militants, arrestations arbitraires, licenciements de militants syndicaux, tel est le lot de centaines de travailleurs et de jeunes en Italie. Cette question est précisément l'une de celles sur lesquelles achoppent les partis de la «majorité» de centre-gauche qui ne parvient pas à se reconstituer, notamment parce que le parti socialiste pose comme préalable à la coalition socialistes-démocratie chrétienne-républicains la question de la levée des sanctions pour faits de grève dans la dernière période.

Mais c'est précisément ce que les partis bourgeois au pouvoir n'accorderont jamais à la social-démocratie qui marchandent avec eux les libertés, droits et garanties de la classe ouvrière italienne. La seule possibilité de faire lever les sanctions innombrables qui frappent les militants, c'est d'œuvrer à la réalisation du Front unique de défense des libertés démocratiques.

Or, précisément, les appareils syndicaux entonnent la même musique que l'appareil social-démocrate du P.C.I. sur cette question, comme si toutes les organisations ouvrières, conscientes de l'extrême fragilité de l'ordre bourgeois, n'osaient lever le petit doigt, de peur de remettre radicalement cet ordre en cause, de peur d'unifier en un seul bloc les masses immenses qui sont entrées depuis des mois en mouvement. Début janvier, si les trois centrales syndicales se mettent d'accord pour lutter contre la répression, c'est seulement en appelant à la compréhension de la bourgeoisie (en envoyant un télégramme et demandant une entrevue à Rumor, chef du gouvernement démocrate-chrétien), et non à la mobilisation des masses.

Il faut pourtant apporter une solution à l'instabilité de plus en plus grande de la situation italienne. Il est clair qu'à terme, dans ce pays (toute la presse bourgeoise internationale le dit d'ailleurs), une telle stabilité ne peut être trouvée que de deux manières totalement opposées : ou la victoire de la classe ouvrière, ou la victoire de la bourgeoisie détruisant les organisations ouvrières. Fascisme ou communisme, telle est, une fois de plus, l'alternative historique qui est posée à la crise de la société bourgeoise en Italie.

Or toute la politique du parti communiste italien qui proclame 1,5 million d'adhérents consiste précisément à tourner le dos à la perspective d'une victoire prochaine de la révolution prolétarienne en Italie.

Depuis des mois, la bourgeoisie italienne envisage de plus en plus ouvertement la participation au pouvoir du P.C.I., c'est-à-dire un gouvernement bourgeois où siègeraient des ministres « communistes ».

L'impérialisme international discute également de cette « solution » avec intérêt. Ainsi, le « Times », le quotidien de la grande bourgeoisie anglaise, écrit le 7 août 1969 :

« Les coalitions peuvent parfois être une source de force... Le salut politique de l'Italie réside à long terme dans la réintégration du parti communiste dans la vie nationale. »

La réserve de l'impérialisme britannique qu'indique la nuance « à long terme » signifie simplement que l'entrée immédiate des ministres stalinien au gouvernement en faillite, dans la situation actuelle où les masses développent un puissant mouvement, pourrait avoir des effets radicalement inverses, c'est-à-dire ouvrir une crise révolutionnaire au lieu de stabiliser la situation.

C'est donc vers une solution de « front populaire », après des élections législatives (la question de la dissolution anticipée de la Chambre d'impuissance actuelle est, elle aussi, repoussée sine die, il faut d'abord enrayer le mouvement des masses), que s'oriente la bourgeoisie italienne, avec l'accord de l'impérialisme international. Telle est également la position des dirigeants du P.C.I., dont un membre du bureau politique, Pajetta, déclarait à « L'Express » en novembre 1969 :

« A long terme, nous posons le problème d'une participation communiste gouvernementale. Pour l'instant, c'est irréaliste. Aussi demandons-nous la constitution d'un gouvernement qui aurait notre appui chaque fois qu'il aurait besoin de résoudre les questions urgentes qui se posent au pays : démocratie dans les usines, réformes universitaires, judiciaire, de la Sécurité sociale, problèmes communaux, etc. »

Cette déclaration était faite à la veille de la grève générale de Front unique du 19 novembre. Au lendemain de cette grève, Luigi Longo, le secrétaire général du P.C.I., écrit dans « Rinascita » :

« Il est nécessaire de mettre fin totalement et pour toujours à toute discrimination anticommuniste, d'abandonner l'idée que l'on ne peut ni travailler ni collaborer avec les communistes. On ne peut plus contester le droit inaliénable de la classe ouvrière et du parti communiste à avoir dans la direction politique du pays le poids déterminant et la place qui leur reviennent. »

La question de savoir si la bourgeoisie se résoudra dans un avenir plus ou moins immédiat à faire entrer les stalinien au gouvernement est secondaire. Il est d'ailleurs clair, devant les tentatives, de plus en plus éperdues, du gouvernement fantôme Rumor pour reconstituer le centre-gauche, que la bourgeoisie n'est pas prête à précipiter les rythmes dans ce domaine. Les stalinien non plus, d'ailleurs. Ce qui importe du point de vue des intérêts de classe du prolétariat est de savoir où peut entraîner une telle formule gouvernementale.

« Le Monde » du 16 décembre, qui est, comme le gouvernement Rumor, un instrument du Vatican, posait la question :

« Reste l'hypothèse d'une entrée des communistes dans une majorité parlementaire où le P.C. serait l'appoint indispensable. » Et l'organe officieux de la bourgeoisie de poursuivre : « Le P.C.I. au gouvernement poserait pour condition la sortie de l'Italie du pacte atlantique (...) Un gouvernement fortement influencé par le P.C.I. aurait-il plus de chances de s'installer à Rome que n'en eut à Prague un pouvoir accusé de faire le jeu de l'Occident ? Pour se défendre, la démocratie libérale compterait sur des « forces amies et alliées ». »

« Le Monde » ne fait ici que souligner l'impossibilité pour un gouvernement de collaboration de classes, un gouvernement bourgeois d'union nationale, de régler aucun des grands problèmes de la société bourgeoise entrée en convulsion.

L'entrée des stalinien au gouvernement de la bourgeoisie serait, en dépit de la politique des dirigeants du P.C.I., explosive. En 1936, en France, la victoire électorale du « front populaire » a été suivie par la grève générale de juin 36. Elle représenterait un « appel d'air » pour le mouvement des masses et c'est un risque que tous — y compris les dirigeants du P.C.I. — aimeraient éviter.

D'autre part, elle tendrait à empêcher la classe ouvrière italienne de réaliser son unité de classe sur la ligne de son indépendance politique l'opposant à l'Etat bourgeois ; elle empêcherait les masses de se préparer à l'accomplissement de leurs tâches historiques. Elle risquerait dans cette mesure d'être le prologue de la défaite ouvrière en permettant à la réaction de se regrouper. Il en a été ainsi, dans l'histoire, de tous les « fronts populaires ».

La crise de l'appareil stalinien en Italie

C'est dans ce contexte et dans le cadre même de la crise internationale de l'appareil du stalinisme, consécutive à l'intervention armée du Kremlin contre les masses en Tchécoslovaquie, que la crise du P.C.I. connaît de nouveaux développements. Depuis déjà quelques mois, toute une aile du P.C.I., dirigée par des membres connus du Comité central, tels que Luigi Pintor, ancien directeur de l'Unità, Rossana Rossanda et Natoli, ancien secrétaire à l'organisation, s'est regroupée autour d'un organe de tendance, « **II Manifesto** », qui pose un certain nombre de problèmes touchant à la politique officielle du P.C.I. et exige un débat de fond dans le parti sur ces questions.

On aurait pu croire un moment que le P.C.I., que d'aucuns qualifient de parti « libéral », allait permettre cette discussion lorsque Enrico Berlinguer, représentant du « centre » du parti, déclarait, le 17 octobre, devant le Comité central que l'orientation d'« **II Manifesto** » ferait l'objet dans tout le parti d'un « **débat de masse, ample et démocratique, serin quant à la tournure, et politiquement clair quant au fond** ». Un mois à peine après que se fut engagée cette discussion qui contenait beaucoup de dangers pour la politique de l'appareil du P.C.I., la direction jetait son faux masque de « libéralisme » pour exclure sans appel les militants animateurs de la revue « **II Manifesto** ». La preuve était une fois de plus faite que l'on ne peut pas redresser un parti stalinien. On ne peut que le détruire.

C'est précisément cette question de la construction d'un véritable parti communiste en Italie que pose l'activité des militants regroupés autour de « **II Manifesto** », même si ces militants n'en ont encore que confusément conscience.

Il faut noter que cette crise de l'appareil du P.C.I., obligé de se débarrasser de trois membres éminents de son Comité central, suivis par cinq députés du parti, se conjugue avec une autre crise au sein des groupes se réclamant de la révolution socialiste, à savoir des courants centristes, et plus particulièrement du courant pabliste. Le développement implacable de la lutte de classes en Italie ne s'en prend pas seulement au monolithisme de l'appareil stalinien, mais également à l'inconsistance politique des groupes centristes. C'est ainsi que la décomposition du pabliste en Italie s'est accomplie, depuis deux ans, d'une façon quasi totale. Les « flancs-gardes » du stalinisme montrent dans leur déroute l'image de ce que sera demain le stalinisme, pour autant qu'une force révolutionnaire luttant pour la construction d'un véritable parti communiste en Italie se constitue et rassemble l'avant-garde ouvrière aujourd'hui dispersée dans ce pays.

Nous aborderons plus loin les conséquences de la décomposition du pabliste en Italie. Mais c'est dans une telle situation que se dégage du P.C.I. l'équipe de « **II Manifesto** » avec laquelle « **Informations Ouvrières** » a engagé la discussion (1).

Les militants regroupés autour de « **II Manifesto** » posent en effet la question de la nécessaire construction d'un nouveau parti communiste, d'un parti révolutionnaire. Dans l'éditorial de leur numéro 7 (décembre 1969), ils écrivent en effet, sous le titre : **Pour la poursuite d'un travail collectif** :

« **Il y a une année, l'on pouvait espérer que le P.C.I. allait jouer un rôle de tout premier plan dans le renouveau du mouvement communiste international, allait devenir le promoteur de débats et d'initiatives pour une nouvelle stratégie révolutionnaire mondiale : cet espoir s'est à jamais évanoui.** »

Ainsi, c'est parce qu'ils ont perdu leurs illusions sur un possible « **renouveau** » du parti stalinien en Italie, c'est-à-dire sur un possible redressement d'un tel parti, que les militants de « **II Manifesto** » se trouvent confrontés aux véritables problèmes.

Ce fait est encore sans précédent dans l'histoire de la décomposition du stalinisme. Pour la première fois, tout un

courant d'un parti stalinien, après son exclusion, ne passe pas avec armes et bagages du côté de l'ordre bourgeois, mais au contraire entend poursuivre le combat pour le communisme, pour la construction de l'organisation révolutionnaire indispensable. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, en même temps, les militants tchécoslovaques les plus conscients, comme par exemple Jiri Pélikan, proclament publiquement leur volonté de lutter pour la construction de véritables partis communistes dont ils ressentent la nécessité pour vaincre le stalinisme.

Cela dit, « **II Manifesto** » n'en répand pas moins toute une série d'illusions qui, d'une part, contredisent la volonté de ses dirigeants d'avancer dans la voie d'un nouveau parti et qui, d'autre part, représentent, sur la question du programme notamment, un recul considérable.

« **II Manifesto** » avance à juste titre, en critiquant verbalement les pablistes italiens, qu'il n'est pas possible de combattre la ligne stalinienne de la direction du P.C.I. par la méthode dite de « l'entrisme », « **fondée sur l'illusion selon laquelle il serait possible de soutenir une lutte dans le parti en évitant les conflits sur le fond, en misant sur un simple déplacement des équilibres internes** ».

Mais lorsque les militants de « **II Manifesto** » posent concrètement la question du parti révolutionnaire, ils aboutissent à rejeter l'héritage du bolchevisme. Le même éditorial explique en effet :

« **Une unification hâtive (des forces qui peuvent aujourd'hui concourir à la formation d'un nouveau parti révolutionnaire) donnerait naissance, dans le meilleur des cas, à une organisation politique de type traditionnel, à un parti centralisé, à une avant-garde jacobine plaquée sur le mouvement et sur sa progression naturelle, constamment menacée de bureaucratisation. Alors que ce qui s'impose aujourd'hui, ce n'est pas un nouveau parti, c'est un parti différent, une formation originale, stimulant et réalisant la synthèse d'un mouvement unitaire et articulé.** »

En même temps, les militants de « **II Manifesto** » critiquent à juste titre les insuffisances de la pure spontanéité et posent le problème de l'organisation. Mais là où le bât blesse, c'est qu'aucune différence n'est faite entre le parti centralisé bureaucratiquement à la manière stalinienne et le parti démocratiquement centralisé, le parti de type bolchevique.

Mais cette confusion en matière d'organisation tient au fait que « **II Manifesto** » se refuse à avancer, contre le programme des staliens, le programme de la classe ouvrière ou tout au moins un autre programme capable de mobiliser le prolétariat contre la politique de division des appareils sociaux-démocrates et staliens.

C'est d'ailleurs cette impuissance à avancer devant les masses une autre solution que celle de l'appareil stalinien que les militants du **Manifesto** théorisent :

« **Nous ne disposons pas d'une stratégie définie pour l'Occident capitaliste — du type de ce fut, dans les années vingt, le léninisme — et, d'ailleurs, les prémisses théoriques d'une telle stratégie n'existent pas. Eluder ce problème, en se référant purement et simplement soit à un corps de principes, soit à des modèles empruntés à d'autres révolutions, n'aurait aucun sens.** »

Nous touchons ici au cœur du problème. Devant l'immensité des tâches qui sont celles des militants communistes italiens, c'est précisément en retournant à l'enseignement de Lénine puis de Trotsky, qui a maintenu la continuité organisée du bolchevisme à l'époque de la montée du stalinisme, que réside la solution. La « **stratégie** », le programme révolutionnaire du prolétariat mondial, existe : c'est l'acquis des premiers congrès de la III^e Internationale enrichi par toute l'activité de la IV^e Internationale et son programme, le « **Programme de transition** », qui permet aujourd'hui à la classe ouvrière de reconstruire des partis communistes authentiques sur la base de la crise du stalinisme, qui ne fait actuellement que commencer.

Et c'est précisément dans un tel cadre qu'il est alors possible, pour chaque section nationale de l'Internationale qu'il faut reconstruire, de préciser, d'approfondir et de donner à la classe ouvrière un programme d'action nourri

(1) Voir la traduction de l'éditorial du numéro 7 de « **II Manifesto** » dans « **Informations ouvrières** », nos 459-460, et la réponse critique de cet éditorial dans « **Informations ouvrières** », nos 463-465-467.

par toute l'expérience accumulée du mouvement ouvrier révolutionnaire que synthétise seul le programme de la IV^e Internationale.

Les militants regroupés en Italie autour de « **II Manifesto** », comme les milliers de militants communistes qui, dans le monde, sont en train de rompre avec le stalinisme, sont confrontés d'une manière directe à ces questions. Car de même que, après la dissolution de la I^{re} Internationale, c'est autour du **Manifeste du parti communiste** de Marx et d'Engels que s'est construite la II^e Internationale, après la faillite de la III^e Internationale, c'est sur le programme de la IV^e Internationale que la classe ouvrière internationale devra accomplir ses tâches historiques.

En Italie, c'est aussi parce qu'ils ont fait l'expérience négative de la faillite du pablisme et qu'ils en tirent les leçons que les militants de « **II Manifesto** » devront prendre leurs responsabilités sur la question du programme, sous peine de rester dans la dépendance politique du stalinisme et de véhiculer une politique empirique s'appuyant tant sur les illusions des masses que sur les illusions colportées par les courants contristes.

Le pablisme, qui, il y a quelques années, connut quelque succès en Italie (toutes proportions gardées), a beau être aujourd'hui en pleine décomposition dans ce pays, les illusions contristes n'en ont pas disparu pour autant. Bien au contraire.

C'est en Italie, dans le cadre du « **libéralisme** » du P.C.I., que la politique pabliste de l'« **entrisme** » crut obtenir certains succès et sa justification. Pendant des années, les militants pablistes — c'est-à-dire le groupe italien rattaché au prétendu « **Secrétariat unifié** » de la IV^e Internationale de Germain - Frank - Mandel - Maitan - Hansen — ont subordonné le combat ouvert, en direction de la classe ouvrière, à un travail de fraction au sein du P.C.I. Le bilan en a été tiré par les militants de « **II Manifesto** » qui, à juste titre, critiquent les pablistes qui ont toujours et avec persévérance, capitulé devant l'appareil, renonçant à lutter pour le rassemblement de l'avant-garde d'une façon indépendante de cet appareil.

C'est ainsi que les pablistes sont parvenus, sur la base de cette politique, à occuper des positions importantes au sein du P.C.I. L'ex-dirigeant pabliste Illuminati, par exemple, a réussi à prendre la direction de plusieurs fédérations importantes du P.C.I. au prix d'une capitulation politique devant le stalinisme. Mais, dès que l'appareil put se passer de leurs services, les pablistes furent chassés de leurs responsabilités comme du P.C.I. lui-même, après avoir servi, comme il se devait, les intérêts de l'appareil.

Le développement des luttes de classes en Italie devait faire éclater la section pabliste de la pseudo-IV^e Internationale de Frank - Mandel - Maitan. Ainsi, en septembre 1968, le Comité central de l'ex-section pabliste vote, à 8 voix contre 5, le retrait de la « **section** » du « **S.U.** ». Les huit dirigeants, derrière Illuminati, préalablement exclu du P.C.I., fondent alors une nouvelle organisation centriste qui ne reconnaît plus l'autorité du « **S.U.** » pabliste. Mais sans bases claires, cette organisation devait elle aussi disparaître dans la tourmente des événements. Aujourd'hui, de nombreux militants et groupes pablistes italiens se sont fondus dans le « **mouvement réel des masses** », entendons : dans les groupes spontanés qui prolifèrent, faute d'une autre orientation, ou dans diverses organisations maoïstes.

1970, qui est l'année Lénine-Trotsky, peut être aussi l'année du début de la révolution prolétarienne en Italie, ou tout au moins d'une crise révolutionnaire d'une extrême profondeur dans ce pays. Mais 1970 sera aussi l'année de la reconstruction de la IV^e Internationale, l'année qui a permis que se tienne une Conférence de militants communistes des pays de l'est de l'Europe, réunis à l'appel du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, l'année qui sera celle de la fondation de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, qui a vu l'adhésion du Parti ouvrier bolivien au Comité international de la IV^e Internationale.

C'est dans ce cadre international, où les éléments les plus conscients du prolétariat mondial et de la jeunesse sont en train de se regrouper, que les militants révolutionnaires italiens prendront leur place. L'ironie de l'histoire veut que dans le pays où le stalinisme connaît sa crise la plus avancée, où le pablisme se décompose et où la domination de classe de la bourgeoisie est menacée d'un jour à l'autre, l'avant-garde n'ait pas encore eu le temps de se préparer à l'accomplissement de ses premières tâches.

Comme en Union soviétique, la vieille garde bolchevique, trotskyste, en Italie, a été décimée par les coups conjoints du fascisme mussolinien et du stalinisme. Mais c'est en reprenant le combat du militant trotskyste Blasco, l'un des plus anciens dirigeants du Parti communiste italien, fondateur de l'Opposition de gauche italienne puis dirigeant de la section italienne de la IV^e Internationale avant de périr sous les coups des agents directs du Guépéou en 1943 dans les maquis français, que la nouvelle génération communiste italienne se donnera l'organisation, le drapeau, le programme indispensables à la victoire de la classe ouvrière dans ce pays.

Jacques MEYRAND.

JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE

ORGANE DE L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME

ABONNEMENTS (1 AN)

1 an	15 F
Pli fermé	20 F
Soutien	30 F
Etranger	35 F

Rédaction - Administration

Correspondance :

18, rue de l'Echiquier

PARIS (10^e) - Tél. : 824-53-08

C.C.P. "Jeune Révolutionnaire"

25.445-62 Paris

Le Parti ouvrier révolutionnaire bolivien adhère au Comité international de la IV^e Internationale

Le numéro 364 (daté du 14 janvier 1970) de « *Masas* », organe du Parti ouvrier révolutionnaire de Bolivie (P.O.R.), annonce la décision du P.O.R. de rejoindre le combat mené par le Comité international de la IV^e Internationale, pour la reconstruction de la IV^e Internationale dont le « *nom a été usurpé par les pablistes* ». A la différence de ceux-ci, précise le communiqué du P.O.R., « *le Comité international se donne comme point de départ la pleine actualité du "Programme de transition" rédigé par Léon Trotsky.* »

Dans le numéro 366 (daté du 25 février) de « *Masas* », le P.O.R. développe les raisons qui l'ont poussé à se rallier à la lutte engagée par le Comité international. Commentant la tenue de la Conférence des militants des pays de l'est de l'Europe, il écrit :

« *Ainsi a été accompli un pas décisif dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale fondée par Trotsky en 1938, mais trahie et désagrégée organisationnellement par la bande pabliste des*

Mandel, Frank, Pablo, etc. Ce pas a été fait sous l'inspiration et à l'initiative du Comité international de la IV^e Internationale, avec lequel le P.O.R. bolivien travaille dorénavant. » « *Il est quasi impossible, en effet, de mener un véritable travail révolutionnaire en marge du mouvement marxiste mondial.* »

Ainsi se confirment les déclarations faites par Guillermo Lora à l'occasion d'une conférence donnée à Paris, en décembre passé, qui furent accueillies alors par un tonnerre d'applaudissements de la part des militants présents de l'Organisation Trotskyste, de l'Alliance Ouvrière et de l'A.J.S.

Il est impossible de sous-estimer l'importance que la décision du P.O.R. revêt pour la reconstruction de la IV^e Internationale. En attendant de revenir plus longuement sur cette question dans un prochain numéro de « *La Vérité* », nous nous bornons ici à fournir aux militants les éléments d'appréciation suivants.

Depuis de longues années et en particulier depuis la révolution de 1952, la Bolivie occupe une place très importante dans la lutte de classes en Amérique latine.

Cela tient tout simplement au fait que le prolétariat bolivien, en particulier des mines, figure parmi les secteurs de la classe ouvrière d'Amérique latine possédant la plus forte tradition d'organisation, et surtout d'organisation indépendante de classe de tout le continent latino-américain. Ce n'est pas évidemment là le résultat ni du hasard ni de quelques caractères innés du prolétariat bolivien, mais d'un travail long, patient, et obstiné mené depuis les années 1940 par l'avant-garde trotskyste dans ce pays. Ce sont eux, ayant su

s'implanter dans les mines, qui ont doté en 1946 la Fédération des mineurs du texte programmatique fondamental portant le nom des « *Thèses àc Pulacayo* », dont l'un des axes centraux est précisément la nécessité absolue pour le syndicat d'assurer et de garder son indépendance de classe et son autonomie par rapport à l'Etat. C'est la formulation et la défense inconditionnelle de ce principe par les révolutionnaires, c'est-à-dire les trotskystes, qui ont donné à la Fédération des mineurs les traits qui la distinguent de presque toutes les autres organisations syndicales d'Amérique latine. Par exemple, les syndicats argentins sont, à coup sûr, plus forts, mais ils ont été construits par la bourgeoisie pour contrôler la

classe ouvrière, et tant par leur programme que par leur direction d'inspiration péroniste, c'est-à-dire nationaliste bourgeoise, ils demeurent des organismes dont l'objectif est d'enliser le prolétariat dans les marais de la collaboration de classes.

C'est ce principe d'indépendance de classe des syndicats et surtout la présence des trotskystes dans les organisations syndicales, pour en assurer la défense, qui ont empêché le M.N.R. de transformer, au lendemain de la révolution nationaliste petite-bourgeoise de 1952, les syndicats en rouages du parti nationaliste révolutionnaire et de l'Etat. L'Etat bolivien est apparu alors comme étant un maillon si faible de la chaîne impérialiste et un enjeu si important pour tout le cours de la lutte de classes en Amérique que l'impérialisme américain s'est vu obligé d'intervenir pour peser de tout son poids sur l'évolution du gouvernement M.N.R. et pour prendre toutes les mesures en son

pouvoir afin d'empêcher que ne mûrissent les conditions d'une crise révolutionnaire conduisant à la victoire du prolétariat. L'impérialisme américain a fait du M.N.R. son otage sur le plan économique et financier et a pris surtout directement en charge la restructuration, l'armement et l'entraînement de l'armée bolivienne, dont les dirigeants — Barrientos et Ovanda — ont pris le pouvoir par le coup d'Etat de 1964. C'est lui qui a directement inspiré l'offensive militaire extraordinairement brutale contre les organisations ouvrières et l'occupation par l'armée de la région des mines à partir de 1965-1966. Il est maintenant connu que l'un des principaux artisans des attaques contre le P.O.R., le ministre de l'Intérieur Arguedas, responsable de la disparition en prison de Julio C. Aguilar et de Isaac Camacho, était agent de la C.I.A.

II

La force de la tradition d'indépendance de classe du prolétariat bolivien et des positions du P.O.R. dans ce prolétariat ont reçu leur pleine confirmation depuis la nouvelle phase de la lutte des classes ouverte en septembre dernier par la venue au pouvoir d'Ovanda et la nationalisation par lui de la Gulf Oil Company. Le prolétariat bolivien a saisi avec une extraordinaire rapidité les possibilités offertes par la tentative d'Ovanda pour desserrer quelque peu l'étreinte de l'impérialisme sur l'économie bolivienne ; les travailleurs ont transformé la manifestation organisée début octobre par le gouvernement, en faveur de sa politique de nationalisation, en expression de leurs propres exigences de classe. Ils ont pris appui sur cette politique pour exiger l'abrogation de toute une série de mesures du gouvernement Barrientos et ils sont passés dans de nombreux cas directement à l'action eux-mêmes (expulsion des compagnies privées auxquelles l'exploitation de certains puits avait été rendue, occupation de ces puits, action directe pour obtenir la renationalisation de la Banque minière, etc.). Ils ont réoccupé le siège de la Fédé-

ration des mineurs mis sous séquestre depuis 1965 et manifesté leur volonté de tirer tout le parti possible de la restauration partielle des libertés syndicales.

Cette activité intense du prolétariat est à la fois le fruit de tout le travail passé et présent du P.O.R. et le cadre dans lequel il peut lui-même reprendre, de façon accélérée, ses tâches d'organisation et de construction du parti révolutionnaire.

« *Le P.O.R. a subi avec succès l'épreuve de la répression et de la lutte clandestine contre la dictature militaire* », a pu affirmer avec fierté sa direction dans le numéro 364 de « *Masas* ». Il a perdu parmi les meilleurs de ses cadres, en particulier César Lora assassiné par l'armée en 1965, Camacho et Aguilar. Mais il démontre sa force en faisant élire à la majorité absolue, par l'assemblée générale des mineurs de Siglo XX, les membres de sa direction travaillant dans les mines, Filemon Escobar et Cirilo Jimenez, au plénum de la Fédération des mineurs préparatoire au congrès que celle-ci tiendra prochainement.

III

Si le P.O.R. a subi avec succès l'épreuve de la répression la plus féroce, c'est parce qu'il est l'unique organisation d'Amérique latine, ayant fait partie de la IV^e Internationale avant la crise pabliste, qui ait, d'une part, résisté avec succès aux implications directes de l'orientation pabliste

pour son intervention dans la lutte des classes et, d'autre part, surmonté l'ensemble des périls propres à la situation née de la destruction organisationnelle de la IV^e Internationale, qui ont fini par emporter toutes les autres organisations opposées dans un premier temps à l'orientation pabliste.

Dix-huit ans après la scission pabliste, le P.O.R. est aujourd'hui la seule organisation de l'ancienne Internationale, qui non seulement est demeurée sur pied en tant qu'organisation structurée intervenant dans la lutte de classes sur la base du « Programme de transition », mais qui s'est même renforcée politiquement grâce à l'expérience de la lutte contre l'orientation pabliste et malgré les périls qui ont suivi la destruction organisationnelle de l'Internationale.

En Bolivie, comme dans l'ensemble de l'Amérique latine, l'orientation pabliste s'est traduite, au lendemain du triomphe des positions liquidatrices de Pablo, Frank, Mandel, Maitan et consorts, par des politiques conduisant sous de multiples formes à la capitulation devant les organisations et partis nationalistes petits-bourgeois (à la gauche du péronisme, A.P.R.A., M.N.R.) considérés comme exprimant, dans les conditions de l'Amérique latine, le célèbre « mouvement objectif des masses » auquel Pablo appelait toutes les sections à s'adapter. C'est ainsi que vers 1954-1955 est parvenue au P.O.R. bolivien, de la part du « Secrétariat international », l'injonction de se dissoudre organisationnellement et d'entrer dans les rangs du M.N.R., parti gouvernemental de surcroît, et cela au moment même où les masses, après leur mouvement initial d'adhésion majoritaire à la politique de ce parti, commençaient à s'en détacher.

La résistance déterminée d'une fraction du parti dirigée par Guillermo et César Lora a sauvé le P.O.R. en tant que parti trotskyste indépendant, mais elle n'a pas pu éviter que le parti traverse,

du fait du « Secrétariat international », une crise sérieuse dont les conséquences se sont fait sentir pendant plusieurs années. Le P.O.R. eut, non seulement à subir les contrecoups habituels de toute scission importante, mais aussi à faire face à une activité intense de la fraction pabliste jouant le rôle direct d'agent du M.N.R., c'est-à-dire purement et simplement de l'Etat bourgeois lui-même, contre le P.O.R. en particulier, au sein des syndicats. Le P.O.R. a rompu alors toutes ses relations avec le « Secrétariat international » et a indiscutablement nourri, à partir de son expérience du problème, une méfiance certaine, qu'il a fallu de nombreuses années pour surmonter, à l'égard de toute organisation internationale.

Posadas, en qui le P.O.R. a reconnu un continuateur des thèses et des méthodes de Pablo, n'allait rien faire, bien évidemment, pour dissiper cette méfiance, avec ses positions apocalyptiques et ses méthodes d'organisation terroristes.

C'est, à coup sûr, au cours de la période 1966-1968 que le P.O.R. a traversé la phase la plus difficile de toute son histoire après la crise pabliste. En effet, c'est au cours de ces années qu'il a eu à subir les contrecoups conjugués de la répression féroce déclenchée par Barrientos, avec le soutien de l'impérialisme américain, contre le prolétariat bolivien et son avant-garde, et de la montée du castrisme, ou plus exactement de la théorie et de la pratique des guérillas (« *el focismo* »), qui se sont même matérialisées un instant en Bolivie sous la forme du maquis de Nancahuazu dirigé par Guevara.

IV

Il est difficile de mesurer en Europe ce qu'a été, à un moment donné, au milieu des années 1960, le pouvoir d'attraction du castrisme sur les organisations politiques latino-américaines. Pour l'ensemble des organisations pablistes, le castrisme a été l'occasion d'une capitulation et d'une destruction organisationnelle définitives, dont le résultat a été consigné par la résolution du « 9^e Congrès mondial » pabliste sur l'Amérique latine (rédigée par Maitan et votée — nous a appris Hansen — par un bloc composé des sections latino-américaines du « Secrétariat unifié » et des délégués jeunes de la section française, c'est-à-dire Krivine, Bensaïd et l'équipe de « Rouge ») lorsqu'elle affirme que « *la guérilla rurale est l'axe central* » de la lutte de classes et exige de toutes les organisations du « Secrétariat unifié » « *l'intégration dans le courant révolutionnaire historique représenté par la révolution cubaine et l'O.L.A.S., ce qui implique, au-delà des formes, l'intégration dans*

le front révolutionnaire continental que l'O.L.A.S. constitue ».

Il paraît faire peu de doute que l'un des objectifs que Guevara se fixait en ouvrant le maquis de Nancahuazu était la destruction de la seule — qui devait, dans l'esprit des castristes, être la dernière — organisation trotskyste, c'est-à-dire marxiste, en Amérique latine. La lecture des attaques forcenées contre le trotskysme en général et contre le P.O.R. bolivien en particulier contenues dans le livre de Debray : « *La révolution dans la révolution* », rend cela tout à fait clair. Il fallait en finir avec le P.O.R. et choisir pour cela le moment où il venait de subir les coups les plus durs, de perdre certains de ses meilleurs cadres, notamment César Lora, et où il traversait une période marquée par un recul du prolétariat minier après la saignée du massacre de Or' et San Juan et l'occupation militaire des régions minières.

La position à adopter à l'égard des guérillas du

Nancahuazu a été, nous le savons maintenant, l'occasion d'une discussion interne prolongée dans le P.O.R., qui s'est déroulée par surcroît dans les conditions les plus difficiles, à la suite de l'arrestation et de l'envoi en camp de concentration dans la zone insalubre de Pékin de Guillermo Lora et d'autres cadres du parti. Le livre de Debray a rencontré un écho chez certains militants et exigé de Lora une longue polémique contre les partisans des positions guévaristes. L'unité du parti a néanmoins été maintenue. Son refus de s'engager dans

les voies aventuristes et antiprolétariennes de la guérilla « foquiste » également.

L'échec fracassant et exemplaire de Guevara, la libération de Lora, le déclenchement de la grève générale en France avec ses répercussions en Amérique latine sont venus desserrer l'étau et permettre au P.O.R. de surmonter avec succès la seconde grande épreuve qu'il lui a été donné de connaître. La tentative castriste de liquidation du marxisme organisée en Amérique latine avait fait long feu.



Dans un texte de discussion interne au « *Secrétariat unifié* » pabliste, Livio Maitan, artisan de la destruction organisationnelle et du discrédit politique du trotskysme en Italie, s'est adressé en 1968 au mouvement pabliste pour leur tenir les propos suivants : « *Il nous faut tout miser sur un secteur déterminé de l'Amérique latine et vous savez fort bien lequel. Nous devons nous servir de la période de préparation du congrès pour convaincre notre mouvement dans sa totalité qu'il doit travailler quotidiennement dans cette perspective. Permettez-moi de m'exprimer quelque peu paradoxalement : il est nécessaire de comprendre et d'expliquer qu'à l'étape actuelle l'Internationale sera construite autour de la Bolivie* », et cela, bien entendu, sur la base de la guérilla rurale, « *axe central de la lutte des classes* » en Amérique latine.

La bouffonnerie pabliste est décidément sans limites. C'est cette orientation qui a été retenue au moins en partie au « 9^e congrès mondial » du « *Secrétariat unifié* » et qui a fondé la campagne internationale menée autour de la prétendue participation d'une prétendue organisation bolivienne, usurpant par surcroît le nom du P.O.R., à des

maquis organisés par les vestiges de l'équipe guévariste baptisée Armée de libération nationale (A.L.N.).

Face à la vigoureuse contre-offensive menée par le P.O.R. et par Lora, en collaboration avec l'Organisation Trotskyste et la Socialist Labour League, les pablistes ont battu en retraite et ont marqué recul après recul dans les colonnes de « *Rouge* ». L'opération Bolivie du « *Secrétariat unifié* » a fait long feu. L'adhésion du P.O.R. au Comité international de la IV^e Internationale achève de transformer leur défaite en désastre. Ils ne construiront rien en Bolivie, rien autour de la Bolivie, et nulle part ailleurs. Il s'agit d'une tendance faillie que les sections du Comité international doivent maintenant définitivement enterrer.

ETIENNE LAURENT.

N. B. — *Nous ne pouvons, faute de place, reproduire dans ce numéro ni la réponse de Guillermo Lora à « Rouge » ni sa déclaration lors de la conférence tenue à l'A.J.S.. Elles ont été publiées dans « Informations ouvrières » n° 455 et dans « Nouvelles études marxistes » n° 1, pp. 56 à 60.*

INFORMATIONS OUVRIÈRES

ABONNEMENTS

3 mois (12 n ^{os}) ..	11 F
6 mois (24 n ^{os}) ..	20 F
1 an (48 n ^{os}) ...	38 F
Etranger (1 an) ..	50 F

Rédaction - Administration

Correspondance :

39, rue du Fg-du-Temple

PARIS (10^e) - Tél. : 208-33-65

C.C.P. "Informations Ouvrières"

21.831-73 Paris

LA CRISE DU "CONSEIL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE MUTUELLE" (COMECON)

par Michel VARGA

TROISIÈME PARTIE

Comme, en guise d'introduction, il serait malaisé de résumer ici, même brièvement, l'ensemble des deux premiers articles — traitant un sujet dont les divers aspects constituent une totalité dynamique — j'abandonne cette tentative pour renvoyer les lecteurs à ces articles, parus dans les deux numéros précédents (le 544 et le 545) de *La Vérité*. Il importe néanmoins de mettre en relief leur fil conducteur, d'autant plus que, depuis, me sont tombées entre les mains les affreuses élucubrations de *Rouge* sur la planification et sa réforme (n° 5 des *Cahiers*, intitulé *L'intervention en Tchécoslovaquie*) qui évoquent étrangement celles proférées par Krivine au cours de sa campagne électorale. Les unes valent exactement les autres en ceci que, dans le premier cas, la brochure explique la crise de la planification et les réformes en faisant généreusement abstraction du système capitaliste mondial et en proposant une « meilleure planification », tandis que, dans le second, Krivine, faisant de même abstraction de l'Etat bourgeois, proposait une Assemblée constituante. Il importe donc de rappeler ici ce qui constituait l'essentiel des analyses précédentes.

Le développement des forces productives dans tous les pays de l'Est, grâce aux nationalisations et à la planification, s'est violemment heurté aux cadres nationaux de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Comme la principale force productive est la classe ouvrière elle-même, l'obstacle à son épanouissement s'est manifesté — du fait qu'elle était dépossédée du pouvoir politique — sur deux plans étroitement

liés. Premièrement, son développement a buté sur l'existence du capitalisme mondial ; d'où, deuxièmement, est résultée la détérioration de ses conditions de vie. Le conflit « économique » est apparu dans sa mobilisation, dans la révolution politique contre le « socialisme dans un seul pays ». C'est cela, le contenu de la crise de la planification. La bureaucratie en a conclu, non sans hésitation, à la nécessité d'une intégration économique à la division internationale du travail. Et c'est cela, le fondement et le but des réformes de la planification. Or cette dernière n'est pas un « truc » économique pour mieux produire, de même que la division internationale du travail n'en est pas un. La première constitue une position avancée du prolétariat international, face à la seconde, régie par le capital mondial. Le fait que, économiquement, la première est nettement plus faible, donc vulnérable dans un rapprochement plus poussé, n'est autre que la traduction fidèle de ce que la partie la plus forte, le gros du prolétariat mondial, se trouve encore sous la domination du capital, n'a pas encore pris le pouvoir.

En opposition à cette analyse, le révisionnisme a ceci de caractéristique : premièrement, il nie la nature de classe de tous les phénomènes sociaux, « économiques » ou autres, deuxièmement, il nie le caractère international, organiquement international et non additionnel, de la lutte des classes. Si les révisionnistes staliniens font tout pour camoufler ce problème, c'est parce que le pouvoir de la bureaucratie y est direc-

tement impliqué. Mais les révisionnistes du type de Mandel et de Krivine n'ont pas ce souci. Malgré cela, conséquemment et toujours, ils « oublient » les éléments fondamentaux du marxisme. Il faut donc en conclure que si Mandel et Cie sont révisionnistes, ils le sont pour ainsi dire gratuitement au service du pouvoir de la bureaucratie.

Cette dernière, plus réaliste parce que liée au pouvoir, ressent pourtant le problème fondamental ; elle en est même consciente. Tout en s'engageant sur la voie de la réforme, elle entend en conserver le contrôle en freinant le rythme de sa réalisation. Elle voudrait équilibrer la pression mondiale du capitalisme par le développement « égal » de ses exportations. Mais la pression s'exerce sous la forme de cette exigence : « rentabiliser » l'économie. Pression impérieuse : la bureaucratie « rentabilise » l'économie en réduisant le rôle régulateur de la planification face au marché mondial dans l'orientation de l'économie, en menant l'attaque contre les travailleurs par la suppression des investissements « non rentables », en organisant une intégration, donc une « spécialisation » plus poussée, des pays du C.A.E.M. Cependant, plus les dangers apparaissent sous forme d'un glissement vers une

situation coloniale face au capitalisme mondial ou d'une mobilisation des travailleurs en présence des attaques contre leurs droits et conquêtes, plus l'accentuation de la coopération de ces pays entre eux et avec la bourgeoisie internationale paraît nécessaire à la bureaucratie. Mais, comme de ces tentatives, d'immenses dangers surgissent également pour son pouvoir, la bureaucratie elle-même se fractionne. Des contradictions apparaissent dans ses rangs ; elle se déchire en divers courants. Tout cela explique aussi bien les opinions diverses quant à la réforme elle-même que surtout les hésitations. Voire même les reculs ou les contradictions ouvertes dans son accomplissement. Ces contradictions et diversités d'opinion se présentent dans tous ces pays pris séparément et entre les bureaucraties des différents pays. Ce dernier phénomène, très visible et particulièrement important, traduit aussi le rapport tendu entre tous les pays du C.A.E.M. et l'U.R.S.S. dans les conditions du pouvoir de la bureaucratie du Kremlin, oppresseur national, et de l'attraction exercée par les marchandises capitalistes. Il se renforce parallèlement à la réalisation de la rentabilité ainsi qu'aux efforts d'intégration et de « spécialisation » des pays du C.A.E.M.

L'intégration économique et ses difficultés

Le fait que la bureaucratie stalinienne a mis à l'ordre du jour l'intégration économique des pays du C.A.E.M. et la « spécialisation » de leur production est une reconnaissance, inavouée mais claire, de la faillite du « socialisme dans un seul pays ». Après 1948-49, le développement rapide des forces productives des pays de l'Europe de l'Est est entré en contradiction avec les cadres nationaux encore plus vite et plus violemment qu'en U.R.S.S.

Premièrement, parce que l'économie de ces pays relativement petits est tout simplement inviable sans des liens organiques tissés avec l'économie complémentaire d'au moins toute une série d'autres pays. Et plus cette économie est développée, plus impérieuse devient cette exigence. Or le propre des conquêtes socialistes étant la croissance sans précédent des forces productives, la contradiction entre ces conquêtes et les cadres nationaux a été dès le début explosive. Cela veut dire que l'extension des conquêtes d'Octobre dans ces pays aurait exigé, dès le début, leur regroupement en un ensemble, doté d'une planification commune, souple mais centrale. Deuxièmement, parce que, au lieu de chercher la solution dans cette direction, le Kremlin a imposé une politique justement inverse, l'autarcie à chacun de ces pays. Le « socialisme dans un seul pays » étant le fondement de son pouvoir, il l'a donné à ses bureaucraties satellites, tel un roi qui offre en cadeau le secret du pouvoir à ses serviteurs.

D'où également la « théorie » insensée que la base de l'édification du socialisme est la priorité absolue donnée à l'industrie lourde, plus exactement à la sidérurgie et à la métallurgie. Cette « nécessité » pour l'U.R.S.S., parce que restée seule dans l'environnement capitaliste, s'est transformée en dogme abstrait, indépendamment du temps et du lieu ; alors qu'en réalité il forme le support de la théorie du « rattrapage du capitalisme », elle-même caricature monstrueuse de l'affirmation de Marx, reprise par Trotsky, que la construction du socialisme procède du niveau économique le plus élevé de l'humanité — car ceux-ci la concevaient à l'échelle mondiale. Mais le résultat, à l'Est, a été la « construction des socialismes dans chacun des petits pays », dépassant leurs forces et leurs capacités et souvent détruisant leurs acquis économiques. C'est ainsi que le caractère relativement complémentaires des économies nationales de ces pays a été contrecarré et remplacé par une uniformité, un parallélisme de leur structure et de leur production. Troisièmement, parce que, si l'économie de ces pays se voyait attribuer un rôle dans une quelconque division internationale du travail, c'était celui de servir les intérêts de la bureaucratie du Kremlin. Celle-ci leur a imposé le maintien rigide des cadres nationaux, voire même leur isolement mutuel, empêchant toute tentative de regroupement. Par cette politique, elle utilisait la vieille devise réactionnaire : diviser pour

régner ! Or c'était là pour elle un besoin vital, car c'était précisément cette division par laquelle la bureaucratie de Moscou essayait de diminuer les dangers pour son pouvoir résultant de la marche en avant de la révolution mondiale par l'extension des conquêtes d'Octobre. D'autre part, la « *division du travail* » imposée à ces pays consistait en ce qu'ils devaient combler, au-dessus de leurs forces, les lacunes colossales de l'économie soviétique dont la bureaucratie est la principale responsable, tandis que celle-ci les pillait et les spoliait, sans contrepartie conforme à leurs besoins. En jouant le rôle à la fois de destructeur et de voleur, le Kremlin a en outre chargé la contradiction entre les forces productives et les cadres nationaux d'un contenu national.

Parce que le conflit entre les forces productives et le carcan du « *socialisme dans plusieurs petits pays* », qui les comprime et les spolie, s'est exprimé dans la montée de la révolution politique de 1953 à 1956, la bureaucratie, raisonnant empiriquement à partir des intérêts de son pouvoir, a dû « *reconnaître* » la faillite du « *socialisme dans un seul pays* ». Il est à noter que les révisionnistes pablistes sont nettement en dessous de la bureaucratie dans ce domaine. Des problèmes évoqués plus haut, ils ne voient rien. Ils pataugent dans la multitude des « *faits concrets* » qu'ils choisissent selon leur convenance — il est plus exact de dire : selon leur fonction sociale et politique — et les interprètent. La brochure déjà mentionnée, par exemple, « *interprète* » les faits relatifs au gaspillage bureaucratique, et propose une meilleure gestion. Quant au problème national, ils oscillent entre une morale petite-bourgeoise et la justification de l'oppressé, en se référant à un « *intérêt suprême* » quelconque, mais sans jamais savoir trop bien sur quel pied danser.

En ce qui concerne les difficultés de l'intégration ou même de la coopération, la première est le résultat immédiat de la politique de l'autarcie, du parallélisme imposé aux économies des divers pays du C.A.E.M., de leur structure. Cela est particulièrement sensible précisément dans les branches construites et développées prioritairement, en premier lieu, par exemple, dans la production de machines et d'équipements, d'autant plus que l'exportation de ces produits devient de plus en plus difficile vers les pays capitalistes, à cause de l'exacerbation de la concurrence due à la crise, et, en liaison avec cela, à la tendance à la baisse des prix de ces produits sur le marché mondial. Ce parallélisme met une limite à la coopération dont le développement conséquent exigerait la restructuration globale de la production à l'échelle de l'ensemble de ces pays, impliquant le démantèlement de telle ou telle branche économique dans tel ou tel pays membre au profit de l'autre, et inversement. On assiste donc à un double mouvement : d'une part, aux efforts déployés pour placer les produits de tous ces pays dans tous les autres, d'autre part, à la naissance et au renforcement de la concurrence entre ces pays. Ce mouvement contradictoire

est une expression de la crise d'ensemble de la bureaucratie, et, en même temps, il reflète les diverses tendances dans son sein, qui représentent l'une ou l'autre voie, ou encore une « *solution* » intermédiaire. A leur tour, ces tendances s'affrontent. D'une part, il y a la pratique du bilatéralisme commercial réglé au niveau gouvernemental par les accords commerciaux, et imposée par le sommet de la bureaucratie. Cette pratique définit une proportion 1/1 des échanges mutuels, qui détermine automatiquement leur développement d'après la capacité du pays le plus faible. Elle exprime le parallélisme en le conservant. Mais, d'autre part, il y a la très forte tendance à refuser les produits offerts par l'autre pays du C.A.E.M., à refuser de traiter sur la base de la proportion 1/1 des échanges, qui constitue un frein à la progression précisément des pays les plus développés.

Le propre des réformes de la planification est qu'elles aiguissent cette contradiction, surtout parce qu'elles se basent sur une plus grande autonomie des entreprises et visent à l'augmenter encore. Il en résulte que celles-ci, forcées comme elles sont d'être rentables, regardent de beaucoup plus près la qualité et le prix des produits qu'elles achètent, leur amortissement, etc. Quoi de plus normal si elles recherchent les produits moins chers et de meilleure qualité importés des pays capitalistes ? Cela d'autant plus que, justement sur la base de leur plus grande autonomie, elles ont voix au chapitre. Elles utilisent contre les sommets bureaucratiques, obligés de les freiner au nom de la « *fraternité socialiste* », le même argument de rentabilité que ces mêmes sommets bureaucratiques leur ont allégué par la réforme.

Il est fatal que, dans ces conditions, des contradictions et des luttes de tendance se développent, ce qui caractérise la situation actuelle. Dans son ensemble, la bureaucratie essaie de maintenir la pleine utilisation du potentiel économique de chaque pays, d'où les accords commerciaux imposés, car la libéralisation complète de leur commerce mutuel entraînerait immédiatement un immense bouleversement social mettant en cause son pouvoir. Elle provoquerait la diminution brusque et l'arrêt, inégaux et chaotiques, de la production de plusieurs branches dans plusieurs pays, en même temps que la pénétration massive des marchandises capitalistes, ces deux facteurs poussant immédiatement la classe ouvrière à la révolution. Voilà ce dont elle a peur. Mais, en même temps, la même réforme qui a renforcé cette contradiction a renforcé également — nous l'avons vu — la pression capitaliste. Or c'est celle-ci qui oblige la bureaucratie à se défendre, c'est-à-dire à réaliser une coopération plus étroite entre ces pays. D'où la contradiction qui existe dans la réforme de la planification elle-même : d'une part, cette réforme pousse à réaliser la coopération, d'autre part, elle renforce les obstacles à son développement, et nourrit les forces opposées. Il serait erroné de penser que dans cette question, comme dans toutes les autres, il y ait un sommet bureaucra-

tique uni en bloc, face à une tendance opposée. Les courants d'opinion, les tendances variées traversent l'ensemble de la bureaucratie, du sommet jusqu'en

bas, dans tous les pays, entre les différents pays dans leurs rapports mutuels, et, enfin, entre tous ces pays et le Kremlin.

Coopération et spécialisation de la production

Depuis l'écrasement de la révolution hongroise, la coopération et la spécialisation de la production n'ont pas beaucoup avancé. Certes, il y a des réalisations communes telles que l'approvisionnement en pétrole soviétique par l'oléoduc commun, l'interconnexion énergétique et le dispatching central de l'énergie électrique, ou l'établissement d'un parc commun des wagons ferroviaires, etc. Il faut aussi et surtout mentionner les « recommandations » faites à différents pays en vue de se spécialiser dans la production de tel ou tel article, et aux autres de diminuer leur production de ces articles. Mais la tâche de réaliser une véritable spécialisation et une coopération dans la production d'entreprise à entreprise reste entière. Le signal d'alarme a été donné. Avouant qu'elle n'avance pas, alors que les pressions contradictoires se sont renforcées, la bureaucratie elle-même qualifie la coopération de vitale et d'urgente, la désigne comme une question de vie ou de mort. Mais elle affirme de plus en plus que les efforts devraient se concentrer sur les industries de pointe, reconnaissant par-là que, autrement, la coopération la plus serrée pourrait provoquer un bouleversement social et politique général. Elle souligne maintenant que la spécialisation doit être organisée surtout dans les entreprises nouvelles, dont il est plus facile de répartir la construction que de démanteler d'anciennes industries. Pour cette raison, le Kremlin met l'accent sur l'harmonisation, sur la coordination des plans, surtout des plans à long terme, ainsi que sur la coopération de la recherche scientifico-technique.

Mais la difficulté principale n'est pas le paralélisme de la production. Elle vient du fait que les réformes ont donné un rôle plus grand à la loi de la valeur par la mise en avant du critère de la rentabilité. Et cela joue à la fois sur plusieurs plans. Pour ce qui est du premier, un exemple frappant en est celui du pétrole. Tous les pays du C.A.E.M., sauf la Roumanie, sont entièrement approvisionnés par le pétrole soviétique. Dans la première phase du développement de la coopération, après 1956, on a commencé la construction d'un grand oléoduc avec des branchements vers le Nord et vers le Sud. Cette construction coûteuse a été terminée il y a seulement quelques années. L'oléoduc a pris le nom de « L'amitié », en dépit du fait que le Kremlin y transportait du pétrole vendu plus cher aux « pays frères » que sur le marché mondial. Dès le début, une lutte sourde a opposé les bureaucraties de ces pays au

Kremlin sur les prix du pétrole. Au fur et à mesure de l'introduction des réformes de la planification, donc de la rentabilité, la lutte devenait de plus en plus aiguë. En 1966, au moment du rajustement des prix commerciaux, le Kremlin fut obligé de baisser le prix, tout en maintenant encore en sa faveur un écart avec le prix mondial.

Et voilà que, tout récemment, les journaux bourgeois font grand bruit autour de la nouvelle que l'U.R.S.S. a renoncé à approvisionner les autres pays de l'Est en pétrole, et que ceux-ci ont commencé à conclure des accords d'achat de pétrole iranien. Certes, la nouvelle est très importante. Mais comme la bourgeoisie vole au secours de la bureaucratie ! Ses journaux annoncent que la cause principale de ce grand changement réside dans l'incapacité de l'U.R.S.S. de satisfaire les besoins grandissants de ces pays en pétrole. C'est du vent ! Car ces besoins s'élèveront dans les prochaines années à 52 millions de tonnes annuels, alors que le plan soviétique pour 1970 prévoit une production de 350 millions de tonnes. Bien sûr, il est vrai que la production des puits du Caucase alimentant l'oléoduc commun ne suffira plus, cependant que la base de production soviétique de pétrole s'est transférée en Sibérie. L'augmentation considérable des frais de transport, comme résultat de ce transfert, a rendu impossible une baisse du prix du pétrole soviétique qu'exigent de plus en plus vigoureusement les bureaucraties satellites, au moment même où le Kremlin veut également calculer de plus en plus ses prix de revient. Pour éviter qu'une tension monte à ce sujet, à côté d'autres, Moscou a été contraint de céder. C'est la raison essentielle de ce changement important. Mais la portée de celui-ci dépasse largement cette constatation.

D'abord, il y a là un exemple criant de gaspillage. L'oléoduc et les installations annexes, tous très coûteux, construits récemment ne servent plus à grand-chose. En même temps, il faut construire un nouvel oléoduc reliant ces pays aux champs pétrolifères de l'Iran. Ensuite, fait encore plus important, l'attraction d'une marchandise capitaliste moins chère a réussi ainsi à entamer très sérieusement la coopération, et surtout le lien de ces pays à l'U.R.S.S. Le capitalisme mondial, à travers un produit de base aussi important que le pétrole, a donc fait un pas en avant non négligeable sur la voie de la pénétration dans ces pays. Mais il y a autre chose encore. L'U.R.S.S. elle-même achètera de grandes quantités de pétrole iranien. Une vaste

« coopération » se dessine. Au lieu de vendre le pétrole iranien directement au Japon et aux pays du Sud-Est asiatique, le consortium international du pétrole, économisant les frais de transport, le vend à l'U.R.S.S., qui approvisionne ces marchés en pétrole sibérien, d'une distance moins grande. Si l'ensemble de cette coopération se réalise, l'intégration à la division internationale du travail sur le plan de l'approvisionnement en pétrole sera chose faite. Bien que limitée au seul pétrole, une telle intégration, ou même le fait de la projeter, a des implications et aura des conséquences importantes. Aujourd'hui, elle contribue déjà à freiner la coopération entre l'U.R.S.S. et les autres pays de l'Est, mettant ces derniers dans une situation de dépendance accrue à l'égard du marché mondial capitaliste. Demain, elle rendra l'économie de l'ensemble de ces pays immédiatement et directement tributaire de toute lutte concurrentielle, de toute fluctuation du marché mondial du pétrole.

Dans cet exemple est soulevé le problème du rapport des pays de l'Est avec l'U.R.S.S. Ce rapport est particulièrement important en général, et dans l'évolution de la coopération économique en particulier. D'une manière générale, c'est ce rapport qui conditionne l'existence de ces pays, pour autant que l'origine et la base de leur système social sont les conquêtes d'Octobre et leur maintien en U.R.S.S. Cela signifie qu'en l'absence d'une mobilisation générale de la classe ouvrière (c'est-à-dire en tant qu'opération de la bureaucratie), le desserrement des liens entre l'U.R.S.S. et ces pays renforce immédiatement les dangers de la pénétration du capital mondial dans ces derniers. C'est pour cette raison que, du point de vue économique également, ils devaient se tourner vers l'U.R.S.S. et tisser avec elle des liens serrés. Mais,

d'un autre côté, pour parler toujours un langage « économique », ils ont payé très cher ce lien, du fait de la domination d'une bureaucratie parasitaire en U.R.S.S., dont l'économie a, certes, joué vers les autres pays de l'Est le rôle de base d'approvisionnement et de marché, mais aussi celui de parasite et d'exploiteur. Inutile de citer ici les exemples innombrables de commerce inégal. Cette contradiction étant la plus forte dans les rapports mutuels des pays du C.A.E.M., l'organisation et le développement de la coopération donnent à ce rapport la première place. Les bureaucraties de tous les pays de l'Est, sous des formes diverses et dans une proportion variée, cherchent à rendre ce rapport « plus égal » ou même à le distendre. Elles le cherchent dans la mesure où, la rentabilité économique devenant le critère principal, les marchandises capitalistes exercent une attraction beaucoup plus forte. Le résultat est que chaque bureaucratie nationale voudrait influencer l'évolution de la coopération à son avantage par rapport aux autres et surtout à Moscou, la freiner ou la refuser même, pour s'assurer des marges plus grandes afin de traiter « plus librement » avec les capitalistes. En même temps, du fait même que leur pouvoir dépend du Kremlin, et, qui plus est, des conquêtes socialistes, les limites de ce mouvement vers « l'indépendance » sont vite atteintes. Cette contradiction produit une oscillation permanente de ces bureaucraties, dont la base reste pourtant leurs rapports avec Moscou ; elle alimente une crise et exprime celle-ci sous cette forme. La crise s'approfondit en proportion du renforcement de la pression capitaliste, mais aussi des efforts pour la réalisation de la coopération, alors que celle-ci est une défense contre la pression capitaliste.

L'alchimie bureaucratique des prix

Mais le rôle plus grand donné à la loi de la valeur par les réformes pose le problème essentiel des prix des produits échangés entre les pays du C.A.E.M. La réalisation de la coopération plus poussée et de la spécialisation de la production exige un commerce multilatéral. Or celui-ci présuppose une valeur-travail commune à tous ces pays, exprimée à travers un système des prix unique par la libre convertibilité des monnaies respectives. Or la productivité est différente selon les divers pays, parfois avec de grandes variations. Le système clos des prix établi selon les pays s'adapte plus ou moins à la productivité du pays donné. Les prix du commerce inter-C.A.E.M. sont donc calculés sur la base des prix mondiaux exprimés en dollar. Depuis l'existence de la Banque commune, ils sont exprimés en roubles, d'après une parité fixe. Mais ces « clearing-

roubles », dont la parité dollar est 1 rouble pour 0,9 dollar, n'ont pas d'existence réelle, la source de leur vie est le dollar, et celle-ci n'a qu'une valeur purement comptable. Il y a sept ans déjà, au moment de la formation de cette Banque commune, alors que la bureaucratie se réjouissait d'avoir trouvé le moyen de réaliser le multilatéralisme, j'ai dénoncé cette utopie. En réalité, la Banque elle-même était le fruit du travail d'une commission mise en place en 1959 avec le but de trouver une solution au multilatéralisme. La Banque est née, mais la commission est devenue permanente. Car, depuis bientôt douze ans, avec ou sans Banque, ces nouveaux alchimistes cherchent désespérément la pierre philosophale du système commun des prix, de la monnaie convertible, du commerce multilatéral. La bureaucratie ne résoudra jamais ce problème. Pourquoi ? Parce que

les problèmes dits économiques ne sont pas de l'économie mais de la politique, des problèmes de la lutte des classes.

Commençons par un bref résumé des « théories » de ces alchimistes bureaucrates eux-mêmes. Dès la grande correction des prix commerciaux qui, en janvier 1966, a légalisé le système de certains prix négociables lors des accords bilatéraux (jusqu'à il n'y avait que des prix imposés), les discours et les articles exigeaient de plus en plus une réforme générale des prix inter-C.A.E.M. Des critiques s'élevaient contre le fait que le commerce de ces pays entre eux se base sur les prix mondiaux. C'est incroyable, mais c'est un fait : ces diverses études « sérieuses » et analyses « marxistes » reprochaient (!) à ces prix leur « défauts ». Les critiques ont surtout mis en avant le principal « défaut » des prix mondiaux, à savoir le fait qu'ils reflètent les conditions du marché capitaliste et ne tiennent aucun compte des prix du C.A.E.M. Vraiment, quelle impertinence ! Les bureaucrates ont aussi « démasqué » les prix mondiaux comme faux, car, du fait des prix-monopoles ils s'écartent du prix de revient, donc ils ne sont pas des critères corrects du travail socialement nécessaire. Pauvres prix mondiaux démasqués ! Afin de prouver que je n'invente pas et je ne calomnie pas ici la bureaucratie, je signale qu'une telle « étude » a paru, par exemple, dans le n° 4 de *Voprossi Ekonomiki* (*Questions d'économie*), principale revue économique du Kremlin. Rien d'étonnant si, sur la base de telles aberrations, ces alchimistes modernes cherchent en vain la solution, depuis douze ans. La seule différence entre eux et les alchimistes d'antan est que ces derniers ont contribué au développement de la science, alors que la bureaucratie la dégrade, et la ravale au niveau d'un épicier du coin.

Mais soyons juste. Elle a trouvé une « solution ». Dès la fin de l'année 1967, la même revue du Kremlin l'a présentée dans plusieurs articles. Au mois d'octobre 1967, un certain Tarnovsky a développé « l'idée » que les pays du C.A.E.M. ont besoin de leur propre prix et que, par conséquent, il faut créer leur propre base de prix. Cette « idée » a éclaté avec la force d'une nouveauté. Surtout lorsque déjà Tarnovsky lui-même a annoncé que, pour ce faire, il faudrait déterminer le rôle du « marché mondial socialiste » dans le marché mondial tout court. En réalité, comme on le voit, il a découvert... Staline. Ainsi, poursuivait-il, il sera possible d'arriver à une nouvelle catégorie de valeur, celle du travail « régionalement » nécessaire, qui servirait pour base de prix aux pays du C.A.E.M. Ces insanités n'ont pas rencontré de critiques. Bien au contraire, au mois de décembre 1967, toujours dans *Voprossi Ekonomiki*, un autre économiste nommé Diatchenko les a encore « développées ». Il en a fait une « loi », ce qui est le plus naturel ! Selon lui, la formation d'un niveau régional de travail socialement nécessaire est une loi. Pour la « laisser » agir, il est nécessaire de créer des nouvelles proportions de prix et de production entre

les pays du C.A.E.M., comme leur propre base de prix. Toujours d'après Diatchenko, la réalisation d'une telle tâche exige une division développée du travail entre ces pays, la spécialisation de leur production, une nouvelle réglementation des prix intérieurs, de bonnes méthodes de calcul du prix de revient et de formation des prix. Il ne songeait pas du tout au « simple » fait que cette « bonne méthode » de calcul, base de toute la réalisation de son « plan », consiste à prendre pour base les prix mondiaux !

La première remarque sur ces « idées » est que, voulant promouvoir l'intégration à la division internationale du travail, la bureaucratie retrouvait le « socialisme dans un seul pays » à l'état pur. A la place de l'U.R.S.S. seule ou de « plusieurs socialismes dans plusieurs petits pays », la solution des bureaucrates apparaît comme le « socialisme dans un plus grand ensemble ». C'est tout, la boucle est bouclée. Car la valeur d'une marchandise est déterminée par le travail socialement nécessaire à sa production. Mais ce qui est socialement nécessaire se définit dans l'entité qui a pour nom l'économie mondiale. Celle-ci n'est pas une addition des économies nationales. Il n'y a pas de « travail socialement nécessaire » selon les pays, mais par rapport à cette entité. L'indice du travail socialement nécessaire, la productivité, se forme dans l'économie mondiale, toujours d'après les économies dominantes les plus développées, et les différents pays ou régions s'y conforment inévitablement. Par conséquent, la basse productivité des pays du C.A.E.M., autrement dit le travail dépensé au-dessus de celui socialement nécessaire, ne peut être en aucune façon la base de la valeur réelle. Bien entendu, on peut créer un indice commun à plusieurs pays, mais il ne sera qu'une fiction qui trouvera sa réalité uniquement en fonction de la productivité mondiale. L'existence des monopoles ne change en rien la réalité de cette valeur, exprimée en prix. Les prix de monopole peuvent s'écartier et s'écartier de la valeur réelle, mais la remarque de Marx est toujours valable : les variations de l'offre et de la demande ne font que faire osciller les prix autour de la valeur réelle, mais c'est celle-ci qui les détermine. Autrement, il faudrait supposer le « super-impérialisme », cette invention de Kautsky, où l'existence des monopoles géants ou d'un seul monopole mondial supprimerait la concurrence. Or la réalité prouve le contraire. Par rapport à l'impérialisme mondial, la base propre des prix des pays du C.A.E.M. ne serait aucunement propre. Le problème resterait donc exactement le même. Théoriquement, la seule différence serait que, organisée en un ensemble économiquement cohérent, la résistance à la pression impérialiste de ces pays se renforcerait. D'ailleurs, c'est le but de la bureaucratie par la coopération poussée de ces pays. Mais le rapport des prix de cet ensemble aux prix mondiaux resterait fondamentalement le même.

Bien entendu, théoriquement, il est possible d'établir des prix communs basés sur la productivité propre

aux pays du C.A.E.M. Mais c'est précisément là où le contenu de classe de l'économie, sa nature politique se révèle, et, pour cette raison, une telle opération est impossible pour la bureaucratie.

Elle signifierait, en effet, le démantèlement de toutes les entreprises travaillant en dessous de la productivité commune à tous les pays du C.A.E.M., car, actuellement, il y a entre eux de très grandes variations. Le même bouleversement naîtrait — je l'ai examiné plus haut — du point de vue de la coopération et de la spécialisation de la production. Car il s'agit là du même phénomène, que l'on aborde maintenant du côté des prix. Tout pas en avant dans cette direction, fût-il aussi prudent qu'il est actuellement, aggrave les conditions d'existence de millions de travailleurs. Risquer de démanteler une série d'entreprises, de procéder à des licenciements massifs, de saborder les allocations et les avantages sociaux des travailleurs, de créer une faillite totale, tout cela est

impensable pour la bureaucratie. Une telle opération provoquerait des mouvements de masse de défense des conquêtes socialistes contre la bureaucratie. Et, bien qu'elle avance précisément dans cette direction, les premiers signes de mécontentement, de protestation l'effraient et introduisent même dans ses rangs les contradictions, les oppositions, les clivages. Plus elle s'engage dans cette voie, plus grande sera la protestation des masses, plus rapidement préparera-t-elle involontairement la révolution politique et son propre éclatement. Voilà pourquoi, contrainte d'avancer, elle est incapable d'aller jusqu'au bout du chemin, elle hésite et recule, ses rangs se fractionnent, et devant cette aggravation de sa crise, elle se raconte des histoires utopiques afin de se rassurer. Et cette crise où elle se trouve actuellement, qui est essentiellement politique, est alourdie par le problème national.

La question nationale

Bien que, par rapport à l'U.R.S.S. les autres pays du C.A.E.M. soient en état d'oppression nationale, ce n'est pas l'U.R.S.S. qui les opprime, mais la bureaucratie du Kremlin. Pour preuve, il suffit d'indiquer la lutte que la nouvelle opposition communiste mène, en U.R.S.S., entre autres pour la défense des nationalités opprimées. En plus, la caractérisation de Marx, reprise par les travailleurs tchécoslovaques, à savoir qu'un « *peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre* », s'applique aux Russes eux-mêmes, qui vivent sous la botte de la même bureaucratie. Mais, étant donné que le Kremlin s'appuie sur l'U.R.S.S., son oppression a pris une forme telle que l'U.R.S.S. apparaît dans le rôle d'opresseur national. Cette apparence se manifeste aussi sur le plan économique, dans les échanges inégaux. Toute la politique économique et la politique tout court sont imposées par l'U.R.S.S. aux autres pays à travers les bureaucraties nationales, fidèles serviteurs du Kremlin.

Avec l'introduction de la réforme, donc de la rentabilité, ces rapports de soumission entrent en contradiction avec le but recherché. La rentabilité mise en avant nourrit des courants centrifuges même parmi les « *fidèles serviteurs* » à l'égard de l'U.R.S.S. Ces courants se développent d'autant plus que les masses exercent une pression accrue dans ce sens. La volonté des masses de se libérer de l'oppression nationale du Kremlin est basée sur leur expérience. Comme elles veulent défendre et développer les conquêtes socialistes, car leur épanouissement exige que, sur la base de l'acquis, soient réalisées leur démocratie et leur unité avec les travailleurs des autres pays, elles se heurtent

dans cette voie au principal obstacle : la bureaucratie du Kremlin. L'oppression nationale à laquelle celle-ci les soumet est la forme la plus appropriée de son contrôle. Celui-ci est une condition vitale de son pouvoir, car il lui sert à empêcher le libre développement de la révolution mondiale, incompatible avec le maintien de ce pouvoir. Le processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie, par exemple, c'est-à-dire une lutte se confondant avec celle de libération nationale de l'oppression du Kremlin, a immédiatement renforcé la lutte contre son pouvoir en U.R.S.S. elle-même et rempli d'espoir des travailleurs des pays capitalistes. Dans ce cas, il est particulièrement visible à quel point l'oppression nationale du Kremlin est l'arme de sa lutte contre la révolution mondiale ; inversement, la lutte nationale des masses contre cet oppresseur est partie intégrante de la révolution politique et, par elle, de la révolution mondiale.

Par contre, les velléités d'indépendance des bureaucraties nationales à l'égard de l'U.R.S.S. sont d'une autre nature. Elles apparaissent comme le reflet de la pression du capitalisme, qui s'exerce par l'attrait d'accords spéciaux avec la bourgeoisie, des marchandises capitalistes, etc. Dans ces conditions, les tentatives d'une coopération conséquente entre les pays du C.A.E.M. éveillent et renforcent ces deux variétés du sentiment national qui, bien que divergentes, s'opposent au regroupement sous la direction de Moscou. A travers les luttes nationales variées, luttes de plus en plus éveillées en Europe de l'Est, se vérifie l'enseignement de Lénine, à savoir que la question nationale est avant tout une question sociale. Le

« nationalisme » des bureaucrates est de caractère foncièrement bourgeois, son contenu étant le rapprochement d'avec la bourgeoisie mondiale. A l'inverse, celui des masses opprimées est fondamentalement progressif, même si, dans la conscience des masses, l'influence du nationalisme bourgeois n'est pas encore vaincue, car il est un élément puissant du renversement de la bureaucratie, donc de la révolution mondiale.

Est-il possible que, en se détachant de Moscou ou en distendant ses liens avec elle, les bureaucraties des autres pays du C.A.E.M. se regroupent en une fédération ? Cela me paraît exclu pour deux raisons. Premièrement, parce que ces bureaucraties ne peuvent aucunement rompre avec le Kremlin, car celui-ci est la principale force de leur pouvoir dans tous les pays. Les masses mobilisées autour de la question nationale les chasseraient immédiatement, car dans la conscience des masses, la libération nationale et le renversement de la bureaucratie se confondent complètement. C'est pourquoi tout pas plus ou moins conséquent de la bureaucratie « nationale » dans cette voie déchire ses rangs, la brise en fractions, puis en groupes différents, et, à terme, elle éclatera avant la fin de ce processus. Deuxièmement, les velléités d'indépendance apparaissent dans l'alternative : Kremlin ou bourgeoisie mondiale, et en aucune façon sous la forme d'un regroupement, sans l'U.R.S.S., avec les autres bureaucraties ; car, pour la bureaucratie d'un pays du C.A.E.M., le principal concurrent est précisément la bureaucratie d'un autre pays du C.A.E.M. Son nationalisme est de nature bourgeoise, ce qui explique le fait qu'elle est le porteur et l'animateur des vieux nationalismes dans cette partie de l'Europe.

Devant toutes ces contradictions, la bureaucratie, dans son ensemble, ne peut pas choisir. Face à la mobilisation des masses et à leur solution, sociale et nationale, la bureaucratie entend renforcer la camisole du *statu quo* en cherchant à renforcer son alliance avec la bourgeoisie. La classe ouvrière et le peuple tchécoslovaques, ainsi que tous les mouvements des étudiants, des intellectuels, des travailleurs, en U.R.S.S., en Pologne et en Yougoslavie, lui ont montré les limites de la voie qu'elle était contrainte de choisir. A sa façon, elle réalise que la solution des problèmes sociaux et nationaux est une question européenne. L'appel de Budapest, lancé aux gouvernements bourgeois de l'Europe pour un traité spécial sur la base du *statu quo*, le démontre suffisamment. Les tentatives récentes de rapprochement entre la bourgeoisie allemande et les bureaucraties de l'Europe de l'Est trahissent leur peur commune devant la solution ouvrière de la question nationale et sociale dans la révolution montante. Ce rapprochement est une réponse immédiate à la classe ouvrière tchécoslovaque,

dont la lutte et la résistance, du fait de sa force et de sa situation, posent cette solution comme directement européenne. La classe ouvrière tchécoslovaque n'est pas écrasée. La Tchécoslovaquie reste la chaudière de toute l'Europe. Sa libération nationale se confond avec sa révolution politique, les deux étant inconcevables sans le renversement du pouvoir de la bureaucratie du Kremlin. Mais elles sont inconcevables, tout particulièrement, sans la classe ouvrière allemande dans son ensemble, pierre de touche de la révolution européenne : révolution politique à l'Est, révolution sociale à l'Ouest. Autrement dit, la résistance des travailleurs tchécoslovaques, le fait qu'ils ne sont pas écrasés maintiennent à l'ordre du jour la révolution à l'échelle européenne, contribuent à la rapprocher.

Dans ce cadre, il est évident que la revendication nationale des masses de l'Europe de l'Est se confond tout naturellement avec leur aspiration à une fédération socialiste de leurs pays. C'est là un mot d'ordre progressif, car il mobilise ces travailleurs contre le Kremlin et les regroupe. Leur libération nationale est ainsi une tâche internationale. Non seulement dans le sens d'un regroupement fédératif, sans lequel leur libération est impensable, mais aussi et surtout parce que leur fédération elle-même n'est réalisable qu'en alliance avec la classe ouvrière soviétique. Or la clé de la victoire de la révolution politique et donc de la libération nationale dans ces pays est la révolution sociale dans les pays capitalistes. La fédération socialiste des pays de l'Europe de l'Est ne trouve sa signification et sa réalisation que dans les Etats-Unis socialistes d'Europe, en tant qu'élément de ceux-ci. C'est à ce danger, représenté par le processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie, que répondent très concrètement les tractations entre la bureaucratie et la bourgeoisie allemande, entreprises des deux côtés.

Les forces productives se révoltent contre les cadres nationaux. Leur développement exige impérieusement l'intégration de l'Europe entière. L'obstacle principal à une telle intégration est le pouvoir de la bourgeoisie et de la bureaucratie. C'est précisément à cause de la révolte des forces productives que ces pouvoirs sont dans une crise sans précédent. Toutes deux essaient d'unir leur force afin de contenir les forces productives dont la révolte apparaît dans le mouvement des masses. Mais plus la bureaucratie renforce son alliance avec la bourgeoisie, plus celle-ci, à son tour, augmente sa pression sur celle-là, et plus la bureaucratie craque sous le poids des contradictions. Placée entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, elle éclatera dans l'exacerbation de la lutte des deux classes fondamentales. L'évolution récente du C.A.E.M. atteste que la révolution européenne est à l'ordre du jour sous le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe.

QUELQUES TACHES DE LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

par Stéphane JUST

UNE NOUVELLE VAGUE REVOLUTIONNAIRE MONDIALE

9.000 jeunes travailleurs, apprentis, lycéens, étudiants, réunis le 1^{er} février 1970, à l'appel de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, debout, scandent : « Vive Lénine, vive Trotsky, vive la IV^e Internationale ».

Ils expriment avec feu l'exigence profonde de la lutte du prolétariat mondial contre l'impérialisme, le capital, les bureaucraties oppressives et parasitaires du Kremlin et de l'Europe de l'Est. Vaincre l'impérialisme, abattre la bureaucratie de Kremlin, instaurer le socialisme, cela exige la reconstruction de l'Internationale ouvrière, communiste, qui ne peut être que la IV^e Internationale.

Mai-juin 1968, la grève générale de 10 millions de travailleurs en France ont impulsé de multiples grandes luttes de la jeunesse et de la classe ouvrière en Europe et dans le monde. La chute de De Gaulle est directement conséquente de la grève générale. En Italie, au cours de l'année 1969, des millions de jeunes et de travailleurs se sont engagés dans une vague de grèves et de manifestations sans précédent depuis 1947. L'instabilité gouvernementale est à son comble.

En Angleterre, le gouvernement travailliste ne parvient pas à plier la classe ouvrière aux exigences du capital, il est sans cesse aux prises avec des grèves qui brisent les carcans que sa politique veut imposer à la classe ouvrière.

En Allemagne, le gouvernement de la grande coalition (social-démocratie, démocratie chrétienne) a chuté à cause des grèves spontanées des métallos allemands de septembre 1969.

En Belgique, la grève des mineurs du Limbourg ouvre la voie à de nombreux combats du prolétariat qui mettront en cause le gouvernement et sa politique. En Espagne, la répression franquiste, le gouvernement de l'« *Opus Dei* » ne sont pas parvenus à dompter et à briser le prolétariat espagnol renaissant qui engage sans cesse de nouveaux combats, comme ceux des mineurs des Asturies. Jusqu'aux confins de la Suède, le prolétariat engage la lutte. Les mineurs de Laponie, en grève, ont déchiré le mensonge du « *socialisme à la suédoise* ».

Le mouvement s'étend hors d'Europe. Il secoue l'Amérique latine, comme en témoignent : les combats des étudiants mexicains de septembre 1968, les violents affrontements des travailleurs et de la jeunesse en Argentine et en Uruguay, au printemps 1969, et des forces répressives des gouvernements dictatoriaux ; la lutte sans cesse renaissante du prolétariat bolivien contre le gouvernement des gorilles. Il atteint le bastion de l'impérialisme, les U.S.A., où le prolétariat manifeste, par ses grèves, qu'il se refuse à faire les frais de la faillite du régime capitaliste, où les couches les plus exploitées du prolétariat américain, les Noirs, les Portoricains, « les *colored men* », s'insurgent contre les conditions sociales et politiques qui leur sont faites, où la lutte contre la guerre impérialiste contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain au Vietnam s'étend de la jeunesse étudiante à des couches sans cesse plus profondes de la classe ouvrière des Etats-Unis.

Les ouvriers et paysans du Vietnam poursuivent la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme, engagée depuis des années et menée héroïquement. L'impérialisme n'a pas réussi

L'HEURE DES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

à les isoler. Désormais, leur guerre révolutionnaire ainsi que les luttes des peuples opprimés des pays coloniaux ou semi-coloniaux se joignent et s'unissent aux puissantes luttes de classe des prolétariats d'Europe et d'Amérique.

Mais c'est en Europe que se situent la pointe avancée et le champ de bataille décisif de cette nouvelle vague révolutionnaire qui prend son essor. En Europe a explosé, au cours de deux guerres mondiales, la crise historique de l'impérialisme. En Europe s'est levée l'aube de la révolution prolétarienne mondiale : la révolution d'octobre 1917 au cours de laquelle le prolétariat russe, sous la direction du parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, prenait le pouvoir. En Europe, le prolétariat a également subi les plus dures défaites, qui eurent deux conséquences : d'une part, le nazisme broya le prolétariat allemand avant de s'élaner à la conquête du monde, avant de tenter de détruire les conquêtes révolutionnaires du prolétariat soviétique, au cours de la seconde guerre mondiale ; d'autre part, la formation de la monstrueuse bureaucratie du Kremlin, qui, chassant du pouvoir politique le prolétariat soviétique, isolé et épuisé par de longues années de guerre impérialiste et de guerre civile, détruisit le parti bolchevique de Lénine et de Trotsky par l'extermination physique de centaines de milliers de combattants d'Octobre et des nouvelles générations, par la liquidation de la III^e Internationale, déforma et mit en péril les conquêtes d'Octobre.

C'est en Europe, sous les coups du prolétariat de l'U.R.S.S., sacrifiant 20 millions des siens, que la formidable machine de guerre de l'impérialisme construite par Hitler fut brisée. C'est en Europe que de nouveau, au cours et au lendemain de la seconde guerre mondiale, se leva le prolétariat, qui ébranla les fondements de l'impérialisme mondial, ses vieux bastions, qui l'obligea à faire des concessions (lui imposant l'abandon du contrôle des pays de l'Europe de l'Est), à laisser se développer, impuissant, la révolution chinoise, à subir l'assaut des peuples coloniaux et semi-coloniaux opprimés. C'est en Europe que fut contenue et limitée cette vague révolutionnaire, par accord entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, partageant en zones d'influence le Vieux Continent, divisant le prolétariat d'Europe en deux, conjuguant leurs efforts pour reconstruire les Etats bourgeois démantelés de l'ouest de l'Europe. C'est en Europe que la faillite du monde de l'après-guerre se révèle avec le plus de force explosive.

Les impérialismes décadents d'Europe entraînent leurs prolétariats à la catastrophe : destruction de la culture, chômage, misère, déqualification, déchéance de la jeunesse ; plus nettement qu'ailleurs, se révèlent les seules « perspectives » qu'ils puissent ouvrir à la jeunesse et à la classe ouvrière. Destruction des conquêtes, garanties et droits conquis par la classe ouvrière, liquidation de ses organisations, ce sont les seuls moyens qui restent à ces impérialismes pour survivre. Participer aux entreprises de destruction des conquêtes révolutionnaires consécutives à Octobre 1917, étendues à l'Europe de l'Est, la propriété collective des principaux moyens de production, la planification, les droits sociaux, comme parents pauvres au côté de l'impérialisme américain, et sombrer dans le chaos, tel est le seul avenir des bureaucraties européennes.

La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est ne sont pas moins aux abois. De façon chaque jour plus accentuée, s'affirme l'incompatibilité des rapports sociaux nés d'Octobre et de leur gestion par les bureaucraties satellites. Impossible de développer harmonieusement les différentes branches de la production sans la participation pleine et active de la classe ouvrière à l'élaboration et à l'application de la planification, ce qui exige que le prolétariat se saisisse du pouvoir politique et en chasse la bureaucratie.

Impossible de donner leur plein essor aux forces productives, sans les intégrer à l'économie mondiale, à la division internationale du travail, ce qui exige qu'il en soit terminé de la coupure de l'Europe et du monde en deux, que le prolétariat s'empare du pouvoir dans les principaux pays capitalistes, exproprie la bourgeoisie, planifie l'économie à l'échelle européenne et mondiale, c'est-à-dire chasse du même coup les bureaucraties parasitaires et brise l'appareil international du stalinisme. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites s'accrochent désespérément « au socialisme dans un seul pays », à la « coexistence pacifique », à la division insoutenable de l'Europe et du monde en deux. Menacées par leurs propres prolétariats, redoutant le prolé-

tariat des pays capitalistes les plus développés, craignant l'effondrement des impérialismes rongés, elles n'ont d'autre politique que de briser elles-mêmes la planification, que de faire participer à la concurrence internationale l'économie de leurs pays, et d'y laisser jouer les lois qui régissent la concurrence sur le marché mondial dominé par l'impérialisme, d'ouvrir la porte à la pénétration du capital. Elles introduisent en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est de l'Europe les maux qui menacent la jeunesse et le prolétariat d'Occident : destruction de la culture, chômage, misère, déqualification, déchéance de la jeunesse, destruction des garanties et droits sociaux des travailleurs de leurs pays. Mai-juin 1968, les puissants mouvements de classe des prolétariats d'Italie, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Espagne, de Belgique, de Suède ont une même origine, les mêmes causes que les mouvements des prolétariats de Hongrie, de Pologne, de Yougoslavie, de l'Allemagne de l'Est, de l'U.R.S.S., que ceux du prolétariat de Tchécoslovaquie : il faut en finir avec tous les obstacles qui se dressent contre la prise en main par le prolétariat des destinées de l'humanité, qui s'opposent au développement harmonieux et unifié de l'économie et la culture. Il faut en finir avec la propriété privée des moyens de production et l'étroitesse des frontières nationales. Il faut construire le socialisme, qui, par définition, ne peut être qu'universel.

La vague révolutionnaire qui s'étend sur le monde et en Europe en particulier est indissociable. Il s'agit d'un même mouvement aux multiples aspects qui ébranle l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Ce nouvel assaut du prolétariat contre le Vieux Monde s'intègre au processus de la révolution prolétarienne mondiale dont l'aube s'est levée en Octobre 1917, lorsque le prolétariat russe prit le pouvoir sous la direction du parti de Lénine et de Trotsky, le parti bolchevique. Partout, la question du pouvoir est posée.

Le prolétariat d'Europe est au centre de la lutte pour le socialisme. Exproprier la bourgeoisie, briser l'étroitesse des frontières nationales, liquider les bureaucraties parasitaires, instaurer partout le pouvoir des travailleurs, unifier les combats des prolétariats, unifier l'Europe, telles sont les tâches brûlantes du moment. La perspective de la réalisation des Etats-Unis socialistes d'Europe les ordonne.

L'heure de la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe a sonné. La prise du pouvoir par tous les travailleurs du monde en sera la conséquence inéluctable. La république universelle des travailleurs en résultera.

Les mêmes jeunes travailleurs, étudiants, lycéens, apprentis, qui scandaient : « Vive Lénine, vive Trotsky, vive la IV^e Internationale », appelaient la jeunesse et les travailleurs d'Europe au combat commun pour les *Etats-Unis socialistes d'Europe*.

Alors même que se préparait le rassemblement du Bourget, le Parti ouvrier révolutionnaire bolivien adhéra au Comité international de la IV^e Internationale, et à l'initiative de celui-ci se réunissait une conférence de militants communistes de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Pologne, de Yougoslavie. La reconstruction de la IV^e Internationale est en cours.

L'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, en union étroite avec l'organisation de la jeunesse révolutionnaire d'Angleterre, au nom des 9.000 jeunes rassemblés au Bourget, des milliers de jeunes qui se rassemblent derrière les Young Socialists en Angleterre, appelle les militants des organisations de jeunesse à déléguer leurs représentants à la Journée internationale du congrès des Young Socialists qui se tiendra à Scarborough, le 11 avril. Partout, la jeunesse étudiante et ouvrière a été et est à l'avant-garde des luttes du prolétariat contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Les conditions de la lutte de classes exigent que l'avant-garde internationale de la jeunesse s'organise et construise l'Organisation révolutionnaire internationale de la jeunesse. Les forces militantes existent qui sont capables, en liant le combat dans leur propre pays, contre l'impérialisme et la bureaucratie et pour le socialisme, aux combats des jeunes et des travailleurs des autres pays, d'œuvrer à la construction de l'O.R.I.J. Il faut les dégager et les organiser. La Journée internationale du congrès des Young Socialists à Scarborough y contribuera.

Elle invitera la jeunesse et les mouvements de jeunesse à préparer un rassemblement international de la jeunesse pour cet été. Elle affirmera que les fondements sur lesquels doit reposer l'O.R.I.J. sont ceux de l'unité et de l'hégémonie dans la lutte de classes du prolétariat mondial, dont la jeunesse est un détachement avancé. Par là même, tout en

PREPARONS LA 4^e CONFERENCE DU COMITE INTERNATIONAL POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

sauvegardant l'indépendance nécessaire de la jeunesse, elle sera un moment de la construction des partis révolutionnaires dans chaque pays et de la reconstruction de la IV^e Internationale.

L'adhésion du P.O.R. au Comité international de la IV^e Internationale marque le début de la liquidation de la crise de la IV^e Internationale en Amérique latine. Elle ouvre de nouvelles possibilités de construction de partis révolutionnaires dans les pays latino-américains. Elle signifie que, conjointement avec la reconstruction de la IV^e Internationale en Europe, cette reconstruction s'opérera dans les autres parties du monde. Elle trace une voie de dégagement des forces fidèles au trotskysme enfermées dans le cadre du « *Secrétariat unifié* » des renégats à la IV^e Internationale. Elle annonce le regroupement des militants et des organisations se libérant du pablisme ou dispersés par la crise de la IV^e Internationale, non seulement en Amérique latine, mais au travers du monde, autour du Comité international en vue de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Politiquement, elle renforce de façon considérable le Comité international et son action.

Indissociable du rassemblement du 1^{er} février au Bourget, de l'adhésion du P.O.R. au Comité international, la Conférence des militants communistes des pays de l'Est de l'Europe fut un moment historique. La crise qui disloqua la IV^e Internationale a de profondes raisons. L'unité de la lutte des classes mondiale inclut la continuité théorique, politique, organisationnelle du marxisme, la continuité de la lutte pour la construction des instruments de l'émancipation du prolétariat que sont les partis de l'Internationale ouvrière et communiste. Cette continuité s'incarne dans des cadres et des militants. Staline tenta de couper cette continuité par l'extermination de la génération des bolcheviks, et crut mettre un point final à son entreprise par l'assassinat de Léon Trotsky. Hitler compléta sur ce plan l'œuvre criminelle de Staline en exterminant de nombreux cadres et militants expérimentés de la IV^e Internationale. La division du monde et de l'Europe en deux fut marquée par l'extermination de tous les trotskystes d'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est.

Elle eut de dures conséquences au sein de la IV^e Internationale dont les racines ne s'enfonçaient plus dans le sol de la révolution d'Octobre et des pays de l'Europe de l'Est. Cette situation de fait fut subie par la IV^e Internationale et contribua considérablement au renforcement sur elle de l'efficacité de la pression de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. La Conférence des militants des pays de l'Est de l'Europe, organisée par le Comité international de la IV^e Internationale, signifie que, au moment même où s'approfondit la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, où elle atteint son point de rupture en Europe, la division du prolétariat européen en deux, non seulement peut être et sera surmontée par l'unité objective de lutte des prolétariats, mais encore qu'elle trouvera son expression consciente, théorique, politique, organisationnelle. En reconnaissant dans le programme de la IV^e Internationale le programme de la révolution socialiste mondiale, en participant à la reconstruction de la IV^e Internationale, les militants communistes des pays de l'Europe de l'Est ont renoué le fil de la continuité historique. Mais leur apport n'est pas moins décisif pour le Comité international de la IV^e Internationale. Il donne à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale toute son ampleur, toute sa surface et sa profondeur. Il enrichit de façon inappréciable la richesse de son contenu politique, en le nourrissant de l'expérience vécue et militante des luttes concrètes des prolétariats de ces pays. Il jette un pont politique et organisationnel entre la construction des partis révolutionnaires dans les pays capitalistes et la construction des partis révolutionnaires en Europe de l'Est. Il ouvre la perspective de la reconstruction de la section de l'U.R.S.S. de la IV^e Internationale exterminée par Staline. La décision de la Conférence des militants des pays de l'Europe de l'Est de constituer avec les représentants du Comité international un comité d'organisation, de faire son organe du bulletin « *Correspondance internationale* », édité en russe et continué par le « *Bulletin de l'Opposition* », de s'engager dans la préparation politique de la 4^e Conférence du Comité international et de la projeter dans leur activité politique en direction de l'Europe de l'Est concrétise les acquis de la Conférence et sa portée.

A partir de ces luttes politiques, la préparation de la 4^e Conférence du Comité international prend son sens. La 4^e Conférence du Comité international ne se présente pas comme le moment d'une simple discussion interne du Comité

LA CAMPAGNE POUR L'O.R.I.J.,
COMPOSANTE DE LA LUTTE
POUR LA RECONSTRUCTION
DE LA IV^e INTERNATIONALE

DEFENSE DES TRAVAILLEURS
ET DES MILITANTS
DES PAYS DE L'EST DE L'EUROPE
ET DE L'U.R.S.S.
CONTRE LA REPRESSION
BUREAUCRATIQUE

international. Sa préparation implique l'activité concrète de reconstruction de la IV^e Internationale. Par là même, la 4^e Conférence s'ouvre comme le définit la résolution de l'Organisation Trotskyste pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

La participation des trotskystes au combat politique en vue de la construction de l'Organisation internationale révolutionnaire de la jeunesse s'inclut dans la préparation de la 4^e Conférence internationale. Elle tient à la capacité de l'Organisation Trotskyste de mobiliser pour le combat la jeunesse ouvrière et étudiante, à nourrir politiquement l'A.J.S. et à établir ainsi des liens politiques solides avec la jeunesse, à assumer la liaison politique entre la classe ouvrière et la jeunesse par son intervention propre dans la lutte des classes, pour le Front unique ouvrier dont la jeunesse est une composante particulièrement active, à intégrer les luttes de la jeunesse à celles de la classe ouvrière tout entière dans la perspective d'un gouvernement qui soit l'expression des organisations ouvrières et de la classe ouvrière en lutte. Loin d'être abstraite, la campagne politique, financière, d'organisation, en vue de la construction de l'O.R.I.J., a alors ses racines dans le combat politique de la jeunesse et de la classe ouvrière dans notre propre pays. Chacun des moments politiques vers la construction de l'O.R.I.J. — Journée internationale de Scarborough, rassemblement international de cet été — est alors intimement lié à la lutte des classes telle que la vivent et la voient la jeunesse et la classe ouvrière de notre pays. La construction de l'O.R.I.J. ne s'ajoute pas au combat politique de la jeunesse étudiante et ouvrière contre la déchéance, à celui de la classe ouvrière, à celui pour la construction de l'A.J.S., du parti révolutionnaire, de la IV^e Internationale, elle devient la dimension indispensable qui ordonne toute l'activité politique de la jeunesse. Le sort de la jeunesse en France, le combat qu'il lui faut engager se recoupe entièrement avec le sort réservé à la jeunesse aussi bien dans les pays capitalistes que dans ceux sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin, et avec les combats qu'elle y engage. L'internationalisme prolétarien exprimé au niveau de la jeunesse est alors concret. Il s'agit d'un même combat, contre les mêmes maux, en vue d'une même solution — le socialisme — dont les luttes nationales sont différenciées, certes, mais sont des composantes, obéissant aux mêmes lois et se conditionnant mutuellement. La même chose est valable en ce qui concerne le rapport entre le prolétariat dans son ensemble et la jeunesse, la construction de l'A.J.S., de l'O.R.I.J., et la construction des partis révolutionnaires et la reconstruction de la IV^e Internationale. Dès lors, il est évident que, dans la campagne pour la construction de l'O.R.I.J., tout militant révolutionnaire voit une condition de la construction du parti révolutionnaire et de la reconstruction de la IV^e Internationale. Cette campagne devient une bataille politique qui le concerne. « *La jeunesse est la flamme de la révolution et la classe ouvrière en est le foyer* » prend son sens pratique.

La répression qui s'abat sur les travailleurs et de nombreux militants des pays de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. a, au fond, les mêmes raisons qu'eurent les procès de Moscou au cours des années 30 et l'extermination du parti bolchevique, ou encore ceux des années 50 dans les pays de l'Europe de l'Est. En tout état de cause, Trotsky n'eût jamais pu fonder la IV^e Internationale, élaborer son programme, sans lutter pour la défense des victimes de la répression sanglante du stalinisme. Il serait utopique, idéaliste, de « penser » la reconstruction de la IV^e Internationale, et la construction de ces partis à l'est de l'Europe et en U.R.S.S., comme le résultat d'un combat « idéologique ». La pratique politique ordonnée par les perspectives et l'analyse politiques, mettant en œuvre le « Programme », y parviendra.

Les libertés démocratiques et le combat pour les libertés démocratiques ont un contenu immédiatement révolutionnaire et de classe dans les pays de l'Europe de l'Est et en U.R.S.S. La théorie le prévoyait, la pratique l'a démontré : dès que sont imposées les libertés les plus élémentaires, la classe ouvrière surgit et s'affirme comme la force sociale dominante dans les pays de l'est de l'Europe et en U.R.S.S., en raison des rapports sociaux de production institués par la révolution d'Octobre.

Le monolithisme, l'omnipotence de leur pouvoir politique sont les conditions indispensables du pouvoir et de la défense des privilèges de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites.

La lutte pour les libertés démocratiques est une expression concrète de la lutte pour la révolution politique. Sans elle, pas de construction de partis révolutionnaires possible. Mais même cette vérité générale ne suffit pas. Il est indispensable de formuler son expression pratique à chaque moment. Aujourd'hui, la lutte pour les libertés démocratiques en U.R.S.S. et dans les pays de l'est de l'Europe se précise par la lutte contre les procès truqués et la répression : les garanties de la défense, sa liberté d'expression, l'instruction publique des procès, le contrôle du mouvement ouvrier international sur l'honnêteté des procès et leurs conditions.

La situation n'est plus la même qu'au temps des procès de Moscou, ou encore des procès dans les pays de l'Europe de l'Est pendant les années 30. La crise internationale du stalinisme disloque l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin. La bureaucratie du Kremlin possède un appareil international qui dépend d'elle, mais elle-même dépend également de cet appareil international. De toute évidence, les prises de position des P.C. occidentaux contre l'invasion de la Tchécoslovaquie a entravé la répression contre la classe ouvrière tchécoslovaque et contre les militants du P.C.T. ayant participé au 14^e congrès ou l'ayant soutenu. La reconnaissance par ces partis du gouvernement Husak comme le gouvernement tchécoslovaque légitime, à l'inverse, couvre la répression, non seulement en Tchécoslovaquie, mais dans tous les pays de l'est de l'Europe et en U.R.S.S.

Il est maintenant possible d'organiser la défense des classes ouvrières et des militants victimes de la répression stalinienne en se situant sur le plan de la défense des conquêtes de type socialiste de la révolution d'Octobre étendues à l'Europe de l'Est, en coopération avec les militants des différents P.C. d'Europe occidentale qui n'acceptent pas cette répression. Le P.C. britannique a réaffirmé son opposition à l'invasion de la Tchécoslovaquie. Au sein des P.C. français et italien, de nombreux militants expriment leur opposition à la répression et aux procès. Il faut, en regroupant, en organisant ces militants, impulser une campagne politique qui trouve ses appuis au sein des P.C. eux-mêmes et se répercute en leur sein, contre la répression, les procès truqués, pour les garanties de l'instruction et de la défense.

La construction de partis révolutionnaires en Europe de l'Est et en U.R.S.S., la construction de ces partis en Occident, est conditionnée par la capacité du Comité international et des organisations trotskystes, dans les différents pays, d'organiser et de propulser une telle campagne, dont l'efficacité n'est pas douteuse, tant pour la défense des victimes de la répression qu'en ce qui concerne les liens politiques qu'elle établirait avec les militants des P.C. et les jalons qu'elle poserait quant à la reconstruction de la IV^e Internationale. Cette tâche s'intègre pleinement à la préparation de la 4^e Conférence du Comité international.

D'autres tâches s'incluent dans la perspective de la reconstruction de la IV^e Internationale et la préparation de la 4^e Conférence du C.I. Ce sont celles notamment du soutien politique et financier du Parti ouvrier révolutionnaire bolivien, de son action en Bolivie et en Amérique latine pour conduire le prolétariat bolivien à la lutte pour le pouvoir et reconstruire la IV^e Internationale. Affirmer le rôle décisif du prolétariat européen dans le processus de la révolution prolétarienne mondiale, c'est affirmer ses responsabilités quant au prolétariat mondial, c'est affirmer dialectiquement que la construction des partis révolutionnaires et de la IV^e Internationale dans les autres continents n'est pas moins indispensable. La IV^e Internationale est une totalité, comme la lutte des classes mondiale. Sa reconstruction en Amérique latine est un apport direct à sa reconstruction en Europe et dans le monde. Le P.O.R. se trouve au centre de cette bataille politique. La campagne politique et financière pour le soutenir doit être un des thèmes de la préparation de la 4^e Conférence du Comité international.

De nombreux trotskystes sont victimes de la répression en Bolivie, en Grèce, par exemple, et pas seulement là... Leur soutien et leur défense doivent être assumés par le Comité international et les organisations trotskystes. La méthode et les moyens de cette défense sont ceux de la défense des libertés démocratiques en général. En aucun cas, il ne s'agit d'utiliser « nos héros », afin de nous parer de leurs lauriers. Les trotskystes comme tous les militants ouvriers ont le

SOUTIEN DU P.O.R., SOUTIEN DES MILITANTS TROTSKYSTES VICTIMES DE LA REPRESSION

JEUNES, TRAVAILLEURS, MILITANTS...

droit d'être défendus. Il s'agit d'imposer au mouvement ouvrier, à ses organisations, qu'ils prennent en charge leur défense comme la défense de tous les militants ouvriers victimes de la répression, de quelque tendance qu'ils soient et de quelque pays qu'ils soient. Mais nul n'accomplira à la place du Comité international et de ses organisations les tâches qu'exige la prise en charge de leur défense.

... La reconstruction de la IV^e Internationale, les multiples tâches qu'elle implique sont inséparables du combat de classe. L'une des caractéristiques de la situation actuelle réside en ce qu'il apparaît chaque jour plus clairement, et quels que soient les points de départ de luttes de classes, que la construction des partis révolutionnaires et la construction de l'Internationale ouvrière et communiste, qui ne peut être que la IV^e Internationale reconstruite, deviennent une composante organique et nécessaire de celle-ci.

Tout militant révolutionnaire a sa place dans la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, car tout militant révolutionnaire a sa place dans le combat pour :

- La construction de l'A.J.S. et de l'Organisation internationale révolutionnaire de la jeunesse,
- Le Front unique des organisations ouvrières,
- Un gouvernement des organisations ouvrières, expression de la classe ouvrière en lutte,
- La lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin,
- Les Etats-Unis socialistes d'Europe,
- La défense des victimes de la répression impérialiste,
- La défense des victimes de la répression stalinienne,
- La défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes,
- La défense de la jeunesse et des droits, libertés, garanties, conquêtes de la classe ouvrière.

La reconstruction de la IV^e Internationale se réalise au cours de la bataille politique pour atteindre ces objectifs. Elle ressort comme une nécessité pour les atteindre.

C'est pourquoi votre participation à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, sous toutes les formes possibles, est une exigence de la lutte des classes.

MILITANTS COMMUNISTES...

... Votre fidélité à l'U.R.S.S. vient de l'immense espoir qui soulève le prolétariat mondial lorsque, en octobre 1917, se leva l'aube de la révolution prolétarienne mondiale. Longtemps, vous avez mis votre confiance dans la bureaucratie du Kremlin, vous espériez que, sous sa direction, vous atteindriez les buts que s'assignait la révolution d'Octobre. Beaucoup d'entre vous ne croyaient plus en elle, beaucoup s'acharnaient à espérer en elle contre toute expérience, d'autres encore doutent que les objectifs d'Octobre puissent être atteints.

Les buts d'Octobre — le socialisme — sont à notre portée. Nous les atteindrons sous le drapeau de la IV^e Internationale reconstruite.

Mais la lutte de classes est de tous les jours. Combattez à nos côtés sur tout ce que vous ressentez profondément comme des nécessités de la lutte des classes, sur tous les terrains où le Front unique ouvrier peut et doit se réaliser immédiatement.

La reconstruction de la IV^e Internationale passe par-là. Tôt ou tard, vous rejoindrez les rangs de la IV^e Internationale par fidélité à l'Octobre rouge.

VERS LA 4^e CONFERENCE DU COMITE INTERNATIONAL POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

A l'échelle du monde entier, les lourds bataillons des masses exploitées et opprimées engagent le combat contre le capitalisme, l'impérialisme et les Etats bourgeois.

Grèves, luttes armées et manifestations déferlent.

Dans tous les continents, en Asie et en Afrique, en Amérique du Nord et en Amérique latine, en Europe, la lutte de classes la plus aiguë pose directement le problème du pouvoir comme son enjeu le plus immédiat.

Partout, dans l'armée des combattants de la révolution mondiale, les organisations trotskystes, regroupées dans le Comité international de la IV^e Internationale, sont au premier rang.

En Angleterre, avec la Socialist Labour League, le prolétariat révolutionnaire anglais s'est doté d'un journal, « Workers Press », premier quotidien trotskyste publié dans le monde.

En Grèce, les vieux et héroïques militants trotskystes, emprisonnés depuis les années 30 par tous les régimes de dictature, subissent avec les jeunes militants ouvriers et étudiants la plus dure des répressions pour leur combat contre le régime des colonels.

En Allemagne, un noyau de révolutionnaires prolétariens marxistes se regroupe sur le programme de la IV^e Internationale.

En France, dans les rangs de l'Organisation Trotskyste, le combat dans les entreprises, les syndicats, les facultés, les lycées et les localités forge l'encadrement militant des constructeurs du Parti révolutionnaire.

A l'autre bout du monde, le Parti ouvrier révolutionnaire bolivien, dont les plus valeureux dirigeants, Isaac Camacho et Cesar Lora, ont été assassinés par le gouvernement Barrientos, agent de la C.I.A., poursuit inlassablement le combat pour la révolution socialiste en Amérique latine et dirige le combat des mineurs, des étudiants et des paysans pauvres soumis encore à l'exploitation de type féodal.

Aux Etats-Unis, au Mexique, au Canada, à Ceylan, au Brésil, en Afrique, militants, groupes et organisations mènent le combat sous le drapeau du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

**DEFENDONS LES TROTSKYSTES
QUI COMBATTENT DANS
LE MONDE ENTIER**

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, militants, jeunes, votre devoir est d'aider les militants trotskystes qui assurent par tous les moyens leur propre devoir de solidarité envers les organisations et militants trotskystes du monde entier.

C'est ainsi que l'Organisation Trotskyste française a pris l'engagement, devant le Parti ouvrier révolutionnaire bolivien, de subvenir aux besoins de la veuve et des deux enfants de notre camarade Camacho tombé sur le front de la révolution prolétarienne.

Surmontant les innombrables difficultés, les révolutionnaires communistes de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, de Pologne viennent de tenir en Suisse une Conférence des pays de l'Est. Dans les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme, où la propriété privée des moyens de production a été abolie, un prolétariat et une jeunesse éduqués par la Révolution d'Octobre reprennent le combat contre la bureaucratie usurpatrice. Renouant avec le Parti de Lénine et de Trotsky et avec l'Opposition de gauche de Trotsky, dont les militants et les dirigeants, tous fondateurs de l'Etat ouvrier, ont lâchement été assassinés par Staline et les bureaucrates, une nouvelle génération de révolutionnaires prolétariens s'organise pour préparer les combats victorieux qui réintégreront les conquêtes socialistes de la révolution à leur véritable destination.

Sous le drapeau des conseils ouvriers élus, les travailleurs et la jeunesse, en Hongrie et en Pologne en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, ont montré la voie dans laquelle s'engagera le prolétariat soviétique avec les Pavel Litvinov, les Iouri et Larissa Daniel, les Grigorenko, Iakir, Iakhimovitch, Martchenko, Soljenitsyne qui, avec courage et détermination, bravant la répression des bureaucrates, ont engagé le combat pour la liberté d'expression, le droit à l'organisation pour tous ceux qui n'ont d'autre but que d'assurer la défense des conquêtes socialistes d'Octobre.

Travailleurs manuels et intellectuels, jeunes, le devoir de tous est d'apporter l'appui matériel et financier le plus total aux militants des pays de l'Est qui ont rejoint les rangs du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, dont « Correspondance Internationale » en langue russe continue le « Bulletin de l'opposition de gauche » publié par Léon Trotsky à partir de 1929.

**AVEC LA JEUNESSE OUVRIERE
VERS LA REVOLUTION SOCIALISTE**

Le 1^{er} février 1970 au Bourget, dans la région parisienne, 9.000 jeunes travailleurs, chômeurs, étudiants, lycéens et apprentis, rassemblés à l'appel de l'A.J.S., démontrent que la jeunesse, « flamme de la révolution », tend à se regrouper autour de nouveaux axes. Avec détermination, dans le monde entier, jeunes ouvriers, étudiants et lycéens, à travers tous les pays, dans les luttes les plus dures contre la bourgeoisie et l'Etat, en France et au Japon, au Mexique et en Angleterre, au Vietnam et aux Etats-Unis, forgent les organisations des jeunes combattants de la révolution mondiale.

Avec les Young Socialists, mouvement de la jeunesse révolutionnaire anglaise, et l'Alliance des jeunes pour le Socialisme, mouvement de la jeunesse révolutionnaire en France,

les délégués des organisations et groupes de jeunesse anti-capitalistes d'Europe se rassembleront à Scarborough en Angleterre, les 11 et 12 avril 1970 pour établir les premières fondations de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse qui inscrira sur son drapeau le combat pour les États-Unis socialistes d'Europe, étape vers la république universelle des travailleurs.

Travailleurs manuels et intellectuels, militants, jeunes, nous ne faillirons pas à la tâche d'apporter l'aide matérielle et morale aux jeunes combattants pour l'Internationale de la jeunesse.

LA IV^e INTERNATIONALE EST EN COURS DE RECONSTRUCTION

La III^e Internationale, l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky, a été fondée en 1919, pour diriger la lutte de classe du prolétariat pour la révolution mondiale.

En 1943, déjà liquidée par le stalinisme comme l'avait été la II^e Internationale par la social-démocratie, la III^e Internationale est finalement dissoute par Staline. La II^e et la III^e Internationale sont mortes, vaincues par l'opportunisme et le social-patriotisme. A partir de 1934, à l'appel de Léon Trotsky, dans tous les pays, groupes et militants ont commencé le dur travail pour la construction de la nouvelle Internationale.

● 1938 : la 2^e guerre impérialiste approche. La révolution espagnole et juin 1936 en France ont été vaincus. Hitler a triomphé. En U.R.S.S., par dizaines de milliers, les vieux bolcheviks, compagnons de Lénine et Trotsky, sont sauvagement assassinés par Staline qui s'apprête à signer un pacte avec Hitler. Minuit semble être tombé sur le siècle.

● 1938 : au creux de la vague, la IV^e Internationale est proclamée. Son programme, le programme de la révolution mondiale, qui victorieusement a résisté parce qu'il a répondu aux principaux événements de notre époque, est adopté.

Pendant la troisième guerre mondiale, supportant les coups les plus durs comme nulle tendance ou organisation n'en avait supporté auparavant, la IV^e Internationale et ses organisations ont poursuivi le combat sous le drapeau de Lénine et Trotsky, dans toutes les situations.

Après la guerre la pression des forces ennemies de la bourgeoisie et de la bureaucratie, qui s'exerce sur toutes les organisations, s'est exercée aussi sur la IV^e Internationale. Des hommes ont faibli devant le stalinisme. Le pablisme, tendance de capitulation devant le stalinisme, a cherché en 1950-1952 à détruire la IV^e Internationale comme organisation.

Mais, dès 1952-1953, les organisations trotskystes ont vigoureusement réagi ; en s'organisant dans le Comité international, elles ont entrepris le travail pour la reconstruction de la IV^e Internationale, assurant ainsi la continuité du bolchevisme et du marxisme exprimée dans la I^{re}, la II^e, la III^e et la IV^e Internationale.

**LA 4^e CONFERENCE
DU COMITE INTERNATIONAL**

Travailleurs manuels et intellectuels, militants, jeunes, de toutes parts dans le monde, dans tous les partis communistes au sein desquels se développent crises et conflits, dans les organisations de jeunesse et les partis socialistes, l'avant-garde ouvrière et les jeunes cherchent solutions et réponses aux problèmes de notre époque.

Le Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale a décidé de convoquer sa 4^e Conférence. Le Comité international appelle toutes les organisations, groupes, tendances, militants, qui dans tous les pays combattent pour la révolution prolétarienne, à participer à la 4^e Conférence des partisans de la reconstruction de l'Internationale.

Le Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale ne cache pas que le seul programme sur lequel une nouvelle Internationale peut s'organiser est le « Programme de transition » adopté par la Conférence de 1938. Mais le Comité international, qui défendra en toutes circonstances le programme marxiste de la IV^e Internationale, déclare qu'il entend organiser la 4^e Conférence dans le cadre du libre exercice de la démocratie ouvrière. Le Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale appelle tous les groupes, militants, organisations qui veulent combattre et s'organiser pour la révolution prolétarienne internationale, pour l'Internationale et la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays à participer à sa 4^e Conférence.

Travailleurs manuels et intellectuels, militants et jeunes, le devoir de tous est d'apporter l'appui matériel le plus large à l'activité de l'Organisation Trotskyste — section française du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

« Prolétaires de tous les pays unissez-vous ».

**JE SOUSCRIS AU FONDS INTERNATIONAL
LÉNINE-TROTSKY**

(Bulletin à découper)

SOMME

NOM

ADRESSE (facultative)

.....

**Envoyer au C.C.P. Gérard BLOCH 30.500-79 - La
Source**

Pour toute correspondance :

G. BLOCH, 103, rue des Hirondelles — 91 - Orsay

VINGT-TROIS THÈSES

SUR

LA CRISE ET LA RÉVOLUTION

par Karel BARTOSEK

Les « VINGT-TROIS THÈSES », en circulation à Prague depuis juin 1969, sont généralement attribuées à Karel Bartosek, historien marxiste qui fut, pendant plusieurs mois, l'un des animateurs de la revue *Politika*.

Leur importance dans la discussion politique qui se développe à l'heure actuelle, en dépit de la répression, parmi les intellectuels et les ouvriers tchécoslovaques

d'avant-garde, peut être mesurée à la violence des attaques qu'elles ont values à Bartosek, dénoncé pendant un quart d'heure comme « trotskyste » par la radio de Prague.

Bien qu'elles aient paru dans le volume SAMIZDAT I, nous en reproduisons le texte dans ce numéro de « La Vérité », pour faciliter la lecture du commentaire critique de J.-L. Simon.

NOTES INTRODUCTIVES

1. Question principale : Pourquoi vivons-nous dans ce pays ? Pour interpréter sa vie et s'attrister de son destin ?

Réponse principale : Nous vivons dans ce pays pour y changer la vie.

2. Qui, « nous » ? Nous, les hommes prêts et décidés à instaurer la liberté de pensée offerte à tous à tout moment et qu'on puisse transformer en liberté d'agir.

3. Comment la changer ? En abrogeant historiquement le rapport entre les gouvernants et les gouvernés, les dirigeants et les dirigés, entre ceux qui créent les valeurs et ceux qui se les approprient, même s'ils ne font que décider de leur emploi.

4. De quoi avons-nous besoin ? D'un esprit critique capable d'analyser l'expérience historique du peuple tchèque, ainsi que l'actuel système de gouvernement, et de découvrir ainsi les voies pour supprimer

les rapports mentionnés plus haut, voies qui sont également celles de la liberté. La passion et le sentiment s'engagent à défendre la justice et combattre l'injustice, à lutter pour la vérité et écraser le mensonge, à aimer la liberté et haïr l'oppression.

« Le savoir est pessimisme. L'optimisme est volonté. »
(Gramsci.)

De quoi avons-nous encore besoin ? De ne pas nous étonner devant une idéologie chaque jour plus périmée que l'adversaire bureaucratique nous impose et nous imposera, mais de la percevoir et de découvrir ses origines et sa nature. Rompre avec les analyses générales, profondes en apparence seulement, plagiant souvent nos rapports sociaux, et, au contraire, élaborer nos analyses sur la réalité concrète de ce pays, qui serviront la théorie et la pratique de ce mouvement et aideront à écarter le « socialisme scolastique » si répandu en Bohême.

L'EXPÉRIENCE HISTORIQUE DE NOTRE CRISE ET SON DÉVELOPPEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

5. Voilà déjà cent ans que nous réfléchissons sur notre crise actuelle en Bohême. De la fin du XIX^e au début du XX^e, du professeur Masaryk (1895) au professeur Kosik (1968) (1), on a sans cesse pu constater les éléments d'une crise de la collectivité tchèque, posé des points d'interrogation, proposé des solutions. La pensée des auteurs de ces réflexions est toujours antinomique, divergente en apparence (selon les dates de parution), mais en réalité foncièrement identique. Les crises naissent-elles du fait que nous sommes ou non une nation hussite ou catholique, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire ? Sommes-nous ou ne sommes-nous pas des mystiques irresponsables (rêveurs et radicaux) ou des réalistes ? Sommes-nous ou ne sommes-nous pas une nation politique (sujette de l'Histoire), ou alors des mangeurs de *goulasch* (2) ?

L'explication des crises est toujours pour nous un acte politique à double sens : elle propose la solution idéo-politique et refuse la représentation politique actuelle. Masaryk et Kosik, entre autres, ont constaté, dans leurs réflexions, la petitesse, la pauvreté de conceptions des directions politiques tchèques à toutes les époques, et la dégénérescence de ces directions par rapport à leurs débuts.

La réflexion sur notre crise actuelle a, dans la majorité des cas, un sens moral : cela ne signifie pas que nous condamnons la générosité des intentions qui sont celles de la majorité des auteurs.

Comme beaucoup sont incapables ou peu capables d'analyser les contradictions et les rapports socio-économiques, de les situer dans l'histoire tchèque, ils aboutissent à les remplacer par un idéal métaphysique mystico-moral ou mystico-prolétarien.

Ces réflexions sur notre crise permanente constituent une réponse aussi bien aux problèmes de l'entité nationale tchèque qu'à la création des mythes.

6. Des réponses aux véritables problèmes.

Elles constituent une réaction face à la constante historique d'une petite nation ou d'un petit État, elles essaient d'éclairer ce qu'elle engendre dans la vie intérieure ou extérieure de notre collectivité.

Le problème de Masaryk (« *Comment subsiste une petite nation ?* ») — de même que celui de Palacky (3) — la recherche par Masaryk de voies pour surmonter la « *torturante petitesse constante de notre vie nationale* » nous mènent au grand problème de notre collectivité humaine, comme aussi la recherche, par Kosik, d'une nation politique de citoyens non anonymes. Ces réflexions constituent une réaction devant la réelle petitesse et médiocrité de la politique tchèque moderne, née tard et incomplètement face à la révolution européenne de 1848, aussi bien que devant le véritable problème, qui est de dépasser cette médiocrité et cette petitesse politiques.

7. En quoi créent-elles des mythes ?

Avant tout, par leur incapacité à analyser les rapports entre la crise et la révolution. La révolution est un changement de structures provoquant la crise, et la pensée tchèque, réfléchissant sur les causes de notre crise, n'a vu qu'exceptionnellement cette réalité. Elle a été incapable de saisir nos révolutions — nos révolutions inachevées et déviées. La nation tchèque a vécu l'expérience d'une révolution bourgeoise inachevée, car la bourgeoisie tchèque était incapable de remplir sa mission révolutionnaire historique. Une des principales épreuves que nous avons traversées est résultée de son incapacité à donner une solution démocratique au problème des relations nationales essentiellement sous la première République (4).

La nation tchèque a vécu et vit encore l'expérience d'une révolution prolétarienne inachevée et déviée, la classe ouvrière tchèque ayant été, jusqu'à présent, incapable de remplir sa mission révolutionnaire historique. Car ces vingt-trois années ne constituent-elles qu'une grande réforme politique et sociale ? Qu'est-ce, en fait, que « *changer* » historiquement ? Quand nous savons que la place des propriétaires capitalistes est occupée par l'État et la couche qui le gouverne, qu'à la place de plusieurs appareils de plusieurs partis gouverne l'appareil d'un parti unique, qu'au lieu d'une dépendance politique internationale, qui faisait de la création de la Tchécoslovaquie une fiction, est apparue une autre dépendance, ne nous mystifions-nous pas ? Ne sommes-nous pas mystifiés par ce changement qu'on nomme « *révolution* » ?

Les révolutions déviées et inachevées sont la source de la permanence de notre crise.

8. Le caractère national de notre révolution-contre-révolution a aidé à la naissance des mythes dans les réflexions sur notre crise actuelle. Tous les grands mouvements socio-politiques qui ont existé et étaient capables de détruire les structures anciennes ont été contaminés par le nationalisme qui a limité leur démocratisme historique, nécessaire et possible. Au cours de nos tentatives pour renverser la vapeur (1848, 1918, 1945, 1968) a toujours été présent un

(1) Masaryk, professeur, démocrate et nationaliste tchèque, émigré en Occident pendant la guerre de 1914-1918, premier président de la république tchécoslovaque. Kosik (Karel), professeur de philosophie à la faculté de philosophie de Prague, membre du comité central du P.C.T., où il a été l'un des éléments les plus « progressistes » ; exclu à la fin de la « *normalisation* ».

(2) *Goulasch*, plat national.

(3) Palacky : nationaliste modéré du XIX^e siècle.

(4) La question slovaque et la question des Allemands des Sudètes se posaient dans la Tchécoslovaquie d'avant guerre marquée d'un nationalisme tchèque.

fort sentiment national, car la destruction de la structure d'oppression devait affronter le soutien extérieur de cette oppression, l'oppression extérieure.

Le nationalisme jouait ainsi un rôle historique à la fois progressif et réactionnaire. Les réflexions actuelles sur notre crise présente doivent, tenant compte du temps et de l'expérience historique, se déterminer non seulement en fonction de la révolution nationale, mais aussi en fonction de la « révolution

en Europe centrale ». Les Tchèques ne sont pas l'unique exemple d'une petite nation en Europe orientale ni une expérience exceptionnelle de l'utilisation de leur nationalisme contre des voisins qui essaient d'accomplir un changement révolutionnaire progressiste. Il est possible de surmonter la permanence de notre crise en créant une nouvelle « qualité » d'Etat des petites nations de l'Europe centrale et balkanique, une union d'Etats fédérés.

NOTRE CRISE INTÉRIEURE ET LE RÉGIME ACTUEL

9. Le régime actuel nie-t-il historiquement la permanence et la réalité de notre crise ? Non ! Dans le domaine de la politique intérieure, non seulement il établit l'idéologie et la pratique de la déviation, mais encore il accepte ouvertement l'idéologie et la pratique de la vassalité. En politique intérieure, il renforce le système bureaucratique-centralisé ébranlé en 1968, qui a empêché l'émancipation humaine de la classe ouvrière et des tous les groupes de la population laborieuse. L'élimination de Novotny et d'une partie de son groupe s'est révélée être historiquement une simple révolution de palais : un groupe de bureaucrates a été remplacé par un autre. Pour connaître la nature du régime actuel, il faut utiliser le critère essentiel de Marx : « *Qui, dans notre société, s'approprie le surproduit, qui dispose du capital produit par les travailleurs ?* » Ainsi que se demander : « *Existe-t-il, dans notre société, une oppression socio-économique ?* » Les réponses sont évidentes : dans notre société règne la couche bureaucratique qui gère les domaines économique-sociaux du pouvoir et de la politique. La théorie et la pratique annoncées par cette couche sont significatives : le renforcement des « *Etats* » (cf. l'appareil Etat-Parti), l'identification du parti communiste et de l'Etat, le cumul des principales fonctions dans le domaine politique et du pouvoir, etc. Une mince couche d'oligarques politiques décide de nouveau de tout dans les rapports sociaux, économiques et politiques. Ce qu'on souligne tellement : « *le rôle dirigeant du Parti* », et non « *le rôle dirigeant de la classe ouvrière* » (notion qui, pour la première fois depuis longtemps, n'est pas seulement désapprouvée, mais critiquée), démasque plus encore son rôle historique.

11. La crise qui a provoqué l'année 1968, dont les causes n'ont pas été résolues par la restauration du système bureaucratique-centralisé, s'approfondit historiquement.

Le « *nouveau système* » (nouveau par les personnes) est le résultat de l'échec du grand mouvement socio-politique révolutionnaire de l'année 1968, l'une des plus grandes dates de notre histoire — comme l'a prouvé l'évolution qui a suivi le 21 août. Dans la logique d'une victoire contre-révolutionnaire dans

l'histoire, il n'en a jamais été autrement : ce mouvement doit être écrasé. Dans la logique de cette victoire, il y a la vengeance qui obscurcit la vie et empêche ces gens séduits de voir que leur action est antihistorique. L'important est que cette oppression est évidente et publique, et que, dans la situation concrète, ce sont seulement des groupes infimes qui s'y soumettent. Le régime bureaucratique est obligé de se détacher publiquement de tous les groupes actifs de la population, des ouvriers qui ont compris en 1968 leur rôle politique véritable, des intellectuels progressistes à qui l'expérience d'Août a fait perdre leurs illusions sur le rôle des élites, de la jeunesse pensante qui commence à comprendre le rôle d'une organisation et d'un lien dans son programme avec une partie des générations plus âgées. Le groupe gouvernant doit travailler avec des mensonges à découvert et des demi-vérités fabriquées à l'extérieur. Son principal soutien — impossible à sous-estimer dans les milieux tchèques — est formé de gens corrompus, craintifs ou indifférents. Le « *nouveau système* » est incapable d'offrir une perspective politique véritablement humaine pour un homme de la deuxième moitié du xx^e siècle. Il regarde en arrière et voit la réalité sociale à travers les lunettes de 1948. La clé de cette impuissance idéologique, il faut la chercher dans les paroles des principaux dirigeants : « *Vers où pouvons-nous "voguer" à partir du socialisme ? Vers la démocratie bourgeoise !* »

Les dirigeants de ce pays et de ce régime ne comprendront jamais que la majorité des gens sont persuadés ou sont capables de se laisser persuader qu'il est possible de « *voguer* » vers une société plus libre et plus juste que la société bourgeoise qu'elle était et qu'elle reste. Le « *nouveau système* » (nouveau dans les personnes) est incapable d'offrir une autre perspective que celle qu'offre le capitalisme avancé actuel, celle d'un homme producteur-consommateur. Cette perspective est développée par un autre dirigeant qui s'emballe en même temps pour qu'« *on évite de commettre une erreur historique* » — contre la démocratisation dans la production, contre les « *conseils ouvriers* », contre les producteurs propriétaires. Le changement de perspective offert par ce

régime n'est pas seulement déterminé par des déclarations, mais par des faits : il autorise en Bohême un mauvais strip-tease et interdit journaux et revues culturelles et politiques engagés dans un sens socialiste. Il ne faut pas sous-estimer la perspective qu'il offre : le petit-bourgeois (l'homme consommateur) n'est pas seulement répandu chez nous. Mais il ne faut pas non plus la prendre pour la solution de la crise et des problèmes de la société moderne développée, comme l'a montré l'exemple français de mai 1968.

12. La destruction du plus grand parti communiste en Europe centrale influencera historiquement l'approfondissement de notre crise. Le P.C., qui se prive des ouvriers engagés et honnêtes, se prive ainsi de la possibilité de sa transformation interne. Avec des vétérans et des retraités, même organisés, les changements sociaux sont impossibles. Les corrompus

peuvent, pour le moment, conserver le pouvoir sur l'appareil bureaucratique, mais ils ne peuvent gagner le consensus actif de la majorité de la population. Tout nous confirme que l'actuelle évolution interne du P.C. va se poursuivre. Il faudra compter avec le fait que domineront totalement dans ce parti les fonctions techniques du pouvoir, « *fonctions propagandistes et policières* » (Gramsci).

Ce parti sera incapable de formuler un programme politique universel qui montre les voies vers une vie libre pour chacun et pour tous.

13. Si l'actuel degré de vassalité demeure le même, et si l'on continue à l'expliquer par la politique des « *blocs* » qui indignent le sentiment national, il ne faut pas s'attendre à autre chose qu'à la montée du sentiment national et même du nationalisme, et seul un ignorant peut sous-estimer sa force et ses dangers dans l'histoire moderne.

LA NECESSITE D'UNE NOUVELLE GAUCHE

14. Quelles sont les contradictions socio-économiques dans la société actuelle ? S'il existe des contradictions entre les couches bureaucratiques privilégiées et les citoyens sans privilèges, entre l'Etat propriétaire et le producteur, dans ce cas, l'action révolutionnaire devient une nécessité objective qui détruira alors la structure bureaucratique et ouvrira la voie à une société d'autogestion entre citoyens égaux. Si cette contradiction à l'intérieur de la société tchèque est réelle, il faut, non seulement en prendre conscience et la dénoncer, mais créer également un mouvement politique organisé qui préparera et accomplira cette action révolutionnaire — la révolution n'a pas ses « *propriétaires exclusifs* », comme dit très bien Régis Debray. Nous pouvons ajouter : « *Il n'existe aucun monopole sur le progrès, ni sur les groupes, ni sur les organisations, ni en Tchécoslovaquie, ni nulle part ailleurs.* » Les organisations s'efforcent de faire progresser l'humanité, naissent et disparaissent, et le parti communiste tchécoslovaque doit compter avec le fait qu'il sera historiquement remplacé par d'autres organisations, qui s'efforceront d'accomplir véritablement la libération de la classe ouvrière.

15. La nouvelle gauche révolutionnaire marxiste (dans le sens authentique du mot) peut-elle naître en Bohême ? Oui, elle le peut ! Elle dispose de plusieurs avantages : elle peut agir sur la base sociale des principaux moyens de production et sur celle d'une double expérience, que n'a connue aucun autre pays au monde : expérience du parlementarisme bourgeois et expérience stalinienne (5). Pour qu'elle ouvre véritablement la voie au progrès humain, la nouvelle gauche doit voir clair sur la question principale,

qui est de réaliser cette double négation historique, négation du régime bureaucratique-centralisé et négation du régime bourgeois-démocratique : du point de vue du mouvement ouvrier, cela signifie le refus du socialisme stalinien (ou néo-stalinien) et le refus du réformisme social-démocrate. Si cette négation est véritablement historique, elle ne peut être que la création d'une symbiose de tous les éléments positifs de l'évolution passée, de la société et du mouvement ouvrier. La véritable négation signifie enrichissement et non appauvrissement : la révolution antibureaucratique signifie une continuité (une partie de la révolution anticapitaliste).

16. Pour que la nouvelle gauche soit réellement révolutionnaire et historiquement nouvelle, elle doit apprendre la stratégie révolutionnaire dans les pays développés d'après la stratégie Gramsci-Smeral de la guerre de tranchées, qui exige la conquête de l'hégémonie intellectuelle, tranchée après tranchée, sur l'ennemi, et comprendre les véritables rapports historiques entre les réformes et la révolution. La révolution (même antibureaucratique) ne peut se faire d'un coup, mais par une série de réformes de structure. La nouvelle gauche doit analyser l'expérience de 1968, autant que le rôle historique et la nécessité de la violence, et refuser l'explication du « *socialisme à visage humain* » qui, au moment d'un tournant, laisse la voie libre à l'adversaire bureaucratique. La véritable stratégie de la révolution,

(5) La Tchécoslovaquie a vécu dans l'entre-deux-guerres sous un régime de démocratie bourgeoise parlementaire. Le régime stalinien s'y est installé en 1948, au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

dans les conditions qui sont les nôtres, ne peut se créer sans une analyse des courants d'idées qui se sont efforcés de refuser le système bureaucratique-centralisé ; avant tout, il faut faire une analyse critique de l'enseignement de Trotsky sur la révolution politique contre la bureaucratie, apprécier de façon exacte en quoi il est valable aujourd'hui, dans les conditions qui sont les nôtres, et en quoi il est illusoire et limite son idéologie antistalinienne.

17. Pour que la nouvelle gauche soit historiquement nouvelle, elle doit formuler sa stratégie de la révolution mondiale et sa conception de l'internationalisme. Notre crise de la société est la crise de la civilisation actuelle, issue de la tentative de diviser le monde en deux « blocs » ; elle est aussi la crise du socialisme mondial et du mouvement communiste international.

La politique bureaucratique remplace souvent l'internationalisme par une démarche tactique émanant des besoins de la bureaucratie soviétique gouvernante, des conceptions de la coexistence pacifique comme le maintien du *statu quo*, de l'incapacité à changer les rapports inégaux entre les pays qui appartiennent au bloc soviétique. L'attitude attentiste face au massacre en masse des communistes indonésiens est-elle une attitude internationaliste ? La timidité vis-à-vis de la lutte des ouvriers français en 1968 est-elle une attitude internationaliste ? Y avait-il, ou y a-t-il, une attitude socialiste vis-à-vis de la Chine, une attitude où viennent récemment d'apparaître des éléments de racisme « blanc » ? Dans tous les domaines, vis-à-vis des pays capitalistes et socialistes actuels, vis-à-vis du tiers monde, la nouvelle gauche peut offrir aux travailleurs une autre alternative que celle d'un régime bureaucratique. Le fait que les masses acceptent cette alternative peut exercer une influence décisive, non seulement sur les facteurs idéologiques et politiques, mais aussi sur les aspects proprement élémentaires du sentiment humain, en particulier la nécessité de la solidarité humaine.

La principale question de nos rapports avec le monde et de notre révolution est notre rapport avec l'Union soviétique. L'actuel rapport de vassalité et d'oppression n'est pas un rapport entre deux pays, mais est fondé sur la hiérarchie des pouvoirs des couches gouvernementales respectives d'un grand et d'un petit pays. Or l'abrogation de ces rapports ne peut résulter d'améliorations, grandes ou petites, de cette hiérarchisation, puisqu'il s'agit de détruire la nature même de cette subordination.

La révolution politique en U.R.S.S. qui réussira à imposer la liberté de l'humanité et la démocratisation n'est pas la seule voie possible vers l'abrogation des rapports de subordination (même les gouvernements coloniaux n'ont pas été détruits dans le monde par les révolutions dans la métropole, même si cette voie était la seule possible). La seule possibilité historique réelle consiste dans la lutte en commun des petites nations de l'Europe centrale et balkanique

pour l'égalité (l'exemple yougoslave est un exemple qui mérite d'être bien étudié).

Or la stratégie de la nouvelle gauche doit être avant tout fondée sur la stratégie révolutionnaire de l'« Europe centrale » et sur une étude détaillée de l'éternelle dialectique des révolutions de 1848. L'expérience de l'année 1968 est aussi celle de notre isolement (sans pareil) des autres pays d'Europe centrale. De ce point de vue, il faut aussi faire un effort pour l'égalisation des rapports entre les Tchèques et les Slovaques (la fédéralisation) au moment de notre tragique expérience commune (sentiment commun d'une oppression extérieure), aussi bien que pour renforcer les éléments de solidarité dans la voie commune. Le remplacement d'un centralisme bureaucratique (celui de Prague) par deux centralismes bureaucratiques (ceux de Prague et de Bratislava) peut rendre cette démarche plus difficile, mais peut également la simplifier (6).

18. Pour que la nouvelle gauche soit véritablement nouvelle, elle doit se prononcer avec précision sur le problème national. La révolution n'est pas la résolution dans l'abstrait de problèmes abstraits. L'élément national a constitué la principale idéologie d'intégration de tous les grands mouvements socio-politiques de l'histoire tchèque qui ont conduit à des changements sociaux. Mais les conditions actuelles, alors qu'il s'agit d'une libération nationale, ne témoignent-elles pas que le grand mouvement de l'avenir peut se situer en dehors des limites de la « libération nationale » ? Et la classe ouvrière tchèque, pendant l'année 1968, est entrée dans le mouvement pour la « renaissance » du socialisme avec tout son poids sous le drapeau national, et non sous le drapeau rouge. L'intensité de l'élément national a toujours — et aussi en 1968 — renforcé et affaibli à la fois chaque grand mouvement, et a déterminé profondément, et la résolution des masses de lutter pour le progrès humain, et leur crainte qui conduit à la capitulation. Si la nouvelle gauche ne veut pas capituler devant ce patriotisme chauvin, si elle veut être véritablement patriotique, elle doit résoudre le difficile problème d'être critique en aimant la société tchèque (un amant critique) et doit avoir un sens toujours en éveil pour percevoir un sentiment national exagéré et détester un nationalisme primitif, antirusse, comme celui d'aujourd'hui, savoir apprécier le rôle historique des mythes nationaux et réaliser par-là leur destruction.

« Un peuple malheureux n'a pas de patrie. »
(Saint-Just.)

19. Pour que la nouvelle gauche soit historiquement nouvelle, elle doit expliquer son attitude sur

(6) La « fédéralisation », qui a placé théoriquement sur pied d'égalité Tchèques et Slovaques, se traduit surtout par l'oppression des travailleurs tchèques et slovaques par un appareil bureaucratique à deux têtes, celui du P.C.T. et celui du P.C.S.

le problème de l'égalité sociale au sein de notre société. La question sociale, celle d'une sécurité sociale correspondant au potentiel de la production industrielle du pays, concerne des millions d'hommes, avant tout des femmes et des vieillards. Il faut incontestablement approfondir le problème économique et politique de l'inégalité sociale.

La nature de ce processus n'est pas résolue par le fait qu'on supprime les anomalies anciennes, qu'on augmente le salaire de certaines catégories particulièrement qualifiées (médecins, professeurs, etc.). La nature de ce processus est déterminée par la corruption massive des dirigeants et des sous-dirigeants, l'augmentation des privilèges, du travail noir, nés de l'état de crise de la société (avant tout dans les services), nés de la conception technocratique du dénivellement des salaires qui avantage les gouvernants et désavantage les gouvernés.

Si une « réforme économique » quelconque veut être socialiste et non technocratique, elle doit être fondée sur la résolution de la question sociale dans notre pays.

20. Dans l'idéologie de la nouvelle gauche, le collectivisme doit venir en premier, ce qui ne signifie pas la négation de l'individu comme dans le collectivisme stalinien (cf. Ehrenbourg : « *Le collectivisme ne doit pas être 0 + 0 + 0, mais 1 + 1 + 1.* ») Il faut faire une analyse critique de notre effort intellectuel sur la « *renaissance du socialisme* » des années 60, qui ont souligné le rôle et les droits de l'individu en oubliant ceux de la collectivité (« *un individu dans la collectivité* », « *un individu collectif* »).

Aussi bien, il est nécessaire d'analyser la forte tendance du « *socialisme* » individualiste et petit-bourgeois. L'appréciation exacte de l'expérience de 1968, où le collectivisme de la classe ouvrière a joué

— de même que la liaison entre producteurs et intellectuels — un grand rôle, peut aider à formuler et à accepter ce trait de l'idéologie de la nouvelle gauche.

21. La tactique de la nouvelle gauche doit compter avec le fait que les forces de gauche vont agir dans les conditions d'un régime totalitaire d'un type particulier. Il sera obligé de tolérer dans une certaine mesure la liberté d'opinion. Ces forces ne peuvent aujourd'hui publier ce point de vue dans la presse et par d'autres moyens d'opinion, elles peuvent seulement l'expliquer au moyen d'une propagande orale ou manuscrite, même si celle-ci n'atteint qu'un cercle limité.

Les tâches immédiates des forces de gauche sont les suivantes :

a) Etablir un programme complet de changement révolutionnaire de la société ; son élaboration doit être d'abord fondée sur l'analyse des événements de 1968 ;

b) Lutter contre le découragement qui est le résultat « *normal* » de toute période d'échec, que nous rencontrons de plus en plus, et contre lequel l'arme la plus efficace est encore d'en trouver les causes (y compris les causes de nos propres fautes) et de formuler ainsi notre programme d'avenir ;

c) Exploiter toutes les organisations légales pour la propagande en faveur du nouveau programme, afin de démasquer le système bureaucratique et de constituer les embryons d'organisations politiques à venir. Si la nouvelle gauche veut historiquement être nouvelle, elle doit se diriger vers la création, non seulement d'une, mais de plusieurs organisations politiques de la classe ouvrière, et préparer le terrain pour leur proclamation publique.

NOTES DE CONCLUSION

22. Nos réflexions sont-elles utopiques ou romantiques ?

Si nous les avons fondées sur une analyse rationnelle de la situation actuelle, alors la formulation d'un but possible n'est pas une faute, mais le renforcement de toute idée et de tout mouvement qui tentent d'améliorer le monde.

L'utopie ne constitue jamais un frein, sauf lorsqu'elle opprime la réflexion critique sur la réalité et transforme par là même la volonté de changer la réalité en illusion sur cette même volonté et sur cette même réalité.

23. Ne devrions-nous pas être plus prudents face au système du pouvoir bureaucratique ? Nous avons deux possibilités essentielles :

● Nous persuader que le monde dans lequel nous vivons est terrible et avoir peur de lui,

● Nous persuader que le monde pourrait être meilleur puisque nous sommes là, avec notre volonté de nous organiser — et que sa toute-puissance n'est pas omnipotente.

Frantisek Halas a écrit :

« *Sois notre lampe et la fiancée des jours prochains !* »

Je le comprends ainsi :

« *Sois notre lampe, et notre action l'amante d'aujourd'hui !* »

A PROPOS DES VINGT-TROIS THÈSES de Karel Bartosek

Depuis la mort de Staline, la crise du stalinisme, reflet de la crise de l'impérialisme, a ébranlé de haut en bas les pays d'Europe de l'Est, et cette crise a pris une forme explosive en Allemagne de l'Est en 1953, Hongrie et Pologne en 1956, Tchécoslovaquie, Pologne et Yougoslavie en 1968. A chaque moment, et, tout particulièrement, en Pologne et en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, le combat engagé par une avant-garde communiste plongeant ses racines dans une résistance formidable des masses à la bureaucratie a mené des milliers de militants communistes à rompre consciemment avec le stalinisme. Mais cette rupture s'est toujours faite, et cela ne pouvait pas se passer autrement, dans les cadres mêmes du stalinisme, qui a marqué d'une double empreinte le mouvement ouvrier des pays d'Europe de l'Est :

- D'abord, il a enfermé ces partis, leurs cadres, leurs militants dans le carcan du « *socialisme dans un seul pays* », l'internationalisme ne prenant la forme que de la subordination au Kremlin ;

- Ensuite, il a brisé, par tous les moyens possibles, le lien conscient avec le bolchevisme ; il a poursuivi, sous toutes les formes possibles, l'œuvre des procès de Moscou, défigurant le bolchevisme à l'image du Guépéou, diffamant les continuateurs du bolchevisme — étiquetés « *trotskyistes* » par les staliniens eux-mêmes — à travers le monde ;

- Enfin, par sa théorie des deux « *blocs* » (traduite dans le dernier ouvrage de Staline par la théorie des deux « *marchés* » parallèles, le marché socialiste et le marché capitaliste, poursuivant chacun leur carrière, interrompue, au pire, par des agressions militaires à la Hitler), théorie qui a fait de la division

du prolétariat européen en deux une constante dans la pensée des militants communistes de l'Est.

De par son mouvement même, le combat engagé par les masses d'Allemagne de l'Est, de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie tendait à faire éclater ce cadre. Mais la conscience n'est pas le reflet des processus objectifs. Pour que les militants polonais et hongrois en 1956, les militants tchécoslovaques en 1968 brisent en grand nombre et consciemment ces cadres hérités du stalinisme, dans lesquels ils ont été éduqués et formés, il fallait une intervention consciente susceptible de donner à leur combat et à leur réflexion la dimension que le stalinisme avait abrogée. C'était là la tâche de la IV^e Internationale, traduction de l'unité de la lutte des classes mondiale par son programme, son héritage et sa réalité au niveau de l'organisation. Mais le pablisme fit voler en éclats la IV^e Internationale en 1952-1953 au moment même où les combats de classes les plus violents s'amorçaient en Europe de l'Est...

Le « *Secrétariat international* » (devenu depuis 1953 le « *Secrétariat unifié* »), c'est-à-dire l'organisme pabliste qui prétend parler au nom de la IV^e Internationale qu'il a détruite, a eu constamment une attitude tendant à maintenir les cadres communistes des pays de l'Est dans le ghetto stalinien d'où ils tentaient de se dégager avec d'énormes difficultés. Et la responsabilité du pablisme dans l'extrême faiblesse numérique et les confusions de l'avant-garde communiste qui se dégage peu à peu en Europe de l'Est est par-là énorme.

Ainsi, face à la grève générale des ouvriers de Berlin-Est, le « *Secrétariat international de la IV^e Internationale* » avançait « *le programme de la révolution politique qui est actuellement à l'ordre du jour*

aussi bien en U.R.S.S. que dans les "démocraties populaires"... » L'un des cinq points avancés était : « LA DEMOCRATISATION RELLE DES PARTIS COMMUNISTES », c'est-à-dire l'amélioration démocratique du fonctionnement des partis staliniens, c'est-à-dire l'autoréforme des instruments d'oppression de la bureaucratie du Kremlin (sous la pression des masses, bien sûr !), c'est-à-dire la transformation du parti stalinien de l'intérieur..., c'est-à-dire, en un mot, la perspective du « socialisme à visage humain », qui a mené des milliers de communistes polonais et tchécoslovaques dans une impasse mortelle en 1956 et en 1968 !

Face aux révolutions hongroise et polonaise, le pablisme joua, à un niveau encore plus élevé, son même rôle démobilisateur et désorganisateur, en se faisant, avec le cynisme le plus achevé, le porte-parole des intérêts des bureaucrates, et cela au nom du « trotskysme »... C'est au nom du « trotskysme » qu'il appelait les militants communistes à se soumettre à l'appareil. Que l'on en juge par ces lignes de Pablo dans le numéro de décembre 1956 de la revue *Quatrième Internationale* (sic) :

« En Pologne, grâce au rôle de direction qu'a pu jouer le parti ouvrier, conquis, transmuté par la tendance Gomulka, expression elle-même, certes déformée, de la vraie tendance des masses, mais tendance centrisme évoluant tout de même à gauche — la révolution politique des masses contre le régime bureaucratique a pu faire l'économie d'un errement dans l'incertitude et la confusion et éviter les dangers inhérents à une telle situation (...).

En Hongrie, l'absence de toute direction politique centralisée et tant soit peu claire a provoqué, au contraire, à partir d'un certain moment, exactement ces défauts et dangers (que la Pologne a évités).

Le manque de direction révolutionnaire consciente ayant des racines dans les masses a fait que la situation révolutionnaire exceptionnellement favorable des premiers jours, avec, partout, la création de comités dominés par le courant prolétarien, n'a pu être exploitée afin d'asseoir sur eux tout le pouvoir et de définir un programme de politique extérieure qui serait sinon acceptable, du moins difficile à combattre par le Kremlin (...). Débordé, le gouvernement Nagy a commencé à manœuvrer en dehors du camp de classe, sans avoir essayé, au contraire, de manœuvrer, face au Kremlin, à l'intérieur de ce camp (sic!).

Une véritable direction révolutionnaire, qui aurait fait appel aux comités et au courant prolétarien des masses avec sincérité, avec audace aussi, aurait pu les convaincre de comprendre les limites de classe de la démocratisation et la nécessité de l'alliance sur un pied d'égalité avec l'U.R.S.S. »

Quel programme proposé aux révolutionnaires de l'Est ! Soutenir Gomulka, ne pas effrayer le Kremlin, prévoir une alliance sur un pied d'égalité avec la bureaucratie du Kremlin, ne pas briser le parti stalinien (car c'est cela que veut dire, dans le cadre de l'ensemble du texte, la nécessité de faire compren-

dre aux masses « les limites de classe de la démocratisation »... qu'est-ce que cela pourrait bien vouloir dire d'autre ?), le redresser prudemment et avec l'accord des « alliés » du Kremlin... bref, c'est tout le programme du « socialisme à visage humain » en Tchécoslovaquie qui a jeté les masses sous le talon du parti bureaucratique reconstruit grâce à cette politique après avoir volé en éclats. On remarquera que ce programme isole soigneusement les militants communistes, chacun dans leur pays et tous ensemble derrière le « rideau de fer »... Aucun rapport entre leurs luttes et celles des travailleurs des pays capitalistes n'est et ne peut être défini, dans cette conception réformiste, à l'égard de la domination de la bureaucratie.

Tout courant rompant avec le stalinisme est, de par l'héritage historique dans lequel il se définit, par nécessité un courant centrisme, c'est-à-dire instable et oscillant entre le réformisme et la révolution. Le pablisme donne à ce centrisme une *cohérence* qui vise à le réintégrer dans l'orbite même du stalinisme avec lequel ce courant centrisme rompt (même en utilisant des formules très gauchistes... l'étiquette ne change rien au contenu). C'est là le rôle normal du pablisme qui explique, en partie, les limites dans lesquelles s'insère la réflexion des militants communistes des pays de l'Est lorsqu'ils brisent le cadre du stalinisme.

La révolution politique amorcée par les travailleurs en Tchécoslovaquie au cours de l'année 1968 et que désignent, avec une imperfection destinée à en masquer la réalité, les expressions courantes « le printemps de Prague » ou la « démocratisation » représente une expérience particulièrement précieuse dans le combat que mènent les prolétaires du monde entier pour leur émancipation ; expérience d'autant plus précieuse que les enseignements en seront tirés par les communistes tchécoslovaques eux-mêmes pour étayer et préparer la prochaine étape de la lutte des masses tchécoslovaques.

De ce point de vue, les *Vingt-trois thèses* rédigées à Prague en juin 1969 présentent un intérêt particulier : elles constituent la première tentative de bilan qui ne soit pas tournée vers le seul passé, mais qui tente de dégager des conclusions politiques destinées à orienter l'action des révolutionnaires tchécoslovaques dans l'avenir. C'est pourquoi les trotskystes attachent une grande importance à la discussion au fond de ce texte et des perspectives qu'il trace. Si l'avant-garde qui se cherche en Tchécoslovaquie ne dresse pas vraiment le bilan du « printemps de Prague », ce sera, en effet, pour elle et pour les révolutionnaires du monde entier, un handicap aussi lourd que le serait pour l'avant-garde qui se construit en France son incapacité ou sa réticence à dresser le bilan politique rigoureux de la grève générale de mai-juin 1968.

C'est pourquoi une analyse et une critique serrée des *Vingt-trois thèses* s'imposent comme une exigence pour les militants révolutionnaires des pays de l'Ouest.

On ne peut, bien entendu, analyser correctement

ce texte si l'on ne tient pas compte des conditions générales et particulières dans lesquelles il a été écrit, c'est-à-dire de l'expérience dans laquelle il s'enracine ; faute de quoi l'on se condamnerait à ne rien comprendre aux problèmes que pose la reconstruction de la IV^e Internationale dans les pays de l'Est.

Cela dit, rien ne serait pire que d'imaginer une spécificité polonaise, hongroise ou tchécoslovaque à

laquelle on renverrait systématiquement tout ce qui, dans tel ou tel texte de Modzelewski et Kuron ou dans les *Vingt-trois thèses*, est confus, insuffisant ou faux. La critique, fraternelle, est un élément indispensable des discussions entre les militants qui rompent avec le stalinisme à l'Est de l'Europe et les trotskystes qui se battent pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

BOHÈME OU LUTTE DE CLASSES INTERNATIONALE ?

Le premier trait de ces thèses est que la réflexion de l'auteur se situe dans un cadre très précis, très étroit qui est celui de la Tchécoslovaquie, ou, plus exactement, de la Bohême, conçue comme une entité.

Répondant à la question « *De quoi avons-nous besoin ?* » Bartosek écrit : « *D'un esprit critique capable d'analyser l'expérience historique du peuple tchèque (souligné par nous), ainsi que l'actuel système de gouvernement.* » Quelques lignes plus bas, Bartosek précise ainsi l'objectif lié à cette exigence : « *Elaborer nos analyses sur la réalité concrète de ce pays, qui serviront la théorie et la pratique de ce mouvement et aideront à écarter le « socialisme scolastique » si répandu en Bohême...* ».

Que la réflexion de Bartosek se meuve dans un champ dont les limites géographiques, historiques et politiques soient l'histoire de la Bohême, cela ressort à chaque paragraphe du texte, et là est le fondement de l'ensemble de son analyse et des conclusions générales et immédiates qu'il en déduit.

« *Voilà déjà cent ans, écrit-il, que nous réfléchissons sur notre crise actuelle en Bohême (...).* » Et il se demande : « *Les crises naissent-elles du fait que nous sommes ou non une nation hussite ou catholique, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire ?* »

Située dans cette continuité nationale au sens le plus étroit du terme (puisque'il s'agit là de la Bohême et non pas même de la Tchécoslovaquie), la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie à dater de janvier 1968 apparaît comme déterminée et produite par les conditions spécifiques de l'histoire nationale de la Tchécoslovaquie. « *Nation hussite ou catholique* », c'était là, sans doute, la détermination superstructurelle, ou « *idéologique* », première, à l'époque de la réforme et de la contre-réforme, à l'époque du capitalisme naissant, c'est-à-dire à l'époque où la constitution du marché national comme une unité constituait un facteur progressif du développement des forces productives comme partie intégrante de la constitution du marché mondial auquel le développement du capitalisme menait par sa dynamique propre.

L'impérialisme a donné sa forme suprême à cette dynamique que Marx et Engels définissaient dès 1847 dans le *Manifeste du parti communiste* en ces termes :

« *Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier ! Il lui faut pénétrer partout, s'établir partout, créer partout des moyens de communication.* »

« *Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production de tous les pays. Au désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale.* »

Ce processus économique est, bien entendu, en même temps un processus social et politique. C'est lui qui fonde l'unité mondiale de la lutte des classes, unité qui détermine la nature de ses diverses expressions particulières.

Sans doute Bartosek ajoute-t-il la « *révolution mondiale* » et l'« *internationalisme* » à son analyse, mais c'est comme une dimension SUPPLEMENTAIRE de la crise historique de la Bohême. Ainsi la thèse 17 affirme-t-elle :

« *Pour que la nouvelle gauche soit historiquement nouvelle, elle doit formuler sa stratégie de la révolution mondiale et sa conception de l'internationalisme. Notre crise de la société est la crise de la civilisation actuelle, issue de la tentative de diviser le monde en deux « bloes » : elle est AUSSI (souligné par nous) la crise du socialisme mondial et du mouvement communiste international.* »

NON. Elle n'est pas AUSSI la crise du stalinisme, qui n'est que la réflexion de la crise de l'impérialisme. Elle est le produit de la crise du stalinisme avec des formes, des rythmes, des modalités qui dépendent en partie de l'héritage national tchécoslovaque, des traditions du mouvement ouvrier tchécoslovaque, de l'ensemble du passé de la Tchécoslovaquie.

Mais que ce dernier aspect ne soit pas déterminant, cela ressort du texte même des *Vingt-trois thèses* : essayant de situer le « *printemps de Prague* » par rapport à l'histoire propre de la Tchécoslovaquie, Bartosek affirme dans sa thèse 7 : « *La nation tchèque a vécu et vit encore l'expérience d'une révolution prolétarienne inachevée et déviée, la classe ouvrière tchèque ayant été, jusqu'à présent, incapable de remplir sa mission révolutionnaire historique.* » Pourquoi ? Pourquoi cette « *incapacité* » ? En quoi s'enracine-t-elle dans une réalité spécifiquement tchécoslo-

vaque ? Bartosek ne peut répondre. De même il ne peut dégager une origine tchécoslovaque de la bureaucratie tchécoslovaque qu'il décrit en ces termes : « Dans notre société règne la couche bureaucratique qui gère les domaines économique-sociaux du pouvoir et de la politique... Une mince couche d'oligarques politiques décide de nouveau de tout dans les rapports sociaux, économiques et politiques. »

La bureaucratie tchécoslovaque est-elle donc le pro-

duit de conditions historiques propres à la Bohême ? Bartosek ne peut, bien entendu, répondre « oui » et, comme tout à l'heure il ajoutait la crise internationale et l'Internationale comme une dimension supplémentaire à la crise de la société tchèque, il ajoute maintenant un rapport supplémentaire à la nature de la bureaucratie tchécoslovaque, le rapport de « vassalité » qui subordonne les bureaucrates tchécoslovaques à leurs supérieurs du Kremlin.

BERLIN-EST, VARSOVIE, BUDAPEST, PRAGUE... MOSCOU

Voulant donner une réponse « aux problèmes de l'entité nationale tchèque », Bartosek est ainsi amené à modeler sa réflexion dans les cadres du prétendu « socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire du stalinisme. C'est là un héritage que tout militant communiste des pays de l'Est subit inévitablement. C'est pourquoi il est particulièrement important de l'analyser et de le critiquer. Il est significatif d'ailleurs que les *Vingt-trois thèses* ne fassent jamais la moindre allusion au « socialisme dans un seul pays », et ne posent jamais le problème : « Est-il oui ou non possible » de construire le socialisme dans un seul pays, c'est-à-dire en dehors de la division internationale du travail, la conquête la plus progressive du développement du capitalisme ?

La conséquence politique est immédiate : alors que les *Vingt-trois thèses* tentent de dresser le premier bilan de la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, elles restent absolument muettes sur la grève générale des ouvriers de Berlin-Est de 1953, sur la révolution polonaise avortée de 1956, sur la révolution hongroise écrasée de 1956, sur les manifestations de mars 1968 en Pologne et sur celles de mai-juin 1968 en Yougoslavie... Bartosek abstrait le « printemps de Prague » du processus révolutionnaire qui, dès le lendemain de la mort de Staline, a dressé les travailleurs des pays de l'Europe de l'Est contre la bureaucratie, alors que le « printemps de Prague » n'est que l'expression de la montée du prolétariat de l'Europe de l'Est tout entière, qui ébranle aujourd'hui la bureaucratie au cœur même : en Union soviétique. Si l'on abstrait ainsi la lutte des travailleurs tchécoslovaques de ce déjà long combat, on ne peut vraiment comprendre ni la politique du Kremlin, ni l'invasion du 21 août, ni le sens de la « normalisation », ni la politique de Husak : toute la politique de la bureaucratie soviétique a été déterminée par les répercussions internationales du processus révolutionnaire engagé en Tchécoslovaquie. L'invasion du 21 août avait pour fin de liquider un mouvement qui représentait en Tchécoslovaquie la cristallisation et l'accélérateur des aspirations de millions de travailleurs des pays d'Europe de l'Est et d'Union soviétique. C'est ce que définissait le communiste tchéco-

slovaque Jiri Hochmann, le 31 juillet 1968, lorsqu'il écrivait :

« Nous avons introduit le spectre de la liquidation du pouvoir absolu de la caste bureaucratique, cette caste introduite sur la scène internationale par le socialisme stalinien (...). Nous mettons en danger la bureaucratie qui est en train, lentement mais sûrement, d'enterrer le socialisme à l'échelle du monde. »

La reconnaissance des tendances, prévue dans le projet de statuts soumis au congrès extraordinaire du P.C. tchécoslovaque qui devait avoir lieu le 9 septembre, n'était pas criminelle aux yeux de la bureaucratie stalinienne seulement parce qu'elle brisait l'appareil stalinien tchécoslovaque, mais surtout parce qu'elle constituait une brèche supplémentaire — et immense ! — dans l'appareil stalinien international, qui ne peut se maintenir qu'en tentant de préserver un monolithisme sans cesse plus chancelant.

Cette réalité internationale de la révolution politique qui montait en Tchécoslovaquie, la bureaucratie la définit à sa manière à travers les déclarations d'Ulbricht affirmant qu'il fallait écraser l'Hydre de la contre-révolution à Prague avant qu'elle ne se jette sur tous les voisins de la Tchécoslovaquie...

Plus qu'en Pologne, plus qu'en Hongrie, plus qu'en Yougoslavie, plus peut-être qu'en U.R.S.S. même, l'affrontement qui dresse l'un contre l'autre le prolétariat et la bureaucratie a, en Tchécoslovaquie, une nature internationale. La vieille formule stratégique « Qui tient la Bohême tient l'Europe » définit en fait la place de la Tchécoslovaquie au carrefour des échanges économiques de l'Europe et au carrefour de la lutte des classes en Europe. Depuis la monarchie austro-hongroise, le prolétariat tchécoslovaque joue, dans la lutte des classes en Europe, un rôle dont 1928 et 1948 ont souligné l'ampleur. Beaucoup plus industrialisée que ses voisins, la Tchécoslovaquie dépend beaucoup plus étroitement qu'eux du marché mondial, elle a beaucoup plus besoin qu'eux de participer à la division internationale du travail : la diversification de son économie lui impose, beaucoup plus qu'à l'économie roumaine ou bulgare, le recours aux branches complémentaires dont le nombre croît au fur et à mesure que croît la diversification de l'éco-

nomie. C'est ce que nie la « *conception du socialisme dans un seul pays* », et ce qu'interdit le stalinisme, puisque, en maintenant l'ordre social bourgeois, il fait de toute insertion dans la division internationale du travail un facteur de rétablissement du capitalisme dans les économies collectivisées.

La crise de la « *société tchécoslovaque* » qui a éclaté en 1968, ce n'est donc pas la crise permanente de la Bohême, c'est l'expression la plus achevée de la crise du stalinisme et du socialisme dans un seul pays, qui a engendré, en Tchécoslovaquie, ses produits les plus monstrueux : en 1968, la Tchécoslovaquie, petit pays de 14 millions d'habitants, fabriquait environ 80 % des variétés de machines-outils existant dans le monde et nécessaires à une industrie moderne. Aucune n'était « *rentable* » et fabriquée à un prix « *compétitif* » par rapport aux prix du marché mondial. Inutile de préciser que la gestion bureaucratique de l'économie collectivisée a engendré dans cette économie développée et étouffant dans le carcan insupportable de ses frontières nationales un gaspillage dépassant de loin celui qui avait poussé, en 1956, les ouvriers de Zeran à l'avant-garde de la révolution polonaise. La bureaucratie soviétique a exporté bon gré mal gré ses contradictions dans les « *démocraties populaires* » et ces contradictions ont pris et gardent un caractère particulièrement explosif en Tchécoslovaquie, vieux pays industrialisé au prolétariat puissant.

Mais il ne s'agit pas là d'un phénomène objectif : sans la grève générale de Berlin-Est, sans la révolution polonaise et hongroise de 1956, tout comme sans la montée de la grève générale en France à partir de la grève des mineurs de 1963, sans la grève des marins britanniques de 1964, sans la lutte permanente des prolétaires italiens depuis le début des années soixante, le « *printemps tchécoslovaque* » serait parti de beaucoup plus bas... Dans sa thèse 9, Bartosek écrit : « *L'élimination de Novotny et d'une partie de son groupe s'est révélée historiquement une simple révolution de palais : un groupe de bureaucrates a été remplacé par un autre.* » Mais ce n'est là que la surface des choses. En fait, les dissensions inévitables dans la crise ouverte depuis la mort de Staline ont creusé dans l'appareil bureaucratique ébranlé par la résistance sourde mais résolue des masses une brèche par laquelle les masses se sont engouffrées politiquement. Et la « *révolution de palais* », engendrée par la nécessité de répondre aux problèmes posés par la résistance des travailleurs, a ainsi frayé la route aux masses, contre le gré de ses initiateurs conscients. Ce n'est là que la répétition de ce qui s'était passé de 1954 à 1956 en Hongrie et en Pologne. Le « *cours nouveau* » de la « *démocratisation* » s'engage dès la fin juin 1954 en Hongrie, dès janvier 1955 en Pologne pour tenter de « *débloquer* » la situation. En Tchécoslovaquie, en 1968, le processus s'est déroulé à un rythme infiniment plus rapide parce qu'il se situe dans le fil des révolutions de 1956 et à cause de la puissance du prolétariat tchécoslovaque.

Le processus révolutionnaire qui culmina en Hon-

grie et en Pologne et qui démantela le système des camps de concentration en U.R.S.S. fut amorcé par la grève générale des ouvriers allemands de Berlin-Est. Derrière le cours nouveau de Budapest et de Varsovie se profilait l'ombre menaçante des prolétaires allemands. Derrière le « *printemps de Prague* » se profilait l'ombre menaçante du prolétariat européen, facteur de la crise qui secoue de fond en comble le vieil impérialisme européen et le stalinisme. En dehors de cette crise européenne et mondiale, la « *révolution de palais* » dont parle Bartosek serait restée une *révolution de palais* ou plus probablement ne se serait pas produite... Ce n'est pas la crise permanente de la Bohême qui lui a donné sa dimension explosive ; c'est la crise permanente de l'impérialisme et du stalinisme... C'est pourquoi la bureaucratie du Kremlin avait politiquement besoin que les forces armées soviétiques soient flanquées des armées d'Allemagne de l'Est, de Bulgarie, de Hongrie et de Bohême. C'est pourquoi la bourgeoisie internationale inquiète a assisté avec soulagement à l'invasion et à la normalisation, tout en les utilisant au mieux pour dénoncer le socialisme comme incompatible avec la liberté.

Abstraire le « *printemps de Prague* », l'invasion du 21 août, la « *normalisation* » du cadre de la lutte des classes internationale, de la crise mondiale de l'impérialisme et du stalinisme, ce n'est pas seulement se condamner à prendre l'apparence pour réalité, à privilégier le secondaire par rapport à l'essentiel, c'est aussi se condamner à la paralysie pour le présent et l'avenir.

C'est ainsi que la formidable résistance qu'oppose la classe ouvrière tchécoslovaque à la « *normalisation* », formidable résistance qui fait que la reconstruction de l'appareil s'opère en grande partie dans le vide, et que les mesures les plus brutales et les plus voyantes prises par Husak n'empêchent pas que l'ensemble de l'édifice sur lesquelles elles reposent ne soient d'une extrême fragilité : cette résistance n'est pas un facteur spécifiquement tchécoslovaque. Elle s'appuie sur la même réalité qui donne aujourd'hui à la lutte des quelques centaines d'opposants communistes de gauche en U.R.S.S. sa dynamique, sa profondeur, sa dimension, comme elle donne aux opposants confiance et optimisme. Elle s'appuie sur la constatation que Soljenitsyne définissait dans sa *Lettre ouverte*, avec le vocabulaire qui lui est propre, comme la période de l'offensive généralisée des travailleurs en lutte pour le socialisme lorsqu'il déclare aux bureaucrates :

« *Vos montres sont en retard par rapport à notre temps (...). Ce n'est plus le temps des sourds, l'époque sombre où il n'y avait pas d'issue (...). Ce n'est plus, non plus, l'époque de la timidité et des temps frieux.* »

C'est pourquoi Husak apparaît comme beaucoup moins capable que Gomulka et que Kadar de reconstruire un parti stalinien que n'a pourtant pas élaboussé le sang des ouvriers massacrés et des dirigeants

communistes pendus qui avaient creusé entre la classe ouvrière hongroise et le parti stalinien un fossé énorme.

Sans aucun doute, le rapport des forces existant en Tchécoslovaquie, la résistance des travailleurs *tchécoslovaques*, les problèmes particuliers que pose la reconstruction de l'appareil stalinien tchécoslovaque sont-ils les éléments immédiatement déterminants de l'activité des révolutionnaires tchécoslovaques.

Mais on ne saurait dégager de *perspectives*, même immédiates, en Tchécoslovaquie, si l'on ne définit son analyse *d'abord* à partir de la lutte des classes en U.R.S.S., aux U.S.A., en Italie ou en France. Le

congrès des kolkhoziens et la mobilisation du prolétariat italien sont de ce point de vue plus déterminants pour la gauche communiste tchèque que la « *crise permanente de la Bohême* ». Car c'est de ce qu'ils révèlent que dépend pour une part décisive l'avenir de la lutte des travailleurs tchécoslovaques, qui est elle-même une composante décisive de la lutte du prolétariat occidental, comme le remarquait, au mois d'août 1969, le reporter du *Monde* Amber Bou-sougrou, notant que l'incapacité de l'appareil du P.C. tchécoslovaque à prendre quelque peu racine dans les masses menaçait d'explosion l'Europe entière.

NOUVELLE GAUCHE OU IV^e INTERNATIONALE ?

Les thèses 14 à 22 sont consacrées au problème de l'organisation sous le titre « *Nécessité d'une nouvelle gauche* ». Bartosek marque par ce sigle la volonté de dégager une voie qui ne soit ni celle du stalinisme ni celle du réformisme. Mais il y a là une ambiguïté. Pour le militant ouvrier de l'Ouest, le mot « *nouvelle gauche* » a un sens précis : il désigne le ou les courants, nés aux alentours des années 50, et qui, laissant aux P.C. ou à la social-démocratie le monopole du contrôle de la classe ouvrière, ont découvert que cette dernière n'était plus le moteur de la lutte révolutionnaire, que les couches dynamiques et décisives étaient la « *nouvelle classe ouvrière* » bien payée et, en blouse blanche, les cadres, les ingénieurs, les techniciens, etc., ceux qui détiennent le savoir et non plus ceux qui ne vivent que de leur force de travail. L'incarnation la plus actuelle de cette « *nouvelle gauche* » est le P.S.U., parti dont la nature politique apparut avec éclat au printemps de 1969, lorsque sa direction se battit pour le boycott du référendum et ne fut désavouée que de fort peu, et lorsqu'elle se rua dans les élections présidentielles pour y jouer son rôle propre dans la liquidation du Front unique et se battre sur un programme qui a fini par mener son secrétaire général Rocard à être élu député et à se voir souhaiter par Chaban-Delmas d'exposer le plus souvent possible ses idées à la tribune de l'Assemblée.

Bartosek ne connaît sans doute pas cette filiation. Mais lorsqu'il affirme d'emblée : « *La révolution n'a pas ses "propriétaires exclusifs", comme le dit très bien Régis Debray. Nous pouvons ajouter : "Il n'existe aucun monopole sur le progrès, ni sur les groupes, ni sur les organisations, ni en Tchécoslovaquie, ni nulle part ailleurs"* », il affirme, en fait, la nécessité de se démarquer de l'ensemble des courants « *traditionnels* » (le P.S.U. dirait « *passéistes* ») du mouvement ouvrier, sans que cette affirmation s'appuie sur un examen critique de ces divers courants. Le trotskysme n'est ainsi évoqué que sous la forme d'une phrase beaucoup trop rapide pour définir une certitude claire : « *Il faut faire une analyse critique de l'enseignement*

de Trotsky sur la révolution politique contre la bureaucratie, apprécier de façon exacte en quoi il est valable aujourd'hui, dans les conditions qui sont les nôtres et en quoi il est illusoire et limite son idéologie antistalinienne. »

En quoi est-il illusoire et « *limite-t-il son "idéologie" (?) antistalinienne* », cela n'est pas explicite. Il esquisse peut-être une explication lorsqu'il déclare qu'en Tchécoslovaquie « *la place des propriétaires capitalistes est occupée par l'Etat* » et dit que la Tchécoslovaquie était et « *reste* » une « *société bourgeoise* », ce qui nie la réalité de l'exportation des conquêtes d'Octobre par l'Armée Rouge dans les pays d'Europe de l'Est. Mais les formules utilisées sont si allusives que l'on ne sait pas si Bartosek veut simplement dire ou non que l'Etat ouvrier dégénéré et bureaucratisé s'est substitué aux propriétaires capitalistes sans processus de mobilisation des masses (ce qui ne serait d'ailleurs vrai qu'en apparence) et que la bureaucratie stalinienne maintient les modes de répartition bourgeois et les valeurs bourgeoises, ce qui est évident.

En revanche, la filiation avec la « *nouvelle gauche* » occidentale pose un problème grave lorsque Bartosek écrit : « *La révolution (même antibureaucratique) ne peut se faire d'un coup, mais par une série de réformes de structure.* » Sans aucun doute, à travers ces « *réformes de structure* », ce que les révolutionnaires tchécoslovaques tentent de définir, c'est une première ébauche de programme de transition permettant de mobiliser les plus larges masses jusqu'au combat décisif pour abattre la bureaucratie. Mais les mots du vocabulaire politique ont un sens qui leur est imposé par la politique qu'ils définissent en dehors de la volonté de tel ou tel. Or les pablistes et le P.S.U. ont donné aux « *réformes de structure* » un sens précis, par exemple lorsque Mandel-Germain a aidé à la liquidation de la grève générale belge en 1961 en y opposant les nécessaires réformes de structure. Elles escamotent le problème de l'Etat, en suggérant qu'il est possible de le contourner, de l'oublier et de pro-

mouvoir, sans l'inquiéter et sans qu'il s'en inquiète, des modifications dans les rapports entre gouvernants et gouvernés, entre dirigeants et dirigés, etc. Or le problème de la révolution, c'est le problème de l'Etat et du gouvernement. Et l'expérience récente de la Tchécoslovaquie l'a mille fois prouvé : le peuple tchécoslovaque tout entier, dans les usines et dans les facultés, aux champs et à la télévision, était dressé contre les envahisseurs, mais, dans la mesure même où ceux auxquels il faisait confiance se sont attelés à protéger l'unité de l'Etat et de l'appareil du parti, cette unanimité n'a pu empêcher la défaite, et le conseil ouvrier des usines de Skoda, réduit par là même à n'être qu'une « réforme de structure », ne pouvait pas dès lors ne pas être dissous.

La réforme de structure ne peut ainsi avoir finalement que deux visages : ou bien elle signifie que la bureaucratie et la bourgeoisie ont un rôle progressif à jouer et qu'il faut leur arracher certaines modifications qualitatives aussi étendues que possible, ou bien elle signifie que la bourgeoisie et la bureaucratie, même si elles n'ont plus aucune perspective, même si elles n'ont plus d'avenir, sont suffisamment puissantes pour empêcher les masses de mener la lutte pour leur renversement. Dans l'un ou l'autre cas, cela signifie, en fin de compte, que l'alternative n'est pas aujourd'hui « socialisme ou barbarie » et qu'il faut aménager le capitalisme et aménager la domination parasitaire de la bureaucratie. Que cette ambiguïté soit redoutable, cela apparaît lorsque Bartosek examine le problème des rapports avec la bureaucratie du Kremlin. Il affirme :

« La principale question de nos rapports avec le monde et de notre révolution est notre rapport avec l'Union soviétique. L'actuel rapport de vassalité et d'oppression n'est pas un rapport entre deux pays, mais est fondé sur la hiérarchie des pouvoirs des couches gouvernementales respectives d'un grand et d'un petit pays. Or l'abrogation de ces rapports ne peut résulter d'améliorations, grandes ou petites, de cette hiérarchisation, puisqu'il s'agit de détruire la nature même de cette hiérarchisation, puisqu'il s'agit de détruire la nature même de cette subordination. »

« La révolution politique en U.R.S.S., qui réussira à imposer la liberté de l'humanité et de la démocratisation, n'est pas la seule voie possible vers l'abrogation des rapports de subordination (même les gouvernements coloniaux n'ont pas été détruits dans le monde par les révolutions dans la métropole, même si cette voie était la seule possible). La seule possibilité historique réelle consiste dans la lutte en commun des petites nations de l'Europe centrale et balkanique pour l'égalité (l'exemple yougoslave est un exemple qui mérite d'être bien étudié). »

On est ici au cœur du problème : bien entendu, les travailleurs des pays de l'Est ne peuvent subordonner leur combat à la révolution politique en U.R.S.S., dont le combat est, d'ailleurs, un élément constitutif, de même qu'ils ne peuvent subordonner leur combat au développement de la lutte des classes

dans les pays capitalistes, dont le combat est aussi un élément constitutif.

Mais l'exemple des peuples coloniaux est ici trompeur, et cela sous deux aspects :

1. L'indépendance nationale de l'Inde ou de l'Algérie modifie la forme des rapports entre la bourgeoisie nationale et la bourgeoisie internationale, elle ouvre la voie à la tentative, pour chaque bourgeoisie nationale, de construire son propre capitalisme national, tentative condamnée d'avance, comme le montrent les exemples de tous les pays dits sous-développés, car l'impérialisme ne peut se survivre qu'en les étouffant et en les pillant ; cette indépendance nationale ne modifie donc en rien ni la nature de classe de ces pays ni leur subordination implacable à l'impérialisme mondial.

Les peuples coloniaux ne peuvent s'engager sur la voie de leur émancipation que dans et par la révolution prolétarienne dans les pays industriellement avancés. Les travailleurs et les paysans d'Afrique du Nord, d'Amérique latine, d'Asie en ont fait, depuis vingt ans, la tragique expérience, et leur misère croissante sous la botte de l'impérialisme mondial confirme et illustre ainsi l'une des thèses fondamentales de la révolution permanente, qui n'est que l'expression théorique de l'unité mondiale de la lutte des classes engendrée par l'impérialisme.

2. Mais surtout l'exemple de la Pologne en 1956, de la Hongrie en 1956, de la Tchécoslovaquie en 1968 démontre qu'il ne saurait y avoir de SUBORDINATION INDIRECTE DES PAYS D'EUROPE DE L'EST à la bureaucratie du Kremlin. L'ordre bureaucratique en Tchécoslovaquie, en Hongrie ou en Pologne repose sur une clé de voûte qui est la bureaucratie du Kremlin. Toute indépendance plus ou moins relative de ces pays par rapport à l'Union soviétique fait exploser cet équilibre instable ET TEND PAR LA MEME A LE FAIRE EXPLOSER EN UNION SOVIETIQUE, dans la mesure où la bureaucratie soviétique a tenté d'échapper à ses contradictions au lendemain de la seconde guerre mondiale en les exportant, sous une forme nécessairement concentrée, dans les pays d'Europe de l'Est.

Faute de quoi, la thèse de Bartosek ne serait que la résurgence, sous une forme modifiée, de l'idée du « modèle » national (ici fédéral !) du socialisme : le modèle polonais de 1956, ou le modèle tchécoslovaque de 1968, le modèle français de Garaudy depuis quelques années. Privilégiant les particularités nationales par rapport à l'unité mondiale de la lutte des classes, cette idée du « modèle » exprime le désir conscient ou inconscient de parvenir à un impossible *modus vivendi* avec la bureaucratie du Kremlin (et avec l'impérialisme), c'est-à-dire d'échapper à la réalité de l'unité mondiale de la lutte des classes, et elle-même, consciemment ou non, à une attitude du genre : nous faisons ce que nous voulons en Pologne, en Tchécoslovaquie, dans les Balkans, nous développons notre petit socialisme à nous, original et spécifique, entre Sofia et Belgrade, mais cela n'aura pas de conséquence

sur vous, seigneurs moscovites de la bureaucratie. Nous comptons donc bien que vous nous laisserez en paix... La réponse des bureaucrates, ce sont les chars russes à Berlin-Est, le 17 juin 1953, l'encerclement de Varsovie par les troupes russes en octobre 1956, l'entrée des chars russes à Budapest en octobre et novembre 1956, l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

L'aspiration de Bartosek à une « *lutte en commun des petites nations de l'Europe centrale et balkanique pour l'égalité* » traduit ainsi à la fois une aspiration réelle des masses de ces pays et une aspiration au contenu révolutionnaire. Mais il est parfaitement illusoire de croire qu'elle est réalisable en ces termes (sous la forme de l'égalité à la yougoslave étendue à l'ensemble des pays d'Europe centrale). L'indépendance des pays d'Europe centrale bouleverserait en effet l'équilibre politique et social, non seulement des pays de l'Est, mais aussi des pays capitalistes d'Europe avec lesquels ils s'articulent. Posant comme réalité imminente la révolution politique dans les pays d'Europe de l'Est et en U.R.S.S., elle poserait, en même temps, le problème de la révolution sociale dans les pays capitalistes de la vieille Europe. La bureaucratie stalinienne est un élément déterminant de l'ordre bourgeois en Europe occidentale : la grève générale de mai-juin 1968 en France l'a rappelé. Le plus formidable mouvement de classe que l'Europe ait connu depuis la grève générale allemande de 1920 a été morcelé, émietté, brisé après trois semaines d'efforts par l'appareil stalinien. Mais l'appareil stalinien français ne tire sa force que de sa subordination au Kremlin. Que la bureaucratie soviétique chancelle

et l'appareil stalinien dans chaque pays, à commencer par la France et l'Italie, sera secoué jusqu'en ses tréfonds. La crise du stalinisme internationale, qui s'approfondit depuis 1956, en est le signe. La revendication de l'« *égalité* » pour les petites nations d'Europe centrale ne peut donc prendre son sens et ne pas être l'impossible utopie d'une « *égalité* » entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme (« *égalité* » dont l'exemple yougoslave a justement montré la vanité !) que si l'avant-garde communiste lui donne sa dimension politique et sociale réelle à travers le mot d'ordre des ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE.

La réponse des révolutionnaires ne peut être la tentative de répéter en l'élargissant un *modus vivendi* « *balkanique* » utopique qui ne serait que l'expression la plus achevée du « *socialisme à visage humain* », lequel, après la « *voie polonaise vers le socialisme* », a fait faillite.

Elle ne peut être que la reconstruction d'une Internationale exprimant par son programme et par sa nature l'unité mondiale de la lutte des classes, c'est-à-dire la reconstruction de la IV^e Internationale, continuité des trois premières et dont le programme ne saurait être épuisé que par le renversement de l'impérialisme et du stalinisme à l'échelle du globe. Les bureaucrates le comprennent clairement, comme ils comprennent clairement que cette nécessité objective est aujourd'hui à l'ordre du jour. Et c'est pourquoi ils concentrent tous leurs feux pour dénoncer, depuis quelques années, l'ennemi principal : le trotskysme.

J.-L. SIMON.

Le "paradis scandinave"

Nous publions intégralement ci-dessous une lettre d'un correspondant danois que nous a communiquée la rédaction d'*Informations ouvrières*. Les précisions qu'elle fournit sur les conditions de vie des travailleurs scandinaves permettent de comprendre que « l'exemple des pays nordiques », dont se réclament souvent les hommes politiques de la bourgeoisie française, n'est l'exemple — parce que ce « paradis terrestre » européen est soumis au lois du capital, à l'époque de l'impérialisme pourrissant — que de la misère, de la déchéance et de la barbarie.

Cette lettre n'est pourtant pas que pessimiste, elle indique, dans sa conclusion, que les travailleurs et la jeunesse danoise sont, d'ores et déjà, entrés en mouvement, se reliant ainsi à la lutte de la classe ouvrière mondiale, pour un ordre nouveau, l'ordre de la société socialiste.

Je voudrais me permettre d'apporter quelques précisions aux propos de la très « particulière » correspondante C. Olsen qui rendait compte dans le journal « Le Monde » des mouvements survenus au début du mois dans les rangs des ouvriers danois.

Ces précisions porteront sur trois points :

— Le renvoi de 26 représentants syndicaux dont elle a omis de faire mention ;

— Les disparités survenues dans le partage des impôts après la mise en vigueur au 1^{er} janvier 1970 de la nouvelle méthode de perception de la taxe sur le revenu ;

— Une appréciation du « salaire confortable » de l'ouvrier danois.

Les représentants syndicaux

Signalons tout d'abord que le syndicat danois n'a qu'un très lointain rapport avec les grandes centrales qui, en France, regroupent un pourcentage considérable des ouvriers. C'est un organisme que l'on pourrait assimiler à une caisse de Sécurité sociale, chargé avant tout de toucher les cotisations très élevées (environ 40 couronnes par mois) et de soutenir pécuniairement, dans certaines conditions bien précises, tel ou tel ouvrier subitement mis à pied par son employeur. En ce qui me concerne, les seules rencontres que j'ai pu faire au bureau sont celles d'un vieillard chargé de coller les timbres sur mon carnet d'adhérent (syndicat des manœuvres et ouvriers spécialisés) et d'encaisser l'argent, et puis d'autres ouvriers qui se demandaient, à chaque fois, pourquoi ils venaient depuis si longtemps verser tant d'argent à un organisme qui, à coup sûr, ne leur serait jamais d'aucun secours (quant aux nouveaux adhérents : aucune aide avant une année entière de cotisations). Mais bien souvent l'inscription au syndicat est obligatoire, et l'on peut alors l'assimiler à un impôt supplémentaire non négligeable.

Cela posé, examinons le cas des représentants syndicaux.

« La Nation » ne craignait pas dernièrement d'exprimer, dans un article cité par « Informations Ouvrières » n°459,

un point de vue hardi et qui pourrait paraître neuf, et que je reproduis ici :

« Il faudrait à notre pays un syndicalisme scientifique dont le seul rôle, considérable en soi, serait de veiller à la répartition équitable des profits en fonction de notre potentiel... »

L'accès aux postes de responsabilités (syndicales) ne serait possible qu'à l'issue de plusieurs contrôles des connaissances et APTITUDES auxquels les postulants auraient satisfait. »

Démasquons ces messieurs sans plus tarder en signalant que ces mesures qui voudraient faire figure d'avant-garde ne sont en réalité que la copie conforme d'un état de chose qui, ici, commence même à dater ! Et d'ailleurs, puisque la mode est actuellement en France à l'imitation par le gouvernement Chaban des systèmes du « paradis scandinave », nous verrons plus loin ce que ces promesses contiennent de tristes réalités pour le prolétariat.

Le représentant syndical est le seul habilité à traiter avec le patron, il est élu annuellement dans chaque usine par une assemblée générale des travailleurs. Cela étant, on devrait pouvoir rencontrer de temps à autre ce fameux « tillidsmand » — Eh bien non ! Cela ne m'est

jamais arrivé, et je ne suis pas le seul dans ce cas. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé...

Souvent, d'ailleurs, aucun des ouvriers ne le connaît, n'en a seulement entendu parler ni même participé à son élection. Cela tient du miracle ! Le représentant syndical est un homme invisible. (Rappelons que toute action tentée en dehors de son contrôle est illégale et immédiatement sanctionnée... Le patronat a pris la décision de faire comparaître devant les tribunaux de prud'hommes un nombre important d'ouvriers qui s'étaient rendus coupables au début du mois de participation à des mouvements de grèves « sauvages ».)

Où est donc ce représentant ?

Eh bien, il est en voyage d'études, en stage de formation, ou au diable vauvert ! Le fait est qu'on est en train de lui inculquer les connaissances et « aptitudes »

requis pour ce genre d'emploi. On l'a tout simplement enlevé des mains des ouvriers.

On connaît la suite, qui n'est malheureusement pas particulière au Danemark, quand il s'agit d'organiser et de soutenir un mouvement revendicatif.

Et pourtant, vingt-six de ces représentants avaient pris position au côté des ouvriers, ce sont ces vingt-six-là que la correspondante du respectable « Monde » avait omis de signaler. Ils avaient eu l'audace de soutenir le mot d'ordre d'une couronne de plus de l'heure. Pas longtemps.

Immédiatement démis, renvoyés, ils n'ont pas été, que je sache, remplacés.

Alors vous voyez, messieurs de « La Nation », ici on se débarrasse même des représentants « ayant satisfait aux contrôles des connaissances et aptitudes »... Vos rêves sont déjà bien à la traîne !

Les disparités « fâcheuses » de M^{lle} Olsen

Le paiement des impôts sur le revenu s'effectue maintenant de cette façon : à un gain annuel qu'il a fallu déclarer à l'avance pour l'année 1970 (et il vaut mieux ne pas déclarer en dessous !) correspond un certain pourcentage qui, d'après les barèmes qu'il m'a été donné de consulter, varie de 38 % pour les salaires annuels de 0 à 18.000 couronnes à 55 % environ pour les salaires de 80.000 couronnes (chiffres cités de mémoire), et déjà l'on se rend compte que la ponction, inégalement répartie, est défavorable aux bas salaires, alors que des salaires cinq fois plus forts ont un pourcentage à peine plus élevé.

Cet argent est retiré avant la remise de sa paye, en fin de semaine, de quinzaine ou de mois, à l'ouvrier qui ne reçoit donc que le restant.

A cela viennent s'ajouter des nuances.

Dans telle ou telle situation (marié, enfants, salaire unique, etc.) une certaine partie du salaire est libérée de l'impôt. Cette partie « détaxée » n'est pas calculée au pourcentage de la paye, mais compose une certaine somme d'argent déterminée par le bureau des impôts. Par exemple : 5.000 couronnes pour l'année.

Ainsi le pourcentage d'impôt sera calculé, non pas sur le salaire entier, mais sur ce qui reste du salaire brut, une fois retirée la somme détaxée. Cela devrait donc réduire sensiblement le poids de l'impôt...

Mais ce n'est pas tellement vrai ; et il y a une première explication simple, qui est que le pourcentage reste malgré tout considérable (au lieu de prendre plus du tiers du salaire, on en prend maintenant un peu moins d'un tiers, ce qui reste très lourd) et une seconde explication que voici : la somme détaxée est fixée pour un an. Mais l'impôt étant retenu « à la source » avant chaque remise de salaire, il a bien fallu diviser cette somme en tranches. Donc, première division en 12 mois, et première anomalie puisque l'ouvrier (le système de congés payés étant différent au Danemark) ne va pas bénéficier de la tranche détaxée de sa période de vacances (idem pour les périodes de chômage).

La somme totale détaxée est donc réduite d'autant.

Ensuite, la division en quinzaines, en semaines, en jours, de la somme totale détaxée se fait d'une façon si astucieuse que la somme détaxée d'un mois est un peu inférieure au douzième de la somme totale, la somme d'une quinzaine un peu inférieure à la moitié de celle d'un mois, celle d'une semaine, etc.

Voyons alors ce qui se passe.

Quoique le système de la quinzaine tende à se propager de plus en plus maintenant, l'ouvrier reçoit quand même le plus souvent sa paye en fin de semaine. Qu'arrive-t-il le vendredi soir ?

Le patron calcule ainsi :

5 jours de travail = x salaire.

Somme détaxée = somme détaxée journalière multipliée par 5 = y.

Il fait la soustraction x — y et calcule le pourcentage d'impôt sur la somme restante « z ».

Mais si l'on fait le total des sommes détaxées journalières, à raison de 20 jours de travail par mois et 11 mois par année (exactement 11 mois + 1 semaine) on s'aperçoit que l'ouvrier n'a bénéficié que 220 ou 225 fois de sa somme journalière détaxée (elle-même déjà réduite) au lieu de 365 fois.

La somme détaxée initiale qui lui avait été allouée n'est donc plus maintenant que les 220/365 de sa valeur. Avec une réduction moindre, le processus reste identique pour les ouvriers payés à la quinzaine ou au mois.

Et la correspondante du « Monde » ajoute :

« En effet, ces disparités dont les experts n'ont pas assez tenu compte (? !) ont mis certains groupes, notamment les chômeurs et les retraités, en difficulté. »

En fait, selon elle, le problème se résume à envisager un secours social à une catégorie qu'elle classe déjà comme la lie de la population.

C'est totalement faux.

Etant à ce jour chômeur, je peux affirmer que je pourrais me moquer éperdument du système de M. Baunsgaard puisque, ne percevant pas de salaire, on ne me retient pas le moindre centime d'impôt !

Je sais seulement que, chaque jour, une portion de la somme annuelle détaxée qui m'a été allouée est définitivement perdue.

Quant aux retraités, vraiment, que leur enlever ?

Non, la mesure vise la masse active de la population, et M^{lle} Olsen ne pourra s'acheter une bonne conscience à si bas prix ! Car il est certain que, en dissimulant traitreusement la portée d'un tel système visant très directement les masses travailleuses, elle définit clairement sa position ; et, par la même occasion, le journal qui lui achète de tels propos réaffirme la sienne... si besoin en était.

Le salaire «confortable» de l'ouvrier danois

J'accorderai à la sujette de leurs majestés que la masse d'argent que reçoit un ouvrier danois est certainement supérieure à celle perçue par les ouvriers de nombreux autres pays, à commencer par les natifs du Groënland où leurs atesses sévissent également. Mais, cela posé, il ne faudrait pas perdre de vue que la quantité correspondante de produits que peut se procurer le salarié avec cet argent n'est pas plus importante. En effet, en regardant les prix des marchandises de consommation courante (nourriture et vêtements), on est déjà surpris. Mais jetons ensuite un coup d'œil aux denrées dites de luxe : tabac, vin, alcool, il y a de quoi tomber à la renverse. Quant aux voitures, deux exemples parleront d'eux-mêmes.

— la voiture la plus répandue est la Volkswagen dont le prix est tout simplement multiplié par deux à sa sortie d'Allemagne. Elle est vendue ici l'équivalent de deux millions d'anciens francs ;

— la D.S. 21 coûte 75.000 couronnes, soit près de six millions d'anciens francs !

C. Olsen concède que le contribuable danois est celui qui verse la plus grosse partie de son salaire aux impôts directs, en Europe, mais elle a omis de mentionner les indirects. A ses yeux, ils sont sans doute négligeables.

Cela m'amène à parler de cette propagande qui est faite ici également autour des pays scandinaves :

« Le Danemark c'est le paradis. Partout ailleurs, c'est le désordre, la violence, la misère. »

Voilà ce que l'on tente de faire entrer de gré ou de force dans les esprits. Je pense que quelques exemples illustreront cette affirmation.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Variable, mobile à souhait, il ferait aussi le rêve du gouvernement Chaban. Les ouvriers n'ont en somme qu'à faire le nécessaire pour se trouver là où il faut au moment opportun, être prêts à accepter n'importe quoi. Alors, s'ils savent se montrer dociles, ils auront une chance de rapporter à la maison ce « salaire confortable »... jusqu'au prochain licenciement.

LES SALAIRES

Le « confort » de la mère Olsen est apprécié très différemment selon les rapports offre-demande. Ainsi on peut offrir à l'ouvrier ici 18 couronnes de l'heure, et là 9 couronnes seulement. A lui de suivre le marché du travail comme on suivrait un cirque, s'il veut gagner sa vie.

LA STABILITÉ DE L'EMPLOI

Quand on est renvoyé sous le prétexte qu'il n'y a plus de travail, cela peut être vrai ou faux. En tout cas il n'y a rien à faire contre le fait qu'on n'a plus besoin de vous. Le syndicat fait le mort, et les collègues ont intérêt à montrer qu'ils ne sont pas du côté de celui qui a osé faire valoir son droit aux yeux de son employeur, sinon gare ! Alors on se retourne vers l'aide sociale, en attendant le prochain emploi. L'aide vient, ou ne vient pas. Personnellement, ma femme, Gitte, étant étudiante, je n'ai jamais eu droit au moindre soutien. L'argent est de taille : « Elle pourrait travailler ! »

Pour ceux qui bénéficient du soutien, ils doivent accepter la première proposition d'embauche quelle qu'elle soit, sinon ce soutien leur est ôté. En somme, faire n'importe quoi.

L'APPRENTISSAGE

Dans la plupart des cas le patron déclare assurer lui-même la formation du jeune, ce qui lui permet d'employer

l'apprenti aux besognes les plus dégradantes pendant quelques années, et cela à peu près gratuitement. La seule chance de gagner sa vie, pour un moins de 21 ans, est d'accepter dès le début un emploi de manœuvre. Mais là encore les patrons profitent de sa jeunesse pour pratiquer des abattements de salaire honteux.

LA MALADIE

Tout le monde ne peut se payer le luxe d'une grippe dans un pays où l'hiver est pourtant rigoureux. En effet, la première semaine de maladie n'est pas payée. Huit jours sans argent c'est long. C'est seulement à condition que le malade garde la chambre plus de trois semaines que la première lui est alors payée, selon le barème de la Sécurité sociale.

Pour les femmes, il y a eu de nombreux cas de renvois, surtout dans les supermarchés. Cause : grossesse.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Je cite mon cas : à l'époque où j'avais encore un emploi comme chauffeur routier, je devais assurer personnellement le chargement du camion (les marchandises étant apportées jusqu'à proximité immédiate), que ce soient des centaines de sacs de 50 kg ou d'autres matériels difficilement maniables, avant de reprendre la route souvent dans un état de grande fatigue. Je rappelle que le chauffeur a la responsabilité des marchandises pendant la durée du transport, de leur chargement correct, des accidents qu'elles peuvent causer en cours de route, et enfin de sa circulation en tant qu'usager de la route.

LES VACANCES

7,5 % du salaire sont retenus pour les « congés payés ». L'ouvrier a droit à une semaine en hiver, et 3 semaines en été. Mais pour obtenir cet argent il doit fournir une attestation prouvant qu'il a cessé toute activité rémunératrice (témoignage) pour la période qu'il déclare prendre comme vacances. Selon quoi on lui remettra ses 7,5 %... mais pas avant le 1^{er} mai.

LE STANDING ET LA « MORALE »

Un père de famille doit subvenir aux besoins de son foyer, c'est entendu. Il doit être en mesure, avec ce qu'on veut bien lui laisser de son salaire (je passe sous silence la honteuse question du logement, ce vol autorisé n'étant pas spécifique au pays), de nourrir, habiller ses enfants, leur assurer une éducation, etc., faute de quoi, ceux-ci lui seront immédiatement retirés et confiés à la garde des établissements de la commune.

Tant que le père ne pourra pas prouver qu'il a désormais la possibilité d'assurer à sa famille la sécurité requise, il ne pourra rien contre cet enlèvement.

LES MÈRES CÉLIBATAIRES

Dans un pays qui se réclame avec tant de battage de la libération sexuelle (j'y reviendrai), il est normal que l'on s'occupe du sort de celles que la maternité a mises dans une situation matérielle difficile.

Des pensions ont été créées, de petits appartements mis à la disposition des mères célibataires jusqu'à l'amélioration de leur situation, ou éventuellement jusqu'à leur mariage. Tout cela est parfait, et la morale est sauve. Seulement il faudrait conseiller à ceux qui entonnent alors prématurément « Le joli pays » (hymne danois) de regarder un peu plus au-delà de la porte dorée de ces institutions. En effet, pour la « prévenue », cela commence...

Questionnaires, enquêtes, il ne lui sera laissé aucun répit avant qu'elle n'ait livré le « coupable ». Pardi, la morale coûte cher, et il faut bien trouver celui qui va payer la pension complète ! S'il y a plusieurs prétendants au titre, eh bien, les examens sanguins départageront les ex æquo !

ENFIN LE BOUQUET : LA SACRO-SAINTE NON-VIOLENCE

Naturellement, l'ordre et la propreté étant de règle dans ce paradis, il est inadmissible que des énergumènes, pour diverses raisons viennent de temps à autre troubler la paix publique.

Il faut maintenir le calme, et cela à tout prix !

Sous un tel prétexte, est alors encouragée la répression la plus dure contre telle ou telle action ou tentative d'action. Ainsi, comme partout ailleurs, les grévistes sont des « sauvages » qu'il faut maîtriser au plus tôt. Que des jeunes organisent une manifestation de solidarité avec le peuple vietnamien, et toutes les forces de police s'abattent sur eux avec une violence inouïe. Dans un autre ordre d'idée, les étudiants avaient organisé, à la sortie d'un cinéma, un mouvement de protestation contre le film de John Wayne « les Bérêts verts ». Là encore, la police a rappelé ses meutes fascistes à motos et blousons de cuir (alors spécialisées dans l'attaque des travailleurs étrangers — à domicile ou sur le lieu de travail... ou directement dans la rue !) pour les lancer contre les jeunes désarmés. Un journal avait d'ailleurs saisi l'occasion pour photographier quelques officiers de police déguisés en blousons noirs, casque et croix gammée, maniant la matraque et la barre de fer contre les étudiants. Mais l'affaire disparut bien vite de la première page...

Et puisque j'ai abordé le problème des étrangers, revenons-y un instant. Les étrangers en général, c'est le sujet épineux. Et dans la ligne : « le Danemark c'est mieux que tout », voilà ce que l'on apprend à la population : les Américains sont des machines à guerre, les Russes des sauvages, les Finlandais passent leur temps à se battre au couteau, les Français ont des poils partout et sentent mauvais (propos d'une étudiante de 22 ans), les Italiens viennent pour prendre les filles, et les Turcs... ah ! les Turcs !

Ils viennent gagner de l'argent, l'envoient à leurs familles, et repartent sans payer d'impôts (ces mots datent donc d'avant le 1^{er} janvier 1970).

Cela à un point tel que la réflexion la plus courante à propos du nouveau système de ponction de l'impôt était celle-ci :

« Maintenant ils n'y échapperont plus » — « ils », ce sont les Turcs, la bête noire du siècle. En fait, de la part du contribuable qui se fait voler la plus grande partie de son salaire par l'Etat, cette réaction s'explique, la propagande nationaliste faisant le reste.

Pourtant, revenant à ce problème des impôts, qui aura finalement joué le rôle de signal pour le rassemblement du prolétariat, je voudrais ajouter ce qui suit.

Les travailleurs étrangers, qui n'ont, la plupart du temps, pas pu amener leur famille avec eux, ne bénéficient pas de la détaxation de cette somme dont il a été question plus haut, et la ponction s'effectue donc sur le salaire brut. De plus, et cela s'est produit pour moi simplement parce que l'administration avait tardé à m'envoyer ma carte d'impôt, quiconque n'est pas en possession de cette carte définissant son statut personnel se verra retrancher d'office sur son salaire brut un impôt de 40 % ! Ainsi les étrangers employés à bas prix ne touchent souvent plus que la moitié de leur salaire de misère. Je tenais à signaler ce détail qui sera un facteur d'importance dans la crise qui se noue. Les étrangers dégoûtés s'en vont. L'Allemagne les reçoit.

Mais la réaction ne se fait alors pas attendre.

Nombre de patrons avaient trouvé dans la main-d'œuvre étrangère une force de travail très mobile et peu coûteuse... Ceux-là se retrouvent par contre-coup terriblement touchés. On parle de lock-out. Je ne sais quelle décision prendra le gouvernement à leur égard, mais les étrangers sont tout à coup considérés d'un autre œil.

Mais cela ne s'arrête pas là.

J'ai dit avoir été touché personnellement par la mesure arbitraire des 40 % d'office. Si cela était un cas particulier on pourrait le passer sous silence. Mais il se trouve que nombre d'autres ouvriers danois ou étrangers ont été frappés par cette mesure. Alors, de cas particulier en cas particulier, le mécontentement se mit à grandir, et une intervention fut tentée auprès des officiels, afin de savoir quand et comment il serait désormais possible de récupérer cet argent pris en trop et que les patrons refusent de rendre. Voici ce que répondit par l'intermédiaire du journal « Politiken » du 4 février M. Paabol, contrôleur général des impôts : « Il est exact que les employeurs n'ont pas le droit de rembourser cet argent, ainsi le problème ne pourra se résoudre avant un an », signifiant sans doute par-là que dans un an il serait procédé à une espèce de récapitulation générale. Jusque-là, que chacun se débrouille donc comme il peut parmi tous ces arbitraires !

Mais je n'en ai pas fini avec le chapitre des libertés au pays du jeune Hamlet qui lisait sans doute l'avenir quand il déclarait amèrement du haut de sa tour, contemplant les futurs briseurs de grève d'Elsingor : « Quelque chose est pourri en royaume de Danemark ! »

L'EGLISE

Elle est d'Etat ; donc, le contribuable paie. Le pourcentage n'est pas énorme, mais tout de même d'environ 1 % du salaire de l'année, et c'est donc quelques autres centaines de couronnes qui sortiront annuellement de la bourse du travailleur pour entretenir les parasites mystiques. Naturellement, il est possible de donner en quelque sorte sa démission de l'église, après entretien avec un responsable ; et cela s'est passé pour Gitte, ma femme. En fait personne ne s'y est opposé de front et cela fut assez facile. Mais il se trouve tout à fait par hasard que, se destinant à l'enseignement, elle ne pourra exercer dans bon nombre des écoles puisque l'enseignement de la religion y est obligatoire. Ainsi très rares sont ceux de ses collègues qui l'ont suivie dans cette voie qui ouvre tout simplement sur le chômage.

LA CIRCULATION ROUTIERE ET LA JUSTICE PREVENTIVE

Je passerai rapidement sur le chapitre de la circulation routière qui mérite d'être cité dans ce tour d'horizon, mentionnant au passage un certain article 70 du code qui permet pratiquement le retrait du permis dans n'importe quelle circonstance, pourvu que d'une manière quelconque la conduite du chauffeur soit démontrée comme étant « dangereuse ». L'accident n'est pas nécessaire.

Ainsi la « justice préventive plus que punitive » souhaitée également par le gouvernement français aura déjà elle aussi un goût de réchauffé. Ici, la police a le droit d'arrêter n'importe qui sur la route et de lui faire subir l'alcootest. Si cela est négatif, il y a d'autres solutions : par exemple, faire subir au « patient » un examen portant sur le code de la route, et s'il passe au travers, quoiqu'il soit très aisé de « coller » quelqu'un sur le code, on peut lui faire subir des tests physiques. De toute façon, s'il a été décidé qu'on retirera son permis à un conducteur, on le lui retirera pour une raison ou pour une autre.

A signaler en passant qu'un retrait de permis nécessite,

le délai expiré, de repasser les épreuves — c'est un moyen pour la police d'agir encore à ce moment (sans compter les frais et amendes que cela entraîne).

Le fin du fin a été une campagne pour la dénonciation des chauffards.

Un homme du quartier a été emprisonné sur-le-champ pour un mois, parce qu'une voisine avait prévenu la police qu'il s'appretait à conduire en état d'ivresse.

De même, si lors d'un contrôle routier un véhicule est jugé en mauvais état, on retire immédiatement les plaques minéralogiques et le permis du conducteur.

Quant à l'alcootest lui-même : en cas de réaction positive c'est la prison immédiate et le retrait du permis.

Dans tout cela je ne parle pas des amendes exorbitantes (stationnement interdit : 200 couronnes).

LA LIBERTE DE PRESSE

On ne trouve pas Marx, Engels, Trotsky, Lénine (sauf de rares analyses de leurs écrits par quelques philosophes chrétiens). « C'est trop vieux », me déclarait un jour un libraire. J'ai finalement pu mettre la main sur un vieux « Manifeste du parti communiste ». Plus tard Gitte a découvert (nous habitons alors la province) la librairie communiste de Kobenhavn. Mais naturellement, Trotsky...

Par contre le « porno » marche à plein rendement. Les vitrines des libraires en craquent — romans, magazines — les cinémas font le plein, on ouvre des cabinets spécialisés, on organise des rencontres pour jeunes, pour couples, pour vieux, pour hommes, pour femmes, on organise des expositions comme la « mess sex », on met en vente des appareils dits de massage, enfin tout l'arsenal est déployé pour abrutir la population, canaliser la jeunesse à qui l'on prétend faire trouver la liberté.

Des bandes d'oisifs crasseux, baptisés hyppies, sont parqués dans des taudis qu'on leur abandonne, fermant les yeux sur la déchéance la plus complète dans laquelle

ils vivent là, ou bien traitant calmement devant les caméras de la télévision, entre psychologues et sociologues distingués, du problème de la jeunesse droguée, de la démission des parents devant ce phénomène, de l'homosexualité grandissante ou du suicide, se félicitant peut-être d'être encore bien en deçà du pourcentage accusé par le voisin suédois.

Je voudrais pourtant terminer sur une note d'espoir donnée par la situation actuelle, qui comporte tous les signes annonciateurs d'une période de crise grave.

Au séminarium (équivalent de l'école normale) de Holbæk, à propos de revendications diverses, une action a été entreprise qui a mis à jour des problèmes fondamentaux beaucoup plus graves. Pendant deux semaines 500 élèves instituteurs ont boycotté les cours, montrant ainsi leur volonté d'en finir avec des structures féodales et un enseignement débilitant. Même chose à Aarhus, puis à Kobenhavn, où les professeurs prirent cette fois position du côté des étudiants, et cela pendant que les ouvriers de l'industrie métallurgique montraient qu'ils n'étaient pas prêts à supporter éternellement cette vie démoralisante, suivis dans l'action par les ouvriers des chantiers de construction navale, et beaucoup d'autres encore.

En résumé, malgré le démantèlement organisé de la classe ouvrière, malgré l'ignorance soigneusement entretenue, l'abrutissement dispensé par la presse et la télévision, les travailleurs, puis les étudiants et les enseignants entendent démontrer qu'ils n'acceptent plus cette existence honteuse qu'on leur inflige, et qu'ils sauront, au moment opportun, se retourner contre ceux qui, soucieux seulement de l'accumulation de leurs propres bénéfices, prétendent encore faire accroire au prolétariat danois qu'il doit s'estimer heureux de son sort, appuyant ce « conseil » de ce faux argument que son sort est, parmi ceux des populations des autres pays du monde, le mieux partagé.

UN MILITANT SCANDINAVE.

En vente à la Librairie d'Informations Ouvrières

LES MARXISTES ET L'ETAT

par César CORTE

La théorie marxiste de l'Etat, vérifiée par un siècle d'expérience du mouvement ouvrier international, et confrontée avec ses déformations staliniennes et ses falsifications petites-bourgeoises, reste l'arme irremplaçable de l'avant-garde révolutionnaire.

Supplément à « Etudes Marxistes » n° 9 - Prix : 2,50 F.

PARUTIONS RÉCENTES

en vente à la Librairie d'«Informations Ouvrières»

87, rue du Faubourg-Saint-Denis
PARIS (10^e)

ou envoyées franco de port contre paiement
au C.C.P. «Informations Ouvrières» Paris 21831-73

Pierre Broué

LE PRINTEMPS DES PEUPLES COMMENCE A PRAGUE

L'exemplaire 9 F. - par 10: 8 F.

LA REVOLUTION ALLEMANDE (1917-1923)

L'exemplaire 11 F. - par 10: 10 F.

F. De Massot

LA GRÈVE GÉNÉRALE DE MAI-JUIN 1968

L'exemplaire 12 F. - par 10: 11 F.

LE MANIFESTE DE DECEMBRE 1967 DE L'O.C.I.

L'exemplaire 3 F. - par 10: 2,70 F.

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE (1936-1939)

L'exemplaire 12 F. - par 10: 11 F.

L'AGONIE DU CAPITALISME ET LES TACHES DE LA IV^e INTERNATIONALE

(la mobilisation des masses autour des revendications transitoires
comme préparation à la prise du pouvoir)

"Programme de Transition"

L'exemplaire 3 F. - par 10: 2,70 F.

